REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XL. — 1er JUILLET 1917. 1

I

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1917

054
R3274
1917, v.4
F 12 '18
141015

LA
CLOSERIE DE CHAMPDOLENT[1]

DERNIÈRE PARTIE (2)

VI. — LA RÉCOLTE DU GOÉMON

Quand les deux domestiques de Kerjan eurent mangé la soupe, puis une large tranche de pain beurré, le plus jeune, qui se disait encore malade, se leva de table ; mais Le Treff avala une dernière crêpe de blé noir et plusieurs bols de cidre. Puis, sans hâte, il se prépara pour cette expédition de Mousterlin, endossant, par-dessus son gilet de tricot, une veste sans manche, soutachée de velours, la seconde d'après le rang d'ancienneté, et qu'il mettait toujours s'il devait travailler hors du domaine. Marie s'habilla un peu, elle aussi : mais, pour protéger le bonnet, le ruban et la collerette, elle jeta, sur sa tête et sur ses épaules, le châle de laine qu'elle attacha, sous le menton, avec une épingle double. Et elle monta dans la charrette aux flancs cintrés, qui était toute semblable à la carène d'un bateau de pêche, posée sur deux roues. Le Treff monta près d'elle. Dans le fond, sur les planches, il y avait deux fourches, une grosse pour le valet, une petite pour Marie. Les deux chevaux étaient attelés en flèche : dans les brancards, la vieille jument couleur d'acier, large de croupe et large d'épaules, mais lasse et qui n'avait point de trot, et, en avant, tirant par

(1) *Copyright by* René Bazin, 1917.
(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juin.

saccades, ombrageux, flairant le vent et le sol, mordant qui s'approchait, un avorton de cheval blanc qui se dandinait entre ses traits de corde.

Il fallut bien vingt minutes pour déboucher, des petits chemins, sur la route qui va de Fouësnant à Mousterlin. Marie n'était point d'humeur à causer; elle avait la pensée au loin. Elle se répétait à elle-même les phrases de la lettre que l'abbé Alain, en ce moment, devait emporter vers Quimper, et qui serait bientôt lue, là-bas, par des yeux qu'elle essayait d'imaginer, dans la brume, ouverts et la regardant avec tristesse, fermés, pleurant, ouverts de nouveau et ne croyant pas encore. L'attelage allait un peu plus vite. Le Treff fouaillait, pour s'échauffer.

— Aurait pas fallu faire ça avec la Jolie! disait-il. Elle nous aurait jetés dans la mer. Pauvre Jolie! A présent, sa peau tannée court le monde!

— Vous croyez, Le Treff?

— Bien sûr! Les bêtes comme elle meurent les premières.

Il dit encore :

— Voilà la sacrée brume qui s'effiloche; c'est pas trop tôt!

Le grand nuage, depuis trois jours et trois nuits montant dans la mer, se brisait, en effet. Dans la nappe uniforme, étendue sur des lieues et des lieues de pays, il s'ouvrait des corridors d'un bleu ardent que le vent élargissait, ou resserrait très vite. Rai de lumière courant sur les bois de Landebec! Grain sur Beg-Meil! Souffle qui passe au ras de terre, et soulève les cheveux de Marie! C'est le monde qui va secouer son chagrin. Avant le soir, le ciel sera clair. Marie était seule avec Le Treff, sur la route devenue toute plate, route bordée de landes et de maigres champs, que divisent des pommeraies. Les maisons ne manquent pas d'abord, aux deux côtés, puis l'herbe devient rare, la pointe s'amenuise et la mer est au delà. Plus d'habitations, si ce n'est un petit hôtel, volets fermés, bâti dans la coulée des dunes, et, à droite de la route, la grande ferme de Mousterlin, toute l'année dans l'embrun, toute l'année dans le bruit des marées, et que protègent de vieux ormes drossés par la tempête.

Les chevaux se sont mis au pas, à cause du sable que le vent a roulé jusqu'à plus de trois cents mètres de la plage.

— Y a du monde au goémon! dit Le Treff.

Là où la dune est fendue, droit en avant, là où la route s'abaisse, tourne un peu et s'unit à la plage, on apercevait le haut bord des charrettes arrêtées sur la grève, des têtes de chevaux dressées, humant le vent de la mer, comme si l'avoine était au large, et des fourches qui se levaient aussi, chargées de goémon, décrivaient un arc de cercle, et retombaient.

Le valet de Kerjan cingla, d'un coup de fouet, les reins du Bihan, le petit cheval de flèche, qui fit un rude effort; la peau de la poulinière se plissa; les muscles des deux bêtes se tendirent à se rompre, et les roues pénétrèrent dans le sable léger.

C'était la pointe de Mousterlin, la sauvage et la désolée, presqu'île de sable, arrondie à l'extrémité, nuit et jour battue et polie par les lames, et qui devrait céder et couler dans la mer. Mais elle est bien armée. Elle a, pour défendre son museau, une corne comme un espadon, un éperon de roches brunes et de roches noires. Jusqu'où va-t-il? Dieu le sait, et un peu les pêcheurs qui tendent dans les creux leurs casiers à homards, et abritent leurs bateaux derrière les tables de pierre, les carapaces de tortues, les dos de monstres immobiles, que la marée ne découvre jamais tout à fait. Là, dans l'abîme des eaux qui n'ont jamais la paix, dans les courans qui luttent, et se tordent en remous, et répandent leur écume le long des anses voisines, il y a des forêts d'algues rousses et d'algues transparentes, les unes en forme d'épées, gaufrées le long des bords, d'autres aplaties, souples comme des courroies, d'autres taillées en forme d'arbustes, qui portent au bout des branches des capsules gonflées d'air. On entrevoit, dans les beaux jours, leurs bras qui montent et qui se tordent. La mer a ses halliers. La tempête les abat, lorsque l'heure est venue. Le flot les soulève et les pousse à la côte. Et, entre la pointe de Beg Meil et celle de Ben Odet, où les chênes et les ormes verdoient sur les falaises, la pointe rase de Mousterlin s'avance dans le grand large, et reçoit tout le fumier de mer qui fera lever les blés.

Voici donc la charrette de Kerjan qui tourne sur la plage, droit au vent, et qui suit le bourrelet énorme de goémon, amassé et tassé par la dernière marée, dans lequel des fermiers de la côte de Fouësnant, ou du bourg de Clohars, des vieux ou des tout jeunes, enfoncent leurs fourches jusqu'au manche. Ils

enfoncent leurs fourches, ils ont de la peine à les arracher du tas et à les soulever, chargées de ces lanières gluantes qui pendent en banderoles autour des hampes redressées, et qui sont jetées dans les charrettes. Déjà six charrettes sont acculées au remblai de goémon. Kerjan, septième, se range tout au bout de l'équipe. Le Treff et Marie descendent de la voiture. Celle-ci leur cache à moitié les voisins. Ils sont juste au milieu de la courbe que décrit la plage. La pente est raide. Les cailloux sont tout proches et la mer tourne autour. Elle montera bientôt. Rien que du sable, des roches, des vagues, des nuées devant soi.

Les chevaux soufflent, les gens aussi. Il faut bien regarder le champ avant de travailler. A gauche, une clarté enveloppe, au loin, les arbres de Beg Meil. La mer reçoit des lumières qui voyagent. La mer s'endort quand la pluie est longue. On voit au loin l'archipel des Glenans, comme une escadre disséminée, toutes ses proues à l'Est, qui commence à s'enlever sur l'horizon plus clair. Et Le Treff, qui regarde aussi, laboureur habitué à la compagnie des marins, trotteur de grèves au lendemain des naufrages, pêcheur de crabes dormeurs les jours de grande marée, s'amuse à nommer les cailloux, pour montrer qu'il sait tout. Le vent lui trousse sa barbe rousse et la divise en flammes.

— Tenez, Marie, en face, le Corbeau ; plus loin Men Vras, avec la Vache, où l'on prend les plus beaux homards. Plus loin, voyez-vous une balise?

— Non.

— Ce que c'est que des yeux de femme! Eh bien! les îles au moins ne peuvent pas vous échapper? La grosse, là, c'est l'île aux Moutons, dont on parle souvent dans les cabarets. Elle a toujours sa couronne de fleurs blanches, mais pas bonnes à cueillir, je vous en réponds. Des vagues, ma chère, des vagues qui ne sont pas tendres à connaître! Ah! le soleil l'amignonne : voyez!

Une grande barque, à voile jaune et tendue, passait dans la rayée, à la pointe de l'île.

— Chalutier, dit Le Treff, ça va vers Concarneau.

D'avoir vu la voile et entendu ces noms-là, Marie est toute troublée.

— Travaillons! dit-elle.

Marie alors se détourne et prend sa fourche. Elle enlève une fourchée de goémon, pas trop grosse, comme elle peut faire, et commence à charger l'arrière de la charrette, tandis que Le Treff chargera l'avant. Elle se hâte, et lui aussi. Et après un quart d'heure, le vent ayant soufflé, elle rajuste son fichu de laine, d'où sont sorties les brides du bonnet. Par-dessus la charrette, en se soulevant sur la pointe des pieds, en montant un peu sur le bourrelet d'algues, que voit-elle? un vieux qui travaille à dix pas d'elle, un homme qui a de petits favoris courts, tout blancs, et qui a l'air bien las. C'est le closier de Champdolent. Il est seul. Il a posé sa veste à terre et mis dessus un galet. Son large chapeau, rejeté en arrière, découvre le front qui est tout en sueur. Lentement, mais sans se reposer, il continue la besogne. Elle est loin d'être achevée. Pauvre ancien! A-t-il aperçu Marie? Rien ne le dit. Il ne se détourne pas. Il ne prête attention ni aux mots qui remontent le vent, quand les hommes crient, un peu plus bas, sur la plage, ni au mouvement de ce point noir, là-bas, un pêcheur sans doute, qui va faire glisser sa plate sur le sable, et rejoindre son bateau ancré entre les roches. La pluie tombe encore, mêlée de lumière vive.

Ainsi une heure s'écoula. Nerveuse, désireuse de finir cette lassante besogne, Marie avait fait sa part du chargement, ou peu s'en fallait. De la pointe de la fourche, elle se mit à égaliser les couches de goémon, entre les montans de la charrette. Elle passa même à droite, du côté où se trouvait Jean Quéverne, et elle vit que le closier de Champdolent ne travaillait plus. Il avait pris quelques poignées de foin, emportées dans un filet à grosses mailles, et, les ayant placées sur le sable mouillé, sous le nez de la jument de Champdolent, il enlevait la têtière et le mors, pour que la bête pût manger. Alors, Marie s'approcha : il ne pouvait la voir. Elle jeta, dans la charrette moins qu'à demi pleine, une fourchée de goémon, puis une autre, puis une autre : il ne pouvait l'entendre. En quelques minutes, comme elle y mettait toute sa force, elle en eut fait autant que le vieux père en une demi-heure. Lui, tranquille, le bras appuyé sur le garrot de la Buissonne, il respirait l'air qui devenait plus doux.

A gauche, du coin de l'œil, Le Treff observait Marie. Il ne comprenait point, et riait dans sa barbe fauve, de la bonne plaisanterie. Mais quand il s'aperçut qu'elle ne s'arrêtait point

de travailler pour ce pauvre closier, il haussa les épaules, piqua sa fourche dans le sable, et, croisant les bras, les appuyant sur le manche, l'air dédaigneux, il attendit, pour voir comment cela finirait.

Il attendit tout juste le temps que mit la Buissonne à manger sa poignée de foin. Comme elle relevait la tête, et la secouait, ramenant avec sa langue les derniers brins d'herbe sèche que le vent lui disputait, le closier se détourna : il aperçut Marie qui travaillait pour Champdolent. Ses bras se levèrent d'étonnement, la joie reparut sur ce visage d'honnête homme qu'elle n'habitait plus guère, puis Jean Quéverne, devinant qu'on l'épiait, à droite et à gauche, reprit son air tranquille et las, et il vint vers Marie.

Il arriva jusqu'auprès d'elle, qui n'osait plus le regarder, et travaillait encore.

— Marie? ma petite Marie, c'est vous qui avez fait cela?

— Je vous ai vu fatigué, père, et je vous ai servi.

En vérité, ceux qui guettaient les paroles ne purent comprendre celles-là, qui furent dites à voix basse. Quéverne dit encore, pour elle seule :

— Marie, je n'ai pas eu un si bon jour depuis trois ans!

Il eut envie sans doute de nommer un de ses fils, soit Pierre, soit Alain, car il hésita un instant. Puis, se baissant pour ramasser sa veste, il se rapprocha de la jument, reboucla la bride qu'il avait enlevée, serra la sangle, puis, à haute voix :

— Hue, la Buissonne!

Les roues fendirent le sable, et le vent commença tout de suite à écrêter les ornières, effaçant la trace de la charrette de Champdolent, à demi pleine, et qui s'en allait.

Marie reprit sa place, à l'arrière de la charrette de Kerjan, et se remit à l'ouvrage. Le valet qui, lui aussi, piquait la fourche dans le goémon, demanda, en soulevant le faix :

— Qu'est-ce qu'il vous a dit, le Quéverne?

— Il m'a dit merci.

Mais l'homme, avant d'emporter la charge de lanières brunes qui coulaient et s'agitaient autour de lui, éclata de rire, et répondit :

— C'est votre mari, que vous avez aidé!

Elle se tut. Le travail pressait. La mer commençait à monter, et le ciel était vert au-dessus des Glenans.

VII. — LE CONCERT DANS LES PINS

Son mari était au cantonnement. Deux compagnies logeaient dans le village, c'est-à-dire dans des maisons qui n'avaient plus de toit, plus de vitres, plus de meubles. Les murs droits sont encore des abris à qui souffre du vent. Des hommes dormaient, la nuit, entre les quatre clôtures de pierre de ce qui fut une habitation, une propriété jalousement aimée : cuisine du fermier; boutique de l'épicier; forge du charron; salle carrelée où le curé recevait ses paroissiens, et, les jours de conférence, traitait ses confrères; cellier de l'aubergiste; grange toujours pleine du riche du village, cultivateur tout ensemble et marchand de grain. Canonné par les Allemands, canonné et reconquis récemment par les Français, le pauvre village en ruines rendait aux hommes et aux bêtes plus de services, depuis quatorze mois, qu'il n'en avait rendu, au temps où les grandes nuées d'automne, crevant sur la plaine champenoise, ne mouillaient que les toits bien entretenus et la terre blanche, maigre nourrisseuse d'herbe. On était à sept kilomètres du front nouveau. De temps à autre, un aviateur allemand en reconnaissance laissait tomber une bombe ou deux sur ces groupes de soldats, ces camions, ces cuisines, ces chevaux au piquet, ces bâches recouvrant on ne sait quelles provisions et qui encombraient la rue tournante et courte, ne laissant au milieu que le passage de deux roues. Et tout cela était l'arrière, le lieu de repos, le cantonnement auquel on rêvait, dans la tranchée.

La 7e compagnie logeait plus haut, à moins d'un kilomètre, sur le renflement très léger au pied duquel on avait autrefois, pour les mieux garantir de l'orage et du vent, bâti les maisons du village. Là, s'étendait un bois de pins, long et peu large, suivant la ligne de faîte, et la crêtant d'une falaise qui fut verte et compacte trente ans au-dessus des terres arables. Dans les jours chauds, au temps de la paix, toute la plaine le regardait avec envie. Les oiseaux de passage y logeaient tous une nuit. Les arbres avaient été semés soigneusement; ils étaient bien venus, malgré l'avarice de cette craie blanche où rayonnaient leurs racines. Mais la guerre est bûcheronne. Elle avait brisé plus de branches que dix étés n'en font pousser, rompu des troncs, percé des jours. Puis, par deux fois, une vague de gaz

asphyxians avait roulé sur la colline. Et les arbres, ceux qui restaient, ayant bu le poison, leurs couronnes étagées autour de la tige, leurs pinceaux d'aiguilles vertes, leurs épis large ouverts et qui balayaient le sol, avaient pris une couleur d'ocre rouge. La futaie était morte et demeurait debout, sanglante. Au milieu, deux baraques en planches, depuis peu transportées par le Génie, servaient de logement à des troupes, et, en ce moment, à la 7e compagnie du bataillon d'infanterie coloniale. Dans une autre baraque, plus petite, à gauche, le capitaine Hellequin avait installé ses bureaux.

Pierre Quéverne sortait, avec d'autres, de la chambre, comme il disait, lorsque, soudain, tous les autres le quittèrent et coururent vers la baraque où logeait le capitaine. A la porte, un groupe de coloniaux entourait le vaguemestre :

— J'en ai-t-il une?... Et moi ?... Et moi ?...

C'était la famille qui venait aux avans, avec ses baisers, ses regrets, les nouvelles qui ne varient guère, et le soutien des mots qui furent écrits pour nous. Les hommes tendaient les bras, comme s'ils se rendaient à cette force victorieuse : « Et moi ? Et moi ? Et nous ? »

Quéverne ne se mêlait jamais à ces heureux. Les déceptions eussent été trop fréquentes. Il s'éloigna donc, comme d'habitude, les mains dans les poches, voulant gagner la lisière du bois, d'où la vue est grande sur la plaine. Il avait pris de la vigueur encore et de l'assurance, depuis qu'il faisait la guerre, et disait volontiers : « Je me porte bien, mais je croyais savoir ce que c'est que le gros temps, et c'est ici que je l'ai appris. » Aucun soldat de métier ne lui en aurait remontré, ni pour astiquer un fusil, ni pour chaparder du vin dans la cave d'une maison éboulée, ni pour découvrir l'emplacement d'une mitrailleuse, ni pour tailler une bague dans la fusée d' n obus : seulement, quand la bague était faite, il la donnait aux amis. « Chez moi, disait-il encore, on n'aime que les vrais bijoux. »

Il allait donc vers la lisière qui n'était pas bien loin de là, car on voyait, entre les colonnes rompues des pins, entre les branches pendantes, fauchées, tordues, des morceaux de la plaine, tout entière vibrante dans la lumière du soir. Et il allait lentement, retenu par l'espoir qui ne meurt pas d'être enfin comme un de ceux-là, auxquels on écrivait. Il portait haut la tête, selon sa coutume, et rien ne pouvait faire deviner la

détresse de ce flâneur qui cherchait le soleil et un coin pour s'asseoir.

— Pierre?

— Après?

— Y en a une pour toi!

Il tressaillit, ne se détourna pas, et cria :

— Apporte, Kerdudal, si c'est pas de la blague!

Derrière lui, il entendit un pas qui s'approchait, et Kerdudal, sautant devant lui, l'arrêta. Il avait une lettre à la main.

— Voilà, et d'une écriture jolie, encore! Une femme! Et ça vient de Fouësnant.

Quéverne regarda, et répondit :

— La mienne.

Il n'avait pas perdu l'expression insolente qui lui était habituelle; il avait seulement pâli, et les cartilages de son cou s'étaient gonflés, comme s'il étouffait. Avant de tendre la main, il regarda l'enveloppe, une seconde fois.

— C'est bien d'elle, dit-il. Tu peux donner.

Il prit la lettre et la mit dans sa poche de gauche, la profonde, qui descendait jusqu'à son genou.

— Tu ne la lis pas?

— Plus tard.

— Je croyais que tu n'en avais jamais? demanda naïvement Kerdudal.

— C'est-à-dire, pas souvent comme ça, par le vaguemestre. Ah! mon pauvre vieux, on dit tant de choses dans le militaire! Des nouvelles de chez moi? J'en ai autant que j'en veux... plus quelquefois... Allons nous reposer, puisque, demain, nous remontons en ligne.

Les deux hommes, entre les arbres empoisonnés, qui n'avaient plus que la forme de leur espèce et dont la sève était tarie, continuèrent leur chemin côte à côte, l'un très grand, flegmatique, épanoui, confiant, l'autre silencieux, mais l'œil toujours ardent et courant les lointains. Ils s'étaient retrouvés depuis une quinzaine. Après la grande offensive de Champagne, les unités décimées ayant été reformées, Kerdudal avait été versé à la 7e compagnie. Demande du capitaine Hellequin? Erreur? Hasard? Il n'en saurait jamais rien. Ce sont des choses qu'il ne faut point approfondir. Ils étaient compagnons de cham-

brée, de soupe, de marche, de guet et de danger. Le voisinage de Kerjan et de Champdolent aurait dû rendre la conversation facile et intime entre les deux hommes. Fréquente, elle l'était. Cependant ils ne parlaient point de plusieurs des gens qu'ils connaissaient le mieux : pas une fois le nom de Marie n'avait été prononcé. Souvent même, ils ne causaient que des choses du régiment, du vin, des chefs, des camarades. Et Pierre avait commencé à donner à Kerdudal des leçons de bombarde. « Comme ça, disait-il, quand tu retourneras au pays, tu pourras jouer dans les noces. »

A la lisière du bois, ils s'assirent, adossés au tronc d'un pin abattu, que ses maîtresses branches, enfoncées dans l'herbe, tenaient encore incliné, comme un homme appuyé sur ses coudes. Ils avaient devant eux une vaste campagne plate, roussie par le soleil et par la chimie de la guerre, tachetée çà et là d'un peu d'herbe renaissante, et que traversait, à l'horizon, du Nord au Sud, une route, autrefois bordée d'arbres, à présent nue. Le canon tonnait au delà de la route. Au pied du plateau, deux charrues, parallèles, l'une conduite par un tout jeune gars, l'autre par une femme, défonçaient la jachère, et, dans l'immensité, soulevaient une poussière minuscule, comme deux moineaux qui se poudrent. Ce fut l'unique objet qui attira le regard et émut le cœur du valet de Kerjan.

— Ah! dit-il, les vois-tu, Quéverne? Ils sont rentrés d'avant-hier, dans la cave de leur maison, la mère et le fils, parce que le père est comme nous, un pauvre bougre qui se bat, et déjà ils travaillent; c'est bien...

Et, un moment après :

— Voilà tout de même de la terre réconciliée.

Sans savoir pourquoi, lui, descendant de vieille race terrienne, il employait le mot qui, après une profanation, exprime la rentrée en grâce et la bénédiction nouvelle d'une église.

— Oui, dit Pierre, ils ont du cœur. Ça n'est pas des domestiques de ferme, que tu connais bien, qui viendraient labourer si près des lignes, au risque de recevoir un obus!

— Quinquis, n'est-ce pas? Il n'est pas brave. Mais Gueule de renard ne l'est guère plus. Ne devrait-il pas être avec nous?

Quéverne fit un signe d'assentiment.

— A cette heure, ils commencent tranquillement, chez nous, à battre leur blé noir.

Chez nous! Les mots sacrés qui les faisaient tous rêver, souffrir, espérer, et aussi affronter la mort, ceux-là que la guerre, depuis quatorze mois, avait arrachés aux maisons perdues dans les campagnes, et dont chacune a charge d'un morceau de la terre de France, toute labourée! Les deux soldats, du même élan, étaient déjà revenus au pays de Cornouaille, aux fermes de Kerjan et de Champdolent, bâties sur la même pente qui descend vers la mer. Ils ne pensaient déjà plus aux valets de ferme, ni à la récolte du sarrasin; ils songeaient à la même jeune femme : Marie. Et il y eut entre eux un long silence.

— A propos, repartit Quéverne, il faut que je lise ma lettre !

Il disait cela sans hâte. Il ne voulait pas se démentir. Puis il avait peur de l'inconnu. Dans les rares occasions où le père avait écrit, ou la sœur Julie, la religieuse, ou le beau second maître du *Jauréguiberry*, Pierre, pour décacheter la lettre, s'était servi de son doigt, qui déchirait de travers le papier. Mais, quand il eut mis la main au fond de sa poche, en se baissant, il ramena, du même coup, la lettre et un couteau serpette, à manche de corne, et, ayant passé la lame recourbée dans la fente de l'enveloppe, près de l'angle, il coupa le papier avec soin, comme si c'était une relique, un morceau du voile d'une sainte de Bretagne.

Kerdudal, par discrétion, ainsi que cela se doit, regardait les attelages qui progressaient dans la plaine, tandis que son camarade prenait connaissance de la lettre. Des grondemens d'artillerie lourde arrivaient de l'horizon; la plaine relançait de la lumière vers le ciel comme aux jours d'été; il faisait bon se reposer sur l'herbe.

— Kerdudal?

Comme la voix de Pierre Quéverne avait changé, en une petite minute!

— Dis, Kerdudal, c'est ma petite fille qui m'écrit,... cette fois! La mère a mis seulement l'adresse, et les mots, comme de juste... Ce qu'elle doit être mignonne, cette Jeanne-Marie!

Stupéfait, n'y comprenant rien, trop timide pour le montrer, Kerdudal continua de s'intéresser à la plaine, sans rien répondre

et sans bouger. Il cueillit une herbe, et la mit dans sa bouche. Puis, s'enhardissant, une idée lui étant venue :

— Je l'ai revue, ta Jeanne-Marie !

— Tu ne l'as jamais dit !

— Dame, c'était avant les attaques de septembre, quand j'ai été en permission. Je ne faisais pas partie de la septième.

— A qui elle ressemble à présent ?

Embarrassé, Kerdudal mordillait son brin d'herbe.

— N'aie pas peur ! Dis franchement ! Ce n'est pas à moi ?

— Non, à elle, tout à fait !

— Elle est jolie, alors ! Elle promettait, quand je l'ai quittée. Mais c'était si petit ! Ah ! elle ressemble à Marie ? Quelle bonne idée ! Alors elle doit avoir le teint clair ?

— Tout blanc, avec des petites taches de rousseur.

— Un air que je n'ai pas vu à grand monde de chez nous ?

— Il m'a semblé aussi.

— Une voix qui fait du mal ou du bien à entendre, et qui prend le cœur. Tu te rappelles ?

— Elle n'a pas parlé devant moi.

— Eh bien ! mon compagnon, c'est la fille qui me l'écrit, mais c'est la mère qui l'a pensé : elles me disent de prendre ma permission, et de venir à Fouësnant !

Kerdudal n'y put tenir plus longtemps. Il tourna la tête, et reconnut que Pierre Quéverne s'était rapproché de lui, qu'il avait de la joie plein les yeux, qu'il riait en montrant ses dents blanches, et qu'il lui tendait la lettre. Et, tout saisi d'avoir appris tant de choses en un moment, le grand valet de Kerjan, perdant cette prudence paysanne qui, jusqu'alors, l'avait empêché de causer librement, osa dire :

— J'ai revu aussi ta femme, dans la grande pommeraie, un matin que le vent avait rudement gaulé les pommes !

Il se mit à raconter la journée passée à Kerjan et à Champdolent, les mots qu'il avait dits, même ceux qui n'importaient guère, et comment Marie s'était informée de Pierre.

— Si j'avais su que ça te ferait plaisir, bien sûr, je te l'aurais dit plus tôt. Mais voilà, on a peur : les ménages, c'est des secrets.

— Oui. Le monde n'y entend rien. N'y a que le bon Dieu. Toi, Kerdudal, qui connais maintenant un brin de la vérité, n'en parle pas !

— Bien sûr !

— N'en parle ni à présent, ni plus tard !

— On la saura, quand tu seras allé en permission.

— Si j'y vas.

Kerdudal mit la main sur l'épaule de Quéverne, et répondit :

— Oui, je sais, tu n'as pas voulu, quand c'était ton tour ; mais ça peut se reprendre, une permission ! Je t'amènerai un camarade qui n'a pas de famille, et qui a bon cœur. Pour une pièce de quarante sous, je suis sûr qu'il céderait...

— Non. Il faut qu'auparavant je fasse une chose.

— Laquelle ?

— Le coup de main sur la tranchée boche. Tu ne peux pas comprendre pourquoi. C'est des choses convenues avec le capitaine. Après, je répondrai à Marie.

— Tu as donné ton nom au capitaine ?

— Pas encore.

Ils se trouvaient en confiance à présent ; ils se sentaient plus d'amitié l'un pour l'autre, et Kerdudal, flatté, content de lui-même, prévoyant que l'étape du lendemain serait rude, s'étendit tout de son long près de l'arbre, la tête posée sur ses mains jointes. Il prit le temps de rêver un peu.

— Pierre, il y a une chose qui me vient souvent à l'esprit. Je voudrais te demander ce que tu en penses.

— Dis !

Et Pierre, toujours accoté contre le tronc du pin, commença de bourrer sa pipe.

— Voilà : quand je serai rentré à Fouësnant, — ou bien à Pleuven, car je peux changer d'idée, — je ne sais pas si je ferai mieux de rester garçon, comme je suis, ou de me marier. Rester garçon, ça n'est pas gai, et me marier, ça me fait peur.

Il n'eût pas parlé ainsi dix minutes plus tôt. L'autre répondit, négligemment :

— Tout dépend de ce que tu trouveras.

— Oh ! je ne serai pas embarrassé ! Des filles, chez nous, il n'en manque pas ! Et des jolies !

— C'est vrai.

— Et de celles qui s'entendent à dépenser la paye de l'homme !

Ils se mirent à rire tous les deux, et à dire des noms. Puis, brusquement, le grand blond Jean-Jérôme devint sérieux, comme était sérieuse l'idée qu'il avait au fond du cœur, et dit, les yeux fixés là-haut :

— Tu crois vraiment, Quéverne, qu'on est plus heureux quand on se marie ?

Pierre tira quatre bouffées de fumée, les suivit des yeux dans l'air, et dit :

— Oui, je le crois aujourd'hui.

Puis, après un moment :

— Peut-être tu auras de la chance. Ce qu'il faut, c'est une femme douce.

— Oui bien.

— Riche ou pas riche, ça ne fait rien, pourvu que l'argent lui reste dans la main. Une qui, une fois mariée, ne regarde plus par la fenêtre. Une qui pense à toi plus qu'à sa jeunesse.

— Je voudrais bien.

— Qui ait de la religion.

— Elles en ont toutes.

— Oh ! que non ! C'est leur bravoure, vois-tu. Une femme qui vaille mieux que nous.

— Je ne demande pas mieux.

— Une gentille enfin : voilà, mon vieux. Tâche de trouver !

Ce qui restait de tabac dans la pipe fut fumé en silence.

Le soleil s'était couché. Rien ne vivait plus dans la plaine, que le roulement du canon, très loin, par intervalles. Les charrues dételées se confondaient avec les mottes. Des écharpes de brume, tendues au-dessus des creux, montaient insensiblement à la rencontre de la lune. Les deux soldats se relevèrent, et revinrent au cantonnement. A la dérobée, et tandis qu'ils marchaient entre les arbres devenus couleur de fumée, Kerdudal regardait Pierre Quéverne, avec une certaine déférence, comme un être supérieur, profond dans ses desseins, et dont la conversation était pleine de mystère. Car deux hommes ne peuvent causer l'un avec l'autre, de quelque sujet grave, sans se trouver déjà en relations d'autorité. S'il avait pu connaître les âmes, il aurait vu un malheureux que la lettre de Marie réjouissait comme un trop beau rêve, dont on a peur de s'éveiller ; un fier qui défendait sa peine et son passé comme

il pouvait, avec une pauvre habileté ; un énergique, prompt à se décider, et capable de suivre une résolution, même la plus dure qui fût.

Comme Pierre Quéverne longeait le mur de planches derrière lequel se trouvait le bureau du capitaine Hellequin, la porte s'ouvrit, un soldat sortit, et Pierre entra. Le capitaine signait des pièces. Il ne regarda pas qui entrait.

— Qui est là ?

— Quéverne, mon capitaine.

— Pour quoi faire ?

— Vous avez demandé des volontaires, pour après-demain ?

— Oui.

— Il paraît qu'il vous faut des prisonniers ?

— Oui, c'est l'ordre.

— Pour moi, les meilleurs prisonniers, c'est les morts. Inscrivez-moi tout de même ; on tâchera d'en avoir de vivans.

— Merci, mon brave. Tu es inscrit.

Pierre aurait aimé que le capitaine se retournât, et lui dît : « Eh bien ! Quéverne ? D'où en sommes-nous ? » Mais l'officier semblait totalement absorbé par la paperasserie. Pierre se retira.

Le ciel demeurait clair.

Une heure plus tard, après la soupe, dans la longue baraque d'à côté, qui recevait encore un peu de clarté du dehors par les baies tendues de toile huilée, quatre-vingts hommes de la 7e écoutaient un concert. La plupart étaient étendus sur les batflancs inclinés, bâtis en planches comme le reste et maigrement garnis de paille. La tête appuyée sur un coude, ou sur le mur, sérieux, muets, ils se laissaient aller à la musique comme des nageurs à la vague, tout entiers plongés dans cette onde de joie ou de mélancolie qui les berçait ensemble. Le son d'une musette, grêle et passionné, gouvernait cette assemblée de paysans, combattans d'hier, combattans de demain, séparés du monde et de la tendresse de chez eux. L'air était embrumé par la fumée de quatre-vingts pipes ou cigarettes. Quatre nappes de lumière, très haut, adieu du ciel encore vivant, traversaient la baraque, et la fumée devenait bleue quand elle passait là.

Qui donc amusait ainsi les compagnons de la guerre ? Un

soldat aux cheveux roux, au teint vif, assis au sommet du bat-flanc de droite, juste au milieu de la salle, et qui appuyait ses épaules à la cloison. Il ne regardait personne; il avait le regard levé au-dessus de la paille et des compagnons; il ne riait pas; il ne parlait pas, quand, à la fin des morceaux, les mains applaudissaient, et que des voix criaient : « Bravo, Pierre! Du triste, à présent? Non! du gai? *Auprès de ma blonde!* Non! pas ça! Tu sais bien : *la Chanson des amoureux pauvres?* » Il jouait, presque sans intervalle, des morceaux de musique empruntés au répertoire des cafés-concerts ou de l'Opéra, des pardons de Bretagne, ou des maisons retirées où les mères chantent encore, près des berceaux. Il y avait des airs canailles et des airs très doux, et de lentes mélodies coupées de ritournelles endiablées, valses entremêlées de galops, élégies qu'un éclat de rire interrompait, et les hommes, au fond de leur âme, trouvaient que cela ressemblait à la vie. Quéverne jouait très bien, les joues creusées par l'effort, les doigts courant sur le flageolet de bois blanc acheté à la foire de Quimper, ses gros doigts qui avaient manié les voiles, la charrue et le fusil.

Dans la baraque voisine, le capitaine Hellequin examinait les pièces comptables de la compagnie. Le sergent-major, debout près de lui, classait les feuilles, entre les pages d'un registre ouvert sur la table. La chambre était très petite, et séparée seulement de celle de la troupe par une douzaine de pins. Quelques notes et surtout le bruit des applaudissemens venaient jusque là, dans le vent du soir. Quand il eut donné la dernière signature, Hellequin se leva, songea un moment : « Est-ce bien tout? Sommes-nous parés pour la relève? » puis, à demi-voix :

— Je lui ai promis d'aller l'entendre. Il faut aussi que je le félicite d'autre chose. C'est un homme, décidément.

Et il sortit de la chambre.

Quand il entra dans la grande baraque, avec précaution, les hommes étaient si attentifs, si absorbés par les variations qu'exécutait Quéverne sur l'air du *Lac* de Niedermeyer, que personne n'entendit le bruit de la porte, et que personne n'aperçut, l'instant d'après, droit et debout le long des planches, l'officier aux moustaches de Gaulois, qui souriait. Ce fut seulement à la fin du morceau, qu'une voix cria, au milieu des bravos :

— Fixe !

La paille remua ; tout du long des bat-flancs, des torses se redressèrent vivement.

— Repos ! bonsoir, mes enfans !

— Bonsoir, mon capitaine ! »

Les hommes, se recouchèrent. Quatre ou cinq seulement demeurèrent assis, pour mieux voir. Le capitaine, faisant signe à Quéverne de continuer, se tint debout à trois pas de la porte, et les hommes le regardaient, parce qu'il avait bon air. Il écoutait, comme eux, les mains dans les poches de la culotte qu'il portait large, en souvenir des régimens d'Afrique. Quéverne, qui avait salué, en portant à la hauteur du front la main qui tenait le flageolet, attaqua un de ses morceaux favoris, une sorte de complainte, qu'on entend, les jours de fête, autour de la chapelle de Sainte-Anne de Fouësnant, un chant de biniou auquel répond la bombarde, un dialogue en mineur d'une tristesse infinie, dont le vent et la mer pourraient être les deux voix accordées et toujours reprenant le chapelet de leur misère.

Un jeune gars breton, étendu dans la paille, aux pieds de l'officier, et qui n'avait pas dit un mot depuis une heure, leva sa tête mince, trop pâle, un peu folle, et demanda :

— Vous l'aviez pas entendu, mon capitaine ?

— Jamais. Il joue comme un artiste.

— Il y en a plus d'un chez nous ! Il y a aussi Bodivit, vous savez, un homme dont la femme est sortie de Kerasploc'h ; il sonne du biniou encore mieux que Quéverne ne joue de la bombarde : on lui a demandé, un grand chef, oui, de faire venir son biniou, pour amuser les camarades, dans les tranchées. Mais son biniou de concours et de noces est trop beau pour les tranchées : Bodivit en a fait venir un autre, qui pleure tout de même bien.

— Alors, tu appelles ça une bombarde, l'instrument dont joue Quéverne ?

Le Celte mince eut un fou rire :

— Non, mon capitaine ! C'est un flageolet, une musette, ce que vous voudrez : pas une bombarde. Il n'y en a que chez nous, des bombardes ! Elles sont noires, elles ont sept trous, elles ont un pavillon d'ivoire : mais elles refusent de sonner ailleurs qu'en Bretagne, parce qu'il faut, voyez-vous, que le sonneur, avant de souffler, ait trempé l'anche dans du cidre !

Ayant dit ce souvenir de chez lui, l'homme se tut, coupa un bout de corde de tabac, et se mit à le mâcher, lentement.

— Bravo ! dit le capitaine, tu m'as fait plaisir, Quéverne.

Il s'approcha de l'endroit où était Pierre. Mais celui-ci s'étant prestement levé, se trouva dans le couloir central de la baraque, avant que l'officier eût fait la moitié du chemin. Le bruit avait déjà recommencé ; la plupart des hommes, échappant au pouvoir des notes, réveillés comme d'une ivresse, parlaient haut et remuaient. Le capitaine frappa, d'une main amicale et forte, l'épaule de Pierre, et ils purent causer quelques instans, dans le vacarme de tous, sans être entendus des voisins.

— Je compte sur toi ?

— Oui, mon capitaine.

— J'ai mis ton nom sur la liste des volontaires. C'est très bien. Encore mieux que de jouer du flageolet. Après-demain soir, n'est-ce pas?

— Oui, on sera là.

Les toiles huilées ne laissaient plus passer qu'une lumière jaune et morte.

VIII. — COUP DE MAIN

Le surlendemain, presque à la même heure, la 7e compagnie occupait une partie du secteur où elle avait déjà tenu les premières lignes. La journée s'était passée très calme. On connaissait jusqu'aux rats, qui avaient des noms : le pansu, la moustache, tire-la-jambe, pince-sans-rire. La craie, délayée par une averse froide, le matin, coulait sous le caillebotis, au fond des tranchées. L'orage passé, le ciel était devenu d'une extrême pureté. Mais, presque aussitôt, le canon, muet jusque là, s'était mis à tonner chez les Français, puis, comme une réponse nécessaire, chez les Allemands. L'attaque était prévue pour la tombée de la nuit, et la nuit tombait. Le bombardement augmentait de violence. Sifflemens, éclatemens, déchiremens de l'air qui ne cessait de crier. Le sol tremblait. Entre les deux lignes, sur la pauvre jachère champenoise déjà bossuée, des obus de gros calibre tombaient à chaque moment, et projetaient, en éclatant, des gerbes de terre, de fumée, de mitraille et de débris de bois. La tranchée allemande était entièrement

masquée par un rideau flottant de poussière et de vapeur, plus haut qu'une futaie centenaire, et la tranchée française, à cinquante pas à droite et à gauche du poste d'écoute de la Tortue, était aussi cachée dans un nuage. Là, dans la petite redoute creusée en pleine craie, que protégeait, insuffisamment, une calotte de rondins et de mottes de terre, là et dans les boyaux d'accès, trente volontaires étaient groupés autour de l'officier, un sous-lieutenant tout jeune, charmant de visage, blême un peu, et riant, et très maître de ses nerfs, qui, toutes les minutes, regardait l'heure, au cadran de la montre attachée à son poignet. Ils étaient calmes, sauf deux ou trois, exaltés par le danger, qui plaisantaient. Quelques-uns devaient songer à la mort, mais ils ne le disaient pas. C'était la campagne française qui va au labour par l'orage; c'était la marine qui s'embarque par gros temps.

— Dans cinq minutes, les gars, dit l'officier à voix basse, baïonnette au canon, et doucement, hein? pas de plaisanterie!

Les hommes, sans faire de bruit, exécutèrent l'ordre, vérifièrent une dernière fois que les cartouches étaient bien à leur place et les grenades aussi. Et ils se regardèrent les uns les autres.

— En voilà un qui rigole, dit un des plus petits. On ne dirait pas qu'on va où on va.

— Eh bien, quoi? dit Quéverne : on va faire des prisonniers! on le sait bien!

— C'est l'heure, mes gars, dit l'officier; en avant!

Il prit la tête, et sortit le premier.

Silencieusement, les trente hommes, comme des lapins déboulant d'une garenne où on a lâché le furet, escaladèrent les tranchées, par les degrés taillés dans la paroi verticale, et dans la nuit presque faite, dans la fumée, on vit leurs ombres se mouvoir vite. Qui les voyait? des yeux amis, derrière les créneaux des tranchées voisines. Qui les regardait? toute la compagnie, tout le bataillon même, dispersé dans les petites allées creuses des tranchées, et qui savait qu'à cette minute précise, trente camarades allaient tenter un coup de main. Mais tous ne voyaient pas, et la fumée cacha bientôt les ombres même aux guetteurs demeurés au poste d'écoute. Pas un coup de fusil. Rien que le canon qui continuait de gronder; mais l'artil-

lerie savait, elle aussi, que les trente hommes venaient d'attaquer et elle allongeait le tir.

Dans les abris, combien d'oreilles tendues, guettant le crépitement des mitrailleuses, qui pouvaient anéantir cette petite troupe aventurée! Non, rien que les éclatemens des obus, le tremblement incessant de l'air et de la terre, et dans le bruit énorme, le sifflement des pierres et du plomb, des mortelles abeilles déchaînées et volant à travers la fumée.

Trois minutes, cinq minutes d'angoisse. La sixième n'était pas achevée, qu'un des guetteurs de la Tortue dit :

— Les voilà!

Une ombre qui grandit, une autre, puis une troupe qui sort de la brume de guerre; ils courent; ils sont tous là. Celui qui est en tête crie :

— Nous avons pris six Boches!

Toute la grappe, en un instant se rassemble, s'aplatit et coule dans la tranchée, coloniaux et prisonniers, tous ensemble. L'étroite fente est pleine de soldats, tachés de blanc, déchirés, soufflant, contens, qui se précipitent, entraînent les Boches vers l'abri où sont les mitrailleuses. Car le bombardement est enragé. Les Allemands se vengent. La crête de la tranchée, à gauche, est arrachée par l'explosion d'un obus. Un autre obus éclate dans la tranchée même, en arrière. Deux hommes tombent. Ils se relèvent et rejoignent. On se presse dans l'abri, où l'on ne peut tenir que sept ou huit. Le gros de la troupe reste dehors. Le sous-lieutenant est à l'extérieur, accoté contre la paroi de craie. Il n'a plus de casque. Une déchirure, d'où le sang coule, traverse son visage, de la pointe du menton à l'oreille. Il regarde, il compte ses volontaires, il dit des noms qu'on n'entend pas. La nuit est venue. Un à un, les prisonniers sont poussés devant lui. Il allume son briquet, pour voir, et son visage devient dur.

— Emmenez ça, et promptement! Quéverne, tu en as pris deux pour ta part : conduis-les à l'arrière, avec Morel, Dutaux et Mouchemin!

Dutaux buvait, pour se remettre; Mouchemin buvait. Ils continuèrent, passèrent le pouce sur l'orifice du goulot, remirent le bouchon, et firent demi-tour.

Ah! ce fut une promenade rapide! On ne s'arrêtait pas. Par les boyaux, les six prisonniers, — trois bravaches et trois loques, — contens d'avoir été pris et d'échapper au dur régime

de la guerre, trottaient, reconnus au passage par les guetteurs, masses grises, serrées contre la muraille, et qui se détournaient à demi, puis reprenaient la veille, devant le créneau. Car on ne pouvait se tenir debout sur les banquettes de tir. Le bombardement redoublait. Quéverne marchait le dernier, houspillant deux retardataires, un géant carré, barbu, à lunettes, qui traînait la jambe, et une sorte d'avorton, effaré et cauteleux, qui croyait son heure venue, et levait les mains, dans la nuit déchirée d'éclairs, parce que, derrière lui, Quéverne, dont les nerfs et le sang étaient encore travaillés par la colère du combat, criait : « Hue! les Boches! Hue! sale gibier! » Et les tueurs de Français s'en allaient, roulant, soufflant, hagards, aussi vite que le permettaient le sol détrempé, le caillebotis par endroits brisé, contre lequel le pied se heurtait, et l'ombre très profonde dans la tranchée qui tourne.

On fit ainsi un quart d'heure de chemin; on descendit une pente faible, on en monta une autre, et là, il y avait un mauvais passage, pris d'enfilade par les batteries allemandes. Quéverne, au moment où la tête de la colonne allait s'engager entre les talus exposés au feu et déjà ébréchés par les explosions, commanda, de sa même voix de colère :

— Baissez-vous, sales Boches! Y a du danger par ici!

Ils comprirent le français; ils se plièrent en deux; on passa. Mais, au moment où la tranchée s'infléchissait vers l'Est, et où les hommes étaient tout près du poste du commandant, une volée d'obus tomba autour d'eux. Tous furent jetés à terre. Un seul ne se releva pas : Quéverne. Deux des camarades revinrent vers lui, des compagnons, éparpillés dans la nuit, furent hélés. Le poste de secours était proche. On courut chercher une civière, et le Breton évanoui, pansé à la hâte, l'épaule ouverte par un éclat d'obus, continua le voyage vers l'arrière. C'étaient les deux Allemands, le géant et le pauvre hère, qui portaient le blessé, et c'était un des camarades de Pierre, maintenant, qui fermait la marche, et disait :

— Le sang lui coule de partout : allez vite! Pauvre gars, qui jouait si bien : *Auprès de ma blonde*... Il n'est pas mort, tout de même, mais ça n'est pas une bonne blessure, l'épaule...

Ils commençaient de sortir de la zone du feu, et il y avait du vent, au-dessus d'eux, qui ne sentait plus la fumée.

. . . . . .

Trois jours plus tard, à l'hôpital n° 47, entre Suippes et Mourmelon-le-Grand, Pierre Quéverne reposait dans un lit blanc, face à la fenêtre, le dernier lit, à droite, dans la longue salle du baraquement. Il avait l'épaule gauche enveloppée de gaze, de toile, de feuilles d'ouate, le tout ficelé, serré, moulé par des bandes Velpeau. Entre cette épaule gonflée et l'autre mince, et qui soulevait, à chaque respiration, la chemise neuve du service hospitalier, la tête, exsangue et droite creusait son gîte dans l'oreiller. Les yeux étaient clos, les mains cachées sous le drap. Le blessé, opéré une première fois à l'ambulance, l'avait été de nouveau dans la matinée, à son arrivée à l'hôpital 47. Il dormait. Le chirurgien avait dit : « Guérira certainement, mais ce sera long. Le n° 1 est libre? — Oui, monsieur le major. — Emmenez. » Le tuyau d'un poêle traversait la salle. Peu de bruit à l'intérieur. Les blessés, nombreux, presque tous atteints gravement, avaient cette seconde bravoure de souffrir en silence. Les grandes étendues du camp de Châlons, tout autour, protégeaient de leurs vagues de vent et de leurs bois, et de leurs bruyères désertes, cet îlot habité, où toutes les douleurs voisinaient, mais pas dans le bruit, pas dans l'air empoisonné, pas dans la vision de la mort. C'est à peine si on entendait le bruit des grosses assiettes de faïence, coulant et s'emboîtant l'une dans l'autre, et formant la pile, au sortir des mains de cinq laveurs de vaisselle, qui travaillaient dans un appentis, vers le milieu de la baraque. Le canon, qui grondait souvent, se taisait ce jour-là. Il était deux heures. Le blessé dormait.

Un officier arriva du bout de la salle, précédé par un infirmier, qui s'effaça en murmurant : « Oui, mon capitaine, c'est lui. » Et Hubert Hellequin s'avança, sur la pointe du pied, entre la cloison et le lit de Quéverne. Il avait sur les lèvres un sourire de bienvenue qui s'effaça. Il demeura immobile, regardant son soldat qui respirait faiblement, avec lenteur, mais régulièrement. Il pensait : « Je suis le seul parent, moi, le chef, qui puisse venir le visiter aujourd'hui. J'exerce mon droit paternel, j'attendrai que mon fils blessé sorte de son sommeil. Ça ne sera pas long. Déjà ses lèvres grimacent et veulent se plaindre. La douleur l'éveille... Non, elle a passé. Comme il est blanc! Pauvre petit! Entre ses moustaches rousses et ses cheveux fauves, il n'a pas une goutte de sang sous la peau. Je voudrais voir ici la femme qui l'a fait souffrir. Elle viendrait,

avec sa coiffe de mousseline, et elle ne serait pas plutôt entrée que le cœur lui chavirerait de retrouver Pierre dans cet état-là. Nous sommes dans un temps où il faut vite se réconcilier. Si on refuse l'occasion, est-on sûr de ne pas arriver trop tard, la seconde fois? Ça doit être une de ces filles, comme j'en ai connu, qui s'entendent aussi à défaire la créature de Dieu. C'est un morceau de fer allemand qui l'a blessé à l'épaule, mon pauvre Quéverne, mais le cœur était malade depuis longtemps. Il a dû pleurer à cause d'elle. C'est pour cela que le camarade leur faisait tant de peine à tous, et tant de plaisir, en jouant de son flutiau. Je l'avais deviné, avant même d'avoir causé avec lui, une nuit, en faisant mon tour dans la tranchée. Chère jeunesse qui as porté le plus lourd chagrin : l'oubli de celle que tu aimes encore!... »

— Mon capitaine, elle a écrit!

La voix qui disait cela était comme une voix d'enfant, faible et claire. Pendant que l'officier regardait en l'air, Pierre avait ouvert les yeux; il avait reconnu; il essayait de sourire; il parlait, et sa main droite, avec précaution sortait de dessous le drap. Mais la tête n'avait pas bougé.

— J'en suis content, mon brave! Tu vas mieux?

— Oui, un peu.

— Tu guériras! Le major me l'a dit.

— Je veux bien guérir à présent... Elle a écrit, c'est-à-dire que la petite a écrit : mais la mère tenait la plume, vous comprenez? C'est comme si elle avait marqué, sur le papier : « Mon cher Pierre, » tout pareil! Cherchez dans ma musette!

Les yeux du blessé, encore noyés de sommeil et de rêve, obéissaient mal et erraient au plafond...

— Tu veux que je lise la lettre de ta femme?

— Oui, et vous ne serez pas le premier : Kerdudal aussi l'a lue; mais lui, il ne comprend pas tout... Au fond, dans le portefeuille.

L'officier s'était baissé; il prenait, sur le plancher, la musette, puis, dans l'étalage de bazar qu'enveloppait la toile bise, le vieux calepin, fermé par un lacet de brodequin.

— Elle est facile à trouver : il n'y en a qu'une, mon capitaine.

— Voici, dit Hellequin..., carte postale aux drapeaux alliés... « Mon cher papa. » — ... Gentil, tout cela!... très gentil!... — « Je serai contente, et maman aussi. C'est elle qui me le dit

pour vous... » Eh bien ! mon Pierre, iras-tu en permission, cette fois ?

— Ça ne suffit pas, mon capitaine.

— Comment ! Tu n'irais pas montrer, à ta femme et à ta fille, ta croix de guerre ?

— Je l'ai donc ?

— La proposition est déjà partie, et je t'ai fait une citation soignée, tu sais !

Sur les yeux bruns, Hellequin vit que les paupières s'abaissaient, et qu'entre les cils, deux larmes, mal combattues par une volonté affaiblie, coulaient. Il ne dit rien, pour que la joie fût libre de durer. Un souffle de vent heurta les fenêtres, en face, comme un voyageur qui veut entrer. Les deux hommes, immobiles et muets l'un près de l'autre, étaient, en esprit, bien loin de l'hôpital. Ils voyaient une cour de ferme, et la porte de la maison dont une jeune femme descendait les marches, tandis que, devant elle, une enfant, portant sa première coiffe blanche, courait en tendant les bras du côté du chemin, et criant : « C'est mon papa qui revient de la guerre ! Venez, maman, venez ! » Sans doute ils se représentaient diversement les choses et les personnes, mais l'émotion les tenait émerveillés et sans parole, parce que le malheur de plusieurs années prenait fin en ce moment, et que Marie Quéverne, douce et pâle de visage, ses rubans flottant derrière elle, s'avançait à son tour, et qu'elle aussi, elle ouvrait les bras...

Quand Pierre et son capitaine se retrouvèrent dans la salle d'un baraquement hospitalier, l'un déjà pressé par le temps, obligé de rejoindre sa troupe, l'autre couché, fiévreux, l'épaule gauche pesante comme un sac de blé, ils sentirent mieux que jamais qu'il y avait entre eux de l'amitié. Plus habitué à se commander soi-même, l'officier prit un ton plaisant, et dit, avec un petit rire qui n'était que des lèvres :

— Alors, je demanderai bientôt pour toi un congé de convalescence ? Je connais le major. Sois tranquille !

L'homme le regardait maintenant, entre ses paupières demi-closes, d'un air si triste...

— Ça ne suffit pas encore ?... Non ?... Ah ! je me rappelle !... N'aie pas l'air si malheureux, mon Pierre, je me rappelle, j'ai compris... Tu me l'avais presque dit, déjà, te souviens-tu ? dans la tranchée ?...

Il se pencha.

— Tu veux que l'ancienne condamnation soit effacée, avan de retourner à Fouësnant ?

Les pauvres lèvres sourirent.

— Une misère, mon Pierre, cette histoire-là ! Quand un soldat a fait comme toi son devoir, on n'a plus le droit de lui demander s'il n'avait pas bu un verre de trop, avant 1914... Mais tu es haut d'honneur. Tu prétends avoir tes titres en règle, et un arrêt de la Cour de Rennes, pour le montrer à tes jaloux. C'est bon, on l'aura ! Et alors : une jolie femme qui t'aime, et qui te le dit, un bel enfant, une grande ferme, une croix de guerre avec une étoile sur la poitrine, une citation magnifique, l'estime de tous les camarades et l'amitié de ton capitaine, dis-penses-tu que tu en auras, des envieux ? Tiens, tu vas seulement signer, là, sur la page de mon carnet; moi, j'écrirai la lettre ce soir; je la ferai passer par la voie hiérarchique, et tu l'auras, ta réhabilitation, avant longtemps, je t'en réponds !

Hellequin tira, de la poche de sa vareuse, un bloc-note, tendit un stylographe au soldat, et quand, malaisément, celui-ci eut tracé « Pierre Quéverne, » au bas de la page, se retira, disant :

— Tout ira bien. Repose-toi. Pense à Fouësnant, à Marie et à Jeanne-Marie. Au revoir, mon glorieux !

Peu de minutes après, Hellequin, devant la porte de l'hôpital 47, sous le petit auvent de planches qui était le seul ornement architectural de la baraque, montait dans un automobile. Le médecin-chef l'avait reconduit.

— Je résume ainsi mon avis : blessure profonde, mais tout est remis en place; l'opération a débarrassé votre soldat des esquilles et des morceaux de laine qui avaient déterminé l'inflammation; la fièvre va tomber; dans dix jours, je pourrai le faire transporter à Châlons.

— Combien de temps pour que la plaie soit fermée ?

— Un mois, peut-être un peu plus. Mais l'homme est très sain. Ça ira vite.

— Au revoir, docteur !

« Dans un mois, songea Hellequin, en attirant la portière de la voiture, j'aurai l'arrêt de la Cour de Rennes. Pierre Quéverne rentrera chez lui avec la croix de guerre, le casier judiciaire net, et la joie dans le cœur. A présent, sa femme lui écrit... Le pauvre garçon ! Avait-il l'air content de me montrer la lettre !...

J'aurais voulu voir la photographie de cette fille de Fouësnant qui a fait souffrir mon ami très brave. Elle ne le vaut pas, j'en réponds! Lui, j'ai connu son pareil, vingt fois, en Afrique : mêmes yeux qui brasillent, même poil, même allure, mêmes colères : et un cœur de petit poulet, quand on sait les prendre!... Enfin, ça ne me regarde pas. Ils s'arrangeront. Moi, je poursuis la réhabilitation au pas de charge! Je l'aurai! »

La nuit descendait. L'officier, rencogné dans la voiture qui filait à toute vitesse, regardait venir, du fond de l'immense étendue plate, les bois de pins qui débleuissaient, grandissaient, montraient leurs troncs pelés, rouges dans la lumière du couchant, appuyés à toute l'ombre où le soleil n'entrait plus, et soudain, comme emportés en arrière par le vent, disparaissaient, ouvrant aux yeux une clairière nouvelle, dont l'herbe et les buissons coulaient en nappes grises, et pauvres, et déjà endormies. Et parfois, quand le squelette d'un arbre mort se levait à l'horizon, tout seul, image qui tremblait à travers la vitre, et dérivait vers le gouffre des pays dépassés, oubliés et finis, Hellequin, à demi rêvant, croyait suivre des yeux une barque de pêche, avec le filet pendu à la pointe du mât, et qui faisait route vers un port de Bretagne, poussée par des rames invisibles.

IX. — LE DÉPART

Dès le lendemain, Hellequin rédigea la demande de réhabilitation que Pierre Quéverne avait signée en blanc. Il y joignit quelques pièces, et, notamment, son avis, qu'il libella ainsi :

« Pierre Quéverne, soldat à la 7e compagnie, n'a cessé de donner l'exemple du courage, et de cette autre bravoure en tenue de treillis, qui se nomme endurance. Dévoué à ses chefs, plein de cœur, Français tout à fait, a été grièvement blessé, au retour d'un coup de main heureux, auquel il avait pris part comme volontaire. »

Le soir même, le commandant, nouvellement arrivé au corps et auquel le dossier avait été porté, mettait sa note à côté de celle du capitaine de la 7e. « Avis très favorable. Cet homme a largement racheté un moment de violence, dont personne, je suppose, ne se souvient plus. »

Trente-six heures plus tard, au milieu des papiers amassés

sur une table de cuisine qui meublait son abri, le colonel, — qui commandait le régiment depuis le début, — signait ces lignes méditées avec scrupule : « J'appuie vigoureusement la demande. Énergique, plein d'allant, plusieurs fois volontaire pour des missions périlleuses, Quéverne a su même trouver, dans le danger, le commandement à jeter aux camarades. Précieux soldat. »

Le général ne fut point d'un autre sentiment. Et la demande, régulière, signée, contresignée, timbrée, s'achemina, d'étape en étape, vers la magistrature.

Huit jours encore s'écoulèrent. Le capitaine Hellequin, revenu en première ligne, dormait tout habillé, dans la couchette de son poste de commandement. Il avait été réveillé deux fois, dans la nuit, par des alertes. Le jour commençait, pour ceux qui ne vivaient pas sous terre. Trois petits coups furent frappés à la porte qui faisait communiquer la chambre de l'officier et celle des soldats. Le caporal téléphoniste, n'entendant pas de réponse, entra :

— Mon capitaine?... On vous demande au téléphone.

— Qui?

— Le médecin-chef de l'hôpital 47.

Hellequin sauta à bas de la couchette, passa dans la chambre voisine et, tournant à gauche, s'assit devant l'appareil où déferlaient jour et nuit, comme des vagues sur une plage, des voix venues du large.

— C'est vous, Marlier? Oui, c'est moi, capitaine Hellequin. Qu'y a-t-il?

— Pierre Quéverne est très mal.

— Perdu?

— J'en ai peur. L'inflammation n'a pas cédé. Elle s'est étendue. Peu importent les causes, n'est-ce pas? Je suis inquiet. Il vous demande.

— Hélas! je suis en première ligne. Impossible. Ce sera un des chagrins de cette guerre, qui ne m'épargne pas dans mes amitiés. Quéverne a-t-il sa tête à lui?

— Toute.

— Dites-lui que je l'aime bien. Je vais prévenir son frère, l'abbé Alain.

Hellequin raccrocha le récepteur, et demanda au téléphoniste :

— Donnez-moi le R 41.

Quatre hommes étaient là, autour de lui. Ils avaient en partie entendu, en partie deviné le dialogue, et, voyant l'officier très ému, l'un d'eux, Breton, qui avait une figure de chèvre maigre et un regard toujours noyé, dit :

— Faut pas vous en faire, mon capitaine : ça n'est que l'un de nous.

Que voulait-il dire? Quel sens obscur, de révolte ou d'humilité, revêtait la formule ambiguë? L'officier n'eut pas l'air de douter. Il répondit, posément :

— C'est justement pour cela, Le Coz : un des miens.

Et ceux qui se trouvaient là, dans cette cave de guerre, comprirent tous que cet homme rude, leur chef, avait pour eux une sorte de tendresse dont la cause leur était inconnue. Ils crurent en lui, même Le Coz. Aucun d'eux ne l'eût peut-être avoué. Mais ils avaient tant besoin d'affection que leur âme fut remuée, et qu'ils demeurèrent silencieux, tant que l'officier parla au chef d'état-major de la division, et même un peu après qu'il eut quitté la chambre. Il n'y a qu'un amour : le souvenir leur était venu à tous des choses de chez eux.

Il n'était que trop vrai : Pierre Quéverne allait plus mal. La blessure s'était infectée, et ni l'opération, ni les pansemens renouvelés, n'avaient pu enrayer l'action des poisons versés dans les tissus de cette chair jeune, par les éclats de métal, les fragmens d'étoffe, la boue et l'infernale poussière du champ de bataille. La fièvre à coups rapides brassait et usait, dans les veines de ce pauvre corps, un sang diminué. Depuis la veille, on ne luttait plus. Des piqûres de morphine calmaient la douleur quand elle s'avivait trop. On avait transporté Quéverne dans un appentis clos, par quoi se terminait, à droite, le baraquement de l'hôpital.

Vers la fin du jour, prévenu dès le matin, l'abbé Alain put arriver près de son « jeune. » Il avait eu bien du mal à faire la longue route. Pour lui, point de voiture particulière, mais le hasard des rencontres : un camion automobile qui revenait de livrer de l'avoine; la carriole d'un paysan champenois pris de pitié pour ce grand voyageur sans parapluie, coiffé d'un bonnet de police, et qui marchait dans la boue, sous l'averse. Puis, ç'avait été une longue route à pied, à travers le camp de Châlons, entre des bois tout pareils et des clairières toutes pareilles. Il

était arrivé trempé, crotté, exténué. Mais l'âme était maîtresse. Il avait ouvert la porte; il avait aperçu Pierre; il s'était penché au-dessus de lui, avec la même tendresse et le même geste qu'aurait eus la mère Quéverne, celle qui fut de Champdolent et qui est maintenant en paradis.

— Ah! mon jeune, comme te voilà! C'est moi, me reconnais-tu? Alain? l'abbé Alain qui suis aumônier des chasseurs? Tu sais bien?... Ton frère?... Celui qui t'a appris à pêcher les crabes sur les roches de Mousterlin?... Ça te dit quelque chose... Oui, à présent, tu commences à me retrouver... Regarde-moi encore? Nous avons toujours été amis... Tu es en famille, mon jeune. Je suis là!

Il dit ensuite à l'infirmier :

— Vous pouvez vous retirer : je le veillerai.

Pierre était immobile, étendu sous la couverture grise, les mains cachées dans le lit; il ouvrait les yeux à l'appel des mots, mais l'âme n'y montait que par degrés, hésitante. C'est une chose affreuse, un regard qui ne pense pas. La souffrance avait retiré la vie dans ce cœur qui battait encore, et qui luttait contre la mort, difficilement. Elle vint pourtant, l'âme fraternelle, elle s'annonça par un peu de lumière, elle s'épanouit tout à fait, et Pierre, à qui on parlait de sa jeunesse, pour accueillir et remercier Alain eut un sourire d'enfant.

— Tu t'éveilles donc, mon jeune? Tu me souris. Comment vas-tu?

— Très mal, mon vieux. Je suis content : on se revoit... Peut-être que tu n'as pas mangé?... Faut demander, tu sais : il y a du pain, ici.

Ils causèrent l'espace d'un demi quart-d'heure. Le blessé essaya de raconter comment il avait fait un coup de main dans la tranchée allemande, et qu'au retour, un éclat d'obus... Avant qu'il n'eut achevé, la respiration lui manqua. Il tourna la tête, vivement, pour ne pas montrer l'angoisse qu'il endurait, et, quand la crise fut passée, il s'efforça de sourire une seconde fois, pour faire entendre à Alain : « Tu vois, c'est fini, ce n'est rien! » Mais il rencontra, sur le visage de son aîné, une si grande pitié et une crainte si claire, qu'il demeura tout interdit. Il se recueillit un moment, puis, comme s'il demandait à son officier l'heure de l'assaut :

— Tu crois donc que je m'en vas?

Et avant que la réponse lui fût donnée :

— Je me confesserai donc à toi, mon frère Alain... Je veux bien... Je veux ce que tu me diras... Tu as raison de ne pas me tromper... Aide-moi seulement.

Il dit encore :

— On est plus longtemps mort que vivant.

Dans cette cabane de planches, que le vent ébranlait et que battait la pluie, l'abbé Alain reçut la confession de son frère. Ils pleuraient tous deux, celui qui frappait sa poitrine et celui qui absolvait. Pierre demanda ensuite à recevoir le viatique, et quand il eut communié, la Bretagne aurait pu baiser au front son enfant moribond : car il était beau à voir, ses grosses mains jointes sur le drap, ses yeux clos, et ses lèvres, ses pauvres lèvres pâles sous la moustache rousse, murmurant une prière que Dieu seul entendait.

Il était alors environ dix heures du soir. Vers dix heures un quart, Pierre fit signe de s'approcher à l'abbé qui était assis au pied du lit, sur une chaise.

— Toi, dit-il, tu reverras Marie, n'est-ce pas?

— Sans doute, à moins qu'une balle ne m'attrape aussi.

— Elle m'a envoyé une lettre, tu sais, une lettre où elle m'appelait...

— Que faudra-t-il lui dire, mon Pierre?

Le fils du closier de Champdolent chercha un instant ce qu'il était nécessaire de dire, la chose première, la plus grande :

— Dis-lui que je la regrette tout de même.

Il sembla vouloir dire quelques paroles encore. Ses lèvres remuèrent. Mais la force lui manqua. Il s'était endormi, de ce sommeil plein de rêves et de combats intérieurs, qui épuise les malades.

Au pied du lit, l'aîné veillait. Il laissait, entre ses doigts, couler son chapelet, comme s'il filait l'amarre d'un bateau qui s'en va. La faim, ni le froid ne le tiraient de la prière, ni de la contemplation de ce visage où la douleur creusait toujours plus avant, mais parfois, quand la tempête secouait le toit, que la pluie flagellait les deux vitres de la fenêtre, et que la flamme de la veilleuse à pétrole tremblait, au fond de la salle, dans son manchon de verre, il pensait : « Mon Pierre n'entend pas même le grain. »

Et alors, laissant tomber ses bras, et le corps ployé, il revoyait, en imagination, le beau marin qui ne dormait jamais, dans les mauvais temps, même à terre.

Vers minuit, Pierre s'éveilla de nouveau, péniblement, comme la première fois. Il gémissait; il se dégageait de l'étreinte de ces forces obscures qui nous font dire, au réveil : « Contre quoi ai-je lutté? Pourquoi suis-je si las? Quels sont les visages de tout à l'heure, dont j'ai encore l'épouvante? »

— Alain, j'ai oublié de te dire : dans ma musette, il y a ma croix de guerre; ça n'est pas le gouvernement qui me l'a envoyée; non, pas encore. C'est un camarade qui est venu me voir; il en avait une : il me l'a donnée.

— Tu veux que je la remette, à qui, mon Pierre?

— A Marie. Ça sera le souvenir.

Il se tut; il eut l'air d'apercevoir, devant lui, un peu au-dessus de son lit, une image toute pleine de joie.

— Tu trouveras aussi un porte-plume que j'ai fait pour Jeanne-Marie, en remerciement de sa lettre; tu trouveras encore mon espèce de flûte; elle est pour Kerdudal. Je lui ai appris à jouer. Et comme ça, plus tard, à Kerjan, j'aurai l'air encore d'y être, quand il jouera.

La nuit continua de crier et de pleurer. Elle travaillait pour les semailles.

Une autre fois, Pierre Quéverne parla, sans appeler, sans relever ses paupières, et d'une voix qui rêvait :

— Mon frère Alain? Si tu es encore là, mon frère Alain?

Un sanglot lui répondit oui.

— Êtes-vous content?

— De quoi?

— Je meurs t'y comme vous voulez?

Le prêtre baisa la tempe toute moite de sueur.

Pierre reprit, mais si bas que les mots ne quittaient plus les lèvres :

— Mon capitaine...

— Oui, le capitaine Hellequin. Je comprends. Tu veux que je lui fasse une commission?

Il n'eut point de réponse. La grande marée du vent passait sur la Champagne. Les deux frères l'écoutèrent ensemble, une minute, comme ils avaient fait dans leur enfance, bien loin, bien loin de là. Du moins l'abbé put croire que Pierre écoutait

la nuit. Puis il entendit, très nettement, ces derniers mots :

— Mon capitaine l'avait bien dit : « Après la croix, ça sera le retour, mon garçon, ça sera le paradis ! »

Un peu avant le jour, le quatrième fils et septième enfant de Jean Quéverne, de Champdolent, rendit son âme qui avait souffert.

X. — LES LINGÈRES

Dans la rue longue, montante, divisée au bout en trois routes et qui est tout Fouësnant, la maîtresse lingère habite sur la droite, pas bien loin de la poste. La salle est profonde, les murs sont blanchis à la chaux, trois femmes travaillent : la patronne au milieu, debout; une ouvrière également debout, au fond, presque dans l'ombre; une assise près de la fenêtre. Et il y en a deux qui repassent des coiffes et des bonnets, et qui lissent, à coups de fer, des rubans et des fonds de mousseline, et même des mouchoirs brodés qui sont devenus à la mode, et que les belles filles se font donner, les années de cidre, ou les années de pêche. La plus jeune des trois femmes, Mathilde, celle qui travaille près de la fenêtre, Mathilde qui est blonde, et qui a le visage clair avec des yeux tout bleus, qui ne pensent guère et savent seulement rire et pleurer, met la dernière main à une parure de deuil. Depuis plus d'une heure, elle est assise et penchée, cousant. Elle se redresse, prend entre deux doigts une coiffe en coton molletonné, un ruban blanc, un col sans dentelle qui sera tuyauté largement, son œuvre qu'elle est près d'achever. Elle l'élève dans la lumière. Elle dit, pendant que ses compagnes, à quelques pas d'elle, foulent la mousseline, de la pointe ou du talon du fer, pendant que la vapeur d'eau monte des deux tables, en petits flocons, et coule vers la rue :

— Voilà donc la coiffe de veuve et le col de Marie Quéverne. Il fallait que ce fût fini ce soir. J'aurai fini avec le jour. Ça sera pauvre tout de même !

— Pour une qui est si jeune !

— Pour une qui a du bien !

Le silence revient. Le fer coule sur les planches doublées d'étoffe. Personne n'a regardé la coiffe pauvre.

La maîtresse lingère, courbée, au milieu de la pièce, et sans

s'arrêter de lisser les rubans d'une coiffe de noces peut-être, fleurie comme un talus de printemps, demande :

— Dites, Mathilde, aura-t-elle du crêpe autour des poches et au bas de son tablier?

— Non.

— Pourtant, ça se fait bien, aujourd'hui, pour celles qui sont riches.

— Sans doute, mais elle a fait dire à la couturière, — c'est Marcelline elle-même qui me l'a répété : « Je ne veux que du coton noir, tout uni. »

— Est-ce curieux? Une femme qui a aimé la toilette comme pas une ici!

Un rire sonne, tout au fond de l'atelier, et une voix enrouée répond :

— Pourquoi curieux? Les maris, moins on les regrette et plus sévèrement on porte leur deuil. Il le faut bien : le monde est méchant.

— Tais-toi, Léonie! dit la patronne.

— Oui, tais-toi! reprend celle qui travaille dans la lumière. On a raconté d'elle bien des histoires qui n'étaient pas vraies. Elle est veuve à présent. Ceux qui parleront mal, d'elle ou de lui, n'ont pas de cœur.

— Faut-il pas rire?

— Il y a des heures, ma petite.

— Voyez-vous cette blonde, avec sa morale!

Les yeux bleus, indignés et doux encore, regardent vers le fond de la salle.

— Sais-tu bien, Léonie, comme elle a appris son malheur?

— Comme tout le monde, je pense? Un homme est venu, avec une dépêche.

— Il était neuf heures, et les deux domestiques, le vieux qui se nomme Le Treff, et l'autre, le petit, dormaient dans la soupente, et Jeanne-Marie dans la chambre d'en bas. Il n'y avait donc dans la cuisine que la mère et la fille, la maîtresse de Kerjan et cette pauvre de vingt-cinq ans qui allait apprendre, l'instant d'après, qu'elle avait veuvé. Trois coups à la porte : pan! pan! pan! Elles ont eu peur. Elles attendent un moment sans rien dire; la campagne est tranquille comme la crèche de Noël; leur chien même a peur, parce que vous savez que les chiens, et beaucoup d'autres bêtes, sentent la mort qui passe, et il ne dit rien.

— Qui était l'homme?

— Je ne sais pas. Les uns disent l'adjoint, d'autres l'ancien facteur à la jambe torte qui fait souvent les commissions. C'est encore quelqu'un de l'administration, puisqu'il a sa retraite. La grosse maman qui est comme une tour, à peine si elle a reconnu le compagnon, elle se lève vivement de la chaise, elle court à lui, elle prend la dépêche qu'il avait dans la main, et elle dit, presque tout bas, mais pas assez bas il faut croire : « Donnez-moi ça; elle est là, ma petite... Elle va voir l'enveloppe... Elle va comprendre!... Dites-lui que vous êtes venu pour autre chose... » Mais lui, il ne savait qu'inventer. Il se taisait. Une pauvre demi-minute et le malheur a eu fait son œuvre. Quand ils se sont retournés, lui pour débiter je ne sais quelle menterie, et elle parce qu'elle n'entendait point parler sa fille, ils ont aperçu Marie étendue par terre, devant la cheminée, les yeux encore ouverts, mais la bouche ouverte aussi, et toute bleue, comme si l'âme avait passé. Ils l'ont appelée, elle n'a point répondu. Ils l'ont portée sur son lit blanc, et soignée plus de vingt minutes. Alors, lui, il a voulu s'en aller dans la nuit, parce qu'il avait affaire ailleurs. Et il n'est plus resté que la mère et la fille.

Les deux lingères, qui avaient continué de travailler, posèrent le fer sur la planche. La maîtresse murmura :

— Pauvre femme! On dit toujours trop de mal du cœur des autres. Elle l'aimait.

— Mais oui, elle lui était revenue. Comment? Ni vous ni moi ne le saurons jamais. Ce qui est sûr, c'est que, depuis plusieurs semaines, elle lui avait écrit une lettre.

— La gueuse! dit la voix enrouée.

— C'est un mot qui n'est plus permis, quand le pardon est descendu. Elle était si blanche sur son lit, que la mère la croyait morte. La petite Jeanne-Marie dormait dans le berceau. Et c'était toute la famille à présent : une grand'mère, une mère et une enfant. L'homme qui avait apporté la dépêche leur avait dit : « Je ne peux pas m'amuser plus longtemps, j'en ai une autre à porter. » La grand'mère n'a pas même pensé à demander pour qui c'était. Elle n'a pas demandé : « Allez chercher le médecin! » Elle n'avait d'âme et d'idée que pour les yeux de sa fille qui ne s'ouvraient point. Mais à peine la porte eut-elle été fermée, et comme on pouvait encore entendre le bruit des clous

sur la pierraille de la cour, Marie a repris connaissance; elle n'était qu'un peu changée; elle a repris sa jeunesse pour souffrir. Et vous croyez peut-être qu'elle a pleuré ?

— Moi, je l'aurais fait!

— Et moi de même, Seigneur!

La maîtresse lingère a soupiré, et a dit :

— Vous croyez ça, parce que vous êtes jeunes. J'ai entendu dire à des anciennes, plus anciennes que moi, et que toi surtout, ma petite Mathilde, que celles qui ont beaucoup pleuré avant le malheur ne trouvent plus de larmes quand il est arrivé. Je n'en ai pas fait l'expérience. Je n'ai eu ni grand bonheur, ni grand malheur; je n'ai eu que des jours de presse, où je ne savais comment me retourner, et d'autres fois des semaines de chômage, la peur de ne plus gagner mon pauvre pain : tout ce que je demande.

— Moi, de même.

— Moi, j'attends mieux! dit Léonie au fond de la salle. Mais que disais-tu, Mathilde, de Marie Quéverne?

— Eh bien! qu'elle n'a pas eu de larmes. Peut-être qu'elle avait pleuré toute seule, comme dit la patronne, on ne sait quand. Elle s'est redressée...

Pendant un temps elles restèrent en songe. L'histoire de Marie Quéverne occupait ces trois pauvres cœurs. Seule, Mathilde la blonde, achevant de coudre ses bandeaux de toile de coton, murmurait en espaçant les mots :

— Demain je ferai une collerette et une coiffe aussi pour l'enfant... Elle a bientôt cinq ans, et c'est l'âge de mettre la coiffe... Jeanne-Marie qui n'a plus de père... On ne peut savoir si la mère, toute seule, l'élèvera bien... Je ne fais qu'y penser, parce que je l'aime...

La patronne laissa couler les minutes, et le silence venir. Puis elle dit :

— Mes filles, si vous voulez, nous réciterons un *Ave Maria*, pour Marie de Kerjan, qui est dans la peine.

Les deux fils de l'aubergiste du coin passèrent en ce moment, et ils racontèrent dans la suite que, chez la lingère, on récite le rosaire toute la journée.

XI. — L'APPEL

Le closier avait tant pleuré, en apprenant la mort de son fils, qu'il croyait bien ne plus rajeunir. Mais quand l'âme est robuste, elle se relève, et reparaît, comme elle était, non diminuée.

Jamais peut-être l'automne de Bretagne ne fut si doux qu'en cette année-là. Toutes les feuilles avaient peine à quitter l'arbre, et demeuraient vertes, malgré le froid du premier matin et ces brumes qui s'attardent ensuite, lumineuses, caressantes et mortelles. Le milieu du jour était doré. Jean Quéverne, pour herser ses derniers champs, quittait sa veste et gardait son chapeau. Deux marronniers, aux confins de Landébec, crurent que le printemps recommençait, et se reprirent à fleurir.

La veille de la Toussaint, le soleil allait se lever, il faisait clair et presque tiède, et le vent du large n'avait point de rudesse. Jean Quéverne, toujours le premier dehors, était sorti du jardin, pour juger du temps, et se tenait dans le chemin, à l'endroit où le sol fait une bosse et peut servir d'observatoire à qui veut regarder les champs, la mer et le ciel. Il vit que les eaux dormaient dans un brouillard d'une blancheur inégale, que la brise se maintenait au Sud, et que le feu blanc de l'Ile aux Moutons et le feu rouge de Penfret tournaient encore à cause des règlemens. Le souvenir de son enfant n'était jamais loin. Un mot, un coin de labour, le bruit des plages, une voile au large, les places vides à table, un moment de relâche dans le travail : et la pensée revenait, à lui comme à tant d'autres, de ce qu'on avait perdu. « Mon pauvre gars, je ne sais pas si vous n'avez pas eu raison de vous en aller. Voilà le deuxième jour, depuis que le service a été célébré pour vous dans notre église, et Marie n'est pas montée à Champdolent. Je ne dis pas qu'elle le doive. Elle n'a jamais été ma fille tout à fait, même quand vous viviez. Mais j'aurais bien aimé la voir, et réciter votre nom avec elle : Pierre faisait ceci ; Pierre faisait cela ; Pierre habitait ici avec moi ; Pierre aimait le temps doux, comme aujourd'hui. Je sens bien que j'en dirais long de ce chapelet-là, et je n'ai personne avec qui parler de mon fils. Il y a bien les lettres de mes autres enfans, quand ils m'écrivent, mais ils n'ont guère le temps, elles viennent quand elles

peuvent, et c'est tous les jours que je voudrais plaindre ma petite de son chagrin. Je voudrais l'entendre me dire qu'elle vous regrette. Ou seulement la voir triste près de moi. Tous ceux qui l'ont vue à Kerjan me l'ont rapporté : elle est veuve comme je suis veuf, pas dans les mots, pas dans les cris, mais dans son cœur. Elle a commandé une robe et une coiffe de deuil sans même un brin de ruban pour les fleurir. Elle cause à tout le monde qui vient, bien honnêtement; elle leur montre la croix de guerre qu'elle a reçue, et la lettre du capitaine, qui est si belle, à ce qu'il paraît, qu'on n'en a pas lu d'aussi belle, dans les fermes de Fouësnant où l'homme n'est point revenu. Je ne fais que penser à Marie, qui parle aux autres et pas à moi. Faut-il donc que je sois mort aussi, pour qu'elle me prenne en pitié ? »

Le closier, songeant de la sorte, avait continué de regarder la mer, qu'il aimait, sans trop le dire, à cause de tout ce qui vient d'elle à la terre. Les deux feux, finissant la veille de la nuit, cessèrent de luire. Derrière les brumes de l'Est, le globe rouge du soleil commença de monter. C'est de ce côté-là que Marie habitait. « Peut-être je demande trop ; elle n'a pas la force encore de revoir l'ancienne maison de son mariage ? Ça doit être ça. Quand elle aura la force, elle viendra. Je le crois, je le crois : mais je voudrais bien qu'elle ne tarde pas trop ! »

— Jean Quéverne, j'ai à vous parler ?

Il se détourna, et vit, debout sur l'herbe du chemin, sa servante Eugénie qui avait mis les deux ailes blanches sur son bonnet.

— Où allez-vous donc, que vous êtes en coiffe dès ce matin, Eugénie ? A Fouësnant, pour vous préparer à la fête de demain ?

— Oui, et pour dire adieu aux filles que je connais : ma mère veut que je m'en retourne à Pleuven.

— Je ne vous ai pas renvoyée, pourtant !

— Oh ! non, et l'ouvrage ne me déplaît pas à Champdolent ; mais elle me fait écrire qu'elle est malade, à cause de la fatigue de la guerre, et de mon frère, qui est revenu bien plus toussant qu'il n'était parti.

— Quand donc allez-vous me quitter ?

— Pas plus tard que la fête des Morts.

Le vieux Quéverne soupira, et leva les épaules comme ceux qui chargent le sac.

— Faites donc comme elle dit : elle a besoin aussi d'être aidée.

Il se dirigea vers la cour, d'où il entendait venir le bruit des chaînons de fer que traînait après elle, au bout des traits de corde, la Buissonne qu'on attelait. Mais il n'avait pas plutôt rejoint l'homme qu'il appelait toujours le métivier, que celui-ci, ayant rejeté et croisé les traits par-dessus les reins de la jument, demanda violemment, le regard dur et direct :

— Me faut de l'augmentation, Jean Quéverne ! Voilà Eugénie qui part. Si vous ne me donnez pas mon droit, je m'en vas comme elle !

Le closier se tut un moment. Il prit conseil de sa maison, qu'il regarda tout du long, et de son étable, et de sa grange, et de plusieurs pensées, meilleures encore, que, dans les jours difficiles, c'est-à-dire presque tout le temps, il avait coutume d'appeler au secours.

— Combien demandez-vous pour rester?

— Cinq cents francs de plus. Et je ne rabattrai point.

— C'est trop pour moi. Je tâcherai tout de même. Emmenez le harnais dans la grand'pièce, et hersez bien menu.

Lorsque l'homme eut tourné, avec la Buissonne, à la sortie de la cour, et pris le chemin de la grand'pièce, Quéverne rentra dans la maison. En se retrouvant là, parmi les choses usées à son service, il les considéra, l'une après l'autre, comme s'il les prenait à témoin que le monde est mauvais et la vie difficile. C'était là que les anciens, avant lui, avaient tenu conseil, et toujours décidé de reprendre le combat contre la misère. La peine d'être seul, à présent, lui revint au cœur; il envia son passé; et la douleur ne l'accabla point, mais il chercha dans son souvenir et se mit à compter tout bas ceux et celles qui n'étaient plus là. Puis, entendant la servante qui, avant de partir, fermait à clé l'armoire de la chambre voisine, l'armoire où elle serrait ses coiffes, ses deux chemises, son livret de caisse d'épargne et les lettres des amies de Pleuven, il se tint bien droit, les bras croisés, devant la porte.

— Eugénie?

Elle vint, étonnée, intimidée du grand air d'autorité qu'il avait. Pour la première fois, et la dernière, il la tutoya :

— Écoute, rends-moi service, toi qui vas me laisser.

— Je veux bien.

— Passe par Kerjan; ne parle pas à d'autres, pas à la mère, pas aux valets : parle à Marie. Tu lui diras que je n'ai plus personne, à Champdolent, pour me servir.

— Et vous croyez qu'elle viendra?

— Tu auras bien soin de ne rien lui dire de plus, Eugénie. Elle est tout de même ma fille ; il faut qu'elle sache les malheurs qui m'arrivent. Quand tu lui auras fait ma commission, tu n'attendras pas la réponse.

— Si elle m'en donne une?

— Tu t'en iras quand même à Fouësnant, et tu pourras voir tes amies, toutes tes amies, et te confesser pour la fête de demain. Je ne suis pas pressé, comme un jeune, de connaître ce qui arrivera de moi et de mon bien. D'ailleurs, elle ne te fera point de réponse.

Et la fille sortit, en nouant le cordon de son tablier.

Jean Quéverne était seul à Champdolent. Ce matin-là, jusqu'à dix heures, il travailla dans la pièce d'où l'on aperçoit la grande pommeraie de Kerjan, et aussi la voyette, fermée par une barrière, qui descend tout du long et qui mène au ruisseau. Du bout de la fourche égaillant le goémon mêlé de fumier qu'on avait mis en tas, à distance égale, sur la terre, il tournait la tête, souvent, du côté du vallon, et des aulnes, et de la lande qui monte au delà. « Eugénie entre à Kerjan, à cette heure... Elle doit chercher Marie par les étables, ou dans le grenier... Et maintenant les filles causent, bien émoyées... Je voudrais voir comment ma servante a dit adieu à Marie, et les mots qu'elle retourne dans son cœur... A présent, elle est bien sûr partie; elle va, elle va par les bois, se dépêchant pour trouver ses amies chez la lingère encore, ou chez le boulanger, ou flânant dans la rue, avant que la soupe ne les rappelle... »

Un peu après dix heures, il revint vers Champdolent, et, pensant que peut-être, tout à l'heure, une femme viendrait, la servante ou la fille, — Dieu savait laquelle, — pour préparer le repas de midi, et qu'elle arriverait tard, et qu'il était bon de dresser le bois dans le foyer, il prit, sur son épaule, un rondin de bouleau blanc réservé pour la Noël, trois éclats de pin, deux brins de chêne et une poignée de bruyère sèche, qui avait encore de la fleur au bout des tiges. Dans la cheminée énorme,

dont la moisissure du sol verdissait les assises, il disposa le tout, comme il convient, ayant eu soin de creuser en dessous la cendre toujours tiède. En vérité, il avait l'esprit tout en songe. Il écoutait le vent. Il regardait la vieille horloge, et, ne sachant que faire, il tirait les deux poids jusqu'au bas de la boîte, de peur que l'aiguille ne s'arrêtât. Il ouvrait la porte de la chambre de Marie, et, s'approchant du lit, il enlevait l'oreiller du fils qui ne dormirait plus.

Pauvre cœur qui n'avait qu'un espoir bien faible! Mais cela suffit au grand courage. Jean Quéverne est retourné dans le chemin, il a dépassé la haie de son champ; il s'est appuyé sur la barrière de la voyette, près de la grande pommeraie, et il regarde devant lui. Les aulnes n'ont plus de feuilles, depuis une semaine. La lande n'est point haute sur le coteau d'en face. Personne ne vient. Le vent seul passe. Le vieux chef ne se lasse point cependant de guetter celle qui peut encore descendre entre les mottes d'ajonc, rude arbuste, qui fleurit encore en octobre. Les hommes ont disparu des campagnes; les semailles sont finies; les filles qui portaient à l'épaule la poche de froment ou de seigle au quart pleine, ont repris leur place dans les fermes, autour du feu ou des paillers. Rien ne bougerait dans les champs si le vent ne soufflait pas. La servante s'attarde au bourg. La femme qu'on espérait voir revenir, l'autre, par qui la closerie peut encore être sauvée, n'a pas voulu entendre; elle n'a pas eu pitié.

Elle vient cependant. Tout en haut de la colline, cette forme noire qui tourne avec le sentier, et s'approche de la haie, et commence à descendre, c'est Marie, c'est la femme de Pierre; elle tient leur fille par la main.

O mon Dieu, mon Dieu, il y a des heures bénies dans l'épreuve de vivre!

La mère et la petite mirent du temps à descendre la pente et à remonter l'autre coteau, à travers la pommeraie de Kerjan, et jusqu'à la voyette qui rejoint le chemin de Champdolent. Il était près de midi quand Marie frappa du doigt à la porte de la closerie. Jean Quéverne l'attendait au milieu de la salle, debout près de la table, chez lui. Il pensait à son gars qui aurait dû être là.

— Père, je ne suis pas venue plus tôt, — et elle montrait l'enfant, — à cause de la coiffe de Jeanne-Marie, qui ne pou-

vait pas rentrer chez vous sans son deuil. La lingère n'en a fini que ce matin.

Marie se tenait à trois pas de l'homme, et toute la maison était dans le grand silence.

— Je vous ai demandée parce que j'ai besoin d'aide. Mais vous, pourquoi êtes-vous venue? C'est-il pour pleurer un moment?

— Non, pour travailler avec vous.

— Je ne suis plus jeune, je ne suis pas riche : c'est-il pour longtemps que vous revenez?

— Autant que vous vivrez, vous m'aurez avec vous.

Alors, il ouvrit les bras, et il embrassa la veuve de son enfant, sans plus rien dire. Et, comme elle commençait, tout de suite ménagère, de mettre de l'ordre dans la maison, la flamme jaillit dans le foyer, et couvrit la suie ancienne.

. . . . . .

Depuis ce jour et cette fin d'automne, Marie habite à Champdolent. Nul ne l'entend se plaindre. Nul ne la trouve en faute quand le travail la demande. Jean Quéverne, à cause d'elle, ne parle plus de son malheur. Entre elle et lui, le nom de Pierre Quéverne n'est jamais prononcé. Le soir seulement, après la prière qu'ils récitent tous deux, selon la coutume, dans la minute où chacun se recueille et fait à Dieu sa confidence, l'ancien ne manque point d'ajouter :

— Donnez à mon Pierre la paix éternelle, et amenez-moi auprès de lui!

Et Marie, de son côté, n'oublie jamais de dire :

— Soutenez ma faiblesse, à cause de lui, qui fut meilleur que moi!

RENÉ BAZIN.

VISITES AU FRONT [1]

SUR LE FRONT ANGLAIS

(JUIN 1916)

I

VERS LES TRANCHÉES

Nous les avons vus pour la première fois du chemin de fer, à trois heures de Paris, dans un maigre et délicat paysage de Cazin : buttes et collines de sable, encadrant des morceaux de la mer et de l'horizon pâles; traînées de pins et de genêts en fleurs. Tout le long de ces dunes, où l'on n'avait jamais connu que solitude, une immense ville de toile est répandue, où remue une population couleur de terre. Pendant une grande demi-heure, le train, qui suit la côte, la traverse dans sa longueur, en la dominant du haut du talus. Des centaines et des centaines de tentes jaunes, quelques-unes entr'ouvertes, pleines, par le contraste du sol éclatant, d'ombre fumeuse comme celle des gourbis arabes. Des hommes assis à l'orientale, sur le sable; d'autres, immobiles, à l'exercice, en rangs précis comme des palissades surgies pour la défense de cette terre. Des groupes bleus, — la couleur d'hôpital : des malades, des blessés; quelques chaises longues orientées vers la mer. Plus

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1916 et 1er janvier 1917.

loin, des portiques de gymnase avec des mannequins suspendus; alentour, des pelotons qui, à plein élan, travaillent l'escrime à la baïonnette. Des cuisines fument. De splendides chevaux sont alignés au piquet. Et par-dessus le semis des petites tentes, de longs pavillons se lèvent, portant des écriteaux : *Scottish Church Mission*, — *Church Home*, — *Salvation Army*, — *Y. M. C. A.* (1), — *Gordon Hut*, — *Walton Hut*, — signalant des œuvres d'initiative privée, appliquées au réconfort, à l'hygiène des corps et des âmes, celles dont les enseignes, les annonces ont souvent frappé nos yeux dans les grandes cités industrielles d'Angleterre.

Au bas du talus, de lestes soldats essaient de suivre, en courant, le train. On leur jette des journaux : des figures se lèvent, toutes pareilles, pareillement et strictement rasées, jeunes, claires, saines, étonnamment roses, les traits en vigueur, les mêmes jeunes gens que l'on a vus, vêtus de blanc, lancer leurs balles de cricket sur les prairies vertes, autour de toutes les villes d'outre-Manche. Il y a aussi des Australiens, des Nouveaux-Zélandais, reconnaissables à leurs grands chapeaux de cowboys. Un officier qui voyage avec nous me désigne des hommes de l'Afrique du Sud, des Canadiens. Voici des Hindous, — hauts turbans sur des visages de bronze. Sur cette plage du Boulonnais, une émanation de tout l'empire britannique s'est trouvée soudain rassemblée. Je vois le meilleur, l'essentiel de l'empire anglais, le plus vivant de sa substance. Des hommes de Londres, de Bombay, de Melbourne, du Cap, de Winnipeg, — des hommes des cinq nations qu'a chantées Kipling, unis entre eux, unis à nous, dans la même volonté de combat et de sacrifice pour le droit et la liberté. Beaucoup voient pour la première fois le ciel d'Europe; leurs yeux n'avaient connu que les étoiles de l'autre pôle. C'est la merveille de cet empire. Les « cinq nations, » des peuples séparés par les océans du globe, la plupart vraiment indépendans les uns des autres, dont les intérêts sont distincts, et parfois s'opposent; — et à l'appel d'une idée de l'ordre sentimental, par l'élan spontané de chacun, cette réunion devant la menace à l'idéal commun et le danger de la vieille Angleterre. On pense à la façon dont l'Allemagne fait marcher ses Alsaciens-Lorrains et ses Polonais.

(1) Association des Jeunes Gens Chrétiens.

Ni l'Australie, ni le Canada n'ont encore institué la conscription, mais cinq cent mille Canadiens se sont levés pour combattre l'Allemagne, et les Australiens, quittant la paix éternelle de leurs antipodes, continuent toujours de s'enrôler pour la guerre. Un empire qui ne se fonde pas sur la force militaire, mais sur le sentiment d'un lien spirituel et sur une certaine idée de liberté, un empire où le sentiment, agissant par les méthodes de la liberté, peut susciter la force militaire, — il n'est pas besoin d'être Anglais pour souhaiter au monde la durée d'un tel empire.

***

A X..., nous trouvons l'officier qui nous reçoit avec cet élan de cordialité simple et de complaisance qui est la politesse anglaise. C'est le ton d'une réception de *week end*, dans une maison de campagne, aux environs de Londres. Les ordonnances enlèvent les bagages. A la nuance spéciale de leur respect, à leur tenue, à leurs brefs *yes Sir*, *no Sir*, on sent que la différence du chef aux hommes est moins celle du rang militaire que de la classe sociale, — on peut dire de la caste. Aussi bien, dans l'officier, d'allure si naturelle, facile (les Anglais disent : *casual*), on aperçoit le gentleman avant le militaire.

Nous traversons X... Étrange réunion des deux mondes, de cette France provinciale, avec ses maisons vétustes, son petit peuple bourgeois, ses femmes en bonnets, le cahin-caha de son trafic, tout ce que nous y aimons d'ancien et de somnolent, et de cette Angleterre qui, tout d'un coup, s'y est superposée. Une Angleterre plus uniforme et belle que celle d'outre-Manche, puisqu'elle en est l'essentielle substance, la force jeune et virile, efficacement disciplinée, organisée pour la guerre. Dès la porte de la gare, le contraste était surprenant : les antiques fiacres, les employés d'octroi, les flâneurs, les vieux commissionnaires, la marchande de journaux, les figures civiles et françaises, dont chacune dit d'abord l'individu distinct, — et cette file monochrome, massive et nette d'automobiles et camions anglais, ce peuple en khaki de jeunes hommes, à qui des influences incessantes et simples, certaines disciplines morales et physiques très insistantes, et puis les mois d'entraînement militaire, ont fait des cœurs, des regards et des rythmes de vie si pareils.

Dans les vieilles rues, où les soldats britanniques, le petit stick réglementaire en main, passent par deux et par trois, du même pas sonnant et cadencé, l'opposition se précisait. Deux mondes qui s'entre-pénètrent et restent distans. Deux espèces qui se touchent dans le même habitat, et ne semblent pas communiquer, dont chacune poursuit à part sa vie et sa pensée différentes.

*
* *

Au tournant d'un quai, l'automobile a trouvé l'espace libre et l'horizon de mer. Entre la plage et la falaise que nous longeons, de plus en plus nous sentons se former autour de nous l'Angleterre. Des prairies, des pelouses, plutôt, dont le velours et le lustre attestent ce besoin et cette entente du fini que les Anglais apportent à toutes leurs œuvres matérielles. Là-dessus, un semis de pavillons de toile et de bois clair, tout neufs, dirait-on, posés comme des maisons-joujoux sur un tapis de billard. C'est un hôpital. La beauté du décor, ces belles nappes de verdure qui semblent appeler des jeux, la qualité de ces baraquemens — quelques-uns avec terrasses pour chaises longues, — tout cela fait penser à certains décors anglais de luxe et de plaisir, aux terrains de golf, avec leurs bengalows où l'on prend le thé, aux prairies d'Oxford, avec leurs *club-houses* au bord de la rivière, à des parcs seigneuriaux où l'on a vu des tentes se dresser pour une fête de charité.

Pendant une heure, nous visitons cet hôpital : on dirait qu'on se promène dans une exposition, et que tout y mérite le premier prix : les *nurses*, en linge éblouissant, rehaussé d'écarlate ; les majors, qui semblent sortir d'un magasin de Bond-Street, tant leur *whip-cord* est net et bien coupé, tant reluit le fauve de leurs bottes et courroies épaisses. On nous montre des dortoirs, cuisines, salles d'opérations, de bains, de jeux, de lecture : l'impression est toujours la même, — celle qu'éprouverait un voyageur en passant de son hôtel accoutumé dans un *Palace*. Toutes les choses matérielles sont ici de qualité supérieure, plus solides, plus massives et finies, faites de plus désirable matière. Partout le cuir est du cuir, la toile, de la toile ; les baignoires sont de vraies baignoires, avec des robinets d'eau chaude, en cuivre, et qui donnent véritablement de l'eau chaude. Le thé sucré, au lait, presque brun, dont on nous fait

goûter, et que l'on sert aux hommes à cinq heures, en de grandes bassines, a le parfum et la vertu d'un thé de Ceylan authentique et préparé suivant les règles. Dans les pavillons qui portent les initiales de tel donateur, de telle secte ou association religieuse, les fauteuils d'osier, chaises longues, rockings, bibliothèques, tables de jeu (où l'on voit surtout des échiquiers), feraient honneur à un joli club anglais de campagne. Il faut aller au *mess* des officiers pour trouver mieux : des gravures et des aquarelles sur les murs, des roses sur la table, un piano dans un coin, tous les grands journaux et *magazines* de Londres.

Et ce qui frappe autant que cette qualité des choses, c'est leur tenue. Cuivres et nickels fourbis comme pour figurer derrière une glace de magasin; parquets brillans où l'on verrait une poussière; peintures et vernis immaculés des murailles et des meubles. Tout ici témoigne de l'effort habituel et victorieux de l'homme contre les forces extérieures d'inertie, contre la tendance des choses à se ternir et se défaire, contre sa propre tendance à suivre la ligne de résistance moindre. Dans un dortoir où l'on attend des blessés, telle était, tout à l'heure, l'impression de pureté neuve, de conformité absolue, et par conséquent instable, de l'objet au modèle idéal, qu'à peine osait-on marcher et toucher ce que l'on vous montrait. Sur la route, nous avons croisé un escadron dont tous les chevaux semblaient, par leur lustre et leur beauté, par l'étincellement des boucles et des mors, des montures d'officiers. On songe à la vigilance et la patience, aux heures de brossage et d'astiquage qu'exige cette perfection d'entretien. Des Français, qui n'avaient pas encore vu nos Alliés aux tranchées de première ligne, s'étonnaient : quelque critique perçait dans leur admiration. « Les Anglais, disaient-ils, prennent les moyens pour le but. Tant de travail et d'argent dépensé pouvait s'employer plus directement aux fins essentielles. » D'autre part, le sentiment des Anglais avant la guerre, quand ils n'avaient pas vu les Français à l'œuvre, c'est que l'objet français est en général insuffisant, trop mince, trop léger, pas tout à fait efficace; que l'ouvrier, s'il ne s'agit pas d'œuvre d'art, ne l'a pas poussé jusqu'au bout, — surtout qu'il n'est pas attentivement entretenu. Je me rappelle (au temps lointain des « piqûres d'épingle ») un vieil article du *Times* sur « le raccommodage français au bout de ficelle. » L'auteur concluait que l'objet n'étant qu'un

a peu près, il ne rend qu'à peu près le service pour lequel il est fait, qu'un peuple dont tout l'outillage souffre de cette insuffisance est moins bien armé pour la vie.

C'est ici le contraste et le malentendu de deux civilisations. Les Anglais ont appris, depuis la bataille de la Marne, ce que les Français peuvent faire, avec leur apparente insouciance des choses et des soins matériels. Un de leurs journalistes le savait déjà quand, il y a cinq ou six ans, décrivant une de nos revues, il leur disait, en parlant de batteries de 75, dont le lustre lui semblait laisser à désirer : « Ces canons qui sont peut-être les plus mal tenus, *mais probablement les meilleurs de l'Europe.* » D'autre part, nous avons compris que l'habitude et le besoin de ce qui nous paraît luxe, confort excessif, peuvent s'allier aux plus viriles qualités d'énergie et d'endurance, au mépris de la mort, à l'héroïque volonté de dévouement. A certains égards, ces dispositions peuvent même témoigner de vertus qui ajoutent à la puissance de l'homme sur les choses. Car il faut une grande faculté de résistance à l'ennui, des nerfs stables, solides, pour tout prévoir, achever, entretenir ainsi. Robinson, avec le labeur de son installation, sa lutte solitaire, consciencieuse et toujours reprise contre l'hostilité des choses, demeure le type éternel de ce peuple. Un Latin est plus économe de sa peine et plus dédaigneux de la matière. Pour la fin nécessaire, il fera l'effort nécessaire. Que son œuvre puisse rendre l'essentiel du service désiré, cela lui suffit. Il est intelligent, raisonneur; il jugerait oiseux, pédant d'aller plus loin. Il voit l'idée : l'Anglais voit l'objet et le respecte. Parce qu'il le respecte, il ne se résigne pas à le réparer avec le serviable bout de ficelle que le journaliste de Londres donnait comme une caractéristique de la civilisation latine, et dont l'usage apparaît plus fréquent, à mesure que l'on descend vers le Midi. Le cocher de fiacre parisien a, peut-être, la cervelle plus active que son confrère anglais, mais reconnaissons que son fiacre, son cheval et, souvent, sa personne, sont moins bien tenus.

La différence est bien celle du Nord et du Midi. Dans le climat septentrional, l'homme a pris l'habitude de besogner pour opposer à la tristesse et l'hostilité du milieu naturel un monde indépendant du dehors, dont les choses le servent et le réjouissent. A la perfection matérielle de ce monde, les Anglais trouvent des vertus moralisantes et toniques. D'abord pour se

maintenir, elle exige de l'attention, un effort continu. Et puis, en se maintenant, elle enveloppe l'âme de suggestions d'ordre et de volonté. Dans les plus pauvres quartiers de Londres, cette idée se manifeste en des établissemens comme Toynbee Hall, dont l'architecture intérieure, le décor, le mobilier, qui rappellent les collèges d'Oxford, veulent suggérer à une plèbe trop apathique la notion et le goût d'un certain degré de bien-être, le désir de faire effort pour s'y hausser. Soutenir la créature contre les influences qui dépriment, — misère, surmenage, vice, sombre laideur et monotonie du milieu industriel; défendre, accroître ce que Ruskin appelait « la première des richesses, » *la quantité de vie* de l'individu et du groupe, telles sont en Angleterre les fins directes de tout l'effort social; et l'on sait combien de sociétés, ligues, clubs y travaillent depuis le milieu du XIXe siècle, combien d'églises et chapelles aussi, car à ces fins la religion, toujours pratique en ce pays, confond de plus en plus les siennes (1). Tout à l'heure, au cercle des officiers où je feuilletais des journaux, l'idée m'apparaissait en toute clarté, illustrée par une image parlante que publie dans le *Morning Post* l'œuvre anglicane des *Huttes du Soldat*. On voyait un paysage du front. Au loin, des arbres mutilés, des éclatemens d'obus. Au premier plan, des hommes se poussent, boueux, harassés, trop nombreux pour entrer tous, à la porte d'un de ces *Pavillons de Récréation* que signalent la croix et le drapeau de l'œuvre. Alentour, une série de médaillons, montrant par le détail les divers bienfaits de l'institution. Il en est deux qui résument tous les autres. Le premier porte ce titre : *Nourriture du corps*. Des soldats en casques assiègent un buffet chargé de bonnes choses : théières fumantes, bouilloires sur des réchauds de cuivre, piles de sandwiches, jattes d'oranges et de gâteaux. Deux amis, joyeusement attablés, soufflent sur leur Bovril en piquant de la fourchette un solide morceau de jambon. L'autre vignette est intitulée : *Nourriture spirituelle*. Les mêmes Tommies, sac au dos, tête nue, à genoux, s'inclinent sous la main du prêtre qui tend à l'un d'eux le Sacrement. Ce qui frappe, en ces deux tableaux, c'est l'air de calme, honnête énergie de ces hommes. Les certitudes de la religion s'ajoutent aux influences salutaires du bien-être et d'un milieu bien

(1) Ainsi le mot *salvation*, dans *Salvation Army*, a presque changé de sens. On le traduirait aujourd'hui plutôt par *sauvetage* que par *salut*.

ordonné, l'hygiène des âmes à celle des corps, pour assurer ce qu'un Anglais met au-dessus de tout : la force stable et disciplinée de l'individu, qui en fait une créature heureuse et de valeur pour le groupe. Plutôt qu'un sentiment de justice ou de charité, c'est cette idée, toute pratique, on pourrait presque dire utilitaire, qui dirige en Angleterre la volonté de bienfaisance. « J'aime mieux donner », disait Ruskin, « pour maintenir un homme debout, que de le nourrir quand il est par terre. »

Une autre idée, d'ordre non moins moral et social, explique ce souci et ce respect des perfections matérielles. En cette démocratie, c'est généralement le modèle aristocratique qui s'impose : le type régnant de civilisation et de vie vient d'en haut. Un homme tient à un certain degré de raffinement dans son existence quotidienne (et un volontaire, en s'engageant, n'y a pas renoncé). Il y tient non par besoin de jouissance, — car souvent, en un décor de luxe, il poursuit un idéal stoïque et puritain, mais parce que l'idée de ce qu'il se doit l'exige, comme de se laver le corps tous les jours à grande eau; parce qu'il entend se tenir physiquement comme un gentleman. Et la même volonté le maintient moralement debout, droit, attentif à ses consignes professionnelles et personnelles.

C'est un trait général de l'Angleterre que le goût du confort s'y allie depuis longtemps au goût de l'effort. On y prête au confort une valeur morale. Il est une condition, et il est la récompense de l'effort.

*
* *

Sur le quai, où l'on attend un transport anglais, pareil à tous ceux qui s'espacent au long du haut mur, qui viennent d'arriver ou qui vont repartir.

Que de fois je suis venu ici, et comme la guerre a tout changé! Il y a beaucoup de monde et, sur ce quai français, pas une figure française. Le khaki règne, la teinte nouvelle et monochrome qui est celle, aussi, des steamers amarrés. Partout la couleur anglaise de la guerre, et partout les clairs, jeunes visages venus de l'autre côté de la Manche. On manœuvre des grues; on charge des caisses sur des wagons; des officiers surveillent, la badine en main. Une troupe de fusiliers gallois attend, l'arme au bras. Près du sémaphore,

un groupe, jaune comme tous les autres, et qu'on n'avait pas d'abord distingué, se révèle, quand on approche, d'espèce bien différente. Hauts turbans d'Asie, eau mystérieuse et sombre des yeux, fins et graves visages de bronze : ce sont des cavaliers sikhs chargés du service de la poste. Immobiles, ils se taisent et regardent la mer avec la vieille expression orientale d'attente et d'impassible fatalisme. C'est la première fois que cela se voit dans l'histoire du monde : les hommes d'Extrême-Asie venus pour faire la guerre dans cet Occident dont ils ne savaient rien, sinon que c'est le fabuleux pays des *sahibs* qui les commandent. Ils regardent la mer, la blanche mer septentrionale d'où montent, avec la marée, les bateaux de pêche picards : rudes chalutiers aux voiles tannées et rapiécées, aux ponts chargés de filets et de marée, aux aspects de travail ouvrier et de misère.

Un triste mugissement de sirène, et tous les yeux se sont tournés vers les musoirs. Une fumée monte derrière l'estacade, et tout de suite, voici paraître, presque surgir, tant il vient vite et grandit sans bruit, glissant sur ses tambours, le transport attendu. En deux minutes, il est devant nous, tout près, manœuvrant déjà pour se mettre à quai, ses ponts supérieurs nous dominant, chargés d'humanité anglaise. On n'entend que les coups de timbre au cadran de la passerelle, et la voix du commandant jetant ses ordres par le mégaphone. Et puis le craquement des câbles qui se roidissent. C'est le moment indécis où les hommes surgis des lointains de la mer vont se répandre sur le sol qui leur est nouveau, se mêler à ceux qui les attendent et en sont encore entièrement séparés. Brèves minutes, mais qui semblent bien longues, presque solennelles, tandis que l'intervalle se rétrécit entre la pierre du quai et la muraille du grand bateau. D'un côté à l'autre, des regards s'échangent; un immatériel et silencieux contact s'établit. Avant que cette masse humaine et couleur d'argile commence à couler sur les passerelles, je les vois, ces jeunes gens, tels qu'ils sont partis d'Angleterre, serrés les uns contre les autres, les yeux tournés vers la terre où les attend l'inconnu de leur destin. Ils sont bien deux mille : magnifiques garçons qui, depuis deux ans, ne pensent qu'à la guerre, ne l'ont jamais vue, et arrivent, enfin, au pays de la guerre. Troupes de renfort, — *drafts*, — envoyées par les dépôts pour compenser l'usure

quotidienne de l'armée anglaise. Plusieurs fois par jour, arrivent de pareilles fournées humaines, — le plus pur, le plus frais et vivant de l'Angleterre, — qui vient entretenir ce brasier du Moloch où fond continûment, depuis bientôt trois ans, la substance active de l'Europe. Voici le commencement du cycle. Combien retourneront sur la couchette du navire-hôpital, et combien ne retourneront pas, mêlés pour toujours à cette terre française qu'ils regardent pour la première fois!

Maintenant ils se poussent, en flux terreux et continu, comme lorsque, d'un chaland, on décharge par des glissières du sable ou du minerai. C'est tout près de nous qu'ils mettent le pied sur le sol français, par deux et par trois à la fois, assez lentement pour que nous puissions percevoir chaque figure distincte. Et peu à peu, de tant d'individus qui se succèdent, de leurs nombres qui passent, naît en nous le sentiment du caractère commun et de l'espèce. C'est quelque chose de plus élémentaire et de plus uniforme que chez les nôtres, de plus vigoureusement régulier et déterminé dans les traits, de plus vague *(unconscious)*, aussi, dans le regard. Un journaliste anglais, à la devanture d'un café, regardant passer la foule parisienne, disait : « Une population de types! » Ce qui le frappait en chaque visage, c'est le caractère singulier, le trait ou l'expression qui le fait différent de tous les autres. Ici, probablement, la monochromie du vêtement militaire est pour quelque chose dans notre impression, mais de tout temps, en arrivant en Angleterre, j'ai senti cette différence. Ce qui se traduit en ces yeux limpides et ces traits énergiques, c'est à la fois la vigueur de la race et l'honnête simplicité des âmes. Ces jeunes hommes sont pareils comme de jeunes chevaux, aussi naturels et sains, leurs physionomies façonnées, non par les mouvemens de l'être cérébral et nerveux, mais par les influences de la coutume, toutes fortement accentuées, arrêtées dans le type général par la force des habitudes et certitudes ataviques et communes, parmi lesquelles il faut compter celles de la religion, — une religion qui parle surtout du devoir.

Beaucoup de figures heureuses, dont l'expression riante persiste dans le sérieux du moment. On sait leurs jeux, leurs chants, leur humour. Simplement, ils sont la belle créa-

ture humaine, bien nourrie, dressée, de corps et d'âme, pour l'action honnête, efficace, et la résistance à la fatigue.

On dirait des soldats de métier, des soldats qui viennent de faire la guerre, tant ils sont hâlés, bronzés par de longs mois d'exercices et de manœuvres, par les pluies, le vent, le soleil et les sueurs. Sous ce hâle, le sanguin de la complexion transparaît. Cela fait un ton magnifique, d'un rouge foncé de cuir, où le bleu septentrional des yeux semble plus lumineux et plus clair. J'avais vu déjà, chez des officiers anglais de l'Inde, ce contraste des froides prunelles du Nord et du teint brûlé par le soleil. Un air de force lente, latente, que semble aggraver la masse du harnachement : sacs, bissacs, bidons, fusils, gibecières, cartouchières, — tout cela fauve et massif comme la laine des longs manteaux.

Fusiliers irlandais et gallois, Borderers, Blackwatch, Scot-Greys : les voici déjà rangés en deux troupes sur le quai. Vigilans comme des chiens de berger, les sous-officiers aboient des ordres brefs : *Shun! Forrm! Fours!* Par rangs de quatre, ils se forment, épaulent leurs fusils, et puis, massivement, s'ébranlent.

Ces deux longues colonnes apparues sur notre sol, c'est, visible, mesurable au mètre, l'un des accroissemens quotidiens de l'armée britannique en France, à la veille d'une grande offensive. Deux masses jaunes, rectilignes qui s'éloignent, confondues à la terre, pareilles à de la terre qui marcherait : deux mille hommes sortis de la terre anglaise, et qui viennent combattre pour la nôtre.

***

Sur la grand route française, à travers le pays du Nord, si lumineux et clair, aux rayons obliques du soir, l'auto anglais nous emporte, nous ne savons pas où, dans l'intérieur de ce vert Boulonnais. Fuite glissante, silencieuse (on perçoit le petit chant infini des alouettes), si rapide que l'on voit couler d'un mouvement continuel le plus lointain détail du paysage : petits arbres, villages, taches qui sont des boqueteaux à l'horizon. Passent de grandes ondulations rasées par le vent de mer, qui, derrière nous, s'en vont tomber sur des grèves, en tranches verticales et blanches de falaises. Passent les plateaux boisés, dont les lignes se chevauchent, disparaissent, à mesure

que se forme la haute plaine. Passent les jeunes blés, éclaboussés du sang des coquelicots, les champs veloutés de profond trèfle rouge. Cela sent le soir et le mois de Juin, la terre mouillée, la fenaison, l'églantine. Paix infinie de ces campagnes. Elles baignent dans le même rayon qui, à quinze lieues d'ici, éclaire les terrains fauves de la guerre et de la mort.

Comme c'est le Nord, déjà! Deux ou trois degrés, à peine, nous séparent de nos paysages accoutumés, et tout semble plus frais, plus clair, plus léger. Il y a des hameaux presque anglais, avec de vrais cottages, dont la brique brune est tapissée de roses, des jardinets fleuris de molles pivoines roses, de minuscules églises, à tour carrée, crénelée, comme celles que nos voisins appellent normandes, et qu'on voit dans les plus vieux villages du Kent et du Sussex. Et pour achever l'illusion, ces soldats au cantonnement, les mêmes que je voyais, en 1915, dans les prairies et sur les routes d'Angleterre : visages bien rasés, uniformes de bonne laine khaki. Ils semblent vraiment faire partie du pays, continuer naturellement sa calme vie de tous les temps. A l'entrée d'une ferme où nous arrêtons pour prendre de l'eau, l'un est assis sur un escabeau à côté d'une paysanne, devant deux vaches immobiles, tous les deux occupés à traire. En voici d'autres qui lavent la cour à grands coups de seaux, la manche de chemise retroussée sur le bras vigoureux pour mieux besogner. Une vieille dame, en bonnet tuyauté, est sortie de la maison. Ils l'ont saluée ; elle a répondu par un signe amical de bonne grand'mère. Les gentils garçons, de silhouette si propre et si droite!

Eux seuls, dans le pays, traduisent aux yeux l'incroyable réalité d'aujourd'hui. Eux seuls, et de loin en loin, au long de la route, une motoclyclette, un auto d'officier qui croise le nôtre avec un bruit vibrant de projectile. Sur la grande chaussée rectiligne, où cheminaient jadis, cahin-caha, les lourds charrois rustiques, on ne rencontre plus que cette mécanique et cette vitesse, et l'on voit bien, malgré les fermes, malgré les champs en fleurs, que le mouvement ancien et propre de ces campagnes est arrêté, qu'un autre s'y substitue, d'espèce bien différente, produit immédiat de la logique et de la science.

Surviennent des bourgs, de petites villes, dont on croit sen-

tir un peu, — comme on perçoit, au passage, le parfum propre d'un arbre, — l'âme et le caractère distincts. Pavé ancien, grands capuchons d'ardoises, reflets de briques vernies et de glaces bien lavées, sages pignons rangés autour d'une petite place, église au porche bas, dont les pluies, le vent de mer ont rongé les ogives et fleurons, — tout cela fort sombre, élégant et sérieux, tenant à la fois de la Flandre et de la France.

Le soleil était couché depuis longtemps ; tout s'avaguissait, et rien ne passait plus sur la route. Dans la clarté d'un jour sans foyer, cette campagne, où nous n'étions jamais venus, prenait je ne sais quels mystérieux aspects de *déjà vu*. C'était le soir, qui apporte en tous pays les mêmes harmonies et le même sentiment, — le soir pareil à tous les soirs, la diversité de la campagne se résumant alors en quelques grandes lignes et plans obscurs qui, partout, se ressemblent, et que l'on retrouve avec bonheur, comme un enveloppement familier de solitude et d'intimité. Alors les choses perdent leur nom ; le moment présent disparaît ; le paysage n'est plus que le lieu du rêve qui naît et qui s'étend ; tout finit par s'en pénétrer et s'y fondre. Combien rares ces minutes d'oubli, dans le monde que nous a fait la guerre !

De hautes masses végétales se levèrent, noires dans le bleu déjà demi-nocturne, épanchant une profonde senteur de forêt. La voiture tourna. Dans quel domaine de légende entrions-nous, dans quel parc ancien, crépusculaire, où des figures de Watteau auraient pu chatoyer dans l'ombre ? Une avenue de grands arbres, dont les ramures, sous un ruban de ciel verdissant, enfermaient des profondeurs de nuit. Et puis, entre deux pavillons, une façade de pierre pâle, un long fronton Louis XVI... On sortait décidément du présent : une voiture magique, dans l'interminable tombée de nuit, nous avait transportés jusqu'à ce château de Belle-au-Bois dormant, où nul écho ni souci de la guerre n'était jamais entré. Le plus étrange, c'est que cette surprise surprenait si peu. Tout paraissait également naturel dans la longue sorcellerie du soir.

Et puis des voix anglaises sonnèrent ; des ordonnances parurent... Cinq minutes après, on montrait à chacun son logis : *This way, please. Hot water, Sir? Certainly, Sir. Dinner at nine*. Et une autre voix, déjà toute cordiale, amicale : *We don't*

dress : war, you know. Une autre illusion remplacait celle qui venait de se rompre. Le château du vieux temps français se muait en *country seat.* Que de fois, de l'autre côté de la Manche, on avait reçu ce même accueil !

Alors, dans une chambre qui a gardé ses meubles et presque son odeur d'autrefois, par la fenêtre trouvée grande ouverte (comme toujours en Angleterre), on goûtait la paix secrète, l'intimité de ce domaine fermé. Je voyais une prairie redevenue sauvage, dans le cadre circulaire et ténébreux d'une vieille futaie. Et par devant, quand on se penchait, des fleurs, toutes les fleurs de Juin, une profusion de folles fleurs.

Hautes et froides, elles semblaient, en leur vie si brève, plus merveilleusement *apparues* sur ces fonds de brume pâle et de nuit.

*
* *

Nous avons passé trois soirées et trois nuits dans cette calme maison, et si j'y arrête un instant le récit d'une visite au front anglais, c'est que l'idée, la manière, on peut dire le style d'une telle hospitalité sont si caractéristiques, en harmonie avec tant d'aspects et façons d'être qui nous ont frappé, de l'armée anglaise ; c'est qu'on y apprenait ce que nos alliés peuvent apporter de leurs traditions les plus significatives, en France, au milieu de la guerre.

L'idée qui se traduisait là est d'origine aristocratique ; elle subsiste, comme beaucoup de traits de même essence, en pleine démocratie. Elle vient de ces manoirs dont les habitans furent les modèles de Gainsborough et de Reynolds, les héros des romanciers, depuis Addison jusqu'à Meredith, et composèrent si longtemps la personne active et visible de l'Angleterre. De cette *gentry* qui vivait dans ses terres, les mœurs, les disciplines, tout l'idéal de vie s'imposèrent, par l'effet d'un prestige qui reste l'un des principes de la société d'outre-Manche, à la bourgeoisie montante du XIXe siècle, et de proche en proche, plus ou moins atténués, mais gardant toujours quelque chose de leur essence, à toute cette Angleterre d'aujourd'hui que Galsworthy a définie : « un mélange inintelligible à l'étranger d'aristocratie et de démocratie, » et Kipling : « une démocratie d'aristocrates. »

Ainsi le manoir est devenu, demeure le modèle dont toute

maison qui se respecte tend à se rapprocher. De là ces noms à la fois féodaux et campagnards dont se décorent les moindres villas des faubourgs ; de là leur parure étudiée de fleurs et de feuillages, et, peut-être, la tradition qu'est, en Angleterre, l'art de la serre et du jardin. De là l'importance de ces distinctions qui font le degré de dignité sociale d'une maison, et que ne manque pas de faire sonner un commissaire-priseur : *semi detached*, — *detached*, — *standing in its own grounds* — (dans le premier cas, on dit *this genteel house ;* dans le dernier, on prononce le mot de *residence*, évoquant la condition d'une famille qui vit dans ses terres). De là le décor aristocratique et rustique des grandes écoles, des vieux collèges d'université : c'est presque la vie de château que l'on mène en ceux d'Oxford, coupée de rudes parties de *foot-ball* et de lectures grecques sur des pelouses de velours. De là, enfin, toutes ces demeures modernes de nouveaux riches qui s'espacent, au milieu de leurs bois et de leurs parcs, dans la campagne anglaise : campagne féodale, et non paysanne, disait un Américain, en la comparant à la terre de France. Il est entendu que l'existence menée en ces amples domaines par les hommes de la *landed gentry* (on sait la valeur sociale de ce mot, et de quel ton on le prononce) est le type accompli de la vie anglaise. Un Américain y trouvait tant de dignité et de bonheur qu'il disait avec sérieux : « de la vie et de la félicité humaines. » Tout bourgeois anglais qui travaille à la ville y aspire. C'est celle que mène, dans sa retraite de Sandringham, le Roi, simple *squire* ou gentilhomme campagnard, à côté de ses fermiers et de son ami le recteur. Et l'État anglais s'est occupé tout de suite de l'organiser pour ses invités dans un manoir de France, en chargeant un officier de jouer le rôle de maître et de maîtresse de maison, de veiller à la perfection silencieuse et automatique du service : eau chaude, le matin et le soir, devant les portes, — puisque, hélas! un vieux château français est dénué de tuyauteries modernes, — papeterie bien garnie dans les chambres, fleurs sur les tables, vaisselle sérieuse, vins honorables, cigares de qualité.

A huit heures et demie, la profonde rumeur du gong, et puis un solide et tranquille déjeuner à l'anglaise : ce n'est pas pour les *damned Germans* qu'il convient de changer nos habi-

tudes. Il ne manquait sur la nappe éblouissante que le *Times* du matin, luisant et volumineux, fleurant la fraîche odeur d'imprimerie ; encore trouvait-on au fumoir celui de la veille, avec les autres journaux de Londres et de Paris. Ensuite, nulle hâte inconvenante de se mettre en route. On décachetait son courrier. La boîte d'argent passait, pleine de cigarettes blondes. A neuf heures et demie, les autos. Ils se rangeaient au bas du perron ; les domestiques apportaient des paniers, des plaids ; le capitaine jetait son *All right!* et par la belle allée circulaire de la terrasse, et puis la grande avenue, on filait, aux abois désolés des deux terriers qu'une ordonnance retenait. C'étaient toutes les impressions du matin, dans une grande maison de campagne anglaise, lorsque, sans oublier les provisions du pique-nique, on emmène les invités vers quelque Epsom ou quelque rendez-vous de chasse.

Ce n'était pas Epsom que l'on allait voir, mais des ruines, des tranchées où tombent toujours les obus et les torpilles, des plaines fauves où la guerre a mis partout le ravage et la mort. Et le soir, après une longue après-midi de marche, — car on marchait rudement dans les boyaux de terre et de boue, — on retrouvait les sensations que les Anglais aiment tant, après une journée de travail parmi la pierre et le tapage de la ville, celles dont le désir pousse tant d'hommes d'affaires à demeurer à la campagne : d'abord le plaisir, dans une chambre calme, où l'eau est abondante, de dépouiller le vêtement et la fatigue de la journée, et puis le silence, l'ordre, la fraîcheur des feuillages inviolés, à l'heure où, le soleil baissant, leur senteur se fait vespérale. Je regardais le capitaine, suivi de ses deux chiens, tourner seul, à petits pas, dans la paix du soir, autour de la sauvage pelouse. Et puis apparaissaient, dans leur sobre et net uniforme, d'autres officiers, chaque jour différens, venus du dehors pour dîner avec les hôtes.

Ils causaient, de leur ton habituel, jamais cérémonieux, mais jamais lâché, à voix tranquille et basse, en la baissant encore, comme il convient, pour certaines anecdotes, certains mots — bien véniels, — mais sur lesquels un gentleman doit passer vite, avec l'air de s'excuser. Je ne saurais guère définir ce qui manquait de professionnel à leur aspect, à leurs manières ; mais on avait l'impression d'être reçu par des

membres quelconques d'un bon club de Piccadilly. C'étaient pourtant bien des officiers de carrière. Ils avaient tous la même apparence de bonne humeur égale, avec cette fraîcheur et presque cette innocence lisse du visage que les fatigues et les soucis de la vie n'ont pas touché. L'Anglais, dans cette classe, garde longtemps sa simple et souple jeunesse. Mais on sentait le sérieux profond, les certitudes fondamentales, l'expérience acquise, et, chez quelques-uns, une intelligence dont la vivacité et la pénétration surprenaient. Encore une fois on constatait qu'il n'est pas besoin d'être très intellectuel pour être très intelligent.

L'un d'eux nous disait (je rassemble des propos épars, des réponses à nos questions, car personne ne discourait) :

« Nous ne savions rien, en 1914 ; mais, dans cette guerre, c'est presque un avantage de n'avoir rien su : on n'a rien à oublier. Simplement, chaque jour apporte sa leçon, et l'on finit par connaître tous les tours de Frère Boche. En somme, c'est un *foot-ball*, plus compliqué : on l'apprend à force de le jouer. A la longue ça vaut bien l'enseignement d'une école de guerre où personne ne pouvait prévoir les nécessités actuelles. »

« Le plus difficile, » disait un autre, « ç'a été les cadres. » Ceux qui servaient jadis à une armée de deux cent mille hommes, ont à peu près fondu dans les premières batailles, et c'est trois millions d'hommes qu'il a fallu dresser, commander. On s'est adressé d'abord à tous les vieux majors et colonels en retraite, et puis aux élèves des *Public Schools*, aux jeunes gens de la bourgeoisie : Tommy ne prendrait pas au sérieux des officiers d'une origine moindre. Ils passent d'abord par le rang, et puis entrent dans des corps spéciaux où on les prépare. L'éducation est pratique. Nous avons une école près du front, où on leur apprend les tranchées, les abris, les fils de fer, la routine de la guerre de position. L'essentiel, c'est la faculté de commander : ils l'ont presque tous, avec le sentiment sérieux de leurs responsabilités. C'est très joli chez les tout jeunes. Vous vous rappelez l'admiration de Kipling pour nos *midships*. On raconte une histoire de *middie* qui l'aurait amusé. C'était aux Dardanelles. Un transport venait d'arriver, amenant, avec des troupes, un général et son état-major. Une canonnière vint les chercher, commandée par un enseigne de dix-sept ans, un enfant aux joues roses, qui avait l'air plein de pain et de beurre. Près de

terre, où tout le courant passe, voilà le bateau qui entre en danse. Le général, voyant une plage prochaine et d'aspect propice à l'abordage, la montre du doigt au timonier. Le chérubin l'arrête net : « Je vous demande bien pardon, Sir, mais c'est moi qui suis responsable de ce bateau. *I am in charge of this boat.* »

Un autre jour, on parlait des hommes :

« Nous en avons de toute espèce, mineurs, ouvriers, commis, employés, cultivateurs, gentlemen, — assez rares, maintenant, ceux-ci, — la plupart se sont engagés au début, et presque tous ceux qui n'ont pas été tués sont officiers aujourd'hui. Quand on pense à ces commencemens, aux rangs de civils qui manœuvraient avec des bâtons dans les squares de Londres, au disparate des costumes, des physionomies, des allures! C'était la foule, tout simplement. Et maintenant cette unité du type, du rythme, de l'esprit... Vous avez vu débarquer le produit achevé *(the finished article)*. Il faut huit à dix mois pour le livrer.

« Ils y ont mis du cœur et de la conscience. Ils nous étonnent. On dirait des soldats de métier : ils prennent la discipline avec le même sérieux que leurs anciens, et de plus, ils l'aiment, ils y tiennent, et elle est stricte. Ils se persuadent en l'observant, comme en parlant le vieil argot militaire, qu'ils sont véritablement ce qu'ils ont voulu être : des soldats, non des amateurs. Elle fait partie de « la vraie chose » *(it's part of the real thing)*; elle rehausse l'idée qu'ils ont de leur tâche et de leur nouvelle vie. Regardez les sentinelles monter la garde. C'est aussi bien qu'à Buckingham-Palace : de l'horlogerie, — *clock-work*.

... « Et nous approuvons cela. L'expérience montre que le meilleur soldat, c'est encore celui dont le fusil est le mieux astiqué. On n'a pas besoin d'y tenir la main, dans la nouvelle armée. Ils ne demandent qu'à bien faire, — autrement, ils ne se seraient pas engagés. Ils sont patiens, résistans à la fatigue, à l'ennui, — sans doute parce qu'on les a rudement entraînés, et puis, c'est une qualité qui leur est naturelle; elle compense ce que vous pouvez trouver en eux d'un peu lourd, muet, inarticulé. Pourvu qu'ils aient une pipe et du tabac, et qu'ils sachent que la *Missus*, à la maison, touche son allocation... Et pourtant les mois et les mois de tranchée, sous la pluie, dans la boue, avec la seule distraction des torpilles et des *whizz-bangs!*... Interrogez-les : ils ne feront pas de phrases : ils vous diront, peut-être, que

« ça n'est pas toujours rose, » — *not in the pink;* qu'ils commencent à « en avoir soupé, » — *to be fed up.* Mais ils passeront très bien tous les hivers qu'il faudra. Ils ne sont pas pressés. « Tu as signé pour sept ans? » disait l'un d'eux à un régulier : « Veinard! Moi, je suis pour la durée de la guerre. »

Un Français demanda : « En somme, quelle idée ont-ils de la guerre, qu'est-ce qui les pousse et les soutient? » — « Pas la haine, dit l'officier. De la haine, on n'en manque pas à l'arrière, en Angleterre, aujourd'hui. Il y en a aussi, chez les survivans du début, qui ont vu les dévastations de la Belgique et de votre Nord... Mais en général, non; ils ne voient dans les soldats boches que de pauvres diables qui peinent comme eux (1). Et ce n'est pas non plus le patriotisme pur : l'Angleterre n'a pas été attaquée, au début, et la plupart ne voient pas que son existence est menacée. »

— « Alors? »

Il ne répondit pas tout de suite. Enfin, à voix plus basse et plus lente, avec l'embarras, la pudeur presque de l'Anglais qui n'aime pas à prononcer les grands mots :

— « Mais, vous savez... Je crois vraiment que c'est l'idée du droit *(right)*, la simple idée du bien et du mal. La victoire de l'Allemagne leur apparaîtrait comme le triomphe du mal... »

Sous les calmes paroles, on sentait bien le sérieux et la force de cette conviction. De l'ennemi qui a chanté sa haine, et tout fait pour attester à l'Angleterre sa volonté d'insulte et de destruction, ils parlaient avec les mots les plus ordinaires, avec humour, parfois, et ils en parlaient fort peu. Mais une simplicité si tranquille traduisait l'absolue détermination. L'Allemagne, pour eux, c'est aujourd'hui, dans la société des nations, quelque chose comme l'anarchiste ou le Fenian qui s'est mis par un attentat, — *an outrage*, — hors de la société. Or l'Anglais, en qui le respect de la règle sociale est aussi fort que celui de la liberté, ne tolère pas l'anarchiste, du moment que celui-ci passe aux actes. Il en parlera sans passion, mais il entend que la police l'arrête pour qu'on le juge et qu'on le pende. Et si la police n'y suffit pas, il s'engagera comme « constable spécial »

(1) Une seconde visite, toute récente, au front anglais m'a convaincu que ceci n'est plus vrai depuis la dévastation systématique, par les Allemands, du pays de Bapaume et de Péronne. On m'a dit et répété : *it has made a lot of difference.*

pour l'y aider. C'est une affaire qui regarde tout Anglais, et tant qu'elle n'est pas réglée, il n'y en a pas d'autre. On y mettra le temps, la peine et l'argent qu'il faudra, mais la loi aura le dernier mot. Simplement, on n'imagine pas le contraire.

« Cette affaire, » « cette besogne, » c'étaient leurs mots pour parler de la guerre. *This business. This job.*

***

Le lendemain, nous avons repris la même route, continuant tout droit vers la région des ruines où, les chemins ordinaires cessant, des sentiers s'enfoncent dans la terre. Ainsi, en ces deux jours, depuis le port où les hommes et le matériel d'Angleterre débarquent, nous avons traversé tout le pays, jusqu'à l'apparent désert entre les peuples opposés, la longue plage où vient aboutir et tomber le flot accumulé de la force anglaise. Et peu à peu, nous avons vu se former et s'épaissir ce flot dans les campagnes, à mesure qu'elles prenaient autour de nous les apparences de la guerre.

On ne voyait d'abord que celles du printemps, si touchantes par un froid matin, sous un ciel obscur. Les nuages pesaient sur les grandes levées du pays, où le vent moirait des blés verts. Toujours des profusions d'églantines sur les haies. Mais on croisait des motocyclettes, lancées avec leur allure de hâte furieuse et d'importance. Et puis parurent les premières troupes : des Highlanders, en jupons jaunes, assis, couchés, fumant leur pipe sur les talus où, de loin, ils semblent des tas de glaise. Nous passions vite, mais ils étaient nombreux, et l'on avait le temps de percevoir la massive simplicité de ces hommes marqués de sueur et de poussière, et qui reposaient avec la même gravité immobile et muette que les nobles animaux.

A C..., où l'on arrêta pour l'examen des papiers, j'eus le temps de mieux voir une section de fusiliers gallois en route pour le cantonnement. Tous portaient la salade à bord plat, qui semble une grande cuvette à barbe ; et sur la nuque, cousu à leur veste khaki, le petit triangle noir qui ne sert à rien qu'à rappeler les temps anciens du régiment, quand la queue de la perruque portait sur ce morceau de drap. Ils marchaient d'un pas petit, lent, avec une lourdeur étrange, celle de leur fatigue, et non pas seulement de leurs sacs et havresacs, — mais ils chantaient : quelque chose de sentimental et de mineur, où je

croyais reconnaître une tonalité celtique. Et les paroles étaient galloises.

Nous rattrapions des files de camions : longues chenilles grises, progressant avec lenteur, d'un seul mouvement sans vie, à la façon des aveugles processionnaires. L'une de ces files était française. Surprise de retrouver là le bleu pâle et les casques de nos soldats. Cette chaîne de camions s'était intégrée, je ne sais comment, dans le va-et-vient de la grande mécanique anglaise. La collaboration des deux races qui se comprennent si peu devenait une réalité visible.

Plus loin, ce furent des trains d'artillerie montés, des chevaux puissans et lustrés comme des bêtes de concours. Et puis, par séries, des cuisines roulantes, des ambulances-automobiles, des fourgons sur lesquels on lisait, avec des numéros divers, des mots comme ceux-ci : *Wireless*, — *Antiaircraft*, — *Navy Air Service (Egypt)*, — tout cela neuf, semblait-il, avec cet aspect de solidité massive et de fini, qui signale les matières et les produits de l'industrie anglaise.

Nous longions une ligne de chemin de fer dont les Anglais ont triplé les voies. Les rubans d'acier étincelaient sur un lit de pierres neuves. Un train-hôpital passa, marqué au chiffre du *Great Western*. On commençait à voir avec les yeux la densité des services à l'arrière, l'abondance et la perfection de l'outillage, le sérieux de la base matérielle que ce peuple a construite à sa façon, graduellement, consciencieusement, pour y appuyer son effort militaire, proportionnant les préparatifs à la grandeur et la longueur prévues de l'effort. Ceux qui savent ce qu'il peut dépenser d'attention, d'argent et d'activité préalables à l'aménagement d'un terrain de jeu, pouvaient imaginer ce que seraient ses installations de guerre.

De loin en loin, dans les champs, des baraquemens commençaient à se lever, indiqués par des flèches et des écriteaux sur les arbres de la route : *Watering Parties*, *Coffee Bar*, *Blacksmith*, *Motor Repairs*. D'autres, tout le long des trèfles et des blés, répétaient : *Don't ride on the fields*. Mais à l'entrée d'un village, nous lisions ces mots : *Infected village. To be crossed without stopping*.

Ces deux avis, — *ne pas marcher sur les moissons ; traverser le village sans s'arrêter*, — donnaient idée des relations de l'autorité anglaise et de la population. En se superposant

au pays, cette armée s'efforce d'en rester indépendante et de n'y faire sentir aucun poids. Si la vie du pays s'est faite plus rare et plus lente, c'est, — comme par toute la France, — par l'effet de notre mobilisation. A travers l'organisation et les hiérarchies étrangères, l'ordre indigène persiste et transparaît. Par exemple, au milieu des hommes et des canons d'Angleterre, c'est une prévôté française qui fait, pour les Français, la police de ces routes. A côté du capitaine anglais, dans l'automobile anglais, c'est à des gendarmes de chez nous que nous devions montrer nos papiers anglais. De même, dans les villes que nous avons traversées, je n'ai pas vu une seule affiche signifiant à la population un ordre, un appel, un avis de l'autorité britannique. Pour empêcher les hommes de s'alcooliser au cabaret, on ne s'adresse qu'aux hommes : nulle interdiction au cabaretier. Seulement, si l'on découvre qu'un soldat a bu chez lui des liqueurs fortes, on agit comme pour le village infecté : d'abord le soldat est puni, et puis défense à la troupe de mettre les pieds chez ce cabaretier pendant quinze jours. Saut les logemens, où l'on a pris la suite de l'armée française, on ne réquisitionne pas; on achète, et la consigne est de ne pas marchander. J'ai su ce qu'une maison, où un important service est installé, coûte à l'État anglais : c'est un surprenant loyer. L'Intendance pouvait en fixer le prix. Comme nous le disait un officier, le principe est d'éviter à l'habitant tout sentiment des gênes et contraintes qui suivent une occupation militaire. « Notre idéal, ajoutait-il, serait de passer invisibles. »

Il parlait de l'armée. Le soldat est invité « à saisir toute occasion de cultiver les relations les plus amicales avec nos alliés, » et il se fait beaucoup de petits commerces, au cantonnement, avec l'habitant. On sait le simple langage qui s'est improvisé si vite pour ces échanges.

Long arrêt à Saint-Pol, — sombre, sérieuse, ramassée dans sa vallée, — pour prendre les permis nécessaires à la visite des premières lignes. Nous attendions dans la cour du Quartier Général, installé dans une maison du XVIIIe siècle (il y en a partout dans ce pays) : longue façade basse et blanche, avec deux ailes en retour; vaste grille de fer forgé, et dans l'espace enclos, de sages quinconces de platanes. Dans ce cadre si français, je suivais les mouvemens de la sentinelle. C'était

bien ce que l'on m'avait dit, du *clock-work*, une allée et venue d'automate comme on en voit à certaines horloges célèbres de la Renaissance, avec quelque chose de plus fort, précis, impérieusement rythmé dans le mécanique. A droite, à gauche, par coups de balancier, une marche rectiligne, le pas sonore scandant exactement le pavé. Et puis, toujours au même point, le factionnaire arrêté net, sans un muscle qui bouge, la face haute, le regard fixe et tendu. Alors, un à un, les deux autres temps du demi-tour, chacun coupé du même arrêt. Je songeais à ce qu'on m'avait dit : à tant de rigueur et de perfection, l'homme devait prendre un secret plaisir.

De cette minutie du rite et de cette ardeur à bien faire, j'avais eu déjà le sentiment en les regardant saluer leurs officiers. Geste du conducteur de camion et du tringlot, dont le bras se baisse instantanément; geste de la sentinelle dont la main droite vient s'appuyer sur la crosse du fusil. Le salut ordinaire est le plus beau, — si ample, instantané, complet, les yeux dans les yeux du chef. Quand c'était le chef habituel, je lisais mieux que du respect dans ce regard si bleu, si viril et si droit : de la fidélité, — *loyalty*, — le sentiment de l'attache personnelle, directe, au *leader*, à celui qui conduit dans une entreprise commune.

Pourtant les officiers ont l'air de leur parler bref. Et tout à l'heure, une compagnie passant devant le Quartier Général, au moment où sortait un colonel, j'ai entendu ce commandement : *Eyes right!* Et toutes les prunelles ont tourné vers le colonel.

Une telle consigne, que l'on pouvait croire tout allemande, étonne dans une armée démocratique. Mais l'Angleterre n'est pas simple. En cette démocratie, où « l'honneur et les droits d'un lord », disait récemment un ministre, « comptent, aux yeux de la loi, tout juste autant que celui d'un marchand de légumes (1), » on continue pourtant de croire aux distinctions de caste, et que le sang d'un non-gentleman n'est pas tout à fait de même essence que celui d'un gentleman. Dans l'ancienne armée, où tous les soldats appartenaient à la première catégorie,

(1) Le gouvernement de Vienne réclamait un signe spécial sur un bateau anglais amenant d'Orient des Autrichiens prisonniers, et qui pouvait être torpillé. L'une des raisons alléguées était que ces fonctionnaires appartenaient pour la plupart à la « haute classe. »

et tous les officiers à la seconde, cette distinction et les gestes qu'elle impose, ont toujours fait partie de cet ordre naturel des choses dont un Anglais ordinaire ne s'avise pas de raisonner. Or, par amour du passé, l'armée nouvelle (si différente d'origine, et vingt fois plus nombreuse) tient à continuer l'ancienne. Elle n'a pas voulu de drapeaux nouveaux, et les vieux régimens durent s'agrandir de tous ses nombres. Comme elle en a repris les noms historiques, elle en a repris les traditions et consignes, dont le prestige est exactement celui d'une étiquette : une étiquette que l'on observe pointilleusement, parce que, en l'observant, on respecte l'armée, qui est l'œuvre de tous et de chacun, et que, soi-même, on se respecte davantage. Ainsi la tradition ajoute au prestige de la règle, si puissante et spontanément conçue, au pays du puritanisme et de la liberté. Voilà le trait qui, sous les gestes pareils, fait la différence profonde entre la discipline anglaise et l'allemande : c'est par un acte personnel que l'homme s'y soumet.

La sentinelle aux mouvemens d'automate n'était pas un automate, mais énergiquement un volontaire.

Le général nous a reçus. Je le revois, avec ses deux officiers d'ordonnance, dans le grand salon clair et lambrissé, de si parfaites proportions, où les verdures brumeuses du parc semblaient, dans les fenêtres cintrées, aux reflets glauques, de hautes et froides tapisseries. Des cartes à toutes les échelles couvraient les murs. D'autres se tendaient sur de longues tables à chevalets. Il y avait deux téléphones sur le bureau. Nous étions au centre cérébral où se projettent les images d'un morceau du front, et d'où partent les filets nerveux qui le commandent.

Il se penchait sur une feuille où deux enchevêtremens de lignes, l'un rouge et l'autre bleu, figuraient les labyrinthes opposés des tranchées.

« Ce matin, disait-il, c'est assez calme. Vous entendez le canon : c'est nous ; ils ne répondent pas. Mais souvent, c'est moins sain. Vous entrerez par ici : *Hospital road* et puis *Cabaret road*. N'oubliez pas de vous espacer. En tout cas, vous verrez des tranchées bien faites. Tout le monde y a travaillé : les Boches d'abord, à qui les Français les ont prises, et puis nous, à qui vous les avez passées. »

*
* *

C'est près de là que nous vîmes changer l'horizon. La riche campagne de Juin continuait en houles bleues de jeunes blés. Mais par delà, une zone pâle, un peu jaune, apparut, comme lorsque dans le Sud du Sahel, le désert commence à se révéler. C'était bien le désert, celui que la guerre a fait, immobilisée là, chronique depuis la grande poussée de 1915 : les terrains morts, où tant d'hommes sont morts. Nous arrivions à la limite actuelle de notre monde, — à cette longue plage pressentie, où la force dont nous avions vu progresser une onde, vient chaque jour déferler et faire explosion. Dans le Nord, à quinze ou vingt kilomètres de distance, des fumées brouillaient l'espace ; mais on distinguait, à demi voilés, deux étranges triangles presque noirs. C'étaient des crassiers de houillères, les pyramides de scories auprès des puits de Marles et de Bruay, le commencement du Nord industriel et de nos richesses minières que, plus loin, du côté de Lens et de Courrière, l'ennemi dévore.

Nous avions quitté la grande chaussée d'Arras pour suivre, plus au Nord, des chemins compliqués, chargés de troupes et de voitures. Si près des premières lignes, les camions avaient disparu, leurs chargemens transbordés (aux stations que les Anglais appellent *dumps*) en des charrettes, cacolets, caissons, qui vont les distribuer aux tranchées. Le charroi était commandé comme à Londres : aux carrefours se trouvait un policeman en khaki *(military police)*. Sans un mot, d'un petit geste de la main, il coupait les files, vous arrêtait et vous laissait repartir.

Les canons tonnaient devant nous, et maintenant chacun des coups se laissait à peu près situer. Ce n'était plus ce que nous avions entendu presque toute la matinée, le sombre murmure, et puis la rumeur grossissante d'orage qui semble venir de tout l'horizon.

A C..., on prend les casques et les masques. Presque aussitôt, le paysage tourne au tableau de guerre : colonnes massées au long de la route, villages pleins de troupe et de mouvement, canons de tous calibres, alignés dans la rue, forges où l'on travaille, fils de fer et tranchées de soutien au travers des champs, chevaux au piquet, entre des baraquemens et des semis de tentes, dépôts de matériel, piles de rails, rondins,

obus, — ceux-ci couvrant le sol par champs rectangulaires qu'on espace prudemment.

Et puis d'autres rectangles, — hérissés, ceux-là, de croix blanches dont le nombre augmente chaque jour...

Il fallait arrêter souvent. Un peloton de cavaliers sikhs défila, dont je pus voir chaque visage. Le plus beau type de l'Inde : sombre, anguleux, regard de feu noir et languide, barbe de jais qui découvre tout le bel arc de la lèvre brune. Parmi les blés de France, sous un ciel que ternissent des fumées de houillères, ils apportaient l'Asie, son ardeur secrète, son rêve, son mystère. Lance en main, casque en tête, le pied à fond dans l'étrier, ils n'étaient pas des soldats, mais des guerriers, des guerriers de *Mille et une Nuits* : on voit de telles figures sur des gouaches persanes. Voilà les contrastes de cette guerre où des armées passent des années dans les mêmes boyaux de terre, où des combats singuliers se livrent en plein ciel, où l'ennui le dispute à l'horreur, où les scènes d'épopée surgissent à côté de travaux qui préparent et multiplient industriellement la mort.

Survint un bataillon d'Australiens qui rentrait des tranchées. Ils marchaient de ce même pas petit, sans rythme, et si lent, qui m'avait déjà surpris, — le pas, me dit-on, des hommes habitués à cheminer par files, un à un, dans les sapes étroites où la glaise colle aux pieds. Grands, puissans, brûlés par le grand air, chargés de tout leur équipement, le casque terni, le fourreau de baïonnette et l'uniforme au ton de boue éclaboussés, encroûtés par endroits de boue véritable, ils allaient en silence, enfermés dans un sérieux aussi farouche que la guerre. Sous leur fatigue, on sentait leur force et ce qu'une telle troupe signifie, dans la bataille, de volonté muette et d'obstination. Un de nos compagnons anglais les loua d'un mot : « *By Jove! they look business...* »

Ensuite, — dans le même sens que nous, — un convoi de munitions, chaque fourgon gris avec son attelage de quatre mulets en flèche, ses deux cavaliers conducteurs, dont la main tient un petit fouet de cuir. Des Anglais : visiblement la même famille humaine que les Australiens, mais une branche différente — plus petits, de figure plus claire, formée au climat du Nord, aux frais brouillards, le sang à fleur de peau. Ils sem-

blaient aussi bien plus jeunes. C'est peut-être seulement que l'homme mûrit moins vite en Angleterre. L'unité du type étonnait toujours. On voyait le fruit humain qu'un certain peuple, façonné par une certaine culture — l'une des plus insistantes, intolérante aux variations individuelles, — répète comme tel cerisier ses cerises, par générations et par multitudes.

Ils se suivaient en longue frise où revenaient toujours les mêmes fourgons, le même attelage, le même couple de cavaliers, — le même motif de jeunesse, de force et de consciencieux travail.

Enfin, nous sortîmes de ce courant de trafic, et de nouveau ce fut la solitude. A l'entrée d'un vallon, l'auto s'arrêta. La route n'allait pas plus loin. Nous étions devant des monceaux de pierraille et de plâtras : les premiers vestiges de Carency.

*
* *

Des vestiges, non des ruines. J'avais vu des ruines en Argonne, en Champagne : murs éventrés, carapaces vides, il restait toujours quelque chose qui parle, une silhouette pathétique. Ces bourgs dévastés de l'Artois attristent moins les yeux. C'est que les cadavres des maisons ont à peu près disparu, la plupart des constructions étant de brique, laquelle, au choc, à l'explosion, se pulvérise. Carency est plus morte que Pompéi, mais la mort, à ce degré, cesse d'être sinistre pour n'être plus que ce qui n'est plus. Çà et là, dans les hautes graminées de Juin, des lignes d'arasement, des morceaux de murs, des socles plutôt, par-dessus lesquels on sauterait, ne montrent que la place et le plan des habitations. Et cette désolation se prolonge assez loin : on s'étonne, en marchant, de la voir continuer au détour du vallon. Je cherchais le célèbre cimetière d'où l'infanterie française (11-13 mai 1915) finit par déloger les Allemands. Ce fut une lutte épique, car l'ennemi en avait fait un réduit formidable, et la résistance fut désespérée, — mais un simple épisode dans l'immense bataille qui, de Notre-Dame de Lorette au Mont Saint-Éloi, se développa d'heure en heure, et finalement nous donna, avec le promontoire qui domine la plaine de Lens, Carency, les « ouvrages Blancs, » une partie de Neuville, la Targette : notre plus grande avancée, à ce moment, depuis la bataille de la Marne.

Le cimetière se reconnaissait à peine : des fragmens de dalles, des fosses ouvertes. Mais tout l'espace entre les deux pentes n'est plus qu'un cimetière : l'ennemi y a laissé des milliers de morts qu'il fallut enterrer par grandes masses. Partout se lèvent de verts tumulus. Il n'était pas besoin de savoir : nous ne savions pas d'abord... Nous étions assis sur l'un de ces monticules où notre guide, insensible à ces contingences de la guerre, avait fait poser quelques provisions de route. Par momens, un subtil, secret, mais affreux effluve passait, mêlé à la senteur fraîche des buissons...

Le lieu était vide, sauf, à cinquante mètres, une batterie dont le tir secouait fort notre bref repas. A chaque coup je voyais le recul du canon dans son logement : secousse rétractile, comme d'un tentacule très sensible sous une subite excitation. Et puis la longue chose grise, lentement, d'un mouvement aveugle et certain, revenait, recommençait de s'allonger...

Mais, dans les intervalles de silence, on entendait des gazouillis d'oiseaux; le murmure des abeilles reprenait. Et si l'on penchait un peu la tête pour ne plus voir les bas-fonds, il ne restait que les pentes de fraîche verdure et tout près, des graminées, des buissons, des fleurs : bouillons blancs et millepertuis.

Je songeais à ce mot de l'artiste français qui disparut, en avril 1915, dans un combat des Éparges, et qui suivait avec une si fervente attention l'impassible mouvement de la nature sous nos tumultes de guerre : « Les morts ne gêneront pas le printemps... »

DEVANT LA CRÊTE DE VIMY

C'est au sortir de Carency, que l'on entre dans les vues de l'ennemi, et l'on prend, pour gagner les défenses de première ligne, un interminable boyau d'accès. Alors commence la marche dans la boue, — boue gluante comme celle de l'Argonne, parfois eau jaune, où les parois plongent, et presque toujours aux endroits où la tranchée va tourner à angle droit, en sorte qu'il faut y entrer sans savoir jusqu'où cette inondation continue. Il ne pleuvait pas, il n'avait pas plu la veille, et nous étions au mois de juin.

Passée la route d'Arras-Béthune (en tranchée naturellement), commence la cité souterraine, l'immense terrier humain où respire et remue une armée, que trois armées ont occupé l'une après l'autre, sans que rien apparaisse à la surface que des vagues successives de terre retournée comme celle que des taupes géantes soulèveraient en fouissant. Toujours, à gauche, à droite, de nouveaux couloirs : c'était bien le dédale dont nous avions vu l'image, au Quartier Général, en inextricable fouillis de lignes rouges. *Hospital Road*, *Cabaret Road*, *Ersatz Alley*, je retrouvais, aux coins des galeries, ces noms que l'on nous avait montrés sur la carte, et aussi des *Regent Street*, des *Tottenham Court Road*, évocation, dans ces tristes fossés, de la fête et du luxe de Londres. Aux portes des abris, on en lisait d'autres : *Rose and Thistle Mansion*, *The Marygolds*, *Shamrock Cottage*, rappelant avec humour et sentiment la patrie locale, l'Écosse, l'Irlande, et ce que chantent les romances anglaises : le *home*, la maison fleurie qui porte un nom de fleur.

A mesure que l'on allait, il y en avait davantage, de ces souterrains dont la noirceur s'ouvre sous un porche de tôle ondulée. Nous étions dans les tranchées de réserve, et la population de ce terrier-là se révélait très dense. Des groupes s'affairaient à des toilettes, à des cuisines, à des travaux de menuiserie, de cordonnerie. Il y avait beaucoup de barbiers, enveloppant de neige savonneuse les têtes de leurs patiens. Ces logettes sombres et ces besognes d'artisans, cela rappelait un peu les bazars du Maroc. Mais quelle autre humanité! — claire, saine, pure, amie de l'eau froide et du plein air, et dont les traits parlaient d'énergie tranquille et qui se discipline. Beaucoup travaillaient sans veste ni gilet, les bras nus (souvent historiés de tatouages), la chemise ouverte sur la poitrine. D'autres, qui se lavaient, montraient des torses d'athlètes grecs. Une civière passa, portant un blessé vers l'arrière : une figure blonde et blême d'adolescent. Le cou était enveloppé d'un linge où l'on voyait du sang. Comme on se serrait contre le mur, et qu'on le saluait en lui adressant un mot de sympathie, il essaya de sourire et répondit par un *don't mention it* intimidé.

Le « Brigadier, » prévenu par téléphone, nous attendait à l'entrée de son souterrain. Bleu froid des prunelles, teint de maroquin rouge, souple minceur de la silhouette, malgré la moustache grise, le poids de l'âge réduit à rien : toujours le

même type d'officier supérieur, dont le pratique et sobre khaki (le col paré de vermillon, et l'insigne du grade sur l'épaule) fait ressortir l'énergique noblesse. Il nous reçut comme à son club, et puis nous donna deux lieutenans : « Divisez-vous ; cela vaut mieux, bien qu'il n'y ait pas beaucoup de *strafing* en ce moment-ci. » *Strafing*, c'est le marmitage allemand, le *Gott strafe England*, qui amusa tant les Anglais, ayant donné ce mot qui, maintenant, fait partie de la langue.

Consciencieusement, durant deux heures, le lieutenant nous a fait tourner dans ces couloirs de première ligne, beaucoup plus étroits et moins vivans que les tranchées de réserve. Impression de mortelle monotonie. Plus de groupes s'activant joyeusement à des besognes de métiers. La sape toujours pareille, avec son rondinage et son eau jaune, sa banquette, les veilleurs dont on ne voit que le dos de laine fauve, les sacs de terre empilés sur le parapet, le fil barbelé, tendu sur des piquets de fer qui sont toujours ceux des Allemands. Par terre, une profusion d'éclats rouillés d'obus et de torpilles, et surtout, par trois et par quatre, encore fixées sur la coulisse du chargeur, des balles boches, françaises, anglaises, celles-ci à foison : je suppose qu'on en fait, de temps en temps, la cueillette. Parfois un officier, la jumelle à la main, dans une embrasure ; un téléphoniste agenouillé devant son appareil ; un obusier sur un terrassement ; une mitrailleuse dans un réduit. Dans une galerie latérale, on nous montra un éboulis récent : un coup de torpille. Là, venait d'être frappé le blessé dont nous avions croisé la civière. Ces tranchées, où rien ne semblait se passer, n'étaient pas inactives.

Un ennui affreux s'en dégageait pourtant. Il faut imaginer ce qu'est la vie dans ces repaires, où la seule distraction est de donner et de risquer la mort. Le bourbier, l'eau jaune, la paroi suintante, la fosse que l'hiver noie, où le printemps n'apporte pas une herbe, la glaise et la craie infectées de cadavres, les pentes blêmes où ne poussent que les croix des morts et du fil de fer : toujours, à travers les mois, les années, revenir à cela (beaucoup de ces soldats furent d'abord à l'Yser, où l'inondation a charrié la pourriture) ; toujours retrouver cela, au réveil, le matin, — quelle entrée dans la vie pour ces jeunes gens qui n'avaient jamais pensé à la guerre ! L'existence des nôtres est toute pareille, mais ils semblent plus formés, plus consciens,

Paysans, bourgeois, ouvriers, ils savent qu'ils défendent leur terre; ils ont toujours su qu'ils auraient peut-être à la défendre. Avant la guerre, ils ont été, ou savaient qu'ils seraient soldats. Ils n'ignoraient pas l'ennemi; la frontière envahie, ils se sont mis à le haïr. Ceux-ci, les lieutenans surtout, semblent si jeunes; ils sont venus avec tant de candeur! Ils font penser à des enfans qui voient et vivent ce qui n'est pas de leur âge, ce qui n'est pas pour eux. Et puis, on songe à ce qu'était leur vision du monde et de la vie, à leur Angleterre si profondément civilisée, où le bonheur était facile et fréquent, parce que l'homme y est simple, et que tout s'y orientait depuis longtemps vers un idéal d'ordre et de santé, — à cette Angleterre qui ne doutait pas de la raison et de la sécurité du monde, et, de parti pris, se masquait, dans la vie, la vue du tragique, faisant une part de plus en plus grande aux vacances, aux loisirs dans les jardins, aux jeux sur les parfaites pelouses.

Seulement, — et c'est là le trait original, — sous les habitudes de bien-être et de luxe, persistait la foi à l'absolu de certains commandemens, avec la conviction qu'un homme vaut suivant sa faculté de se les imposer à lui-même. C'est le fonds de l'enseignement qu'ils avaient reçu à l'église et à l'école. Au milieu de leur paix, dans leurs jeux mêmes, ils trouvaient une discipline d'endurance et de volonté. Ils avaient appris au *football* qu'il faut se taire et serrer les dents quand un coup de pied vous démolit la jambe. Ils savaient que le premier commandement de l'art honorable (c'est leur mot pour la boxe) est de sourire tout doucement quand on reçoit un coup de poing dans la figure. De leur éducation anglaise, ils avaient retenu surtout qu'un homme ne doit jamais avouer, ni à autrui ni à lui-même, une émotion ou seulement une inquiétude, — par conséquent, ne jamais admettre qu'il se trouve devant une difficulté ou un péril plus forts que sa résistance et sa détermination. Ils apportaient à la guerre cette consigne et cette habitude, avec la convention sociale d'un langage qui dit toujours le moins pour le plus, et transpose le tragique sur le plan de l'humour et de la plaisanterie. Il faut connaître ce langage pour comprendre, quand ils parlent d'un assaut, d'un bombardement, d'une attaque de gaz, qu'il ne s'agit pas d'une chose amusante ou simplement curieuse. Un sous-lieutenant nous contait que dans la campagne de l'Yser, le parapet de sa

tranchée avait contenu, tout un hiver durant, un cadavre dont les pieds gelés sortaient de la paroi. Ces deux pieds, on en parlait toujours comme du « portemanteau » : *the hat rack.* Ceci donne le ton. Il s'agit bien d'une transposition constante, où se manifeste, sans doute, la verve, l'inépuisable vitalité de ces jeunes gens, mais aussi, leur secret parti pris de résistance.

De son pas flâneur, avec l'allure d'un homme qui s'acquitte par conscience d'une besogne qu'il juge inutile, l'adolescent nous a menés à deux cents mètres environ de l'ennemi (à partir de là, le fossé s'en éloignait).

— « Il n'y a pas beaucoup d'accidens, dit-il, parce qu'ils ont des heures régulières de tir. Mais on ne sait jamais au juste. Passez vite les yeux par-dessus le parapet, si vous voulez voir l'ensemble des positions. »

Il était monté sur un terrassement qui sert aux mortiers, et la moitié du buste hors de la tranchée, d'une voix nonchalante, il expliquait le paysage :

— « Là-bas, en face, cette crête, c'est le plateau de Vimy. A gauche, au Nord, Souchez et le plateau de Notre-Dame-de-Lorette. Maintenant, tournez-vous. Dans le Sud, Neuville-Saint-Vaast, Écurie. Bien entendu, les emplacemens : il ne reste rien de visible. A droite, les deux tours lointaines sur une éminence isolée, c'est Mont-Saint-Éloi. Arras, qu'on ne voit pas, est par derrière. »

C'était tout le champ de bataille d'Artois qui s'étendait sous nos yeux, le champ illustre de juin 1915, où nos vagues d'assaut, balayant la plaine d'un élan que le Commandement n'avait pas imaginé, percèrent si vite, du côté de Vimy, que l'horaire et tout le dispositif de soutien en furent déconcertés.

On ne voyait qu'une étendue pâle, pleine de ravins et de cratères, qui descendait, chaotique, devant nous, et puis remontait pour finir, là-bas, sur le ciel, en ligne ondulante comme, en mer, la crête dénivelée d'une longue houle qui vient de passer et qu'on regarde fuir. Nul signe de l'ennemi, rien de vivant, pas même un détail visible, pas un arbre ou une maison dans cette vallée de la mort. Un silence absolu. Ces espaces où des nappes de sang ont coulé sous des nappes de mitraille, ces espaces terribles fascinaient. De quels yeux furent-ils regardés à la der-

nière, infinie minute qui précède l'attaque, quand chaque homme, qui, pendant des mois, ne les a vus que par un étroit créneau ou par un périscope, tend sa volonté pour s'y lancer? La nuit, seulement, quelques-uns, les plus braves, s'y aventurent pour aller reconnaître les travaux, approches de l'ennemi. Armés de grenades, le couteau à la ceinture, une boussole phosphorescente dans la poche, ils s'en vont dans le noir. Mais de bleuâtres, éblouissantes étoiles s'allument. Alors, sur le terrain dont chaque relief s'illumine impitoyablement, il faut se jeter à plat ventre, ne plus bouger, ou bien ramper, se traîner de pierre en pierre, sous de brefs bourdonnemens de balles.

On essayait d'imaginer ces choses. Mais tout restait vide dans le désert sans couleur et bouleversé, jusqu'au moment où la canonnade anglaise rompit encore une fois le silence. Très loin, alors, jalonnant la crête de Vimy, des fumées apparurent, tout de suite levées et ramifiées comme de grands arbres fantômes. Chacune suivait un bruit ronflant, propagé tout droit dans le ciel, comme d'un train qui passerait là-haut, très vite, par-dessus le plafond de grisaille. Mais rien du feu des éclatemens : les » arrivées » se produisaient dans le mystérieux au-delà, derrière le faux horizon tendu par la plaine montante.

Les Boches durent perdre patience, car des bruits nouveaux et prochains se mirent à fendre l'espace. Cela passait en lignes sifflantes, bien plus rapide et plus bas que les volées anglaises. C'étaient comme d'immenses coups de fouet lancés au ras des parapets : on eût dit à deux ou trois cents mètres devant nous. On sentait la véhémence furieuse et rigide de la chose qui, par là, tendait contre toute vie la barrière de son invisible trajet.

Un factionnaire nous arrêta. On ne passait plus.

« C'est vrai, dit le lieutenant, il vaut mieux attendre un moment. Presque tous les deux jours, d'ailleurs, c'est la même chose à la même heure. On dirait un horaire de tir. »

Alors vingt minutes d'attente dans un abri de mitrailleuse, tandis que s'épuisait cette fureur. Et puis, la paix revenue, en route, de nouveau, dans le boyau jaune. Il remontait, et nous allions maintenant hors des sapes, sur une large et libre voie,

sorte de boulevard à demi protégé, sur la droite, par une pente dont la coupure faisait muraille. « Restez près du mur, » disait un écriteau. Tout d'un coup, le tir allemand recommença. Un coup passa, coupant la route en arrière, assez près, cette fois, avec exactement le bruit prolongé d'une fusée dans un feu d'artifice, mais ici fusée horizontale, tendue tout près de terre. Un autre suivit, toujours du même côté, et certainement très proche.

Et presque aussitôt, une chose toute nouvelle. Devant nous, un souffle violent, un *whizz* démesurément enflé, la trajectoire tendue à portée de la main, semble-t-il, dans l'intervalle de quelques mètres qui nous sépare de l'officier. Instinctivement, les têtes se baissent, les corps se jettent de côté, vers le mur de terre, et l'on voit l'obus éclater à cinquante mètres en contrebas, près d'un champ de croix blanches, sur la pente ravagée qui descend à gauche de la route. On nous entraîne au fond d'un abri. A l'instant où il est perçu, le danger est déjà passé (si danger il y eut, car sans doute étions-nous restés dans l'angle mort du talus), — et l'on est bien sûr qu'il ne se renouvellera pas. Mais, l'expérience est bonne. On conçoit plus directement qu'on ne faisait ce qu'il faut avoir en soi pour imposer à la « carcasse, » après une telle sensation, d'en attendre sans bouger une autre, et puis une autre, parce que la consigne est de garder le terrain. On se rappelle ceux qui sont morts pour avoir impassiblement laissé se rapprocher d'eux, un à un, les souffles terribles.

La minute suivante, nous sommes à huit mètres sous terre, dans une jolie chambre où la lumière des lampes éclaire d'aimables images de la *Vie parisienne*. De simples et gentils garçons font passer des cigarettes, du *whisky-and-soda*. Et puis, c'est un thé en règle, avec *cake* et marmelade, tandis que là-haut, les *whizz-bang* mènent inutilement leur tapage. On cause, on parle des ennuis de l'existence confinée, de la longueur des semaines et des mois. L'aîné de nos hôtes, — vingt-quatre ans environ, — dit avec nostalgie : *The foxes are having a good time at home* (les renards, au pays, se donnent du bon temps). Le plus jeune, qui semble frais émoulu d'Eton, a fait toute la guerre : « Nous sommes allés de l'Aisne à Ypres, et quand nous en sommes partis, il ne restait dans le bataillon que trois officiers du début. »

Les *whizz-bang* continuant, mêlés aux tonnerres des canons anglais, nous sommes remontés jusqu'à l'entrée du souterrain, pour regarder la fête. C'était bien une fête. Du côté du talus, devant les abris, la route, vide auparavant, s'était remplie de monde. Têtes nues, en bras de chemise, les hommes riaient, causaient, comptaient les coups : « Ça, c'est eux ! Ça, c'est nous ! Le howitzer de douze pouces ! » Animation soudaine, et qui rappelait l'Orient, à l'heure où, la terre enfin délivrée de l'insupportable soleil, la vie se répand sur la poudre d'un sokko, bourdonne devant les portes. L'ennui de la journée tombait comme une chaîne de plomb, rompu par la canonnade. Quelqu'un grattait du banjo. Un groupe se mit à chanter.

Je reverrai longtemps l'étrange scène : désolation lunaire du paysage, éclairs et fumées d'explosions sur une pente vide, champ de croix du petit cimetière, heureuse et magnifique jeunesse surgie dans la pâleur du soir, — et puis ces voix chantantes, ces traînantes, nostalgiques tonalités anglaises, entre des bruits formidables d'obus...

André Chevrillon.

LE PÉRIL
DE
NOTRE MARINE MARCHANDE

III[1]

L'INSUFFISANCE DE NOS PORTS DE COMMERCE

LES OUVRAGES DU PORT

Nous avons, au cours de nos précédens articles essayé de montrer la détresse de nos constructions navales, et indiqué les lacunes de notre législation en ce qui concerne le navire, l'équipage, le travail à bord. Nous voici maintenant conduit à dénoncer l'insuffisance grave de nos ports de commerce dont l'organisation exerce une si grande influence sur le développement de notre flotte marchande. Dans nos ports, en effet, celle-ci procède à son armement et se charge : plus tard elle y revient pour se décharger et se réparer. Il est donc de la plus haute importance pour elle de savoir comment ont été réglés l'approfondissement des passes et des bassins, l'établissement des quais, la répartition et les dimensions des formes de radoub.

C'est notre pavillon qui pâtit surtout de l'infériorité de nos moyens d'action. Alors que les Compagnies étrangères ne s'arrêtent pas définitivement sur nos côtes et ne supportent que d'une façon accidentelle les inconvéniens qu'elles peuvent y rencontrer, nos bâtimens font de nos cités maritimes leur séjour

(1) Voyez la *Revue* des 1er avril et 15 mai 1917.

habituel. Il y a pour les uns et les autres la différence qui existe entre un port d'escale et un port d'attache. Dans ce dernier, le navire compose son équipage et prend la majeure partie de son fret. Le port d'attache est, en quelque sorte, le domicile légal du navire. Bien souvent, au contraire, les bateaux étrangers ne passent pas vingt-quatre heures à l'intérieur de nos jetées. Quand ils jugent qu'ils ne s'y trouvent pas à l'aise, ils se hâtent de cingler vers des eaux plus hospitalières, détournant ainsi le trafic de nos rivages.

Un fait à peine croyable, c'est qu'aucun de nos ports ne soit en état de recevoir les grands paquebots modernes à toute heure de marée. Les *liners* français de l'Atlantique, eux-mêmes, doivent régler leur arrivée au Havre, à Saint-Nazaire, à Bordeaux, sur la hauteur des eaux, car nos ouvrages maritimes ne se sont pas adaptés en temps opportun aux dimensions des nouveaux paquebots. L'exemple du Havre est là pour le démontrer. Une première enquête pour l'agrandissement du port fut entreprise dès 1882. Le Parlement ne vota qu'en 1895 les crédits nécessaires à l'exécution d'un plan restreint qui ne répondait déjà plus aux exigences du moment. On décida donc de modifier les fondations des musoirs d'entrée et des quais de marée. Faute d'avoir vu assez grand, les travaux d'ensemble auront coûté plus cher et ne sont même pas encore achevés. On dut en 1907 adopter un second programme dont la dépense s'élèvera à 85 millions. Ce programme consiste en une emprise sur la mer de 285 hectares environ, entourée de 4400 mètres de quai. Ces bassins eussent rendu, au cours des hostilités, d'incalculables services. Alors que le besoin s'en faisait si cruellement sentir, on se demande pourquoi les Ponts et Chaussées n'ont pas réalisé l'effort nécessaire pour couper le batardeau qui devait nous livrer l'avant-port, même s'il devait être aménagé à l'aide d'installations provisoires.

Les ouvrages du Havre ont, d'une façon générale, l'inconvénient de concerner plutôt l'accès du port, que les bassins intérieurs. Il en résulte que ces entreprises favorisent surtout le Havre en tant que port d'escale pour les bâtimens étrangers. A Saint-Nazaire le chenal de la Loire est très délicat à embouquer par suite de la présence de la barre des Charpentiers qu'on ne peut franchir qu'aux hautes eaux, et des difficultés analogues attendent les navires qui doivent remonter la Gironde jusqu'à

Bordeaux. On étouffe littéralement dans nos ports de commerce. Tous ces derniers temps, quand on attendait anxieusement le charbon et le matériel de guerre, on a pu voir de véritables flottes de vapeurs immobilisées à Cherbourg avant de pouvoir remonter jusqu'au Havre, où, d'ailleurs, de nombreux cargos stationnaient en rade de longs jours avant de pouvoir être déchargés. En Méditerranée, dans la baie de l'Estaque, j'ai compté, à plusieurs reprises, plus de trente de ces cargos à destination de Marseille.

Cette immobilisation des bâtimens dont le concours eût été si précieux, outre les conséquences financières dont je parlerai plus loin, a eu le très grave inconvénient de condamner à l'inaction des navires qui eussent apporté à notre pays le grain et les matières premières qui nous manquent aujourd'hui. Si l'on faisait le total des journées perdues de ce fait, on arriverait sans peine à prouver qu'une meilleure utilisation du tonnage flottant aurait permis le ravitaillement de la France entière pendant plusieurs mois de guerre. La question de la « souduro » ne se poserait pas et la population n'eût point été privée de charbon pendant tout l'hiver dernier.

Tandis que Liverpool, Londres, Anvers, Rotterdam, Hambourg, Brême, aux années qui ont précédé la guerre, se sont développées dans des proportions gigantesques, comment excuser notre indifférence? Les Chambres de commerce ont bien établi en temps voulu leurs prévisions, mais les Pouvoirs publics, à qui incombait le soin d'élaborer les plans d'ensemble de notre outillage national l'ont fait avec une extraordinaire lenteur. On n'imagine pas par quelle filière passent les projets de travaux avant d'être convertis en lois. A force de courir du secrétariat de la Chambre de commerce au bureau de l'ingénieur local, au Conseil des ponts et chaussées, pour s'échouer enfin dans les bureaux du Parlement, les projets se démodent avant d'être adoptés.

Il semble, en outre, que l'on ait commis une erreur en émiettant nos ressources sur tout le littoral au lieu de les concentrer en quelques points bien déterminés. J'approuve, certes, les allocations de crédits, plus ou moins élevés, qui ont servi à fonder dans certaines criques ou certains estuaires des ports utiles; mais était-ce une raison pour négliger l'exécution des travaux d'agrandissement à Dunkerque, au Havre, à Saint-Nazaire, à Bordeaux,

à Marseille? Durant la guerre, les ports secondaires ont effectivement rendu des services au ravitaillement du pays, mais cela tient surtout à ce que nos grands ports étaient débordés. L'infériorité de leur rendement n'entraînait en temps de paix que des inconvéniens d'ordre économique. La guerre éclate : des besoins énormes surgissent; il faut, à tout prix, ravitailler la France et son armée. Nos ports devraient le permettre. Hélas! on s'aperçoit que rien n'a été prévu pour parer à cet accroissement des importations! Ce qui n'était autrefois qu'une faute administrative devient un danger pour la Patrie! Lorsqu'on veut se servir de nos ports d'une manière intense, ils sont vite envahis par des amoncellemens de marchandises, de caisses, de colis, de ballots de toutes sortes, qu'on attend en vain dans les villes pour nourrir ou chauffer les habitans, dans les campagnes pour cultiver la terre, au front pour combattre l'ennemi. Partout on doit se mettre à l'ouvrage et se hâter pour improviser vaille que vaille, en pleine guerre, ce qu'on aurait dû préparer plus économiquement et mieux pendant la paix.

Dans cette besogne les Chambres de commerce locales font preuve d'une remarquable activité et d'un sens pratique averti. Partout elles multiplient les moyens de fortune pour se plier aux exigences du moment. Des wharfs surgissent à l'aplomb des rives des fleuves, où des grues élèvent leurs grands bras le long de môles qui n'en avaient jamais supporté. Il faudrait mentionner tous nos ports pour rendre aux Chambres de commerce l'hommage qu'elles méritent. Depuis le début des hostilités, celle de Bordeaux a pu livrer 600 mètres de quais nouveaux : les quais de Bourgogne, dits quais verticaux, sur la rive gauche du fleuve près du pont de pierre, ayant 198 mètres de longueur avec trois grues pouvant recevoir deux navires, et les appontemens de Bassins sur la rive droite avec 400 mètres de quais et six grues desservant trois navires. Dunkerque a ouvert le quai Freycinet n° 5 que la base britannique exploite à l'aide d'apparaux perfectionnés et grâce à une importante gare créée de toutes pièces.

Marseille a continué l'exécution de son plan d'extension vers la baie de l'Estaque. Le bassin de la Madrague est maintenant protégé par un mur de quai de 200 mètres; le môle G a été mis en service et la traverse du cap Janet est sur le point de l'être. Dans un petit port comme Dieppe, la Chambre de com-

merce, qui possédait 23 grues en juillet 1914, en avait 11 de plus en janvier 1915. Les travaux entrepris : deux appontemens et la prolongation du mur Ouest du bassin à flot, permettront de porter à huit le nombre des places à quai. Des voies ferrées nouvelles ont été posées à Dunkerque, à Saint-Nazaire, à Cherbourg, etc., par les prisonniers allemands.

Rouen s'est distingué par sa merveilleuse faculté d'adaptation. Il suffit pour nous en convaincre de calculer le tonnage que ce port a dû absorber. Le mouvement des marchandises, qui était de 5 067 000 tonnes en 1914, est passé à 8 164 000 tonnes en 1915. En 1916, Rouen est devenu le premier port importateur de France avec 7 245 000 tonnes contre 6 100 000 tonnes à Marseille. Se rend-on compte des efforts qu'il a fallu réaliser pour faire face à cet afflux soudain de marchandises?

Et tout cela ne sert qu'à mieux faire ressortir l'imprévoyance du gouvernement dans la constitution de notre outillage national. Malgré tous ces sacrifices en effet, le service des quais reste très au-dessous des besoins réels, car on n'a pas eu le temps matériel de substituer un automatisme bien compris aux vieux procédés désuets d'embarquement. On manque partout d'instrumens mécaniques et ce n'est pas en pleine guerre qu'on peut se les procurer. Les difficultés ne se sont d'ailleurs pas bornées au déchargement des marchandises. Elles se sont aggravées lorsqu'il a fallu évacuer celles-ci vers les lieux de destination définitive. On a constaté alors que les voies d'acheminement ne pouvaient même pas permettre l'évacuation des marchandises déchargées, quelque insuffisant que fût déjà le mouvement des ports. Il n'y avait pas derrière eux d'artères terrestres et surtout fluviales, de véhicules de camionnage, de lignes ferrées, de wagons, de locomotives, de péniches, de remorqueurs, en nombre assez considérable.

Un exemple typique fera mesurer les erreurs de cette politique à courte vue qui a prévalu en France depuis trop longtemps. Je veux parler du canal de Marseille au Rhône et de l'utilisation de l'étang de Berre. Marseille, qui bénéficie par ailleurs d'une situation hors de pair, manque de moyens de pénétration naturels à l'intérieur des terres, puisque, seule de toutes nos grandes villes maritimes, la cité phocéenne n'est pas située sur les bords d'un fleuve. Pour obvier à cette condition toute spéciale d'infériorité géographique, il suffisait d'établir le

canal de jonction du Rhône à Marseille en employant l'étang de Berre et l'étang de Caronte jusqu'à Port-de-Bouc. Ce travail si important a bien été entrepris, mais avec quels retards! L'établissement d'une voie de communication entre Marseille et le Rhône fut officiellement proposée... en 1620! Il a fallu attendre deux siècles et demi pour que la question fût sérieusement reprise et divers plans examinés, notamment celui du lieutenant-colonel du génie Marchand, qui proposait d'ouvrir un canal souterrain praticable pour les bâtimens de la marine commerciale à travers les collines du Rove. C'est ce qui a été décidé par la suite, mais le premier coup de pioche n'a été donné qu'en avril 1911, à la tête Sud du port de la Lave, par lequel on accède à l'avant-port de Marseille. Le souterrain n'a été attaqué qu'en 1912 du côté Nord par la tranchée de Gignac. La rencontre des deux tronçons de galerie d'avancement a eu lieu avec une précision mathématique le 18 février 1916. Combien ne devons-nous pas déplorer que le canal n'ait pas été achevé avant la déclaration de guerre, quand nous réfléchissons aux services qu'il nous eût rendus pour l'acheminement des diverses marchandises vers le centre de la France! De plus, l'aménagement de la masse d'eau de l'étang de Berre comme succursale de Marseille eût singulièrement facilité la navigation française. Quand cette mer intérieure, dont les profondeurs dépassent sept mètres sur une grande partie de son plan d'eau, sera rendue navigable pour les grands navires par l'étang de Caronte et reliée à Marseille grâce à un canal, une immense superficie de quais pourra y être édifiée. Un ingénieur anglais me disait en parlant de l'étang de Berre : « L'inutilisation de ce bassin naturel au XXe siècle est une hérésie économique impardonnable. »

D'ailleurs, on ne peut s'empêcher de frémir en songeant que Marseille ne communiquait avant la guerre avec le reste du pays que par une seule voie ferrée traversant un tunnel qu'une cartouche de dynamite eût pu faire écrouler. Comment s'étonner que notre marine marchande ne jouisse pas de la prospérité qu'elle mérite lorsqu'on constate que les œuvres les plus indiquées pour favoriser son développement restent si longtemps dans les limbes? En vain la Chambre de commerce a multiplié les démarches pour faire aboutir plus tôt ce projet capital. La *Revue des Deux Mondes* m'a permis de l'exposer

à ses lecteurs le 1er février 1893 et je l'ai rapporté deux fois devant la Chambre des Députés, sans parvenir à faire comprendre la nécessité de son exécution immédiate.

De grands travaux, sinon aussi urgens, du moins aussi utiles, seraient aussi à entreprendre : par exemple, la mise en état de navigation du Rhône jusqu'à Genève. L'aménagement du Rhône comme voie de navigation constituerait une artère d'une richesse merveilleuse au sein de l'Europe centrale, qu'elle vivifierait au profit de la France en détournant le trafic des ports allemands. Ce serait en outre le moyen de permettre l'organisation des forces hydro-électriques du fleuve et de ses affluens. Celles-ci, d'après certaines évaluations, peuvent fournir un débit moyen de plus de deux millions de chevaux. On épargnerait, par l'emploi de la houille blanche, une consommation considérable de charbon dont nous manquons et dont le prix de revient pèse lourdement sur l'armement français. C'est un point sur lequel on ne saurait trop insister que cette cherté du combustible qui place la France dans une condition si défavorable vis-à-vis des marines concurrentes, anglaise, belge, ou allemande.

Et que dire des bassins de radoub, ces hôpitaux des navires qui leur sont aussi indispensables que les formations sanitaires à une armée en campagne? Actuellement, le paquebot *France*, qui navigue en Méditerranée, est forcé de se rendre à Malte, s'il veut trouver une forme sèche assez longue pour le recevoir. Dans les ports de commerce le nombre des cales ne répond nulle part à l'importance des carénages à effectuer. Au Havre, les cales de radoub ne peuvent hospitaliser les paquebots que construisait avant la guerre la Compagnie Transatlantique et ceux-ci doivent aller se faire caréner à Southampton. Mais ceci est encore plus extraordinaire : Rouen, devenu, nous l'avons dit, notre premier port d'importation, ne possède ni forme sèche ni bassin de réparation à flot. Les navires qui ont eu besoin de se réparer, parmi la quantité considérable de bâtimens fréquentant le port, ont dû se rendre en Angleterre pour se faire radouber, au lieu de trouver sur place de quoi remédier à leurs avaries. En revanche, on creuse des bassins dans les arsenaux militaires où leur nécessité n'est pas toujours démontrée. C'est ainsi qu'après l'achèvement des travaux de Lanninon, Brest aura trois formes de vastes dimensions, Lorient une, Cherbourg une.

Si vous passez par Marseille ou par le Havre, vous vous apercevrez que des navires attendent leur tour pour franchir les portes des bassins de radoub, tandis qu'avant les hostilités, les bassins de Cherbourg, de Brest, de Lorient, restaient presque toujours vides.

Cette insuffisance générale de nos ports de commerce devait fatalement aboutir à une crise très grave : la crise des transports dont il a été parlé ici-même. Je n'y reviendrai que pour signaler une fois de plus sa répercussion sur la situation militaire du pays. Il ne faut pas s'y tromper, c'est faute de n'avoir pas été en mesure de répondre aux demandes de l'armée et de la population, dès les débuts de la guerre, que nous souffrons aujourd'hui du blocus sous-marin. L'état de nos ports maritimes ne nous a pas permis de constituer des réserves nationales, et nous a même conduits à entamer les stocks que nous possédions : résultat désolant quand on sait que, pendant près de deux années, nous avons possédé, presque sans trouble, la maîtrise des mers.

***

Plaçons-nous maintenant au point de vue commercial et examinons les conséquences du mauvais état de nos ports sur l'avenir de notre pavillon.

Un navire peut se louer à l'heure comme une bicyclette. C'est ce qu'on appelle l'affrétement en *time charter*. L'armateur compte, en effet, le prix de revient de son navire par unité horaire : heure, jour, mois, etc. Toute immobilisation de tonnage flottant, tout retard dans l'entrée au port ou le déchargement des marchandises se traduit donc par une perte sèche d'autant plus considérable que la capacité du navire est plus grande. En matière de navigation, le problème consiste à transporter le maximum de marchandises dans le moindre laps de temps possible. Quand les opérations de déchargement du navire sont rendues plus laborieuses et plus longues, ce fait produit une réaction immédiate sur les résultats de l'exploitation.

Tout d'abord, la prolongation de l'indisponibilité du navire entraîne le paiement d'indemnités appelées *surestaries*, proportionnelles au temps de l'immobilisation du vaisseau. Elles se sont chiffrées en France par 25 millions environ par mois au

début des hostilités. Les surestaries, que l'armateur supporte en partie, influent fâcheusement sur ses affaires en l'empêchant de jouir de son navire et d'en retirer les revenus qu'il en attend. Ses combinaisons sont déjouées par des contre-ordres constans dans le programme des voyages.

Le mauvais outillage des ports cause à notre armement un préjudice beaucoup plus grave encore, en lui enlevant une partie de la clientèle de nos propres commerçans. Avant la guerre, nous voyions les marchandises françaises prendre couramment la route d'Anvers où elles trouvaient des facilités plus grandes pour s'embarquer et des conditions de fret moins onéreuses, justement parce que le port était outillé en vue de charger avec plus de célérité et d'économie. Par exemple, un cargo jaugeant net 3 100 tonneaux payait au Havre 6 227 francs comme droits de quai, péage, pilotage, taxes diverses, etc., tandis que le même navire n'avait à acquitter que 2 963 francs pour une escale à Anvers. C'est-à-dire que, par tonneau de jauge nette, les frais de l'armateur se montaient à 0 fr. 95 dans le port belge et à 2 francs dans le port français où le paquebot *France* doit laisser plus de 12 000 francs à chaque voyage. Qu'en résultait-il? Nos compagnies de navigation se voyaient enlever un fret important sur lequel elles eussent été en droit de compter, et cela sans qu'il y eût de leur faute.

La question de l'aménagement de nos ports est d'autant plus grave que, géographiquement, la France se prête assez mal au succès de l'armement national. A cheval sur deux mers, sur le passage de toutes les routes de navigation mondiales, notre pays est propice à la *cueillette* des marchandises par les navires étrangers. Nos côtes sont des points d'escale rêvés, aussi bien pour les vapeurs se rendant d'Allemagne, de Hollande ou des pays scandinaves en Amérique que pour ceux qui, partant de ces rivages et des Iles Britanniques, vont franchir le canal de Suez. Nos armateurs sont donc soumis à la concurrence de tous leurs rivaux, qui, ayant déjà constitué la meilleure part de leur chargement, se bornent à combler chez nous les vides de leurs cales. Convient-il que cette situation d'infériorité naturelle soit encore aggravée par un vice d'organisation?

Il est facile de se convaincre du danger en considérant que, sur 60 millions de tonneaux qui représentaient en 1913 les

entrées et les sorties de navires des ports français, 26 pour 100 seulement appartenaient à notre pavillon.

L'AUTONOMIE DES PORTS — LES ZONES FRANCHES

Un des meilleurs remèdes à cette situation consisterait à accorder aux ports leur autonomie administrative et financière, en les poussant dans la voie de la spécialisation qui leur permettrait de mieux adapter leurs moyens mécaniques de transbordement au genre de mouvemens qu'ils sont appelés à effectuer.

A la suite de diverses interventions, notamment celle de M. Taconet, membre de la Chambre de commerce du Havre, et de l'honorable M. Louis Brindeau, sénateur de la Loire-Inférieure, le Parlement a bien voté, le 5 janvier 1912, un texte de loi relatif à l'autonomie des ports ; mais, en fait, ce texte est si éloigné de l'autonomie véritable qu'il n'a nullement rempli le but qu'on se proposait. En quoi consiste, en effet, cette autonomie ?

Un port dépense des sommes considérables pour son entretien : balisage, nettoyage des quais, réparations diverses, police, etc. Les autorités locales doivent donc percevoir des taxes pour les rémunérer des services rendus aux navires. L'idée qui se présente d'elle-même à l'esprit, c'est que le port a son budget autonome, qu'il est organisé à la manière d'une commune avec une sorte de conseil municipal et de maire à la tête de son administration. Cependant, malgré la loi de 1912, c'est l'État qui continue à administrer. Si l'on excepte, en effet, les péages des Chambres de commerce, les taxes fiscales rentrent entièrement dans le budget général des Travaux publics. Il n'y a pas même de compte spécial ouvert à chaque port : au lieu que les ressources de chacun ne bénéficient qu'à lui seul, elles sont reportées sur tous les autres. Ainsi que je l'écrivais autrefois, il a été créé une soixantaine de ports dont l'entretien est à la charge de l'État. Or, il n'en existe que quelques-uns où les recettes soient supérieures aux dépenses. Quand le fait se produit, l'excédent des revenus ne sert nullement à l'amélioration du port qui a perçu les droits de quai et qui se trouve en bénéfices. Comment espérer, dans ces conditions, que nos ports puissent prospérer ? Voit-on les communes de France fondant intégralement leur budget dans celui du

ministère de l'Intérieur ? Il n'y aurait plus d'administration municipale possible.

Le régime de l'autonomie est si logique qu'il est appliqué dans la plupart des nations de l'Europe. En Angleterre, à quelques rares exceptions près, les ports de commerce relèvent de pouvoirs locaux, corporations, villes, sociétés commerciales. Suivant la tradition anglaise, l'État laisse une extrême liberté aux exploitans. Ceux-ci fixent à leur gré les tarifs d'après la situation commerciale, les besoins du moment et les nécessités de la concurrence. En Allemagne, les ports de Hambourg, Brême, Lubeck construits, entretenus et administrés par les États de Hambourg, de Brême et de Lubeck, et non par les communes qui portent le même nom, n'en jouissent pas moins d'une autonomie à peu près complète : l'autorité locale qui les dirige décide souverainement de tout ce qui les intéresse, réserve faite de quelques questions d'ordre général, qui doivent être nécessairement soumises aux assemblées supérieures, soit de l'État lui-même, soit de l'Empire d'Allemagne. Les grands ports belges ou hollandais, Anvers, Rotterdam et Amsterdam, vivent sous le régime de l'autonomie communale. L'État n'intervient que pour participer aux améliorations importantes et pour homologuer les taxes perçues sur les usagers. Enfin, depuis 1903, Gênes est administrée par un *consorzio* local.

Le principe de l'autonomie a été adopté par le Comité des Armateurs de France qui, à la suite d'un referendum, a formulé le vœu que l'autonomie fût organisée sur les bases suivantes : représentation prépondérante des délégués de l'armement et des industries maritimes, au sein du Conseil chargé de l'administration du port ; adaptation de l'organisation administrative aux circonstances propres à chaque établissement et aux besoins spéciaux auxquels il répond ; simplification des formalités administratives ayant pour effet une plus grande rapidité dans l'exécution des travaux ; maintien, entre les mains de l'industrie libre, des services que celle-ci exploite, le remorquage, par exemple.

La loi qui a été votée en 1912 pour créer l'autonomie des ports a été suivie d'un règlement d'administration publique promulgué le 10 mars 1916. Rien ne s'oppose donc plus à ce que le régime organisé par la loi du 5 janvier 1912 soit institué dans nos ports. Mais ce régime est si éloigné de l'autonomie

réelle, dont le principe avait été admis tout d'abord par le Parlement et par le gouvernement lui-même, qu'on peut redouter de le voir repoussé par les intéressés. C'est ce qui semble résulter des délibérations de l'Assemblée des présidens des Chambres de commerce qui s'est tenue à Paris le 3 avril 1916, et dont voici le compte rendu :

« L'Assemblée des présidens, après avoir pris connaissance du décret du 25 janvier 1916, pris en exécution de la loi du 5 janvier 1912, sur l'autonomie des ports de commerce, considérant que les Chambres de commerce sont particulièrement qualifiées pour apprécier les conditions les plus favorables dans lesquelles peuvent être assurés les services du port, demande instamment que, si les Chambres de commerce intéressées croient devoir émettre un avis défavorable à l'institution du régime de l'autonomie, il ne puisse être passé outre à leurs délibérations. »

Pour moi, qui ai salué avec joie le premier avant-projet du gouvernement, je reste fidèle à l'idée d'autonomie. Je demande qu'on apporte à la réalisation de cette idée un esprit plus libéral et qu'on fasse, grâce à lui, sortir de leur gangue ces perles que sont nos grands ports : Marseille, le Havre, Saint-Nazaire, Nantes, Bordeaux, Dunkerque, etc. Si l'on ne peut organiser partout une direction autonome par la Chambre de commerce, qu'on accorde au moins à chaque port une autonomie financière pour lui permettre de grandir à l'aide de ses ressources personnelles, sans faire appel à l'État.

Nous avons dit qu'il fallait développer la puissance attractive de nos villes maritimes afin d'y faire affluer le plus de marchandises possible. Une institution qui se prêterait admirablement à ce dessein serait celle des *zones franches*.

Toutes les fois qu'on a parlé des zones franches et qu'on en a vanté l'utilité, les divers gouvernemens qui se sont succédé au pouvoir ont répondu et répondent encore que ce système a été avantageusement remplacé par celui des entrepôts et de l'admission temporaire. Personne plus que moi n'est partisan des entrepôts et n'approuve davantage l'ordonnance de 1817 sur ce point, mais il n'y a aucune comparaison à établir entre le régime des entrepôts et celui des zones franches. Ils répondent à des buts absolument différens et se complètent l'un l'autre. C'est ainsi qu'on le comprend chez nos concurrens

étrangers et il est profondément regrettable qu'on s'obstine à ne pas le comprendre chez nous.

La meilleure définition que l'on puisse donner des zones franches est celle que l'on peut lire dans une délibération de la Chambre de commerce de Marseille en l'an XIII. « C'est un port établi hors de la ligne des douanes, ouvert à tous les bâtimens de commerce sans distinction, quels que soient leurs pavillons et la nature de leurs chargemens. C'est un point commun où vient aboutir par une sorte de fiction le territoire prolongé de toutes les nations. Il reçoit et verse de l'un à l'autre toutes les productions respectives sans gênes et sans droits. »

Les zones franches ne peuvent donc porter atteinte à aucun intérêt existant, mais elles ouvriraient en France un champ nouveau à des industries qui ne sauraient se créer sous la législation actuelle et imprimeraient certainement une beaucoup plus grande activité à notre commerce d'exportation. Je sais bien que le grand argument mis en avant contre cette bienfaisante mesure par les protectionnistes consiste à représenter les zones franches comme favorisant les fraudes et portant ainsi atteinte à la qualité et au bon renom des marchandises exportées. — Mais la concurrence déloyale ne serait pas plus tolérée, dans les zones franches, que l'assassinat ou le vol. Si un industriel malhonnête se permettait de contrefaire les marques de fabrique, il serait passible des mêmes peines que s'il avait opéré, quelques mètres plus loin, en dehors des limites de la zone affranchie, qui, dénationalisée au point de vue douanier, doit rester soumise à toutes les lois françaises. Ce qui nuit actuellement au commerce et à l'industrie, ce n'est pas la mission de police de la Douane, mais bien la surveillance fiscale, les mille et une formalités qu'elle nécessite, et l'interdiction absolue de fabriquer tel ou tel article. Il n'y a donc pas plus de raison pour que les marques de nos industriels soient contrefaites en zone franche qu'en un point quelconque du territoire français.

La Chambre des Députés a eu l'occasion d'aborder ce problème de la franchise en votant un projet de loi sur le régime des entrepôts qui est actuellement réglé par un texte datant du 19 avril 1906 et qui vient à expiration le 20 avril 1918. La loi nouvelle a été discutée au Palais-Bourbon dans les séances

des 13 et 15 février, 28, 29 et 30 mars 1917; elle a été votée le 30 mars. Je ne veux point entrer dans le détail de ses articles. Je me borne à faire remarquer que, contrairement à ce qu'on attendait, elle n'innove pas suffisamment en matière de liberté économique.

La disposition fondamentale de la loi est de rendre possible, sur le territoire, certaines manipulations telles que des opérations de mélanges ou de transvasemens de marchandises introduites en vue d'une réexportation, et cela sans payer les droits de douane lors de leur entrée en France ; mais l'article 7 stipule que des décrets pourront interdire l'admission en entrepôt de certains produits qui peuvent servir à en fabriquer d'autres portant le cachet d'origine français, tels, par exemple, que les vins de cru. Cette simple réserve annule tout le bénéfice de la loi puisque c'est, au contraire, dans ces cas spéciaux qu'il y a intérêt à recevoir en entrepôt des produits étrangers similaires pour conserver la clientèle au cours des années déficitaires. Je suis d'accord, malgré tout, avec M. le ministre du Commerce pour penser que la loi nouvelle « constitue une amélioration sur le régime actuel de l'entrepôt » et qu'elle est « un essai loyal d'un régime libéral qui pourra nous conduire à des solutions nouvelles, » auxquelles M. Clémentel « ne répugne nullement. » Ces solutions nouvelles ne peuvent consister que dans la création de zones franches. Il faut hardiment s'y résoudre. La Chambre des Députés a fait, à ce point de vue, un sérieux pas en avant dans sa séance du 29 mars dernier. Dans un éloquent discours, M. Chaumet fit très justement observer que nous ne saurions admettre un système unique d'entrepôts et instituer le même régime pour les villes de l'intérieur et pour les ports maritimes. « Nous voulons, a-t-il dit, une réglementation plus souple. Nous vous demandons de considérer les intérêts spéciaux de nos ports et de notre marine marchande, intérêts qui sont solidaires des intérêts généraux du pays, de tous les intérêts nationaux. »

L'honorable député a adjuré la Chambre de se prononcer enfin sur le principe d'une réforme dont elle est saisie depuis plus de vingt ans, non seulement par l'initiative parlementaire, mais aussi par l'initiative gouvernementale. En effet, sous le ministère Combes, M. Rouvier déposa un projet de loi demandant la création de zones franches. Ce projet fut étudié par la

Commission de l'Agriculture. Il fit l'objet d'un rapport favorable, mais qui ne put jamais venir à l'ordre du jour des séances publiques : M. Chaumet a formulé l'espoir que le gouvernement comprendra toute la portée de la réforme que nous souhaitons.

Grâce à sa ténacité, le député de Bordeaux a pu obtenir, par 266 voix contre 235, que son projet fût renvoyé à la Commission du Commerce. Ce renvoi, qui était combattu par le président de la Commission des Douanes, constitue un succès pour les partisans des zones franches. Ceux ci ont, devant l'assemblée des Présidens des Chambres de commerce, présenté leurs argumens de la façon suivante :

« En permettant d'introduire en franchise des produits étrangers, de les additionner et mélanger à nos produits nationaux, sous réserve de l'application de la loi sur les fraudes, et de présenter ainsi ces derniers dans les conditions et sous les formes que recherche à l'étranger la clientèle du plus grand nombre, le régime des ports francs augmenterait le trafic du port tant à l'importation qu'à l'exportation, contribuerait pour une large part au développement de notre marine marchande et ramènerait chez nous les grands courans de navigation. »

Nous nous associons pleinement à cet exposé d'une mesure qui peut avoir sur les destinées économiques de la France une influence considérable et trop longtemps méconnue.

*
* *

Si nous venons maintenant à envisager le régime douanier, nous ferons cette constatation désolante qu'il favorise les marines étrangères aux dépens de la nôtre.

On se préoccupait autrefois en France de défendre nos navires contre la concurrence résultant de la fréquentation trop facile de nos rivages par des étrangers. L'ancien régime avait été même jusqu'à réserver entièrement importations et exportations aux bâtimens français. Puis on s'arrêta à la surtaxe des pavillons étrangers afin d'avantager le nôtre. Cette surtaxe fut supprimée en 1873. Aujourd'hui, non seulement il n'existe aucune protection spéciale pour les navires français, mais le régime douanier bénéficie au contraire à nos rivaux et surtout à nos ennemis! Il a été décidé en 1897 que les droits de quai seraient perçus, non d'après le tonnage du navire, mais selon

l'importance de la cargaison débarquée proportionnellement à la jauge du bâtiment. Naturellement, les cargos français, qui se déchargent finalement dans un de nos ports, se trouvent acquitter le maximum du droit, tandis que celui-ci ne frappe les étrangers que très légèrement.

Le résultat de cette politique douanière néfaste n'a pas tardé à se faire sentir. Les navires allemands qui hésitaient autrefois à relâcher chez nous pour ne pas payer de droits de quai ont saisi cette occasion d'aller nous ravir le fret qui s'offrait si bénévolement à eux le long de notre littoral et leurs navires sont apparus sans cesse plus nombreux dans nos villes maritimes. D'ailleurs, non contentes de favoriser nos ennemis sous le rapport douanier, les autorités françaises poussaient l'inconscience jusqu'à se faire les auxiliaires condescendans de l'invasion germanique.

Sans se déranger de leur route, tous les navires allemands, à destination de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud, faisaient escale à Boulogne ou à Cherbourg et y prenaient nos passagers et notre fret dans des conditions de bon marché tout à fait exceptionnelles, — puisqu'ils restaient en rade et n'avaient à payer que les droits de pilotage, tandis que nous autres, pour entrer dans nos ports d'attache, nous étions obligés de payer dix fois plus.

A Cherbourg, l'hôtel où descendaient les passagers, en attendant le bateau, était tenu par un Allemand et les domestiques qui servaient à table portaient la livrée du Norddeutscher Lloyd. Les wagons qui transportaient les passagers destinés aux bateaux allemands, sur la ligne de l'Ouest-État, étaient choisis parmi les plus neufs et les plus confortables de la Compagnie, tandis qu'on nous gratifiait du vieux matériel.

C'est également par un Allemand que l'hôtel était tenu à Bizerte, mais à Alger c'était bien plus fort : un individu ventripotent, qui répondait au nom de Heckmann et qui était censé représenter la Compagnie du Norddeutscher Lloyd, n'était autre qu'un agent diplomatique allemand, pour ne pas dire un espion, envoyé là pour attirer aux Compagnies allemandes le plus de fret possible, en disant pis que pendre des Compagnies françaises. Comme les navires du Norddeutscher Lloyd, venant de l'Orient et de l'Extrême-Orient, s'arrêtaient à Alger pour charbonner, ils avaient intérêt à détourner sur Gênes le plus de

passagers possible, afin de les empêcher de pénétrer en France par Marseille, Port-Vendres ou Cette, et priver ainsi notre pays du mouvement auquel ils donnaient lieu.

Nous avions eu, pour notre part, connaissance de ces agissemens; nous nous en étions même rendu compte *de visu;* mais quand nous en faisions respectueusement l'observation au gouvernement, on nous répondait par l'éternel : « Pas d'histoires ! »

Or, l'inconvénient de cette mainmise teutonne sur nos ports n'était pas seulement d'ordre commercial. Demandez-vous en effet quelles étaient ces escales choisies par les Allemands. C'était Cherbourg, Alger, Bizerte : Cherbourg, notre sentinelle dans la Manche ; Bizerte, arsenal d'avant-garde sur l'Adriatique ; Alger, la clef de nos possessions africaines ! Il n'est pas besoin de réfléchir longuement pour se rendre compte que le fait d'avoir toléré cette emprise allemande sur ces points spéciaux mérite plus que d'être taxé d'indifférence.

Au lendemain des hostilités le pays ne saurait permettre le retour d'un tel état de choses. Avec nos amis nous nous lierons par des traités de réciprocité ; nous aurons, à l'égard des neutres, une attitude conforme à celle qu'ils auront observée pendant le conflit; mais rien ne nous empêchera de barrer la route à nos ennemis sur le terrain économique, comme nous avons su le faire sur le champ de bataille de la Marne.

Ce devrait être, en effet, une règle absolue que l'accès des rades militaires fût interdit, sauf aux nations alliées. A l'égard de celles-ci, la Conférence interalliée du commerce, tenue à Rome le 17 mai, vient d'émettre le vœu suivant, dont nous ne saurions trop recommander la lecture : « Une entente devra intervenir entre les Alliés pour l'utilisation de leurs ports ou de leurs rades militaires, pour l'accostage, le mouillage et les escales des navires de commerce. Un accord devra également être conclu relatif aux droits de navigation à percevoir. Les Alliés s'engageront à abolir leurs conventions maritimes avec les neutres. Les services directs seront institués entre les chemins de fer et les lignes de navigation des nations alliées, qui se réservent, dans toute circonstance, de prendre les mesures de défense exigées par la situation contre la concurrence ennemie, laquelle ne manquera pas de se manifester après la guerre. Enfin, la Conférence attire l'attention des Alliés « sur l'oppor-

tunité qu'il y a pour eux à apporter dans leurs ports principaux des améliorations conformes aux conditions de la navigation moderne. »

Notre gouvernement, qui, jusqu'ici, a fermé l'oreille aux suggestions pressantes des Chambres de commerce et des armateurs français, écoutera peut-être la voix de ses Alliés l'invitant à une meilleure compréhension de ses intérêts et le conviant à purger nos ports des hôtes indésirables qui les ont exploités jusqu'ici.

LA RÉFORME DU PILOTAGE

Il nous reste à nous occuper des pilotes, qui sont les intermédiaires entre le navire et le port.

En France, le pilotage est obligatoire pour les navires, et le monopole en est réservé aux pilotes brevetés par l'Administration. Les prix perçus pour la conduite des navires résultent, dans chaque cas, de tarifs fixés par des règlemens d'administration publique, et dont il n'est pas permis de s'écarter. Ainsi, le pilotage est un impôt. L'armateur ne peut, sauf exception, pas plus s'y soustraire qu'à la cote personnelle et mobilière ou aux patentes. Et cet impôt doit être acquitté, même si le service qu'il représente n'a pas été exécuté.

Les recettes du pilotage ont subi une augmentation très sensible. En 1886, elles se montaient à 4 300 000 francs; en 1907, elles s'élevaient à 7 millions et demi. Pendant cet intervalle, l'effectif des pilotes n'a cependant pas beaucoup varié. On voit dans quelle proportion leur rémunération globale s'est accrue. Mais ce qu'il y a de plus caractéristique, c'est que les recettes sont très inégalement réparties. Pour 47 stations, le salaire moyen annuel des pilotes n'atteindrait pas 1 000 francs et, parmi elles, il en est plusieurs où il serait inférieur à 100 francs. « Dans l'ensemble de ces 47 stations, nous dit M. Colson, pour 141 pilotes la recette brute est d'environ 90 000 francs et la recette nette n'atteint pas 60 000 francs. Les pilotes ne peuvent vivre qu'en se livrant à la pêche, qui est leur principale ressource. » Ce sont donc les pilotes de quelques ports qui accaparent la majeure partie du produit des taxes. On compte, en effet, 31 stations où le salaire moyen des pilotes est compris entre 3 000 et 5 000 francs et 8 autres où il s'élève de 5 000 à

7 200 francs, ce qui est tout à fait normal. Mais il en est 7 où le salaire annuel moyen est de 14 000 francs. Au Havre, il atteint 18 000 francs. A Cherbourg, les recettes ont été, en 1907, de 737 000 francs, laissant à chaque pilote un bénéfice net de 17 800 francs.

Je n'ai certes pas l'intention de m'élever, en principe, contre les rémunérations que touchent les pilotes et qui, sauf exception, sont la juste récompense de leurs services. Leur métier exige tout un ensemble de connaissances techniques et d'habileté pratique, et entraîne de grosses responsabilités. Mais il importe d'adopter une organisation telle que, sans nuire aux intéressés, elle ne fasse pas peser, sur notre marine marchande, un fardeau trop lourd. La première chose à faire, c'est de supprimer une cinquantaine de stations inutiles. Dans toutes les autres stations, on fixerait un salaire minimum et maximum pour chaque pilote. Si ce maximum était dépassé, l'excédent tomberait dans une caisse centrale commune, permettant, le cas échéant, de parfaire la différence entre le salaire minimum et le salaire effectivement perçu. Quant aux ports jouissant de l'autonomie, ils auraient toute liberté pour organiser le pilotage comme ils l'entendraient.

La réforme la plus importante à apporter au régime actuel, dans l'intérêt de notre Marine nationale, consisterait, à autoriser les capitaines français à passer des examens spéciaux, afin d'obtenir le droit d'entrer dans les ports sans recourir aux services des pilotes. Partout en effet où le pilotage est obligatoire, le règlement des taxes qui sont dues, même si le service n'est pas effectué, constitue pour nos armateurs un impôt injuste, car il faut passer coûte que coûte sous les fourches caudines de la station. Nous demandons, au contraire, la libre circulation du pavillon français le long de tout le littoral, dans les rades, les estuaires et les fleuves, sous réserve que les capitaines chargés de la conduite du navire aient justifié de leur parfaite connaissance du milieu maritime où leur navigation les appelle. C'est ce qui se passe à Marseille où le pilotage n'est pas imposé : des licences sont délivrées à des capitaines-pilotes. Mais, tandis que chez nous ces licences sont données sans distinction de nationalité, en Angleterre le *Merchant shipping act* de 1906 a décidé que de tels brevets ne pourraient plus être délivrés à des étrangers. L'Angleterre nous a tracé

ainsi la voie à suivre. En généralisant l'institution des licences de capitaine-pilote dans nos ports au profit des officiers naviguant sur nos lignes régulières, nous obtiendrions un dégrèvement sensible dans les frais généraux des entreprises d'armement françaises.

Il faudrait en outre régler le sort des navires n'ayant pas pu se procurer de capitaines-pilotes. En ce qui les concerne, le système que nous préconisons permettrait des réductions dans l'effectif des pilotes, proportionnelles à l'importance des entrées ou sorties des navires opérées sans leur concours. Il serait donc possible d'abaisser le taux des perceptions dans les stations où il est abusif. Avec quelques réductions dans les autres ports où les gains des pilotes atteignent jusqu'à 7 000 francs, et dans ceux dont l'effectif est exagéré, on diminuerait aisément le total des taxes de pilotage de 2 500 000 francs, soit du tiers de leur montant actuel. Le distingué conseiller d'État, M. Colson estime que ce montant représente de 0 fr. 25 à 0 fr. 30 par tonneau de jauge nette sur les navires soumis au pilotage; la réduction atteindrait donc de 8 à 10 centimes, ce qui, réparti sur tout l'armement français, mérite considération.

En définitive, le régime du pilotage, encore réglé par un décret de 1807, ne se prête plus aux conditions de la navigation moderne. Il nuit à l'armement national : il faut donc y apporter les modifications voulues pour libérer nos armateurs sans tuer une institution nécessaire et sans traiter défavorablement une corporation de travailleurs très méritante. Alors, quelle raison nous empêche de résoudre comme il convient cette question qui a pour notre marine marchande une importance beaucoup plus grande qu'on ne le croit généralement? On a prétendu qu'il existe une différence profonde entre les ports à marée et ceux qui n'y sont pas soumis, surtout pour les ports situés aux embouchures des fleuves ou dans leurs estuaires, que, par conséquent, ce qui est possible pour Marseille, ne l'est pas pour le Havre, Saint-Nazaire, et, à plus forte raison, pour Bordeaux. Nous ne croyons pas cette objection fondée parce que les passes de nos ports sont surveillées, non point par les pilotes, mais par le service des Ponts et chaussées, et que les commandans de nos navires entrent dans leurs ports d'attache et en sortent assez souvent au cours d'une année pour en connaître tous les mystères et n'être exposés à aucune surprise. Il en est

donc de cette réforme comme d'une foule d'autres. Ce sont de pures considérations électorales qui en empêchent la réalisation.

LES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT

Nous avons passé en revue les principales causes d'infériorité qui mettent en péril notre marine marchande. J'entends mes contradicteurs m'objecter : « Ces causes existent malheureusement. Elles tiennent à une situation géographique ou à des exigences sociales qu'il est difficile de corriger. Mais l'État en a tenu compte aux armateurs en inscrivant à son budget des crédits importans pour leur venir en aide. » Et, à l'appui de cette thèse, on me citera des chiffres impressionnans. Quelle est la valeur de ce raisonnement?

Il est exact que le Parlement a voté des primes à la construction ; mais elles n'intéressent pas l'armement français, ayant uniquement pour but de corriger l'élévation inévitable du prix de revient des navires commandés en France; elles sont payées non aux armateurs, mais aux constructeurs. Les crédits affectés à la navigation proprement dite comprennent des compensations d'armement et des subventions postales. Sur le premier point, je n'ai pas l'intention de montrer dans quelles conditions le gouvernement a été amené à instaurer, dès 1881, le système qu'on a improprement qualifié de « primes à la navigation. » On est revenu, plus tard, à une conception plus juste en supprimant le mot de « primes, » qui semble impliquer une idée d'encouragement, de gain à réaliser, pour adopter celui beaucoup plus exact de compensation d'armement. C'est une loi du 19 avril 1906 qui règle actuellement ces compensations d'armement. Les sommes qui sont accordées par cette loi et qui sont mandatées au compte des armateurs ont bien tout le caractère d'une *compensation*. Il s'agit donc de savoir si cette compensation est équitable. Une sorte de contrat *do ut des* a été souscrit entre l'État et l'armateur. L'État a dit à l'armateur : « Je vous impose des charges, mais en retour je vous les compense par des allocations proportionnelles à l'importance de ces charges, afin que vos entreprises, si nécessaire au bien général, puissent vivre et se développer. »

Qu'est-il arrivé ?

La Commission extra-parlementaire de la marine marchande,

qui a été chargée de préparer la loi de 1906, a siégé de 1903 à 1904. Elle a évalué soigneusement les charges susvisées, mais elle n'a pu le faire que sur les données de la législation alors existante. Ses évaluations sont consignées dans le rapport déposé par M. Millerand, au nom de cette commission, *le 4 mai 1904*. La loi issue de ces travaux n'a été promulguée qu'*en avril 1906*. Or, entre temps, différentes dispositions réglementaires ont augmenté considérablement les charges de l'armement. Par suite, le jour où la loi est entrée en vigueur, l'équilibre était déjà rompu entre les charges supportées par l'armement et les allocations par lesquelles la loi de 1906 prétendait les compenser.

Un travail très consciencieux a été fait par le Comité des Armateurs de France pour se rendre compte de l'aggravation des charges qui a résulté des diverses décisions parlementaires postérieures aux études qui ont servi de base à la loi de 1906. Voici les résultats de ces recherches. Le décret du 22 juin 1904, en modifiant les règles de jaugeage des navires, a eu pour effet de majorer de 13 pour 100 le tonnage net de la flotte commerciale française. Les droits de navigation et taxes de toutes sortes se sont trouvés, de ce fait, majorés annuellement de 1 950 000 francs. La loi du 29 décembre 1905 a augmenté les cotisations des armateurs à la Caisse de prévoyance, d'où une surcharge annuelle de 1 075 000 francs. Le 14 juillet 1908, on a imposé aux propriétaires de navires un versement de 3 pour 100 sur les salaires des équipages, soit une contribution annuelle de 1 500 000 francs. Les prescriptions de la loi de 1907 nous obligent à une augmentation de personnel d'environ 10 pour 100, qui se traduit par une dépense supplémentaire de 8 325 000 francs. Cette même loi prescrit diverses visites qui comportent des taxes ressortant à environ 227 087 francs, si l'on prend pour base le tonnage sous pavillon français au moment de la promulgation de la loi.

En outre, il faut tenir compte des charges résultant de la rémunération légale des heures supplémentaires et de l'application de la sentence arbitrale du président Ditte, en ce qui concerne le repos hebdomadaire. Nous arrivons ainsi à un total annuel de plus de 13 millions. Quel est, en regard de ce chiffre, le montant des compensations d'armement payées au titre de la loi de 1906 depuis sa mise en vigueur? Au point culminant de son application en 1913, ces sommes ont

atteint 6786000 francs. Dans l'ensemble, de 1906 à 1915 inclus, leur total n'atteint guère plus de 45 millions, soit une moyenne de 4 500 000 francs par an environ. Ce raisonnement établit formellement que les charges réelles de l'armement sont de beaucoup plus élevées que celles que l'État a la prétention de compenser. Il y avait, entre l'État et les armateurs, une sorte de contrat synallagmatique que l'une des parties n'a pas exécuté, tandis qu'elle exigeait au contraire que toutes les clauses en fussent respectées par la partie adverse qui, en l'espèce, n'avait qu'à s'incliner.

Si l'exploitation de nos navires doit être gérée sur les bases de l'union entre le patron et les marins, il est non moins indispensable qu'il règne entre les propriétaires de navires et le Parlement un esprit de concorde absolu. Les représentans du pays et ceux de l'armement doivent se mieux pénétrer, afin d'établir entre eux des accords durables. A ce point de vue, il est opportun que les armateurs soient fixés sur le régime qui sera réservé à la marine marchande, car celui de la loi du 19 avril 1906 vient à expiration le 20 avril 1918. Un projet de loi prorogeant la loi de 1906 pour une durée égale à celle de la période de guerre a, il est vrai, été votée drnièrement. Mais il ne saurait s'agir là que d'une mesure provisoire destinée à nous permettre d'examiner une bonne fois la situation qui résulte, pour la marine marchande, de notre législation et de notre réglementation nationales. Quand nous saurons où nous allons les uns et les autres, nous pourrons travailler utilement et faire des projets d'avenir.

L'État distribue également des subventions postales. En l'espèce, il ne s'agit plus de compenser des charges, mais bien de rémunérer des services. La critique de nos conventions nécessiterait une longue étude que je n'ai pas l'intention d'aborder. Il me suffira de dire que les exigences postales que subissent nos courriers, du fait de l'ingérence administrative, entraînent pour eux plus d'inconvéniens que d'avantages. La preuve en est que nos lignes subventionnées rapportent moins à leurs armateurs que les autres. Une commission a été nommée pour reviser les conditions des cahiers des charges et c'est vraisemblablement à cette conclusion qu'elle aboutira. Si l'on veut permettre à nos compagnies postales de subsister, il est nécessaire de leur donner une plus grande liberté d'allures. On

les conduit actuellement à refuser du fret pour ne pas perdre quelques minutes dans une escale et violer ainsi la lettre d'un contrat dont le commissaire du gouvernement à bord est le gardien fidèle. Conséquence déplorable aussi bien pour le pays que pour l'armement.

Une des obligations des Compagnies subventionnées consiste à transporter sur réquisition les passagers de l'État. Or, les tarifs appliqués pour les transports des fonctionnaires sont incontestablement beaucoup trop réduits. Pour ne parler que des lignes de la Méditerranée, il est évident que transporter des passagers de 1re classe, entre Marseille et Alger, pour une somme de 40 fr. 75, c'est-à-dire pour un trajet de vingt-cinq heures environ, en cabine, couchés, nourris, constitue une opération qui ne peut se solder que par des pertes. Il en est de même dans les différentes autres classes, puisqu'en 2e classe, entre Marseille et Alger, le prix est de 27 fr. 05; en 3e classe, entre Marseille et Bougie, de 16 fr. 95; en 4e classe, entre Marseille et Philippeville, de 15 fr. 15. Tous ces prix laissent les Compagnies concessionnaires en déficit. Si le nombre des fonctionnaires transportés était faible, on pourrait dire que la perte ne constitue qu'une charge relativement supportable; mais, pendant l'année 1913, le nombre des fonctionnaires civils et militaires a atteint, pour la seule Compagnie Générale Transatlantique, le chiffre de 80 753. Si l'on avait appliqué à ces 80 753 passagers le tarif du commerce, il y aurait eu une recette supplémentaire de 1 440 600 francs. La Compagnie Générale Transatlantique par l'effet de ces réductions manque donc à percevoir une somme *supérieure au montant total de sa subvention* qui est d'environ un million par an.

Si encore ce tarif, dit « des fonctionnaires, » ne s'appliquait qu'à des personnes ayant véritablement la qualité de fonctionnaires et à leurs familles; mais, par suite d'une interprétation de plus en plus large de la convention, on a fait rentrer peu à peu dans la catégorie des fonctionnaires quantité de personnes qui n'ont avec l'État ou les municipalités que les attaches les plus lointaines ou même qui n'en ont aucunes. Le gouvernement oblige en effet les concessionnaires à transporter un nombre considérable de personnes « voyageant dans un intérêt d'ordre public. » Le vague de cette rédaction permet de grands abus, auxquels il serait temps de mettre un terme.

*
* *

N'hésitons pas à le dire, en terminant : les questions que nous avons traitées au cours de cet article et des deux qui l'ont précédé sont des questious vitales pour notre marine marchande.

De toute évidence, le premier point à régler est celui des constructions navales, afin que nous puissions récupérer, tout au moins en partie, les pertes subies par notre flotte de commerce du fait des sous-marins. Le second consiste dans la réorganisation complète de la législation intéressant la police de la navigation. Les textes de loi régissant la composition des équipages et le commandement, la discipline et le travail à bord, doivent être profondément remaniés. Nous devons ouvrir largement le pont de nos bâtimens à tous les indigènes de nos possessions coloniales et abolir les mesquines entraves qui s'opposent au choix des capitaines, des officiers et des matelots. Il est de toute nécessité d'édicter un nouveau décret pénal sur la marine marchande pour sauvegarder la discipline sans laquelle aucune entreprise de navigation ne peut prospérer. J'ai signalé que la plupart des dispositions relatives au travail à bord plaçaient nos armateurs dans une position des plus défavorables vis-à-vis des étrangers, qu'il s'agisse du repos hebdomadaire, du règlement des effectifs, ou du traitement de maladie des matelots et de leur rapatriement, obligations qui font généralement double emploi avec celles qui découlent des lois sur les retraites ouvrières ou sur la Caisse de prévoyance contre les accidens de mer. Enfin, il faudra que nous nous occupions de la question si grave des ports et que nous les aménagions de façon à les mettre à la hauteur des nécessités actuelles. Nous n'oublierons pas de gratifier de l'autonomie financière les grandes cités maritimes qui le demanderont et nous leur octroierons le droit de constituer des zones franches. Nous serons heureux d'ouvrir nos côtes librement à nos alliés, mais nous les fermerons aussi radicalement que possible à nos ennemis, afin de ne pas retomber dans l'erreur néfaste que nous avions commise avant la guerre en faisant de quelques-uns de nos ports des succursales de Hambourg ou de Brême.

La question de la marine marchande est à reprendre *ab ovo*. Pour élaborer la charte qui lui conviendrait et pour en main-

tenir ensuite les principes, il serait indispensable qu'il y eût plus de stabilité dans la direction de ces services si importans. Malheureusement, c'est tout le contraire qui se produit. Nous avions salué avec reconnaissance, le 29 mars 1913, la création d'un sous-secrétariat d'État de la Marine marchande, centralisant les divers services dont elle dépend et qui étaient, jusque là, dispersés dans de nombreux ministères. Les fluctuations politiques ont rendu bien difficile la tâche des titulaires chargés de ce mandat. Loin de nous la pensée de critiquer les cinq honorables députés qui se sont succédé au boulevard Montparnasse du 29 mars 1913 au 29 octobre 1915 : MM. de Monzie, Ajam, Guernier, Bureau et Nail! Mais personne n'a la science infuse, surtout quand il s'agit d'une industrie aussi complexe que celle dont nous nous occupons, et c'est précisément quand le titulaire commence à avoir quelque clarté des multiples questions à résoudre qu'il doit quitter la place et la céder à un successeur dont l'éducation est entièrement à faire. S'il est impossible de convertir certains ministères ou sous-secrétariats d'État en postes non politiques, pourquoi ne placerait-on pas, à côté du sous-secrétaire d'État, un directeur non soumis aux mêmes changemens, un homme connaissant à fond les questions maritimes, ayant voyagé sur terre et sur mer et pouvant s'appliquer, avec compétence et esprit de suite, à la bonne marche de notre industrie nationale? Nous ne voyons pas d'autre remède à la situation actuelle, encore que ce remède soit lui-même imparfait.

Telles sont les réformes qu'il nous paraît urgent d'opérer. Il en est une dernière, d'ordre moral, que je crois indispensable d'indiquer, quelque délicat que puisse être un tel sujet. Il faudrait que la majorité de la représentation nationale modifiât son état d'esprit, que le Parlement cessât de se faire le détracteur de l'armement, qu'il mît un terme à des accusations imaginaires qui faussent l'opinion publique et découragent les bonnes volontés. Au lieu de combattre l'armement et de lui reprocher de « gagner de l'argent, » le Parlement devrait, au contraire, souhaiter qu'il en gagnât plus encore, car les armateurs n'ont aucun goût pour la thésaurisation et ne demandent qu'à employer leurs bénéfices au développement de la flotte marchande et de la prospérité générale.

J'ai voulu poser devant l'opinion publique cette grave ques-

tion de la marine marchande. Comme on dresse, devant les passes difficiles, des phares indicateurs, je me suis efforcé de mettre en pleine lumière les erreurs et les lacunes dont souffre l'armement français et qui, si l'on n'y prend garde, risqueraient de causer sa perte. Les Compagnies de navigation ont pu réaliser, pendant la guerre, des bénéfices éphémères, plus apparens que réels, justement parce qu'elles ont cessé de subir les lois de la concurrence et que les besoins ont dépassé les moyens d'action. La paix signée, nous serons acculés à la même impasse si nous ne corrigeons pas les causes d'infériorité que j'ai signalées. La décadence sera d'autant plus rapide que nous n'aurons plus de navires pour faire face aux nécessités urgentes d'un trafic gigantesque, alors que, de toutes parts, les étrangers se préparent à profiter du réveil économique sans précédent qui ne manquera pas de suivre cette période troublée. C'est pourquoi j'ai dénoncé le danger pressant qui nous menace. Il n'est que temps de prendre les mesures qui s'imposent pour sauver notre marine marchande de la ruine. Or le relèvement de cette marine est indispensable au relèvement lui-même du pays et importe essentiellement à son avenir. A quoi nous auront servi les lourds sacrifices que nous avons consentis pour nous assurer la victoire, si c'est pour baisser ensuite, devant les marines marchandes neutres ou même ennemies, notre pavillon sanglant et glorieux?

J. CHARLES-ROUX.

POÉSIES

DANS CETTE OPPRESSION...

Dans cette oppression qui lentement amène
Le cœur à confesser un amoureux secret,
Dont le désir convient, mais que l'orgueil tairait,
Écoutez-moi, Chimène!

J'ai longtemps redouté les suaves affronts
Qu'inflige au fier esprit une âme consumée,
Et j'affirmais, l'orgueil éclatant sur mon front :
« L'amour, c'est d'être aimée! »

Je craignais le bonheur par le malheur doublé,
Ce langoureux bonheur dont les femmes expirent,
Et ces cruels désirs qui font se ressembler
La meilleure et la pire!

Plus qu'une autre j'ai vu, fixes ou passagers,
Des yeux voluptueux, battant comme des ailes,
S'efforcer de mêler dans mes graves prunelles
Mon cœur et l'étranger.

Je voyais ces regards pleins de bontés humaines,
Calices débordant de chaude charité,
Et bien que mon exil reconnût son domaine,
Je fuyais ces clartés;

Mais ce soir mon amour est brûlant et prodigue :
Il donnerait le monde et trouve que c'est peu.
Aviez-vous cet élan, possédiez-vous ce feu,
Quand vous aimiez Rodrigue?

Je songe à vous, Chimène, et pour mieux m'éblouir
J'entends le frais satin d'un pigeon qui s'envole;
Les grillons dans les prés font sourdre et s'éjouir
La guitare espagnole.

J'aspire sur les bords de mon lac endormi
Un parterre d'œillets mourant de poésie :
C'est cette même odeur qui s'exalte et gémit
Dans l'air d'Andalousie!

La passion, Chimène, et la haute fierté
Veulent qu'on les accorde ou que l'amour périsse;
Mais songez que peut-être il est quelque beauté
Dans l'entier sacrifice.

Peut-être a-t-on le droit, quel que soit le destin
Qui toujours met l'honneur en regard de l'ivresse,
De laisser consentir un cœur parfois hautain
Aux plus humbles caresses.

L'honneur est un tel bien que l'on ne peut sans lui
Ni respirer le jour ni supporter soi-même;
Mais on ne quitte pas l'honneur, on le conduit
Jusqu'au ciel quand on aime.

Aussi, lorsqu'un soupir vaste et silencieux
Animera bientôt la nuit secrète et vide,
Quand les parfums, la paix, le vent, comme un liquide,
Découleront des cieux,

Quand nous serons tout seuls, comme on voit sur la grève
Deux promeneurs errans aborder l'infini,
Quand nous nous sentirons, ainsi qu'Adam et Ève,
Isolés, rapprochés, vaincus, maudits, bénis,

Quand je ne verrai plus de l'univers immense
Qu'un peu du rosier blanc et qu'un peu de ta main,
Quand je supposerai que le monde commence
Et finit sur un cœur humain,

Quand j'entendrai chanter les astres, ces cigales
Dont l'éclat jubilant semble un bourdonnement;
Lorsque je sentirai que l'amour seul égale
L'ordre et la paix du firmament,

Je jetterai mon front dans ta main qui m'enivre,
Je boirai sur ton cœur le baume essentiel,
Afin de n'avoir plus ce long désir de vivre
De ceux qui n'ont jamais goûté l'unique miel
Et qui ne savent pas que le bonheur délivre,
Afin d'être sans peur, sans regrets, sans remords,
A l'heure faible de la mort...

JE CROYAIS ÊTRE...

Je croyais être calme et triste,
Simplement, sans demander mieux
Que ce noble état sérieux
D'un cœur lassé. Le soir insiste :
Avec les glissemens du vent,
Et la froide odeur des herbages,
Et cette paix des paysages
Sur qui le désir est rêvant.
Il défait mon repos sans joie,
Ce repos qui protégeait bien,
Il exige, hélas! que je voie
Ces rusés jeux aériens

Où tout s'enveloppe et se pille,
Du sol tiède aux clartés des cieux...
— Pourquoi, soir mol et spongieux
D'où coule un parfum de vanille,
Blessez-vous, dans mon cœur serré
Qui soudain s'entr'ouvre et vacille,
Cette éternelle jeune fille
Qui ne peut cesser d'espérer?

LE SILENCE

Écoute, on n'entend rien. Que le silence est beau!
Il est, ainsi que l'aube et la nuit étoilée,
Sans souffle, sans projets, sans voix et sans écho.
C'est un jour chaud dormant sur une immense allée,
C'est midi terrassant de sommeil les hameaux,
C'est une grotte froide avec de l'eau verdâtre
Qui gît dans le granit comme un miroir brisé;
C'est un chemin du soir, immobile, apaisé,
Où décroissent les pas des troupeaux et du pâtre.
— O Silence! Balcon sur la mer à minuit!
Pointe hardie, étroite et sableuse des grèves,
Qui s'en va de la terre et prolonge son rêve
Au loin, entre le ciel qui songe et l'eau qui luit!...
— Silence! O majesté, candeur, sainte colombe
Qui couve l'on ne sait quel œuf immense et pur;
Colonne de douceur, indiscernable trombe
Faite d'âme rêveuse et d'invisible azur!...

. . . . . .

— Et je vous dis cela, cette nuit, mon ami,
Car, lasse de bénir les lourds trésors du monde
Sur votre chère épaule où je dors à demi,
J'écoute le silence, onduleux comme l'onde.
Oui, le silence est frais ainsi que l'eau qu'on boit,
Il est prudent et fier comme un faon dans les bois,
Il paraît s'assoupir et cependant il danse!
Et j'observe, l'esprit tendu comme un chasseur,
— Tandis que je languis d'amour sur votre cœur
Dont j'entends en pleurant les mortelles cadences —
La course illimitée et pure du silence!

IL PLEUT, LE CIEL EST NOIR...

Il pleut. Le ciel est noir. J'entends
Des gouttes d'eau qui, sursautant,
Font un bruit de pattes et d'ailes
De maladroites sauterelles.
Le vent, gluant de nuit et d'eau,
Met sur mon front comme un bandeau
Trempé dans l'odeur de l'espace...
— Je suis bien ce soir avec vous,
Jardin apaisé tout à coup
Par la pluie qui tombe et se casse
Sur le feuillage et le gazon!
Les odeurs que l'onde libère
Semblent s'évader de prison
Et flotter, légères galères,
Sur tous les vents de l'horizon...
— O pluie aimable à la raison,
Tu viens pétiller goutte à goutte
Sur le cœur qui, comme les fleurs,
Te reçoit, t'absorbe et t'écoute.
Et je respire sans effroi
Un languide et terreux arome :
Odeur du sol, le dernier baume
Autour des corps muets et froids!
— Parfum large et lent que je hume,
Calmes effluves dilatés,
Confort divin des nuits d'été,
Se peut-il que je m'accoutume
A cette noire éternité
Où tout humain vient se défaire?
— O monde que j'ai tant aimé,
Un jour mes yeux seront fermés,
Mon cœur chantant devra se taire,
Le souffle un jour me manquera,
En vain j'agiterai les bras!
Je songe, ardente et solitaire,
Au dernier objet sur la terre
Que mon regard rencontrera...

CEUX QUE LA JOIE ENIVRE...

Ceux que la joie enivre à l'infini sont ceux
Que la douleur étreint dans la même mesure :
Inconsolables cœurs, heureux ou malheureux
Ils portent une austère ou brillante blessure.
L'amour, le philtre unique aux humains proposé,
S'efforce d'empêcher ces âmes turbulentes
De rechercher encore, au delà des baisers,
L'océan de l'espace et l'île de l'attente,
Où, large oiseau tremblant, l'espoir vient se poser...

— Nous qui connaissons bien ces grands cœurs frénétiques,
Où l'univers se meut sans heurter leurs parois,
Nous savons que l'amour est un refuge étroit :
Alentour, les climats, les parfums, les musiques
S'effacent, assoupis par le fort narcotique
Du sensuel bonheur et du subit effroi...

Tous les plaisirs épars que jamais on n'assemble,
Les beaux ciels du voyage, enduits de volupté,
L'étrangère cité sur qui la chaleur tremble,
Les odeurs d'un jardin bues dans l'obscurité,
Les orchestres errans des nuits siciliennes,
La mer, fécond parfum plein de complicité,
Enfin, tous les appels, sont des marchands qui viennent
Déployer les trésors de la Félicité
Et nous traîner aux pieds de la Magicienne...

Mais voici deux humains qui se sont reconnus!
Que leur importe un monde éblouissant ou nu?
Ces deux humbles vivans, resserrés dans l'espace,
Dont les regards, les bras, les genoux sont liés,
Ne cherchent, dans la sombre ardeur qui les terrasse,
Ni les jardins d'Asie et ses chauds espaliers,
Ni le lac langoureux sur qui des barques passent,
Ni ces soirs infinis où l'espoir se prélasse,
Mais le bonheur restreint et sans fond d'oublier...

Oublier! Perdre en toi tout l'univers trop tendre,
Engloutir dans ton cœur l'eau d'or des ciels d'été,
Précipiter en toi, pour ne jamais l'entendre,
Le chant silencieux fusant de tous côtés,
Faire de notre amour une tombe profonde
Où parfums, sons, couleurs, s'épuisent, enfermés,
Abolir l'éphémère, envelopper les mondes,
N'être plus, être toi, dormir, mourir, aimer!...

CONFESSION

Je t'aime comme on aime vivre,
A mon insu, et cependant
Avec ce sens craintif, prudent,
Qu'ont surtout les cœurs les plus ivres!

J'ai douté de toi, mon amour,
Quelle que soit ta frénésie,
Puisqu'il faut qu'il existe un jour
Au loin, où, ni la poésie,

Ni les larmes, ni la fureur,
Ni cette vaillance guerrière
Qui criait au Destin : « Arrière! »
N'empêcheront l'humble torpeur.

Jamais je ne fus vraiment sûre
De te voir, quand je te voyais :
Ce grand doute sur ce qui est
C'est la plus fervente blessure!

Tu sais, on ne peut exprimer
Ces instinctives épouvantes :
J'ai peur de n'être pas vivante
Dès que tu cesses de m'aimer!...

LE CRI DES HIRONDELLES

Hirondelles du crépuscule
Qui volez sur un ciel de fleurs,
Un ciel couleur de renoncule
Et couleur de pois de senteurs,

Vous qui mêlez par vos coups d'ailes
Ce rose et bleu des ciels du soir,
Et qui jetez vos cris d'espoir,
Mélancoliques hirondelles,

Cris d'espoir plaintifs, anxieux,
Qu'ont aussi les trains qui pénètrent
Dans l'humble et respirant bien-être
Des horizons silencieux,

Hirondelles mélancoliques,
Qui sillonnez l'azur où luit
La pure étoile spasmodique,
Muet balbutiement des nuits,

Pourquoi vos longs vols en détresse
Percent-ils le cœur, harcelé
Du besoin d'être consolé
De la beauté, de la tendresse,

Consolé même de l'amour,
De sa paix distraite ou pensive,
Quand l'amour n'a pas chaque jour
Ses saintes fureurs excessives?

— Que sais-je de plus fou que vous,
Oiseaux dont les cris tourbillonnent?
Peut-être la nuée où tonne
Le romanesque orage d'août,

Peut-être, dans les soirs trop tendres,
Le flot d'odeurs glissant des bois,
Peut-être le trouble d'attendre,
Secrètement, l'on ne sait quoi...

PROMENEUSE

Tu marchais sous le ciel nocturne,
A l'heure où perlent les grillons,
Près d'un compagnon taciturne;
Tu parlais à ce compagnon.

On sentait que son lourd silence
S'emparait amoureusement
De ta plaintive violence
Qui montait vers le firmament.

Disais-tu à l'homme qui t'aime
Tes regrets, tes vœux, ton ennui?
— Ame solitaire quand même,
Tu te racontais à la nuit!...

LE CIEL GRIS, CE MATIN...

Le ciel gris, ce matin, dénoue
Son frais collier de gai cristal :
La pluie est un soleil qui joue
Avec des rayons de métal.

Le printemps, comme une arche, flotte
Sur les eaux nombreuses, et l'air
Dans ses bonds allègres cahote
Un parfum incisif et vert.

Les branchages, à chaque ondée,
Entendent respirer plus fort
Et se tendre le frais ressort
Des pousses fermes et bondées.

A travers ces préparatifs
De feuilles, de graines, de baumes,
Les oiseaux glissent, légers, vifs,
Rapides comme des aromes.

— Gais oiseaux annonciateurs,
Dont le cri bourgeonne et verdoie,
Vous savez, sous l'eau qui vous noie,
Que le sol est gonflé d'ardeur!

Vous baignez, étonnés, timides,
Et pleins de pépiemens joyeux,
Dans les rais de la harpe humide
Qu'est le mol éther pluvieux!

Vous hissez vers vos courtes ailes,
Vers vos cols dépliés d'amour,
Les chétives plantes nouvelles
Qui font l'ascension du jour.

Pleurs de joie, amoureux baptême,
Scintillement preste et joyeux!
La nue, active et fraîche, sème
Un blé argentin et frileux.

Et puis ce beau jet soudain cesse :
Tout est paisible, frais, câlin;
Partout des gouttes d'eau se pressent
Comme un fin muguet cristallin.

L'atmosphère est mouvementée :
De courtes brises, dans l'éther,
Clapotent, mollement heurtées
Contre le cap des rameaux verts :

Les vents légers s'enflent, s'abaissent;
Que de grâces, de politesses!
J'accueille, dans mon cœur ouvert,
Ces salutations de l'air...

LES POÈTES ROMANTIQUES

J'ai plus que tout aimé la terre des Hellènes,
Une terre sans ombre, un pin vert, un berger,
L'eau calme, une villa rêveuse à Mytilène,
Dans le halo d'odeurs fusant des orangers.

J'ai plus que tout béni le regard d'Antigone
Levé vers le soleil que sa prière atteint;
Mon cœur, semblable au sien et rebelle à l'automne,
Eût souhaité mourir en louant le matin.

J'ai plus que tout chanté la fougueuse jeunesse
Qui bondit et s'éboule et renaît dans ses jeux,
Comme on voit, en juillet, les chevreaux en liesse
Mêler leurs corps naïfs et leurs yeux orageux.

Certes, rien ne me plaît que tes étés, ô monde!
Ces jours luisans et longs comme un sable d'argent,
Où les yeux éblouis, tendus comme une fronde,
Font jaillir jusqu'aux cieux un regard assiégeant.

Je n'ai rien tant vanté que vos vers, Théocrite!
Je les ai récités à vos temples meurtris,
Aux ombres qu'ont laissées vos cités favorites
Dans le blé blanc, couleur de jasmin et de riz.

Enfant, au bord du lac de saint François de Sales,
Où les coteaux semblaient s'envoler par leurs fleurs,
Tant un azur ailé soulevait les pétales,
J'ai repoussé un mol et langoureux bonheur.

Mon âme, ivre d'espoir, cinglait vers vos rivages,
Platon, Sophocle, Eschyle, honneur divin des Grecs,
O maîtres purs et clairs, grands esprits sans nuages,
Marbres vivans, debout dans l'azur calme et sec!

J'ai longtemps comprimé mon cœur mélancolique,
Mais les jours ont passé, j'ai vécu, j'ai souffert,
Et voici que, le front de cendres recouvert,
Je vous bénis, divins poètes romantiques!

Poètes furieux, abattus, révoltés,
Fiers interrogateurs de l'âme et des étoiles,
Voiliers dont l'ouragan vient lacérer la voile,
Vous qui pleurez d'amour dans un jardin d'été,

Vous en qui l'univers tout respirant s'engouffre
Avec les mille aspects des fougueux élémens;
Vous, possesseurs du monde et malheureux amans,
Qui défaillez de joie et murmurez : « Je souffre! »

De quoi? De la forêt, du ciel bleu, des torrens,
Des cloches, doux ruchers d'abeilles argentines?
Dans Aix, sur les coteaux pleins de ruisseaux errans,
De quoi souffriez-vous, mon tendre Lamartine?

J'ai vu votre beau lac farouche, étroit, grondant,
Et la maison modeste où soupirait Elvire,
J'ai vu la chambre basse où pour vous se défirent
Ses cheveux sur son cou, ses lèvres sur ses dents.

De quoi souffriez-vous? Je le sais, un malaise
Teinté de longs désirs, de regrets, d'infini,
Venait sur le balcon transir vos doigts unis,
Lorsque soufflait, le soir, le vent de Tarentaise.

De quoi souffriez-vous? D'éphémère beauté,
D'un jour plein de langueur qui s'éloigne et qui sombre,
D'un triste chant d'oiseau, et de l'inanité
D'être un pauvre œil humain sous les astres sans nombre!

De quoi souffriez-vous? De rêve sensuel
Qui veut tout conserver de ce dont il s'empare;
Et, lorsque la Nature est à chacun avare,
De pouvoir tout aimer pour un temps éternel!

Hélas! Je connais bien ces tendresses mortelles,
Cet appel au Destin, qui ne peut pas surseoir.
Je connais bien ce cri brisant de l'hirondelle,
Comme une flèche oblique ancrée au cœur du soir.

Je connais ces remous de parfums, de lumière,
Qui font du crépuscule un cap tiède et houleux
Où le cœur, faible esquif noyé par le flot bleu,
S'enfonce, en s'entr'ouvrant, dans l'ombre aventurière.

— Lamartine, Rousseau, Byron, Chateaubriand,
Écouteurs des forêts, des astres, des tempêtes,
Grands oiseaux encagés, et qui heurtiez vos têtes
Aux soleilleux barreaux du suave Orient,

Vous qui, évaluant à l'infini la somme
De ce que nul ne peut étreindre et concevoir,
Ressentiez cependant l'immensité d'être homme
Sous le dôme distrait et fascinant du soir,

Vous qui, toujours louant et maudissant la terre,
Lui prodiguiez sans cesse un amour superflu,
Et qui vous étonniez de rester solitaire
Comme un rocher des mers à l'heure du reflux,

Soyez bénis, porteurs d'infinis paysages,
Esprits pleins de saisons, d'espace et de soupirs,
Vous qui toujours démens et toujours les plus sages
Masquiez l'affreuse mort par d'éternels désirs!

Soyez bénis, grands cœurs où le mensonge abonde,
Successeurs enivrés et tristes du dieu Pan,
Vous dont l'âme fiévreuse et géante suspend
Un lierre frémissant sur les murs nus du monde!

Comtesse DE NOAILLES.

L'EXTRÊME-ORIENT

PENDANT LA GUERRE

(1914-1917)

Si, dès la première heure, et avant même que le proche Orient, l'Orient musulman et ottoman ne s'émût, le lointain, l'Extrême-Orient est entré, a eu sa part dans la guerre qui, depuis le 2 août 1914, a éclaté sur le monde, c'est que le Japon, la grande Puissance des pays du Soleil Levant, était depuis douze ans l'allié de l'Angleterre et qu'il a, au premier fracas des armes, avec la fidélité, la loyauté des anciens samurais, uni ses étendards aux nôtres.

Mais il était dans la loi de cette guerre, dans le caractère d'universalité que lui imprimait la gravité croissante des intérêts en jeu, dans la contagion qui, de proche en proche, gagnait tous les continens et toutes les mers, que l'humanité tout entière eût peu à peu l'aperception, la conscience que c'est, non point de telle ou telle nation, de tel ou groupe d'États, mais d'elle-même et de sa destinée qu'il s'agissait.

L'objet de cette étude serait, en traçant le rapide tableau de l'Extrême-Orient pendant ces trois dernières années, de montrer comment, après le Japon, notre allié de la veille, notre compagnon du premier jour, la Chine elle-même, à son tour, est venue, à l'appel des États-Unis, se ranger à nos côtés, et comment, par la communauté d'action et d'intérêts qui s'est ainsi établie entre les deux grands États de l'Asie orientale et les États-Unis, tous trois riverains du Pacifique, cette vaste région du monde se trouve aujourd'hui libérée du pavillon, des sujets, du com-

merce, des entreprises, des menaces de l'Allemagne. L'Asie comme l'Afrique, l'océan Pacifique comme l'océan Indien, nous offrent l'image, nous donnent par avance la saveur de ce que seront l'univers et notre vie lorsque l'emprise et la tyrannie allemandes en seront définitivement éliminées.

I

Au commencement de l'été de 1914, quelques semaines avant que l'Allemagne ne provoquât et déchaînât la guerre qui depuis trois ans ensanglante l'Europe, la situation de l'Extrême-Orient pouvait être décrite ainsi qu'il suit.

En Chine, après deux ans et demi de péripéties et de luttes, le président Yuan-che-Kai, ayant triomphé de ses adversaires de gauche et des partis qui avaient essayé de soulever contre lui les provinces du Sud et de la vallée du Yang-tse, était le maître de la République issue de la révolution de 1911. Soutenu par les généraux, par le haut mandarinat, par les Puissances étrangères qui l'avaient reconnu au mois d'octobre 1913, et lui avaient assuré le concours financier sans lequel il n'eût pu vivre, il avait graduellement substitué à la constitution révolutionnaire sortie des délibérations du premier Parlement de Nankin et aux Chambres législatives dont l'opposition lui faisait obstacle un régime autocratique et personnel comprenant, outre la Présidence, le Conseil d'État, un Sénat purement consultatif, composé de soixante-douze membres, et une nouvelle Chambre *(Li fa yuen)* que devaient élire au second degré des électeurs censitaires, âgés, et triés sur le volet. Le nouveau Cabinet, formé le 2 mai 1914, avait pour président Siu che tch'ang, ancien vice-roi de Mandchourie, ancien vice-président du Conseil privé de l'Empire, qui avait été l'un des hauts fonctionnaires favoris de la dynastie mandchoue et qui, après la révolution, avait été nommé grand tuteur et gardien de l'Empereur. Les autres membres du Cabinet, Souen paoki, ministre des Affaires étrangères, Tchéou tsen tsi, ministre des Finances, Touan k'i jouei, ministre de la Guerre, Leang touen yen, ministre des Communications, étaient d'anciens collègues, des créatures ou des amis du président Yuan. Yuan s'était débarrassé de tous ses rivaux ou ennemis qui avaient, ou succombé dans la dernière sédition de l'été de 1913, ou cherché refuge à

l'étranger. Il avait toute raison de se croire libre et tout-puissant.

Au Japon, l'Empire avait traversé, depuis la mort du dernier souverain, l'empereur Meiji-Tennô, une série de crises parlementaires et presque constitutionnelles sous les Cabinets du marquis Saionji, du prince Katsura et de l'amiral Yamamoto. A deux reprises, l'émeute avait grondé dans Tokyo contre les deux derniers Cabinets dont les chefs impopulaires avaient dû se retirer devant l'opposition du Parlement et de la Nation. Mais la formation, au mois d'avril 1914, du Cabinet présidé par le comte Okuma et qui comprenait, outre le chef entièrement acquis à la cause constitutionnelle, d'ardens partisans du régime strictement parlementaire, tels que le baron Kato, ministre des Affaires étrangères, M. Wakatsuki, ministre des Finances, M. Ozaki, ministre de la Justice, M. Kono, ministre de l'Agriculture et du Commerce, avait rétabli la confiance et le calme au Parlement comme dans le pays. L'Empire avait repris avec une autorité sereine le cours de ses destinées.

Depuis le renouvellement de l'alliance anglo-japonaise (12 août 1905) et le traité de Portsmouth (5 septembre 1905), mais surtout depuis les arrangemens successifs du Japon avec la France (10 juin 1907), avec la Russie (30 juillet 1907), avec les États-Unis (30 novembre 1908), la constellation politique de l'Extrême-Orient était formée par cet accord entre le Japon et les quatre grandes Puissances de l'Ouest, Angleterre, France, Russie, États-Unis, qui s'étaient entendues pour garantir, avec l'indépendance et l'intégrité de la Chine, l'équilibre et la paix de l'Asie orientale et du Pacifique. La Chine, sans être elle-même partie au dit accord, en était la bénéficiaire. L'ordre et le *statu quo* du lointain Orient étaient maintenus, comme l'avaient été pendant de longues années ceux de l'Orient ottoman, par une coalition puissante qui, outre qu'elle veillait à la sécurité politique de l'Asie, assurait la liberté et l'égalité de l'expansion économique dans ces régions dont les richesses naturelles étaient à peine exploitées et dont les besoins ne pourraient manquer de s'accroître.

Seule, de toutes les Puissances ayant des intérêts en Asie, l'Allemagne s'était tenue en dehors des arrangemens ainsi contractés entre le Japon et l'Occident. Elle avait préféré, tantôt dénoncer le péril jaune, tantôt exciter les unes contre les autres les Puissances sur les divisions et l'affaiblissement desquelles

elle comptait édifier sa propre fortune, l'Angleterre et le Japon contre la Russie et la France, la Russie contre l'Angleterre et le Japon, la Chine et les États-Unis contre cet empire du Mikado, considéré depuis son alliance avec l'Angleterre et depuis son rapprochement avec la France et la Russie, comme l'un des ennemis qu'elle devait ruiner et détruire. A l'aide de ces intrigues, elle croyait pouvoir tout ensemble consolider et étendre le domaine si perfidement acquis sur la côte orientale du Chan-Tong et se concilier cependant le bon vouloir de la Chine qu'elle affectait de protéger contre d'autres convoitises. Avec la cécité habituelle que déterminaient chez elle l'esprit de malfaisance, la joie de nuire *(Schadenfreude)* et l'avidité impatiente, elle n'avait pas vu par quelle évolution le Japon, en qui s'étaient mariés les deux cultures et les idéaux de l'Orient et de l'Occident, avait senti la nécessité de ne poursuivre le développement, ou plutôt la renaissance de l'Asie, que dans une pleine entente entre lui et les Puissances de l'Ouest qui comprendraient et approuveraient son dessein. Les expériences de 1894-1895 et de 1900, je veux dire la guerre sino-japonaise et l'insurrection des Boxeurs, avaient été, à cet égard, des enseignemens lumineux pour le Japon, et c'est d'elles qu'il s'était inspiré avant de nouer, d'abord avec l'Angleterre, puis avec la France et la Russie, enfin avec les États-Unis, les accords sur lesquels reposaient solidement désormais, outre l'avenir de ses propres destinées, l'équilibre et la paix de l'Asie. Les conséquences de ce contraste entre l'aveuglement brutal de l'Allemagne et la claire prévision du Japon et de ses alliés n'allaient pas tarder à apparaître, tant sur le ciel du lointain Orient et sur les eaux du Pacifique que sur l'horizon orageux de l'Ouest, sur les mers baignant les côtes de l'Europe.

II

Lorsque éclata, le 2 août 1914, la guerre provoquée par l'agression de l'Allemagne et que, deux jours plus tard, l'Angleterre fut amenée par la violation de la neutralité belge à se ranger aux côtés de la France et de la Russie, le Japon n'hésita pas. Allié de l'Angleterre, et par conséquent de la France et de la Russie, il se mit aussitôt en ligne pour remplir tout son devoir. Le 15 août, le gouvernement impérial du Mikado avait

fait remettre aux représentans du gouvernement allemand, à Berlin et à Tokyo, une note par laquelle, afin de sauvegarder les intérêts généraux prévus dans le traité d'alliance anglo-japonais et d'assurer la paix durable de l'Asie orientale, il invitait le gouvernement allemand :

1° A retirer immédiatement des eaux japonaises et chinoises ses bâtimens de guerre et bâtimens armés de tout genre, et à désarmer ceux qui ne pourraient être retirés;

2° A livrer et remettre aux autorités japonaises, à une date n'excédant pas le 15 septembre, sans condition ni compensation, tout le territoire cédé à bail de Kiao-tcheou, dans le Chan-tong, en vue d'une restitution éventuelle du dit territoire à la Chine.

Cette note étant restée sans réponse, le 23 août, à midi, le gouvernement impérial du Japon fit connaître qu'il se considérait en état de guerre avec l'Allemagne. Une proclamation de l'Empereur commandait à l'armée et à la marine de poursuivre de toutes leurs forces les hostilités contre l'ennemi, et donnait l'ordre à toutes les autorités compétentes de faire, dans l'accomplissement de leur mission respective, tous leurs efforts pour réaliser les aspirations nationales par tous les moyens que permet le droit des gens.

La récupération du territoire de Kiao-tcheou, dont l'Allemagne avait prétendu faire le levier de sa pénétration dans l'Asie orientale et de sa future domination dans la mer Jaune et le bassin du Pacifique, était la première tâche qui s'imposait au Japon. C'était en même temps l'exécution d'un verdict de l'immanente justice et de l'imprescriptible Némésis contre la fourberie et la violence avec lesquelles l'Allemagne, sous prétexte de punir le meurtre de deux de ses missionnaires catholiques, s'était saisie en pleine paix d'un port et d'un territoire qu'elle convoitait et sur lesquels elle avait, après une étude attentive du littoral chinois, jeté son dévolu. Les agens allemands avaient bien songé, au dernier moment, et pour parer un coup mortel, à restituer eux-mêmes à la Chine ce territoire que le Japon leur réclamait par un ultimatum si catégorique. Et la Chine eût peut-être été tentée, par les influences malfaisantes qui s'exerçaient sur le président Yuan, de se laisser entraîner dans cet imbroglio, si le Japon n'avait clairement signifié sa résolution d'accomplir l'acte de revendication et d'expiation qu'il

s'était assigné comme son premier devoir. Je n'ai pas à redire ici la façon magistrale dont en deux mois une escadre et une armée japonaises, assistées de quelques bâtimens britanniques et du petit corps anglais du major-général Barnardiston, réduisirent la forteresse allemande qui capitula le 7 novembre avec ses 222 officiers et 4426 sous-officiers et soldats. Le 11, les vainqueurs faisaient leur entrée solennelle dans Tsing-tao, lavée et purifiée de la souillure allemande. Je n'ai pas à rappeler non plus comment la flotte japonaise, redevenue libre, acheva, avec les escadres anglaise et australienne, d'occuper toutes les colonies allemandes du Pacifique, l'archipel des Samoa, les Mariannes, les Marshall, les Carolines, et de purger les mers lointaines de la présence du pavillon germanique. Tandis que le dernier pirate allemand, l'*Emden*, allait se faire couler le 7 novembre par le croiseur australien *Sydney*, l'escadre allemande, composée de deux croiseurs cuirassés, le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*, et de trois éclaireurs, le *Nürnberg*, le *Leipzig*, le *Dresden*, et qui avait dû évacuer le Pacifique, était attaquée et détruite le 8 décembre, à la sortie des détroits du Sud et à la hauteur des îles Falkland, par l'escadre anglaise du vice-amiral sir F. Sturdee, dont les canons eurent raison en quelques heures des cinq bâtimens ennemis. A partir de ce jour, sur les mers nettoyées et libres, le commerce des Alliés, le transport des troupes et des munitions eurent, par le Pacifique et l'océan Indien, une sécurité absolue. C'est aussi à cette date que le Japon, ayant terminé sa tâche militaire essentielle, put se consacrer, en faveur des Alliés et surtout de la Russie, à la fabrication intensive du matériel de guerre, des munitions, ainsi qu'à l'envoi des équipemens, vêtemens, chaussures, vivres, ravitaillemens de toute sorte, qui, lors de la retraite de Pologne, furent d'un si grand et si providentiel secours pour les armées du grand-duc Nicolas.

Le Japon s'était transformé en une vaste usine de guerre, en un immense atelier, pour subvenir aux besoins des Alliés. Les canons légers ou lourds, les obus de tout calibre, les fusils, les plaques de blindage, le cuivre, les harnachemens, les uniformes, les bottes fabriquées spécialement en Corée, les conserves de poisson, de viande et de légumes, le riz, toute cette quantité infinie de fournitures était expédiée par la voie du Transsibérien qui, certes, à l'origine, ne paraissait pas avoir

été destinée à cet office, et qui devenait la grande artère de communication entre les États-Unis, le Japon et la Russie. Alors que les autres issues étaient fermées ou précaires, alors que la route d'Arkhangel et de Kola même était si pleine d'aléa, le rail sibérien amenait régulièrement à Petrograd, à Moscou, à Kiew, ces transports ininterrompus dont, pendant une si longue période, vécut l'armée russe. Nombre des canons qui, sur le front moscovite, depuis les marais du Pripet jusqu'à Stanislau, Kolomea et Czernowitz, permirent en 1916 la reprise victorieuse de l'offensive russe, venaient directement des arsenaux de Tokyo et d'Osaka.

III

Le gouvernement japonais, après la libération du port de Kiao-tcheou et du territoire de Tsing-tao, considéra qu'il devait, sans plus attendre, déterminer et régler avec le gouvernement chinois les conditions dans lesquelles ces territoires, à la fin de la guerre générale, seraient restitués à la Chine. Une négociation s'imposait. Le gouvernement chinois, que la campagne japonaise avait troublé et inquiété, était tout d'abord aussi peu enclin à accepter cette négociation qu'il l'avait été dix ans auparavant, à la fin de 1905, après la guerre russo-japonaise, à ratifier et homologuer avec les représentans du Mikado celles des clauses du traité de Portsmouth qui concernaient le transfert au Japon des baux, concessions et privilèges que la Russie avait obtenus de la Chine en Mandchourie.

La négociation à laquelle le président Yuan ne se prêtait que d'assez mauvaise grâce ne laissa pas d'être laborieuse. Ouverte le 18 janvier 1915 par la remise au gouvernement chinois d'un Mémoire qui contenait, en cinq groupes, les propositions du gouvernement japonais concernant le Chan-tong, la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure, et certaines concessions dans d'autres régions de la Chine, elle se poursuivit par la remise, les 12 février, 26 avril, 1er mai, de contre-projets successifs des deux Hautes Parties, et se termina, l'accord n'ayant pu s'établir, par un véritable ultimatum qu'à la date du 7 mai le ministre du Japon, M. Hioki, adressa au ministre chinois des Affaires étrangères, Lou tcheng siang. Cet ultimatum renfermait les conditions finales du gouvernement

japonais et laissait à la Chine quarante-huit heures pour faire connaître son assentiment ou son refus. Le gouvernement chinois s'inclina le 9 mai. Le 25 du même mois, après les formalités nécessaires, furent signés entre les représentans des deux gouvernemens deux traités et divers documens annexes.

Le premier de ces traités était relatif au Chan-tong : le gouvernement chinois s'engageait à reconnaître tous les arrangemens qui pourraient être faits ultérieurement entre les gouvernemens japonais et allemand au sujet des droits, intérêts et concessions jusqu'alors possédés dans cette région par l'Allemagne. Il s'engageait, en outre, au cas où un chemin de fer serait construit entre Tche-fou et la ligne jusqu'alors allemande de Kiao-tcheou à Tsinan-fou, à en négocier les conditions financières avec des capitalistes japonais. Il s'engageait enfin à ouvrir aussitôt que possible un certain nombre de ports et de villes dans la province du Chan-tong pour la résidence et le commerce des étrangers. Le second traité était relatif à la Mandchourie et à la Mongolie : les deux Hautes Parties contractantes s'accordaient à proroger pendant quatre-vingt-dix-neuf ans le bail des territoires de Port-Arthur et de Dalny (Ta-lien-ouan), ainsi que les contrats d'exploitation du chemin de fer sud-mandchourien et de la ligne de Moukden à Antoung. Les Japonais obtenaient le droit de résider dans la Mandchourie méridionale et de s'y livrer à tous les commerces, métiers et industries. Ils pouvaient désormais, dans la Mongolie orientale intérieure, s'associer aux Chinois pour les diverses entreprises agricoles et industrielles. Des tribunaux mixtes devaient juger les causes et procès entre Chinois et Japonais. Des ports et villes devaient être ouverts pour la résidence et le commerce des étrangers. Par une série de déclarations et de lettres annexes à ces deux traités, le gouvernement chinois s'engageait à n'aliéner, à ne céder à bail ou autrement à aucune Puissance étrangère aucun territoire de la côte ou des îles du Chan-tong; il fixait à des échéances précises : 1992, 2002, 2007, de l'ère chrétienne, les termes d'expiration des baux de Port-Arthur et de Dalny, des contrats du Sud-Mandchourien et de la ligne de Moukden à Antoung; il déterminait en détail les mines qui pourraient être exploitées par des Japonais dans la Mandchourie méridionale; il s'engageait, au cas où il ferait appel à des instructeurs ou conseillers étrangers dans la Mandchourie

méridionale en matière politique, financière, militaire ou de police, à s'adresser de préférence à des Japonais; il consentait à approuver les arrangemens qui pourraient être faits entre Japonais et Chinois pour l'exploitation des mines et usines d'Han-yang dans la vallée du Yang-tse; il affirmait enfin sa résolution de ne concéder à aucune Puissance étrangère ni arsenal, ni établissement militaire, ni dépôt naval ou de charbon dans la province du Fo-kien. Le gouvernement japonais s'engageait, d'autre part, s'il avait, à la fin de la présente guerre, la libre disposition du territoire cédé à bail de Kiao-tcheou, à le restituer à la Chine moyennant les conditions suivantes :

1° Ouverture de toute la baie de Kiao-tcheou comme port de commerce;

2° Établissement d'une concession *(settlement)* japonaise dans la localité qu'aurait désignée le gouvernement japonais;

3° Établissement d'une concession internationale, si les Puissances étrangères le désirent;

4° Arrangement à faire, avant la restitution du territoire, entre les gouvernemens japonais et chinois, concernant les établissemens et propriétés publiques appartenant aux Allemands, et tous autres détails de procédure.

Le Japon, en même temps qu'il accomplissait ainsi son devoir envers ses alliés d'Occident et qu'il éliminait l'Allemagne des terres et des mers d'Extrême-Orient où elle avait essayé d'asseoir sa domination, s'acquittait une fois de plus de sa mission de paix et d'union envers l'Orient lui-même. Tandis qu'il extirpait du Chan-tong et des Mers jaunes la menace allemande, il soustrayait la Chine aux dangers dans lesquels eût risqué de l'impliquer l'esprit de nuisance et d'intrigue de la politique germanique. Il était, pour la Chine comme pour l'Europe, la vigie attentive à ne plus laisser l'Allemagne tenter par de nouvelles surprises je ne sais quels méfaits contre cette région du monde d'où elle était désormais exclue. La Chine et le président Yuan n'eussent pu que gagner à mieux comprendre et interpréter les intentions et les effets du service que le Japon rendait, non seulement à la cause des Alliés, mais à la sécurité, à la paix, à la liberté de l'Asie orientale.

IV

A la date où étaient signés à Pékin les traités du 25 mai 1915, le Parlement japonais siégeait à Tokyo en session extraordinaire pour discuter et voter le budget complémentaire qui lui était soumis par le Cabinet Okuma. Le comte Okuma avait dû, à la fin du mois de décembre 1914, demander à l'Empereur la dissolution de la Chambre des représentans dont l'énorme majorité était composée des membres du parti dit constitutionnel (Seiyukai), qui avaient soutenu les Cabinets de ses prédécesseurs le marquis Saionji et l'amiral Yamamoto. Des élections générales qui avaient eu lieu au mois de mars était issue une majorité nouvelle, non pas homogène comme la précédente, mais dont les divers élémens, le Doshikai (parti fondé par le prince Katsura), le Kokuminto (parti nationaliste formé des débris de l'ancien parti progressiste), le Chuseikai (parti de M. Ozaki, l'ancien maire de Tokyo), étaient, chacun pour des raisons différentes, favorables à la personnalité et à la politique du comte Okuma. Cette majorité comptait 270 voix environ contre 111.

La session ouverte le 15 mai et close le 10 juin fut, malgré le nombre considérable des voix soutenant le Cabinet, très orageuse et violente. La minorité, composée surtout des membres du parti vaincu, le Seiyukai, ne présenta pas moins de quatre ordres du jour de défiance contre le ministère dont elle attaquait la politique en Chine, la politique intérieure et la politique financière. Le Cabinet Okuma sortit vainqueur de la lutte, après avoir fait ratifier les divers articles de son programme, c'est-à-dire la création de deux nouvelles divisions militaires que depuis trois ans le Parlement avait repoussée, l'augmentation des crédits destinés aux constructions navales et l'adoption des mesures financières requises pour le rétablissement au chiffre de 50 millions de *yen* du fonds annuel de l'amortissement de la dette qui avait été réduit à 30 millions. — Mais, dans le feu de la bataille, plusieurs des membres du Cabinet avaient été si maltraités par l'assaillant que quatre d'entre eux, les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Finances, de la Marine, préférèrent se retirer quelques semaines après la clôture de la session. Le vicomte Kato, ministre des Affaires étrangères, dont la politique à l'égard de

la Chine avait été ardemment combattue, était aussi le ministre le plus visé parce qu'il était le partisan le plus résolu du gouvernement parlementaire selon le type anglais et de la responsabilité ministérielle devant les Chambres. Pour ne pas gêner l'action du comte Okuma, il suivit dans la retraite le vicomte Oura, M. Wakatsuki et l'amiral Yashiro, tout en restant sincèrement attaché à la personne du chef aimé et respecté sous les ordres duquel il avait servi. C'est dans le remaniement partiel qui eut lieu alors que le vicomte Ishii, ambassadeur du Japon à Paris, devint ministre des Affaires étrangères, tandis que l'amiral Kato, MM. Ichiki, Taketomi, Minoura, recevaient les portefeuilles respectifs de la Marine, de l'Intérieur, des Finances et des Communications. Le Cabinet Okuma, affaibli sans doute par la perte de quelques-uns de ses membres les plus distingués, mais allégé et moins exposé pour le moment aux entreprises d'irréconciliables adversaires, allait pouvoir se consacrer entièrement aux efforts qu'exigeait le devoir d'assistance aux Alliés combattant sur tous les fronts de l'Europe. Il allait aussi présider à la célébration de la grande cérémonie rituelle qu'avaient retardée pendant plus de deux ans les deuils successifs de la Cour, à savoir le couronnement à Kyoto du nouvel Empereur.

La Chine, pendant ce temps, je veux dire le président Yuan che kai, s'abandonnait à un dessein ou plutôt à une illusion étrange et qui risquait de compromettre l'œuvre si laborieusement édifiée depuis la fin de 1911. Le président Yuan, se croyant délivré de ses ennemis et affranchi de tout obstacle, s'imaginait pouvoir reconstituer par degrés à son profit le pouvoir personnel et jusqu'au régime même auquel il avait contribué à mettre fin. Ce politicien si avisé, ce mandarin si souple et qui avait su avec tant d'art ménager les transitions entre la révolution et la dynastie de façon à en dégager une république viable, défaisait maintenant tout ce travail et reprenait à rebours les étapes parcourues. Après avoir congédié le Parlement et les assemblées provinciales, fermé les sociétés politiques et les clubs, aboli la constitution de 1912, il s'était prêté à l'élaboration d'une constitution dans laquelle la présidence élective de la République, transformée en présidence à vie, puis en présidence héréditaire, n'avait pour contrepoids, au lieu des anciennes Chambres, qu'un Conseil politique, pure-

ment consultatif, de cinquante à soixante-dix membres, choisis dans la classe mandarinale; au lieu de l'ancien Conseil des ministres, une sorte de Cabinet présidentiel, dans lequel les ministres n'étaient plus que les secrétaires du président; enfin, une Cour suprême d'administration, chargée de contrôler la gestion des diverses classes de fonctionnaires. Yuan che kai avait, dans l'intervalle, quitté son ancienne résidence pour s'installer au Palais impérial, dans les pavillons mêmes qu'occupait à la fin de sa vie l'empereur Kouang-siu. Il avait cru devoir, comme les empereurs, présider lui-même, au Temple de l'Agriculture, aux sacrifices et aux cérémonies rituelles des saisons. Il avait fait épouser à une de ses filles l'ex-héritier du trône désigné pour régner. Il avait enfin fait ou laissé organiser dans tout le pays une vaste campagne de pétitionnement par laquelle le peuple était censé réclamer la transformation de la présidence en empire, Yuan devant être naturellement le chef de la dynastie nouvelle. Toute cette préparation savante, toute cette intrigue était, sinon conseillée, du moins encouragée par les représentans à Pékin de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, qui pensaient se faire les complaisans et les meneurs du nouveau monarque, et contrarier ainsi l'action du Japon et des Alliés qui avaient, au contraire, loyalement soutenu et assisté les débuts difficiles de la République chinoise.

C'est à ce moment, au mois d'octobre 1915, qu'intervinrent le Japon et les Alliés, désireux d'éviter tout ce qui risquerait de troubler la paix intérieure de la Chine et l'équilibre de l'Asie orientale. Le gouvernement japonais, avec autant de tact et de modération que d'opportunité, fit remettre au gouvernement chinois, par son chargé d'affaires à Pékin, M. Obata, une Note fort bien conçue et rédigée, par laquelle, et sans vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures du pays voisin, il s'attachait à montrer tout le danger que pourrait présenter une telle modification apportée au régime que toutes les Puissances avaient reconnu en 1913. Il donnait à la Chine le conseil amical de laisser les choses dans l'état, de ne pas réveiller l'esprit d'inquiétude, d'opposition et de désordre, de ne pas provoquer des troubles qui causeraient un dommage incalculable, d'abord au pays lui-même, mais aussi aux Puissances étrangères ayant des intérêts sur son territoire, et particulièrement au Japon qui se trouve en relations spéciales avec elle. Il ajou-

tait qu'il était guidé par l'unique souci de conserver la paix en Extrême-Orient au moyen de mesures attentives de précaution, et que c'était là pour lui un devoir de bon voisin.

Yuan, mal renseigné sans doute sur le cours des événemens du monde, égaré par les conseils de la légation d'Allemagne, crut pouvoir tout d'abord ne pas tenir compte de cet avis du gouvernement japonais. Il répondit qu'il s'agissait là d'une affaire de politique intérieure, que le gouvernement chinois ne pouvait s'opposer aux vœux du peuple, qu'il était seul responsable du maintien de l'ordre. Lorsque, au mois de décembre, une délégation des diverses provinces se rendit à Pékin pour déclarer au président que les collèges électoraux du pays réclamaient le rétablissement de la monarchie, Yuan affecta de s'être laissé forcer la main et d'avoir dû, le 12 décembre, consentir à la publication d'un décret rétablissant l'Empire. Auprès des uns, auprès des légations des Alliés notamment, il maintenait son titre de président ; auprès des autres, auprès des légations d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, il se laissait traiter d'empereur. Il voulut, à cette date, envoyer à Tokyo un ambassadeur extraordinaire pour féliciter l'empereur Yoshi-Hito après l'accomplissement de la cérémonie du sacre, et lui porter la plus haute décoration chinoise. Le gouvernement mikadonal ayant demandé s'il s'agissait d'une décoration impériale ou d'une décoration républicaine, et si l'ambassadeur serait un représentant du président ou de l'Empereur, Yuan se le tint pour dit et renonça à son projet d'ambassade.

Alors apparurent en Chine les premiers signes précurseurs de l'orage. L'amiral Tsing ju cheng, gouverneur de Shanghai, avait été tué à coups de revolver par deux adversaires de la restauration monarchique. Dans ce même port de Shanghai, un cuirassé, à bord duquel étaient des marins rebelles, tira sur l'arsenal et sur la ville. Au Yunnan, l'ancien gouverneur Tsai, brusquement revenu, leva, le 27 décembre, l'étendard de la révolte, protestant contre le rétablissement de l'Empire. Le mouvement ne tarda pas à se propager et à s'étendre. Des manifestes, signés par tous les chefs révolutionnaires, Sun yat sen, Houang sing, Cheng-ki-mei, et même par d'anciens monarchistes tels que Tsen tchouen hien et Liang si chao, attestaient que la révolte allait grandissant. A la fin de janvier, Yuan fit annoncer que la restauration de la monarchie était ajournée.

Le 23 février, un décret présidentiel rétablissait la République. Mais tous ces actes contradictoires se succédant les uns aux autres trahissaient trop l'affolement, l'incohérence désespérée du joueur qui a perdu sa veine et la poursuit encore. Yuan crut qu'il allait pouvoir s'entendre avec tous ses adversaires conjurés, avec Tsai, avec les chefs révolutionnaires, avec les généraux du Yang tse, qui avaient fait mine de l'abandonner, avec ceux du Nord et de Pékin qui fléchissaient, en leur proposant la réunion à Nankin d'une commission des diverses provinces chargée de décider si le pouvoir devait lui être maintenu ou retiré. Il était trop tard. Le gouverneur du Yunnan, Tsai, consentait à accorder la vie sauve à Yuan, mais à condition qu'il fût banni à l'étranger et condamné à restituer les 60 millions de dollars qu'avait coûté la campagne de restauration monarchique. Vinrent ensuite les défections du dictateur de Canton, Long si kouang qui, après s'être déclaré partisan de Yuan, laissait proclamer l'indépendance de la province; celle du maréchal Feng kouo chang, commandant en chef des troupes du Yang-tse, qui invitait catégoriquement le président Yuan à donner sa démission; enfin celle même du président du Conseil, le général Touan k'i jouei, qui, appelé par Yuan au poste de premier ministre, refusait de se solidariser avec lui et demandait avec instance à résigner ses hautes fonctions. Abandonné de ceux qu'il croyait ses fidèles, huit provinces s'étant déclarées contre lui, le Chan-tong, le Tche-li, la Mandchourie paraissant à la veille de se détacher, Yuan était vaincu. Dans le courant du mois de mai, le bruit se répandit qu'il était gravement malade. Le 30, les dépêches de Shanghai annonçaient qu'il avait été empoisonné. Le 6 juin, sa mort était confirmée et attribuée, par les uns à un suicide, par les autres à une crise d'urémie. Qu'il ait succombé à la maladie, que le jour fatal ait été hâté par une main criminelle ou qu'il ait lui-même, en absorbant une feuille d'or, mis fin à ses jours, sa destinée n'avait plus aucune issue. Sa brusque disparition ne causa ni surprise, ni émoi. Le général Touan k'i jouei, reprenant aussitôt possession de ses fonctions de président du Conseil, annonça qu'en vertu de la constitution de 1912 autocratiquement restaurée, le vice-président Li yuan hong devenait président de la République. Le rêve et la chimère de Yuan une fois dissipés, le régime fondé en 1912 était rétabli comme si rien

n'en eût interrompu le cours, avec cette différence cependant que les troubles civils avaient fait de nombreuses victimes, que des deux côtés, des chefs notoires avaient disparu, et que, si, dans la dernière phase de la crise, le régime républicain de 1912 avait été restauré ou maintenu, c'est surtout parce que les généraux du Sud et du Centre, comme ceux du Nord, s'étaient prononcés contre Yuan.

V

Ce dénouement, en même temps qn'il laissait sans motifs et apaisait les mouvemens insurrectionnels des provinces et rétablissait l'ordre en Chine, donnait satisfaction au Japon et aux Puissances alliées, dont le principal souci avait été précisément de prévenir toute modification, toute atteinte au *statu quo*, à l'équilibre, à la paix de l'Asie orientale.

Le gouvernement japonais qui avait, à la fin de 1916, célébré les fêtes du couronnement de l'empereur Yoshi-hito, qui avait reçu en grande pompe à Tokyo, au mois de janvier 1916, le grand-duc Georges Mikhaïlovitch, chargé de porter au mikado les félicitations du Tsar, et qui venait, durant toute cette période, de porter au plus haut degré d'intensité sa contribution militaire, industrielle, économique aux gigantesques efforts des Alliés en Europe, avait cru devoir saisir cette occasion pour marquer par un nouvel acte son intimité croissante avec la Russie. C'est au plus fort de l'offensive russe sur tout le front de Riga au Dniester, et notamment du général Broussiloff sur le front de Bukhovine, que s'étaient engagées à Pétrograd entre le vicomte Motono et M. Sazonoff les négociations qui aboutirent, le 3 juillet 1916, à la conclusion d'un nouvel accord destiné, comme les accords de 1907, 1910, 1912, à associer et unir les intérêts et l'action des deux gouvernemens et des deux pays dans toute la région d'Asie où leurs territoires et leur influence étaient limitrophes.

Par cet accord, qui ne comprenait que deux articles, les deux gouvernemens s'engageaient tout d'abord à n'accéder à aucun arrangement, à aucune combinaison politique qui pourrait être dirigée contre l'un ou l'autre d'entre eux. Ils s'engageaient, en outre, au cas où leurs droits et intérêts spéciaux en Extrême-Orient seraient menacés, à agir de concert en vue de

prendre toutes mesures propres à assurer la protection et la défense de ces intérêts et de ces droits.

De telles dispositions rendaient vaine d'avance toute tentative qui pourrait être faite dans l'avenir pour séparer les deux Puissances désormais alliées et décidées à ne plus être dupes de la politique de duplicité si longtemps pratiquée par l'Allemagne. Elles donnaient au rapprochement russo-japonais un caractère et un rang égal à celui de l'alliance anglo-japonaise et faisaient de cette union avec la Russie et l'Angleterre, comme avec la France leur commune amie et alliée, la pierre angulaire de la politique du Japon qui, d'ailleurs, en adhérant à la déclaration de Londres du 4 septembre 1914, ainsi qu'aux conclusions de la conférence économique de Paris du mois de juin 1916, avait déjà témoigné hautement de sa ferme résolution de se tenir en une entière harmonie avec ses alliés, non seulement dans les régions lointaines de l'Asie orientale, mais sur tous les points de l'immense et infini théâtre de la guerre.

A l'accord du 3 juillet était joint un arrangement accessoire par lequel la Russie concédait, à titre onéreux, au Japon l'exploitation d'une partie de la ligne ferrée de Mandchourie entre la station de Kouang-chang-tse, qui avait été jusqu'alors le terminus de la section japonaise, et la station de Tao lai tchao, à une distance d'environ soixante milles au Nord, immédiatement voisine de la rivière Sungari, qui est le point de partage des zones d'influence russe et japonaise. Par cette concession se marquait encore le désir des deux gouvernemens de ne laisser subsister aucun malentendu, aucune équivoque sur les limites respectives de leurs sphères d'action dans cette région de l'Asie orientale où ils ne songeaient plus qu'à coopérer étroitement l'un avec l'autre.

Au mois de février de cette même année, le gouvernement mikadoual avait, par une innovation mémorable dans son histoire financière, autorisé l'émission au Japon de bons du Trésor russe, d'une valeur de 50 millions de *yen* à 5 pour 100 d'intérêt et au taux de 95 pour 100. Un syndicat formé des principales banques japonaises avait, à lui seul, absorbé la quasi-totalité de cette émission dont le montant était destiné à payer les fournitures de matériel de guerre et de munitions faites par le Japon à la Russie. — Une nouvelle émission de 70 millions de *yen* devait, l'automne suivant, porter au total de 120 millions de

yen l'ensemble des bons du Trésor russe ainsi placés au Japon.

L'un des effets de la guerre et de l'assistance prêtée aux Alliés en matériel, munitions, vivres, équipemens, fournitures de toute sorte, avait été d'écarter et de résoudre pour le Japon la difficulté la plus grave à laquelle il s'était précisément heurté depuis la guerre de 1904-1905 avec la Russie et depuis la paix de Portsmouth qui ne contenait aucune clause d'indemnité. Alors que, depuis cette date, le gouvernement japonais avait eu peine à équilibrer ses budgets et à trouver dans les ressources du pays les moyens de suffire à son expansion industrielle et économique, voici que maintenant, par l'énorme excédent des exportations sur les importations, par l'accroissement extraordinaire de sa navigation et de son industrie, par les bénéfices considérables qu'en recueillaient la balance de son commerce et sa situation monétaire et ses changes, il était à même de compléter rapidement son outillage, de développer comme il l'avait désiré son armée et sa marine, d'exécuter de grands travaux publics non seulement dans ses îles, mais en Corée, en Mandchourie, en Chine, de payer une partie de sa dette domestique et extérieure, enfin, de prêter à son tour, aux Puissances alliées. Le commerce d'exportation qui, en 1914, était de 591 101 461 *yen*, atteignait, en 1915, 708 306 997 *yen*, en 1916 1 512 000 000 *yen*. Le commerce d'importation atteignait, dans ces trois années, les chiffres respectifs de 595 735 725 *yen*, 532 449 938 *yen*, 569 000 000 *yen*. Tandis qu'en 1914 le commerce d'importation présentait encore un excédent de 4 634 264 *yen*, l'excédent de l'exportation sur l'importation atteignait en 1915 le total de 175 857 659 *yen*, en 1916 le chiffre énorme de 371 millions de *yen*. Une grande partie du commerce d'exportation était sans doute représentée par les fournitures aux Alliés, mais l'accroissement pris par des articles tels que les laines, les serges, les cuirs, est de ceux qui peuvent, jusqu'à un certain degré, survivre à la guerre. La dette extérieure remboursée de 1915 jusqu'à la fin de mars 1917 se monte à 160 millions de *yen*, dont une somme de 40 millions représente la moitié des bons du Trésor japonais placés en France en 1913, et qui n'étaient remboursables que dans dix ans. Outre les 120 millions de *yen* prêtés à la Russie, le Japon a autorisé, à la fin de 1916, l'émission à Tokyo de dix millions de livres sterling (100 millions de *yen*) de bons du Trésor

anglais, au pair et à 6 pour 100, remboursables en trois ans. Le but de la combinaison était de faire remettre aux États-Unis, par l'intermédiaire du gouvernement japonais, et grâce aux conditions favorables de change entre les États-Unis et le Japon, une somme de dollars équivalente à dix millions de livres. Ces diverses opérations n'ont pas empêché le Trésor japonais d'affecter, sur l'exercice 1917-1918, une somme de 80 millions de *yen* à un rachat supplémentaire de la dette extérieure et une somme de 100 millions de *yen* en bons intérieurs aux cinq objets suivants : 1° construction de lignes ferrées au Japon; 2° remboursement d'avances faites sur les fonds des caisses d'épargne à la comptabilité spéciale des chemins de fer de l'État; 3° exécution de travaux publics en Corée; 4° conversion des bons du Trésor coréen ; 5° exécution de travaux publics dans l'île de Formose. Ajoutez à cette liste les sommes déjà convenues pour l'augmentation des forces de terre et de mer, dans un budget qui cependant, pour le même exercice 1917-1918, représente un excédent de recettes de plus de 110 millions de *yen*, et vous vous ferez une idée de l'ère de prospérité économique et financière qu'a ouverte au Japon une guerre dans laquelle il remplit en même temps si loyalement son devoir envers les Alliés.

Malgré ces brillans résultats, dont la plupart lui étaient dus, le comte Okuma, qui, après le couronnement de l'Empereur, avait été élevé au rang de marquis, avait cru pouvoir, à la fin de l'été de 1916, décharger ses épaules d'un fardeau trop lourd et rentrer dans sa retraite de Waseda. Il invoquait à l'appui de sa résolution son grand âge (soixante-dix-huit ans) et les fatigues du pouvoir. Mais sans doute aussi il ne pouvait méconnaître les difficultés que, dans plusieurs sessions, la Chambre des représentans, même celle où depuis les élections générales de mars 1915 il avait la majorité, n'avait cessé de lui opposer. Lui qui avait été pendant toute sa vie le chef des constitutionnels et des parlementaires, qui avait depuis de longues années réclamé la formation de Cabinets de parti, homogènes, s'appuyant sur une majorité, il se rendait compte, par sa propre expérience des deux dernières années, que la constitution même de 1889, les traditions bureaucratiques et militaires, l'influence persistante des « genro, » l'esprit de clans lui faisaient obstacle et ne permettaient pas la réalisation de son idéal politique. Il

lui en avait coûté de voir le vicomte Kato se séparer du Cabinet en 1915, évidemment parce que ce Cabinet n'était pas en mesure, malgré les doctrines et l'autorité de son chef, d'appliquer la politique résolument parlementaire. En se retirant à son tour le 2 octobre 1916, le marquis Okuma rendit hommage à son passé et justice au vicomte Kato, en proposant à l'Empereur le nom de ce dernier pour lui succéder comme président du Conseil. Mais les « genro, » s'ils avaient pu, au printemps de 1914, dans une crise presque inextricable, se résigner à conseiller au souverain de faire appel, malgré ses convictions bien connues, au comte Okuma, qui était le seul homme d'État capable de rétablir une situation compromise, n'étaient aujourd'hui nullement disposés à indiquer à l'Empereur, pour la présidence du Conseil, le nom de l'homme politique qui représentait par excellence, et plus que le marquis Okuma lui-même, la doctrine parlementaire, le système des Cabinets homogènes et de parti, soutenus par la majorité de la Chambre basse. Ils n'hésitèrent pas, au contraire, à désigner comme le plus apte à recueillir la succession du pouvoir le chef reconnu de la tradition bureaucratique et de gouvernement étranger et supérieur aux influences des partis parlementaires. Leur candidat fut le maréchal Teraoutsi, l'ancien ministre de la Guerre, présentement gouverneur général de la Corée, homme d'État de premier ordre, d'ailleurs, et hautement digne de prendre sa place à côté des Ito, des Saionji, des Katsura, dans la lignée des grands conducteurs et maîtres de la politique japonaise.

Le 9 octobre, le Cabinet Teraoutsi était constitué : le maréchal y assumait, avec la présidence du Conseil, l'intérim du ministère des Finances ; le vicomte Motono, ambassadeur à Pétrograd, y recevait le portefeuille des Affaires étrangères; les barons Goto et Den, MM. Okada, Matsumuro, Nakashoji étaient nommés ministres de l'Intérieur, des Communications, de l'Éducation, de la Justice, de l'Agriculture et du Commerce, le lieutenant général Oshima et le vice-amiral Kato restant titulaires des ministères de la Guerre et de la Marine. C'était là un gouvernement fort par les capacités et les talens des membres appelés à en faire partie, et particulièrement propre, par les personnes de son chef et de son ministre des Affaires étrangères, à inspirer confiance aux trois grandes Puissances alliées de la première heure, la France, la Grande-Bretagne, la

Russie. Mais il offrait plus de prise encore que le Cabinet Okuma aux objections et à l'opposition fondamentale des partis rangés sous la bannière du combat contre la bureaucratie, les « genro » et les clans. Ces partis venaient précisément de se coaliser et de s'unir, sous la direction du vicomte Kato. en une seule association, le Kensei-kai (Société de la Constitution), disposant de plus de deux cent trente voix à la Chambre des représentans. Là était, pour le nouveau Cabinet, dès son origine, l'obstacle préjudiciel, la cause indéniable du péril. Le maréchal Teraoutsi, toutefois, n'était pas homme à hésiter, surtout lorsqu'il avait conscience de la tâche qui, ne fût-ce que pour une durée limitée, s'imposait à lui. Il combattrait à visage découvert pour le Japon et pour les Alliés, se fiant à sa destinée.

VI

Trois semaines seulement après la constitution du Cabinet Teraoutsi, le gouvernement chinois, régi, depuis la mort de Yuan che kai, par le président Li yuan hong, mais resté sans vice-président, se compléta par l'élection à la vice-présidence, à la date du 30 octobre 1916, du général Feng kouo chang, commandant en chef des troupes chinoises à Nankin. L'élection fut faite par les deux Chambres du Parlement que Yuan che kai avait dissous, et qui, rappelé par le président Li, avait repris session dès le 1er août. Feng kouo chang, malgré l'attitude conservatrice et modérée qu'il avait jusqu'alors observée, s'était trouvé être, sans doute parce qu'il résidait à Nankin, le candidat des républicains du Sud et du parti avancé du Kuo-ming-tang. Il est possible cependant qu'à son élection aient concouru, non seulement les membres du Kuo-ming-tang, mais aussi les membres de partis plus modérés, ayant des sympathies pour sa personne. L'élection a été, d'ailleurs, considérée comme de nature à satisfaire tout ensemble les républicains du Sud et les partis plus conservateurs du Nord. Elle a été suivie, à quelques jours de date, par la désignation et la ratification parlementaire, comme ministre des Affaires étrangères, d'un diplomate de carrière, Wou ting fang, qui, après avoir été longtemps secrétaire du vice-roi Li hung tchang, puis, à plusieurs reprises, ministre de Chine à Washington, avait, à la fin de 1911, représenté le parti républicain aux conférences de Shanghaï où le parti de

la république l'emporta. Les deux nominations, bien accueillies l'une et l'autre à Tokyo, et qui ne précédèrent que de peu le règlement définitif entre les deux gouvernemens d'un fâcheux incident survenu en Mandchourie entre les troupes japonaises et la police chinoise, avaient été comme l'occasion et le signal du rétablissement entre les deux Cabinets de relations plus satisfaisantes. La disparition de la personne et du régime de Yuan avait été une première cause d'apaisement : l'attitude observée par le nouveau président Li, par le vice-président Feng qui, dès son élection, avait fait des déclarations publiques de sympathie à l'égard du Japon, par le ministre Wou ting fang enfin qui s'exprimait de même dans les termes du meilleur augure, n'a pu que confirmer cet heureux revirement.

Lorsque, à la réouverture du Parlement japonais, le 23 janvier 1917, le nouveau ministre des Affaires étrangères, le vicomte Motono, prononça devant la Chambre des représentans son discours sur la politique extérieure de l'Empire, un long et important passage de cette harangue était consacré aux relations sino-japonaises. Le vicomte Motono, avec autant de franchise que de largeur, reconnaissait les fautes qui, de part et d'autre, avaient pu être commises, mais il rappelait tous les actes par lesquels le gouvernement japonais avait marqué et prouvé son sincère désir d'entretenir avec la Chine les rapports de la plus cordiale entente. Après avoir signalé la situation spéciale qu'occupe le Japon dans les régions de la Chine limitrophes de la Corée et la nécessité pour le gouvernement impérial de sauvegarder les intérêts et droits légitimes qu'il y a acquis, il a ajouté que le Japon n'a aucune intention de poursuivre une politique égoïste en Chine, qu'il est résolu à demeurer d'accord avec toutes les Puissances intéressées, comme lui, au maintien de l'indépendance et de l'intégrité du territoire chinois et qu'il ne se propose, avec elles, que la prospérité et la paix de la grande République voisine.

Dans une autre partie du discours, le vicomte Motono insistait également sur le désir du Japon d'entretenir les relations le plus sincèrement amicales avec le gouvernement et le peuple des États-Unis. Il mentionnait incidemment les propositions que des capitalistes américains avaient faites au gouvernement japonais en vue d'une action commune dans les affaires financières de Chine, en déclarant que le gouvernement impérial

suivrait avec le plus vif intérêt le développement ultérieur du rapprochement économique des deux pays.

Mais le discours était surtout, comme il fallait s'y attendre, un exposé magistral de la politique japonaise dans le grand conflit qui avait ligué contre l'ambition et la barbarie germaniques la plus grande partie du monde civilisé. Il disait la part prise par son pays à cette lutte gigantesque et la ferme résolution du Japon de défendre, non seulement ses intérêts particuliers, mais ceux de ses Alliés et de l'humanité tout entière. Il commentait les réponses faites par les Alliés, y compris le Japon, à la Note allemande du 12 décembre 1916 et à la Note américaine du 21 du même mois, concernant la prétendue proposition de paix des gouvernemens ennemis et les buts de la présente guerre. Une certaine émotion s'était d'abord manifestée à Tokyo lors de la remise par l'ambassadeur des États-Unis de la Note allemande. Mais le gouvernement japonais avait aussitôt, comme les autres Alliés, pénétré la vanité et éventé le piège des soi-disant propositions de la duplicité germanique. Il s'était donc pleinement associé à la réponse des Alliés, en marquant cependant, comme l'indiquait le vicomte Motono, que, si cette réponse ne contenait pas toutes les conditions de paix que les Puissances alliées exigeraient, il n'avait pas manqué, quant à lui, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde de ses droits sur la disposition future des territoires coloniaux reconquis sur l'Allemagne.

Une grande et légitime place était faite aussi dans ce discours aux relations russo-japonaises et à l'accord du 3 juillet 1916 dont le vicomte Motono avait été lui-même le négociateur et le signataire. « Le Japon et la Russie, ajoutait-il, ont de grands intérêts communs à préserver en Extrême-Orient. L'accord intime des deux nations, de même que notre alliance avec l'Angleterre, constitue une garantie indispensable de la paix dans ces parages. » Il avait dit plus haut de l'alliance avec l'Angleterre qu'elle était la base de la politique extérieure du Japon et que la guerre actuelle avait démontré la solidité infrangible de l'alliance, ainsi que ses indiscutables bienfaits.

Mais l'heure était venue où, par les provocations criminelles de l'Allemagne, et plus encore par l'admirable vigilance et fermeté de la première des Puissances neutres, par l'une des plus hautes et des plus nobles résolutions qu'aient jamais prises

dans l'histoire une nation d'un grand cœur et un gouvernement docile au plus sublime idéal, le théâtre déjà si vaste de la guerre allait s'étendre encore dans des proportions inouïes. L'heure était venue où les buts de la guerre, si clairs, si lumineux pour tous les Alliés unis dans la croisade de la liberté contre la tyrannie, allaient, par l'entrée des États-Unis dans le conflit et par la révolution russe, revêtir plus de précision encore et de grandeur et confondre dans la défense d'une même cause la liberté des individus comme celle des peuples, les droits de l'humanité comme l'indépendance des Nations. C'est surtout l'accession des États-Unis à la coalition dont les conséquences devaient aussitôt se faire sentir dans toute l'étendue de l'Extrême-Orient et s'y traduire par des sanctions immédiates. La Chine et le Japon avaient fort opportunément, malgré les dernières crises intérieures, recouvré toute la liberté d'esprit et d'action nécessaires pour pouvoir, dans cette phase décisive de la guerre, jouer le rôle qui leur appartenait et contribuer aux mesures d'exécution ou de garantie qui seraient requises contre la Puissance de proie, désormais condamnée par le verdict des Nations et l'inéluctable destin.

VII

Lorsque, le 4 février 1917, le président Wilson prononça sa sentence et fit connaître solennellement ses résolutions, ce fut pour rompre toutes relations avec l'Empire félon qui, une fois de plus, manquait à ses engagemens, et pour ranger les États-Unis aux côtés des Alliés qui menaient le combat de la liberté, de la justice, du droit. Le président Wilson, en faisant, dès le même jour, notifier à toutes les Puissances neutres par ses représentans auprès d'elles les résolutions ainsi prises et la rupture consommée avec l'Allemagne, leur faisait exprimer sa conviction que ce serait travailler à la paix du monde si elles pouvaient toutes adopter une ligne de conduite analogue à celle à laquelle il avait dû lui-même s'arrêter.

Le Japon, lui, était déjà, et depuis la première heure, dans la lutte. Il ne pouvait que saluer, comme il le fit, avec une sincère émotion et gratitude, l'acte généreux par lequel les États-Unis entraient, à leur tour, dans le conflit pour soutenir la cause de l'humanité et pour avancer l'heure de la paix par la

victoire. Il se félicitait, de plus, de voir fortifier par ce nouvel et puissant lien les accords qui, depuis le 30 novembre 1908, existaient entre les deux gouvernemens pour le maintien du *statu quo*, de l'équilibre et de la paix dans le bassin du Pacifique et dans l'Asie orientale. Il saisissait enfin cette occasion de repousser du pied les perfides et niaises manœuvres par lesquelles le gouvernement allemand avait cru pouvoir l'entraîner avec le Mexique dans une action hostile et traîtresse contre les États-Unis. L'accession des États-Unis à la bonne cause fut célébrée à Tokyo avec autant d'enthousiasme et de foi que dans toutes les autres capitales des Alliés.

Parmi les Puissances neutres, ce fut la Chine qui, la première, entendit et suivit l'appel des États-Unis. Le Cabinet de Pékin adressa sans retard au Cabinet de Washington une réponse par laquelle il faisait connaître dans les termes les plus éloquens son adhésion sans réserve à la communication qui lui avait été transmise. Le ministre Wou ting fang envoyait en même temps au gouvernement allemand une Note de protestation aussi ferme que digne, se terminant par la déclaration que, s'il n'y était pas fait droit, le gouvernement chinois se verrait obligé de rompre ses relations avec la chancellerie de Berlin. La Chine, élevée dans les maximes de Confucius sur l'identité entre la morale des États et la morale privée, et qui, depuis son adoption du régime républicain, se sentait plus rapprochée encore du gouvernement des États-Unis auquel la liaient déjà d'anciennes sympathies, avait compris que la Note du président Wilson lui traçait son devoir et lui donnait l'occasion de rectifier l'attitude obscure trop longtemps observée par le président Yuan che kai dans la grande crise qu'avait ouverte la guerre de 1914. En se plaçant sous l'égide américaine, elle allait du même coup se trouver l'alliée des grandes Puissances d'Occident, toutes prêtes à l'accueillir, et du Japon avec lequel elle désirait, depuis la mort de Yuan, rétablir des relations, non seulement correctes, mais confiantes et cordiales. Jamais chance meilleure ne pourrait se présenter pour elle de réparer les erreurs commises depuis l'année 1900 et de se concilier le durable appui des Puissances dont il lui importait le plus de rechercher et de cultiver l'amitié.

La Chine ne pouvait oublier, d'autre part, tout ce qu'elle avait eu, depuis vingt ans, à souffrir de l'Allemagne qui, après

avoir fait mine de lui venir en aide en 1895, lui avait, en 1897, arraché par violence la cession à bail du territoire de Kiao-tcheou, lui avait imposé, en 1900, la plus humiliante expiation de l'insurrection des Boxeurs, et qui, depuis lors, n'avait cessé de l'exciter dans un dessein intéressé, d'abord contre la Russie, puis contre le Japon, contre la Grande-Bretagne, contre la France. Le président Yuan avait eu la faiblesse de se laisser circonvenir par les intrigues et les flatteries des agens allemands qui, depuis le début de la grande guerre, avaient réussi à l'entourer. Il les avait laissés exercer leur propagande et répandre dans tout le pays les nouvelles les plus tendancieuses et les plus fausses sur les événemens d'Europe. C'est par eux qu'il avait été encouragé dans sa campagne chimérique de restauration impériale.

C'était, ou jamais, le moment de rompre avec tout ce passé, d'exorciser tous ces spectres. Le ministre Wou ting fang, qu'heureusement son long séjour aux États-Unis avait familiarisé avec l'esprit et les idées de la nation américaine, eut la sagesse de ne pas perdre une heure. En vain le gouvernement allemand s'efforça-t-il de démontrer à la Chine que la guerre sous-marine ne pouvait la viser ni l'atteindre, et que de grandes précautions seraient prises pour épargner les bâtimens et les sujets chinois. La Chine, n'ayant pu obtenir plus de satisfaction que les États-Unis et aucun autre gouvernement n'en avaient obtenu, le ministre d'Allemagne, l'amiral von Heintze, sur l'activité duquel l'empereur Guillaume II avait fondé tant d'espérances, reçut ses passeports et dut s'embarquer à Shanghai sur un bâtiment hollandais, avec un sauf-conduit lui assurant le passage par les États-Unis, et de là en Europe. Les ministres de Chine quittèrent de même Berlin et Bruxelles avec tous les consuls et tous les sujets chinois.

La rupture ainsi consommée, le gouvernement chinois prit, sans plus tarder, les mesures qui s'imposaient à l'égard des concessions allemandes de Tien-tsin et de Han-Keou, de même qu'envers les bâtimens allemands internés dans les ports. Il interrompit, d'autre part, jusqu'à la fin des hostilités, tout paiement au gouvernement et aux sujets allemands des coupons des emprunts, dont le bénéfice servait surtout à la propagande pangermaniste. L'Allemagne se trouva en même temps exclue, au grand soulagement des Alliés, du « consortium » financier avec lequel avait été contracté l'emprunt de réorganisation

de 1913. Toutes les entreprises commerciales, maritimes, industrielles des Allemands en Chine furent autant que possible suspendues, les sujets allemands dépouillés des privilèges de l'exterritorialité étant eux-mêmes étroitement surveillés et mis hors d'état de nuire. Le gouvernement chinois se réservait enfin la faculté de prendre par la suite, à l'exemple des États-Unis, et selon ce que les circonstances exigeraient, toutes les dispositions additionnelles propres à accentuer son attitude envers l'Allemagne.

Le Japon appréciait autant, sinon même plus encore que les autres Alliés, le divorce qui délivrait la Chine de l'emprise allemande. Il accueillit très volontiers cette éventualité nouvelle d'une Chine faisant bloc avec les États-Unis et avec lui contre les Puissances germaniques. Au rêve pangermaniste d'une Allemagne appelée à dominer l'Asie d'un côté, à l'Ouest par l'Asie Mineure, le Taurus et la ligne de Hambourg à Bagdad, de l'autre à l'Est, par Kiao-tcheou, le Chan-tong, le Tcheli et toutes les extensions projetées, se substituait l'union, la coopération en Extrême-Orient et sur le Pacifique des trois grands États riverains, les États-Unis, le Japon et la Chine, simultanément alliés aux trois grandes Puissances d'Europe, la France, l'Angleterre, la Russie, ayant précisément les plus grands intérêts territoriaux, politiques et économiques en Asie. — Dès aujourd'hui, par l'impuissance à laquelle la réduisait l'effondrement de tout son domaine colonial et la disparition des mers de son pavillon militaire ou marchand, l'Allemagne est exclue de cette vaste région du monde où elle avait espéré se créer un Empire. Le Pacifique et l'Asie sont à l'abri de ses atteintes. Il y a là une heureuse portion du globe déjà lavée et purifiée de la souillure, de la lèpre allemande, et qui nous donne l'avant-goût de ce que sera l'univers définitivement affranchi où les poumons respireront un air libre, où l'humanité pourra reprendre le cours de ses destinées et se vouer en paix à l'avenir de la civilisation pour laquelle la « kultur » teutonne eût été, au cas où elle eût triomphé, un si effroyable péril.

Pendant de longs siècles la Chine et le Japon s'étaient eux-mêmes volontairement enfermés dans leur isolement, exclus de tout rapport avec l'univers. Le continent américain était ignoré, inexistant pour l'ancien monde; et quand, trois siècles après la

découverte de Christophe Colomb, les descendans des émigrans du Royaume-Uni fondèrent entre le Canada et les embouchures du Mississipi la république des États-Unis, eux aussi, ils eurent d'abord pour politique d'écarter d'eux l'Europe et de ne pas intervenir eux-mêmes dans les affaires européennes. Tels furent, à l'origine, le sens et le but de la doctrine formulée en 1823 par le président Monroe. Or, il est arrivé que ce sont les États-Unis qui ont les premiers, de 1840 à 1853, successivement ouvert au commerce et aux rapports internationaux la Chine, la Corée, le Japon. Et c'est le président Wilson qui aujourd'hui fait de la doctrine de Monroe la formule même de l'union entre l'ancien et le nouveau monde. « Je propose, disait-il dans un message au Sénat du 22 janvier dernier qui contenait ses vues sur la future paix, sur les garanties et sanctions de cette paix; je propose que les diverses nations acceptent d'accord la doctrine du président Monroe comme la doctrine du monde, qu'aucune nation ne cherche à imposer sa politique à un autre pays, mais que chaque peuple soit libre de fixer lui-même sa politique personnelle et de choisir sa propre voie vers son développement. » Et il ajoutait dans son adresse inaugurale du 4 mars : « Nous ne sommes plus des provinciaux : les événemens tragiques des trente mois de guerre que nous venons de vivre nous ont constitués citoyens du monde. Toutes les nations sont également intéressées à la paix du monde, à la stabilité politique des peuples libres et sont également responsables de leur maintien. » C'est ainsi dans la région de l'univers jadis le plus fermée aux communications avec le dehors, et par l'initiative de la grande République du nouveau monde la plus rebelle par principe à tout accord avec l'Europe qu'aura été scellé, dans la présente guerre, le pacte d'alliance le plus vaste et le plus compréhensif qui ait jamais uni les hommes. Ce sera le grand et impérissable honneur du président Wilson d'avoir été l'initiateur et comme le prédicateur de cette nouvelle croisade. Ce sera aussi pour les deux nations de l'antique Asie, pour le Japon allié de la veille, pour la Chine qui a entendu l'appel des États-Unis, un titre glorieux d'avoir été, dans cette lutte, du côté de la justice et du droit contre la barbarie, du côté de la lumière contre les ténèbres.

VIII

A la fin du mois de janvier de cette année, le lendemain même du remarquable discours prononcé par le vicomte Motono devant la Chambre basse sur la politique extérieure de l'Empire, le gouvernement japonais avait dû dissoudre la Chambre des représentans dont la majorité avait fait une opposition irréconciliable au Cabinet. Le motif de cette obstruction était le grief préjudiciel contre le Cabinet de n'avoir pas été formé selon les principes du gouvernement parlementaire, d'être l'élu des « genro » et des clans, de représenter, non la nation, mais la tradition bureaucratique et militaire. A ce grief, articulé par le vicomte Kato, chef du Kensei-kai et de toute la coalition antiministérielle, le maréchal Teraoutsi répondit le 9 février, dans un discours adressé à la réunion des gouverneurs de provinces en rappelant que, d'après la constitution impériale de 1889, les ministres sont responsables, non devant les Chambres, mais devant l'Empereur; que, d'ailleurs, le Parlement comprend, non-seulement la Chambre des représentans, mais la Chambre des Pairs, que la Chambre basse ne peut donc à elle seule inspirer ou dicter la politique du gouvernement. Il ajoutait que le Cabinet, loin de méconnaître l'importance de la Chambre basse, s'était au contraire attaché à lui exposer ses intentions, ses desseins, et s'était efforcé de rallier ses suffrages, qu'il regrettait de n'avoir pu la convaincre, mais qu'il ne pouvait vraiment renoncer pour elle au devoir d'accomplir la tâche que le souverain lui avait confiée.

Les élections générales pour le renouvellement de la Chambre ainsi dissoute viennent d'avoir lieu, à la date du 20 avril. Elles ont eu pour résultat la défaite de l'opposition, réduite de 230 à 155 voix, et la victoire du Cabinet qui disposera désormais de 216 voix. Non que le Cabinet, qui demeure fidèle à ses origines et à son principe, entende se subordonner à un parti proprement parlementaire, mais, et tout en n'étant responsable que devant l'Empereur, il ne fait pas difficulté d'être soutenu dans la Chambre nouvelle par le parti constitutionnel, (Seiyukai) qu'avait jadis fondé le prince Ito, sur lequel s'étaient, l'un après l'autre, appuyés, non seulement le prince Ito et le marquis Saionji, mais le prince Katsura et l'amiral Yamamoto,

et qui vient d'obtenir aux élections générales cette majorité de plus de 200 voix.

Le maréchal Teraoutsi et le vicomte Motono, ministre des Affaires étrangères, restent donc au pouvoir et se dédieront avec plus de sérénité et de confiance aux grands objets extérieurs ou domestiques qui réclament toute leur attention. Les sympathies envers notre pays du maréchal Teraoutsi qui, après avoir été l'élève de notre école de Saint-Cyr, est revenu pour plusieurs années à Paris comme attaché militaire, et du vicomte Motono, docteur en droit de notre Université, et qui, dans ses différentes missions à Bruxelles, à Petrograd, à Paris, s'est montré un constant et sincère ami de la France, nous sont un sûr garant de l'esprit dont continuera de s'inspirer leur gouvernement. Les déclarations faites par eux en octobre 1916 comme au mois de janvier 1917 ne nous laissent aucun doute sur la façon dont ils poursuivront leur tâche envers leur propre pays et envers les Alliés. Les dispositions dont le vicomte Motono, dans son discours du 23 janvier dernier, s'était déjà fait l'interprète à l'égard des États-Unis et de la Chine n'ont pu être que singulièrement confirmées et fortifiées par les événemens survenus depuis lors et par le fait que les États-Unis et la Chine se sont maintenant ralliés à notre cause commune. Il n'en aura qu'une autorité et une facilité plus grandes pour resserrer les liens entre les trois gouvernemens dont l'objet et l'œuvre consisteront, en secondant de tout leur pouvoir les efforts des Alliés, à préserver cette région du monde, non pas seulement pendant la présente guerre, mais après le rétablissement de la paix, contre un retour offensif de l'ennemi. Ce n'est pas d'ailleurs pour un jour et pour une seule campagne que la ligue entre les trois riverains du Pacifique doit s'être ainsi faite et constituée contre l'Empire insolent et jaloux qui, par la bouche de Guillaume II, avait successivement dénoncé le péril américain et le péril jaune : elle devra, au contraire, survivre à la victoire et réaliser ce qui a été, dès le début de l'ère de Meiji, le noble idéal de la révolution japonaise, l'union durable entre l'Orient et l'Occident.

A. Gérard.

NOTRE AVENIR ÉCONOMIQUE

FRANCE ET ESPAGNE

La guerre implacable, qui déchire l'Europe depuis près de trois ans, sera nécessairement suivie d'une après-guerre économique, à laquelle tous les peuples se préparent, comme ils auraient dû tous se préparer à la guerre elle-même. Les cadres de ces hostilités nouvelles resteront, dans leurs grandes lignes, ceux que trois ans d'association armée vont avoir solidement établis. Après comme avant le traité de paix, les amis demeureront, il faut l'espérer, des amis, et les adversaires actuels ne se réconcilieront pas assez pour ne pas chercher à restreindre, dans la mesure du possible, leurs relations d'affaires. Il n'est pas probable et il n'est pas à souhaiter qu'une telle convulsion amène l'établissement rapide de cette fraternité universelle qui suscitait, il y a trois ans, l'enthousiasme illusionné de quelques rêveurs. L'après-guerre économique présentera même cette différence avec la guerre à coups de canon que toutes les neutralités apparentes ou réelles d'aujourd'hui en seront éliminées. Comme la continuation des hostilités le met déjà de plus en plus en lumière, chaque peuple, sans exception aucune, sera forcé d'adopter un camp, sous peine de se trouver, plus encore que dans nos conflits militaires, pris entre deux feux. Personne ne pourra plus sans risques se dire « l'ami de tout le monde. » Il faudra choisir. Aussi, dans cette veillée des armes commerciale et industrielle qui coïncide avec la dernière phase de la lutte, chacun cherche-t-il à apprécier les ressources et les

besoins de ses alliés, de ses voisins, de ses fournisseurs ou cliens possibles, afin de concevoir l'état des marchés à venir, les centres de production utilisables, les développemens à provoquer, à favoriser ou à craindre, la direction et l'intensité des futurs courans économiques.

Il se fait, dans cet ordre d'idées, tout un grand travail souterrain que ne mentionnent pas les « Communiqués, » mais pour lequel nous ne saurions ignorer l'ardeur minutieuse, organisée et persévérante qu'apportent nos ennemis. A ne considérer que les pays neutres (dont le nombre, fort heureusement, diminue de jour en jour), un double danger nous menace : l'accumulation par les Allemands des stocks qui devront, au premier jour, leur fournir des matières premières ou leur permettre de servir des produits fabriqués à leurs anciens cliens et la substitution sournoise de marques neutres aux marques germaniques que nous aurons décidé de boycotter. De notre côté, on ne reste pas non plus inactif et, malgré l'individualisme trop prononcé qui entrave nos groupemens, il suffit de rappeler quelles vastes organisations ont été conçues pour les matières colorantes ou pour les métaux : organisations dans lesquelles des parts seront sans doute attribuables à d'autres qu'aux onze peuples alliés. A l'occasion de ces efforts, les sympathies, les communautés de sentimens que détermine l'unité de race peuvent favoriser des associations d'intérêts qui, à leur tour, sont le plus solide fondement des amitiés. Pour nous, Français, en particulier, il est tout indiqué de vouloir étudier plus à fond le seul de nos grands voisins qui n'ait pas pris part à la guerre actuelle; non pour tendre à modifier sa neutralité sincère et bienveillante, mais afin de jeter, sur les deux versans des Pyrénées, les bases de relations économiques plus étroites et plus fructueuses. Il existe là deux peuples séparés par une frontière naturelle assez nette pour que toute hypothèse d'un conflit entre eux puisse être heureusement écartée; et, néanmoins, cette frontière naturelle va bientôt, avec l'ouverture prochaine des deux transpyrénéens, cesser d'être une barrière. Leurs rapports d'affaires sont déjà nombreux et doivent le devenir plus encore. A bien des égards, ils se complètent; sur quelques points seulement, pour lesquels ils doivent aisément s'entendre, ils peuvent se trouver en compétition. Chacun d'eux a tout avantage à être en bons termes avec l'autre; et chacun

des deux ne peut que gagner à voir son voisin prospérer; car on ne fait de bonnes affaires qu'avec les riches. Si l'on joint à cela certains rapprochemens d'esprit manifestes qui entraînent un pareil souci prédominant du droit et de l'honneur, on comprendra que l'Espagne et la France sont également intéressées à mieux se connaître, à voisiner, à converser plus intimement et plus souvent.

Pour faciliter ces rapprochemens, l'Institut de France avait déjà pris l'initiative d'une mission littéraire, artistique et scientifique, dont M. Étienne Lamy a exposé ici les résultats. Une seconde mission de l'Institut est partie pour l'Espagne, au mois de novembre 1916, composée cette fois, dans un esprit différent, d'hommes que leurs habitudes intellectuelles, leurs travaux et leurs fonctions conduisaient à envisager plus volontiers le côté pratique des problèmes, ou tout au moins à chercher et à désirer l'application réaliste de la science. Cette mission peut être considérée comme la mise en œuvre d'une idée que je crois fondamentale pour l'avenir de notre pays et qui, malgré certaines résistances occultes, commence à faire son chemin : l'association efficace et constante de la science française avec l'industrie; la démolition de cette cloison étanche qui, pendant une période trop longue où l'on a rompu avec la tradition des Lavoisier, des Thénard, des Berthollet, des Gay-Lussac, des Monge, des Prony, de tous ceux qui fondèrent la science française au début du XIXe siècle, a prétendu enfermer l'Académie des Sciences dans une tour d'ivoire dédaigneuse, pour ne plus laisser briller devant des yeux hypnotisés que les boutons de cristal des mandarins.

Dans le voyage de cinq semaines qui a été fait à cette occasion, on s'est proposé de voir et d'apprécier, non plus la grande Espagne du passé, l'Espagne du Cid, des conquistadores, de Cervantes ou de Velazquez, mais la non moins grande Espagne du présent, celle des forces hydrauliques, des mines, des sucreries, des industries mécaniques et chimiques : une Espagne nouvelle que regardent en général trop distraitement les touristes, séduits d'abord par les musées, les palais arabes ou les cathédrales; une Espagne qui me paraît être le pays d'Europe le plus intéressant pour les industriels et les financiers par ses perspectives de développement prochain. On a abordé ainsi des groupemens humains très actifs et très vivans qui sont ceux

des Chambres de commerce ou des Chambres industrielles, des Écoles techniques, des laboratoires, et, pour employer un terme très espagnol, du *Fomento*, de cet échauffement, de cet excitement, de cet encouragement (pour traduire le mot dans son sens littéral), qui embrasse les travaux publics, le commerce et l'agriculture.

Ayant eu l'honneur d'être associé à ce voyage, je me suis trouvé, pour ma part, conduit à visiter, en des villes que je croyais bien connaître, un pays tout différent de celui qui m'avait attiré et ravi, souvent passionné, dans mes excursions antérieures, un peu surpris tout d'abord, je l'avoue, d'aller voir un haut fourneau ou un chantier de mine poudreux quand m'appelaient au voisinage de vieilles demeures armoriées, des statues gothiques ou des retables aux fines sculptures, d'avoir à examiner des alambics non loin du Prado, de visiter des installations de port à Séville ou une fabrique de sucre à Grenade, mais bientôt conquis par tout ce que je découvrais ainsi de vie agissante ou latente, de fermentation féconde, d'ardeur au travail, d'évolution rapide vers l'industrie la plus moderne. Un point de vue nouveau suggère toujours des idées nouvelles, ou incite à coordonner différemment des idées anciennes. Ce sont quelques-unes de ces idées que je voudrais exposer ici, parmi celles qui touchent le plus vivement à nos préoccupations présentes, et en envisageant uniquement les « choses d'Espagne » dans leurs rapports possibles avec notre pays.

Il ne s'agit pas de révéler aux Français, suivant un mot qui nous a été plus d'une fois redit avec amertume, que l'Espagne n'est pas seulement la patrie des castagnettes, des cigarières et des toreros : cette découverte, si elle a jamais été nécessaire, est réalisée depuis longtemps; mais peut-être, sur quelques points plus précis, est-il certaines observations utiles à répandre, aussi bien d'un côté de la frontière que de l'autre, pour faciliter les rapprochemens économiques. En les énonçant avec franchise et avec des restrictions nécessaires que l'atmosphère trop chaude des banquets ou des réceptions cordiales amène parfois à négliger, je n'ai pas besoin d'ajouter que je parlerai en mon nom tout personnel, plutôt à l'occasion d'une mission récente que comme suite à celle-ci. J'ai regardé l'Espagne avec infiniment de sympathie, une sympathie qui n'est pas celle d'un converti, mais celle d'un Latin incorrigible, et ce Latin s'est

très généralement réjoui de la transformation qui s'opère au delà des monts. Mais on doit la vérité surtout à ses amis. Il pourra donc arriver incidemment que je ne paraisse pas trouver tout parfait en Espagne; je ne crois pas non plus tout parfait en France. Devrai-je alors garder le silence? Ce n'est pas par des congratulations réciproques que l'on progresse. Il vaut mieux, ce me semble, mettre le doigt là où il reste un effort à faire, un défaut à déraciner, alors qu'il ne s'agit pas de problèmes intérieurs où les amis les mieux intentionnés n'ont rien à voir. On peut le faire d'autant plus nettement que, presque toujours, les faiblesses des Espagnols sont aussi les nôtres. Nous sommes frères, même en cela. L'Espagne a des ressources matérielles énormes, et sa population possède toutes les qualités nécessaires pour mettre ces ressources en valeur. Elle l'a déjà commencé dans une large mesure. Elle peut plus encore. Il ne sera pas dit, même au delà des Pyrénées, qu'une mauvaise organisation, sur les vices de laquelle nos voisins sont généralement d'accord, une administration de politiciens aux opinions changeantes, empêchent tant d'élémens fructueux de prospérer autant qu'ils le devraient.

LA QUESTION MINIÈRE

Afin de mettre un peu d'ordre dans un sujet très complexe et qui demanderait presque un volume, j'examinerai tour à tour les principales ressources actuelles de l'Espagne et ce qu'elles peuvent comporter d'utile pour la France, en insistant, comme je l'ai dit, sur les moyens de les mieux utiliser. On m'excusera de traiter avec quelques développemens la question minière, dont l'importance est ici de premier ordre, en me bornant à effleurer d'autres parties qui touchent moins particulièrement notre pays. Ce n'est pas un tableau de toute l'industrie espagnole que j'essaye de tracer, et je serai conduit à en retrancher tout ce qui n'a qu'un rôle purement national.

Les ressources d'un pays, envisagées dans un sens très large, peuvent se diviser en plusieurs groupes principaux : matières premières à extraire une fois pour toutes du sol par le travail des mines; forces hydrauliques susceptibles de remplacer d'une façon plus durable le charbon de terre; sol cultivable pouvant emprunter à l'air, aux nuages, au soleil, des

élémens chimiques et des calories indéfiniment renouvelés; facilités de communication intérieures ou extérieures permettant la pénétration utile ou le transit fructueux des produits étrangers, l'exportation féconde des produits nationaux; enfin capital argent et capital humain.

Pour l'ensemble des matières minérales, l'Espagne est, dans l'ensemble, merveilleusement douée. C'est, on peut le dire, le pays d'Europe le plus riche en métaux, celui qui soutient le mieux la comparaison avec les régions productrices du Nouveau Monde. Cependant, cette affirmation qu'aucun mineur, je crois, ne contredira et qui fut classique dès l'antiquité, ne semble pas conforme aux calculs des statisticiens. Pour ne prendre qu'un chiffre global, la production minière de l'Espagne en 1913 est estimée à 572 millions de francs, tandis que celle de la France, par exemple, dépasse officiellement 800 millions sur le carreau des mines. Cette contradiction apparente tient, en partie, à ce que les gisemens espagnols ne sont pas complètement mis en valeur; mais elle résulte surtout de ce que l'Espagne, abondante en plomb argentifère, en cuivre, en zinc, en mercure, en petits métaux divers, en pyrites sulfureuses, voire autrefois en or et peut-être demain en platine, se montre, au contraire, pauvre en combustibles minéraux : c'est-à-dire qu'elle paraît manquer de cette richesse minière primordiale, en regard de laquelle les autres ne sont qu'accessoires et ne peuvent même pas être totalement utilisées. Je n'ai pas besoin de revenir sur cette importance de la houille dans notre forme de civilisation moderne, ayant traité le sujet ici même. Or, dans le tableau de la production houillère européenne, l'Espagne vient loin en arrière, et ses 4 millions et demi de tonnes font piètre figure, je ne dis pas seulement à côté des 260 millions que produisent la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, mais même en regard des 42 millions de tonnes attribuées à l'Autriche, des 41 millions que fournit la France, des 27 millions extraits en Russie ou des 23 millions sortis de terre en Belgique. Il lui faut importer près de la moitié de sa consommation (au moins 3 millions de tonnes). La houille espagnole représente 76 millions de francs d'extraction annuelle (lignite et anthracite compris) contre 639 millions pour la houille française. On doit ajouter, ce qui est plus grave, que la production augmente ici avec une lenteur relative que fait encore ressortir la rapidité de

l'essor simultané dans les autres pays : 4,4 millions de tonnes en 1915 contre 3,2 en 1905 et 1,8 en 1895. Y a-t-il là disette définitive et irrémédiable, ou simplement provisoire, c'est le problème capital dont dépend en grande partie l'avenir industriel de l'Espagne et qu'il convient d'examiner dès le début. Car la solution actuelle, qui consiste à acheter annuellement 3 millions de tonnes de combustibles étrangers, ne saurait être, malgré les facilités d'importation offertes par les côtes espagnoles, qu'un moyen accessoire. Avec le développement futur de toutes les industries européennes et la concurrence croissante des pays entre eux, chacun éprouvera de plus en plus durement la nécessité de subvenir à ses propres besoins. J'ajoute aussitôt que la question nous touche aussi très vivement. La situation géographique des principaux charbonnages espagnols et le manque de débouchés intérieurs que cette situation entraînera longtemps encore, permettraient, si la production houillère espagnole se développait, de l'envisager momentanément comme un appoint très intéressant dans nos régions méridionales de France.

On connaît et l'on exploite, dès à présent, en Espagne, deux zones de charbon principales : celle des Asturies et de Léon et celle de la Sierra Morena (Peñarroya-Belmez-Puertollano), auxquelles s'ajoutent quelques bassins accessoires, ou des lignites, comme ceux de Teruel (dont le cubage a été estimé à 650 millions de tonnes). En 1913, sur 4 millions de tonnes extraites en Espagne, le groupe Asturien en a produit 2,7 millions (près de 3 millions en 1915 sur 4,4 millions) et le groupe de la Sierra Morena 750 000 tonnes. Peut-on découvrir de grands bassins nouveaux? Peut-on développer davantage ceux qui existent?...

Dans toute découverte de houille, il y a deux stades, plus distincts qu'on ne le croit généralement : il faut d'abord rencontrer ces terrains d'âge carbonifère qui, en Europe, contiennent généralement les combustibles; il faut ensuite, dans ce carbonifère productif, reconnaître des couches de charbon utilisables. En ce qui concerne les découvertes de larges zones carbonifères nouvelles pouvant devenir fructueuses, il est prudent de ne pas trop compter sur l'avenir. En Espagne comme dans la plupart des pays européens, la carte géologique est maintenant établie, au moins d'une façon très approximative.

Le terrain houiller, tant par son aspect caractéristique que par sa valeur marchande, est peut être celui de tous qui a eu le moins de chances de passer inaperçu lorsqu'il existait à la surface. On ne peut espérer le trouver, avec une vaste extension, en dehors des bassins déjà connus, que lorsqu'il est masqué au jour par un manteau, par un recouvrement de terrains plus récens. C'est de cette manière, par exemple, qu'ont été obtenus les grands succès récens en Belgique, en Hollande, en Allemagne, par des sondages traversant le crétacé ou le tertiaire. C'est ainsi également qu'on a reconnu en France le houiller souterrain de la Lorraine ou de la plaine de Lyon. Mais, en règle générale, on n'explore guère par ce moyen coûteux que le prolongement plus ou moins direct de bassins houillers déjà visibles et exploités ; nous n'en sommes pas encore à la période, qui viendra un jour, où les gouvernemens entreprendront l'exploration méthodique du sous-sol primaire et de ses richesses cachées sous les grandes cuvettes de sédimens stériles, telles que le bassin de Paris et celui de la Garonne, ou, en Espagne, les plaines de la Manche, les vallées de l'Èbre et du Guadalquivir. Étant donnée la disposition des bassins houillers espagnols, on n'aperçoit guère qu'une région où des recherches par extension directe soient indiquées : c'est le bassin des Asturies dont je vais reparler. Ailleurs, aucune campagne de sondages ne s'impose avec des chances sérieuses de réussite. Les petits bassins houillers des provinces de Cordoue, Jaen, Ciudad Real et Badajoz pourront être l'objet d'affaires financières brillantes et de trouvailles limitées qui doubleront, tripleront leur tonnage : ils ne donneront jamais lieu à une révélation sensationnelle de nature à transformer l'aspect sous lequel nous apparaît l'industrie houillère espagnole. Ce sont les équivalens de nos bassins de la France Centrale, remplissage d'anciens lacs limités, simples poches appelées à se vider dans un temps restreint.

J'ajoute que, si l'on envisage l'industrie minière espagnole d'un point de vue français, c'est encore le bassin des Asturies qui appelle notre attention : les autres bassins houillers n'étant intéressans pour nous que par une rémunération possible apportée à nos capitaux.

Ce n'est pas ici le lieu d'étudier techniquement ce bassin compliqué des Asturies, et je ne voudrais pas, en signalant sa

valeur présumée par quelques phrases brèves, dépouillées des réserves nécessaires, imiter ces journalistes pressés qui nous annoncent chaque jour avec indignation l'existence de telle ou telle richesse minière méconnue sur le sol français. Ces charbonnages des Asturies ont une réputation assez médiocre parmi nos industriels ; et cette mauvaise réputation est en partie justifiée : couches minces, tourmentées, souvent redressées verticalement, cendreuses, ne donnant pas ou donnant rarement du charbon à coke ; renversemens de terrains encore mal compris; moyens de transport difficiles arrêtant l'exportation vers l'intérieur de l'Espagne; morcellement habituel des concessions espagnoles paralysant une mise en valeur extensive, toujours coûteuse, etc., etc. L'essor des charbonnages asturiens, depuis longtemps prévu, fréquemment annoncé, a été jusqu'ici une question à éclipses, marquée déjà par quelques faux départs et, pour avoir cru prématurément à un développement trop rapide de la région, plus d'une affaire y a déjà sombré. Voici cependant quelques réflexions très simples qui plaident en faveur de ce pays. Il existe là un ensemble de terrains houillers dont l'étendue visible, dans les deux provinces des Asturies et de Léon, dépasse 500 000 hectares et dont le prolongement caché doit être considérable : un bassin à couches marines comme celles du bassin houiller franco-belge; ce qui, pour un technicien, implique une certaine régularité de dépôt, des chances de continuité dans les couches. Or, ce bassin, qui, dans son état actuel, fournit à lui seul les deux tiers de la production espagnole et dont le cubage officiel, d'après le directeur de l'Institut géologique espagnol, dépasserait 3 milliards de tonnes de houille, n'a été, jusqu'ici, l'objet que de travaux absolument superficiels, ne constituant en aucune façon une exploration sérieuse; malgré les recherches théoriques de géologues éminens, espagnols ou français, il est, à vrai dire, pratiquement presque inconnu.

Cela ne démontre pas qu'il soit riche; mais cela implique des possibilités dont l'économiste doit tenir compte. La question de sa mise en valeur est mûre et les prix exorbitans, auxquels la guerre a porté le charbon en Espagne, auront contribué à en accélérer la solution. La production de 1916 a marqué un accroissement notable et l'Association des mines asturiennes s'est résolue à employer une grande partie de bénéfices excep-

tionnels en travaux d'installation. Les projets grandioses de tous genres ne manquent pas, favorisés par la chaude imagination espagnole. Le gouvernement s'y intéresse activement et ses ingénieurs ont déjà entrepris des sondages pour rechercher le prolongement Nord du houiller dans le sens de la mer. Vers le Sud également, il est possible que le houiller existe en profondeur sous la plaine de Léon. L'avenir dira ce qu'il doit advenir des espérances actuelles. Mais, sans vouloir préjuger les découvertes, nous devons, comme voisins immédiats, envisager les conséquences qu'elles auraient pour l'Espagne et pour nous.

La position du bassin des Asturies, presque sur le golfe de Gascogne, au flanc Nord d'une chaîne accidentée qui sépare ses charbonnages de l'Espagne centrale, fait que l'avenir immédiat de ce pays dépend, en partie, de ses exportations en France. C'est en vue d'une opération semblable que les premières tentatives y eurent lieu à une époque où on n'envisageait pas comme praticable la jonction par voie ferrée avec la Castille. On acheta alors une flotte qui, seule, échappa, dit-on, au naufrage général de l'entreprise. Aujourd'hui où le réseau de chemins de fer existe, reliant les Asturies à Madrid et à Bilbao, c'est encore vers la mer que descendent les trois quarts des charbons, vers les trois ports de Gijon, Avilés et San Esteban de Pravia. Jusqu'ici, cependant, on n'a pas exporté en France. Avant la guerre, les charbons espagnols n'auraient pu lutter contre les charbons anglais, concurrencés par ceux de la Westphalie. Depuis la guerre, l'exportation du charbon espagnol est interdite. Mais, à la paix, il y aura, pour suppléer aux charbons allemands, une place à prendre sur notre réseau du Midi, et notre intérêt sera de voir les houilles des Asturies s'installer sur ce marché nouveau.

Envisager ainsi une exportation de charbons espagnols, alors que l'Epagne manque, nous l'avons dit, de houille, et probablement en manquera toujours, pourra sembler paradoxal, et je crois, en effet, que cette solution devra être provisoire. Mais, en industrie (pour ne pas chercher d'autre exemple), existe-t-il autre chose que du provisoire? Actuellement, c'est un fait que l'Espagne, en général, a trop peu de charbon, et que les charbonnages de ce pays sont néanmoins forcés de restreindre leur production possible, faute de débouchés. La difficulté tient surtout à l'insuffisance des moyens de transport, qui sera

examinée plus loin et à laquelle on pourra remédier un peu par l'installation de centrales électriques, conduisant au loin l'énergie, faute de pouvoir y amener la houille. Il ne faut pas oublier non plus, empêchement plus durable, la position géographique respective des principaux charbonnages et des centres industriels, eux-mêmes déterminés par toute une série d'autres considérations. Pendant quelques années au moins, l'expédition par mer restera donc le moyen le plus sûr pour permettre aux charbonnages asturiens d'écouler en totalité une production rapidement croissante et pour leur donner ainsi la faculté de s'outiller largement, à la moderne. Ces ventes à l'étranger n'empêcheront pas de fournir d'abord à l'Espagne le plus de charbon possible et, grâce aux bénéfices supplémentaires résultant de l'exportation, on atteindra ainsi plus vite le temps à prévoir où se seront agrandies ou créées, sur la côte des Asturies et de la Biscaye, les industries susceptibles d'employer la totalité du charbon produit.

Il faut, pour cela, pour que la région asturienne puisse d'abord concurrencer Bilbao, rivaliser ensuite avec la Catalogne, des voies ferrées mieux coordonnées, plus nombreuses et plus commodément exploitables : en un mot, des relations plus étroites avec les producteurs de matières premières et les consommateurs. Mais, déjà, le port de Gijon se prépare fiévreusement à grandir et s'outille en conséquence. Ses hauts fourneaux et son aciérie, qui vivotaient péniblement, trouvent, grâce à la guerre, un regain d'activité propice. Avilés voit également s'établir (au moins en projet) des hauts fourneaux et des chantiers de construction maritime... Le développement sidérurgique est tout particulièrement à envisager. Un pays, qui possède à la fois du charbon, du minerai de fer et des ports, est indiqué pour des hauts fourneaux, pour des aciéries, pour des ateliers de construction mécanique, pour des chantiers maritimes. Par là, cet avenir se trouve dépendre, en grande partie, de la proportion dans laquelle on pourra obtenir sur place le coke métallurgique nécessaire au traitement du fer. Quant aux minerais de fer, ils abondent : les uns très riches à Bilbao, les autres pauvres, mais néanmoins utilisables, dans les Asturies mêmes et Léon. Le soleil du Midi aidant aux mirages, qui ne se représenterait ici un futur Sheffield?...

Pour fournir à l'industrie espagnole le charbon qui lui fait

défaut, ce charbon sans lequel il ne saurait y avoir de nation moderne réellement forte et adaptée aux luttes de la paix comme à celles de la guerre, je viens d'indiquer deux ressources : développer les Asturies; mettre les charbonnages du centre en communication avec les ports par des transports de force électrique. C'est encore traiter le même sujet que d'indiquer ici comment se présente en Espagne la question de la houille blanche. Malgré la faiblesse des précipitations pluvieuses, l'Espagne est bien dotée à cet égard. La forme même de son relief, si incommode pour son unification pratique, y contribue. Non seulement elle possède tous les fleuves et torrens descendant de la chaîne pyrénéenne, mais le reste du pays est constitué dans son ensemble par le grand plateau élevé de la Meseta, que rehaussent encore de fortes ondulations. Les fleuves qui y prennent naissance et qui ont le temps d'y grossir, descendent par des pentes rapides vers les plaines. A la condition de les emmagasiner en prévision des périodes sèches, leurs forces sont prêtes à être captées. L'Espagne possède là, dans son large réseau fluviatile, une richesse qu'elle commence seulement à mettre en valeur, tant pour la transformer en énergie que pour l'utiliser à l'irrigation de ses champs.

Il est difficile d'évaluer la puissance hydraulique disponible en Espagne. On a pu avancer un peu hardiment un total de trois à quatre millions de chevaux, dont un million dans les Pyrénées. Ces gros chiffres sont toujours sujets à caution et exposés à fondre, dans la pratique, peut-être de moitié. Mais, quand on compare avec les calculs du même genre faits pour la France, on obtient un premier élément d'appréciation. Or, en France, on estime les réserves totales de houille blanche (puissance moyenne) à neuf millions de chevaux-vapeur. Une autre évaluation plus modeste donnerait seulement pour les réserves bien reconnues et aisément aménageables de l'Espagne un million et demi de chevaux. La proportion utilisée est déjà considérable, et s'accroît très rapidement. Rien que pour les grandes installations modernes et en laissant de côté toutes les petites usines, moulins, scieries, etc., on arrive dès à présent à environ 400 000 chevaux-vapeur installés, comparables avec les 500 000 que nous utilisons dans les Alpes. Le versant Sud des Pyrénées s'est couvert de vastes organisations dépassant souvent 20 000 chevaux, atteignant 40 et 50 000. D'autres non moins considérables se trouvent

en Biscaye, dans les Asturies, autour de Madrid, dans la province de Valence. En résumé, on calcule que, dans les seules villes de Madrid, Barcelone, Bilbao et Valence, la houille blanche remplace déjà chaque année 250 000 tonnes de houille noire. La Catalogne, en particulier, présente le spectacle d'installations électriques admirablement développées. C'est l' « énergie électrique de Catalogne, » avec son usine de Capdella fournissant 40 000 chevaux et celle de Molinos en construction qui en donnera 20 000. Ce sont les « Riegos y fuerza del Ebro » dont les usines de Seros, Talarn, etc., arrivent, comme puissance installée, à 96 000 chevaux. C'est la « Catalana de Gas y electricidad » avec ses 30 000 chevaux disponibles.

Une noble émulation excite les sociétés dont les capitaux sont parfois de nationalités adverses et, sur un terrain où les Allemands étalent volontiers leur prétendue supériorité, nous avons remporté récemment de belles victoires. Ainsi, à la veille de la guerre, l'« énergie électrique de Catalogne » engageait la bataille contre une grande société allemande déjà installée dans le pays, en même temps que contre un puissant groupe canadien. Rapidement elle s'outillait, mettait sa première usine en marche et distançait ses rivaux.

Grâce à cette concurrence fructueuse pour l'Espagne, la Catalogne s'est remarquablement modernisée. Il y existe maintenant en majorité de ces usines propres et silencieuses, où la magicienne de notre temps apporte, le long de quelques minces fils suspendus en l'air, la force sans tumulte, sans poussière et sans épuisement humain. L'importance qu'ont prise et que prennent chaque jour davantage les filatures et tissages de laine ou de coton de Barcelone, Tarrasa, Sabadel, rappelle les principaux centres manufacturiers de l'Europe. En un temps de guerre où nos usines à laine nous manquent pour la plupart, nous sommes heureux de trouver une aide dans celles de ce pays.

Avant cette digression amenée par la houille blanche, nous avions été déjà amenés à parler du fer; il faut y revenir, car le développement des usines de fer est un de ceux qui manifestent le mieux aujourd'hui la prospérité industrielle d'un pays.

En ce qui concerne les minerais de fer, l'Espagne offre de larges ressources, sans présenter pourtant rien de comparable à notre immense gisement lorrain. Elle a paru, jusqu'ici, particulièrement bien fournie en minerais riches et de qualité supé-

rieure. Les meilleurs et les plus célèbres, ceux de Bilbao, sont, depuis un demi-siècle, recherchés en France, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne. A leur propos, il n'est peut-être pas inutile de rectifier une idée très répandue parmi les professionnels. Chacun va répétant que les gisemens de Bilbao s'épuisent et que leurs jours sont comptés. Il est, en effet, manifeste que la production diminue (tout en atteignant 2 600 000 tonnes en 1916) et qu'elle tend à se composer uniquement de minerais carbonatés remplaçant les anciens oxydes plus appréciés, auxquels est due la vieille réputation du gisement. Mais je serais tenté de faire, à cet égard, une remarque analogue à celle qui trouvait tout à l'heure sa place pour les Asturies. Bilbao, si connu, si vanté industriellement, est encore techniquement fort mal exploré. Il est arrivé là ce qui se produit souvent dans les entreprises trop riches, où les bénéfices se réalisent si facilement qu'on oublie de penser à l'avenir : avenir représenté en fait de mines par la prolongation souterraine des gisemens. Aujourd'hui seulement, le temps des vaches maigres étant venu ou approchant, on commence à se préoccuper d'explorer la profondeur. Les gisemens qu'on y rencontrera seront nécessairement grevés de frais supplémentaires et donneront de moins copieux dividendes. Mais, en ce qui concerne le tonnage disponible, je ne serais pas surpris, — et c'est ce qui intéresse surtout notre industrie métallurgique française, — que les explorations futures vinssent assurer aux gisemens de Bilbao une durée de vie supérieure à celle que l'on a d'ordinaire escomptée.

Bilbao n'est pas, du reste, loin de là, le seul gisement de fer espagnol et, même en s'éloignant peu du littoral qui seul peut présenter des gisemens utilisables quand il s'agit de minerais ayant une aussi faible valeur, on en citerait aisément de nombreux. Sans se perdre dans une longue énumération, il suffit de suivre la côte du golfe de Gascogne pour trouver, d'abord, à l'Est de la Corogne, à Vivero, des magnétites évaluées à 50 millions de tonnes. Puis, dans les provinces d'Oviedo et de Léon, on estime au moins à 150 millions de tonnes certains minerais pauvres et siliceux à 30 ou 40 pour 100 de fer, dont quelques-uns sont très voisins des charbonnages asturiens. S'ils n'étaient aussi chargés de silice, ce qui ne sera pas toujours un obstacle, on aurait là une ressource particulièrement abondante. On peut, dès à présent, compter sur un autre grand gisement situé au

Sud-Ouest de ceux-ci, à 130 kilomètres de la côte, entre Ponferrada et Astorga (Léon). Ce gisement Wagner contient au moins 25 et peut-être 60 millions de tonnes de minerais analogues à nos minerais normands. Au moment où la guerre a éclaté, des Allemands s'occupaient d'un chemin de fer destiné à l'utiliser. Près de Santander, la Nueva Montaña est exploitée déjà assez activement, en accord avec nos Aciéries de la Marine, pour fournir en temps normal 1 400 000 tonnes par an. Si l'on passe à la zone méditerranéenne, la Sierra Menera, à la limite des provinces de Teruel et de Guadalajara, contient, sous la forme de grands amas, près de 100 millions de tonnes, pour l'exploitation desquelles on a construit un chemin de fer de 270 kilomètres aboutissant à Sagunto. Bornons-nous à mentionner encore les nombreux gisemens situés dans la région de Carthagène et d'Almeria, sur lesquels, en ces temps derniers, l'attention allemande paraît avoir été particulièrement attirée.

La production des minerais de fer espagnols est donc très susceptible de s'accroître. Elle a atteint, en 1913, près de 10 millions de tonnes (la moitié de notre production française) représentant, sur le carreau de la mine, une valeur de 63 millions et occupant environ 34 000 ouvriers. Sur ce total, les deux cinquièmes, soit 3,9 millions de tonnes, provenaient, cette année-là, de Bilbao, qui en exportait 3 millions à l'étranger. La sidérurgie espagnole n'utilise, en effet, qu'une portion restreinte des minerais nationaux. Elle donne seulement 350 à 400 000 tonnes de fonte (15 fois moins que la France) et 230 000 tonnes d'acier. Pour grandir, il lui faut des combustibles, il lui faut du coke. Jusqu'ici, la sidérurgie espagnole s'est donc à peu près localisée à Bilbao en employant un peu de charbon asturien et beaucoup de charbon anglais. Les entreprises de Gijon et d'Avilès ont la prétention de concurrencer Bilbao, ou tout au moins de s'assurer à côté une place au soleil. Elles y réussiront d'autant mieux que le charbon sera plus cher en Espagne et jouera un rôle plus important dans le prix de revient, puisque leur supériorité est de confiner à des charbonnages. La guerre leur a été particulièrement favorable et, plus les hostilités se prolongeront, plus elles accumuleront des réserves qui assureront leur développement futur.

La France, dans cette question du fer, n'a pas le même intérêt personnel que pour la houille. Il lui est commode actuel-

lement de trouver à proximité de sa frontière des usines en état de lui fournir des lingots, des machines ou du matériel. Plus tard, bien du temps se passera avant que nous ayons à craindre une concurrence des minerais ou des aciers espagnols. Nous allons devenir très gros producteurs de fer; nous aurons assurément intérêt à en vendre à l'Espagne; mais nous pourrons la voir sans jalousie tendre à se fournir elle-même; car, dans le marché national que ses usines s'efforceront ainsi de reconquérir, nous n'avons encore occupé qu'une bien petite place.

Après le fer, je ne passerai pas en revue tous les autres métaux. Mais il en est trois d'inégale importance, pour lesquels l'Espagne tient, dans le monde, une place particulièrement importante : le cuivre, le plomb et le mercure. Dans deux autres cas, ceux du platine et de la potasse, il se pose, à son propos, des questions très actuelles. Si l'on veut préciser par des chiffres, sur environ 1 200 millions de capital investi dans les sociétés minières espagnoles, tandis que la houille et le lignite en absorbent seulement 150 et le fer 222, la part du cuivre est de 260, et celle du plomb de 219.

Pour le cuivre, l'Espagne vient loin en tête de la production européenne quand on envisage, non pas le traitement métallurgique où interviennent des minerais importés des autres continens, mais les résultats calculés de la production minière. Elle fournit, dans la province d'Huelva, 52 000 tonnes de cuivre, soit le double de la production allemande qui vient la seconde en Europe. Bien que les principales sociétés soient anglaises, des capitaux français y sont fortement intéressés.

L'Espagne est également le grand pays plombifère européen. Ici encore, elle vient immédiatement après les États-Unis, avec lesquels elle rivalise presque, et loin avant le pays suivant, l'Allemagne, dont la production métallurgique était, en outre, alimentée, pour près de la moitié, par des importations de minerais étrangers. Cette industrie du plomb espagnole, qui est montée de 190 000 tonnes en 1911, à 240 000 actuellement, tire une grande force de sa cohésion sous la direction de la société française de Peñarroya, qui a pu ainsi, dans la préparation économique de l'après-guerre destinée à affranchir le marché des métaux du joug allemand, jouer, pour le plomb, un rôle prédominant.

Pour le mercure, l'Espagne est encore plus favorisée. Son

gisement d'Almaden est de beaucoup le plus riche et le plus puissant du monde, en même temps qu'il a été le plus anciennement exploité. A lui seul, il a certainement fourni plus de la moitié de toute l'extraction mondiale depuis les origines de l'histoire; et, aujourd'hui encore, il contribue, dans la même proportion de la moitié, à toute l'extraction mondiale. Cette production déjà si forte, il serait aisé de l'augmenter dans des proportions considérables, si Almaden ne nous offrait pas un des exemples les plus curieux de ce que peut devenir l'organisation socialiste dans une industrie d'État.

Je viens de faire allusion au platine. Les gisemens de platine espagnols ne sont encore qu'un espoir très récent. Les sondages entrepris par le gouvernement pour les étudier se poursuivent et ne permettent pas de se prononcer sur leur valeur. Ils ont cependant démontré la présence du platine, ce métal si rare, dans tout un grand massif montagneux de la Sierra de Ronda. Comme le platine constitue actuellement un monopole russe, étant à peu près exclusivement fourni au monde entier par un petit coin de l'Oural, la nouvelle qu'un second gisement important allait peut-être apparaître en Espagne a suscité une très vive émotion. Cette trouvaille a permis, en même temps, d'applaudir à la science des géologues espagnols qui ont procédé à ces investigations par une méthode scientifique d'une ingéniosité très rigoureuse, en commençant par deviner la dissémination du métal sur des traces infinitésimales décelées seulement au spectroscope, pour arriver peu à peu à localiser ses concentrations utilisables.

C'est contre un autre monopole mondial que l'Espagne s'apprête à lutter avec ses nouveaux gisemens de potasse de la vallée de l'Ebre, près de Cardona. Toute la potasse a été, dans ces dernières années, fournie au monde par l'Allemagne, qui possédait à Stassfurt et à Mulhouse les deux seuls gisemens exploités (le second très nouvellement découvert). Depuis deux ans seulement, l'Erythrée a commencé, en outre, à jouer un rôle. Les gisemens espagnols n'ont pu, pour des causes multiples, être outillés pendant la guerre de manière à fournir en Europe la potasse qui ne venait plus d'Allemagne. Des discussions très vives ont eu lieu en Espagne sur le rôle que le syndicat allemand de Stassfurt a pu jouer en sous-main dans cette affaire. Des projets de loi ont été déposés sans être votés. Un jour ou l'autre,

ces gisemens seront exploités et prendront leur place plus ou moins importante dans un consortium où la France, ayant récupéré Mulhouse, sera fortement intéressée.

D'une façon générale, la loi minière espagnole a de grands avantages sur la nôtre pour le premier développement rapide de régions neuves, de régions à coloniser : ses inconvéniens ne se manifestent que plus tard dans la seconde phase où il s'agit d'intensifier à coups de capitaux et de pousser en profondeur une exploitation déjà acquise. Les concessions s'obtiennent avec une facilité extrême. Il est bon de savoir, quand on aborde pour la première fois l'Espagne, qu'elles n'impliquent ou ne supposent en aucune façon l'existence d'un gisement minier. L'État enregistre la demande sans se mêler de la contrôler. Il se contente de percevoir un impôt assez élevé pour dégoûter rapidement les preneurs de concessions stériles. Les nombres de concessions que l'on voit figurer dans les tableaux statistiques n'ont donc à peu près aucun sens. Mais, du moins, les initiatives privées ne sont pas, comme en France, paralysées par la mauvaise humeur d'un directeur des mines ou d'un ministre. Plus tard, il en résulte un morcellement excessif et un enchevêtrement des concessions qui constituent une difficulté quand l'affaire veut se développer, mais dont la liberté commerciale permet de venir à bout. Une autre supériorité espagnole est que les ingénieurs du gouvernement gardent en Espagne un contact intime avec l'industrie et avec la pratique. L'État lui-même les utilise à faire des recherches présentant un intérêt général, telles que des sondages dont le produit immédiat peut sembler aléatoire et il ne les contraint pas, ainsi que cela se produit sur l'autre versant des Pyrénées, à servir uniquement de contrôle et de frein.

L'AGRICULTURE

L'agriculture espagnole nous arrêterait peu si nous n'envisagions ici que nos intérêts français, car la France n'a pas besoin de son concours ; mais l'exportation de ses produits en France préoccupe, au contraire, fortement certaines contrées espagnoles et, à ce titre, c'est un côté de notre sujet que nous ne saurions négliger.

Cette agriculture ne laisse pas une impression avantageuse

au voyageur pressé, qui se contente de suivre les routes battues de Burgos, Madrid, Tolède, Séville et Grenade. Il n'a vu, sur la plus grande partie du trajet, que des étendues mornes de blocs granitiques, des steppes jaunâtres aux blés maigres, ou des plantations indéfinies de chênes verts ; pas un arbre touffu à haute tige, pas un pré. Les statisticiens ne font que confirmer cette idée défavorable. Près de la moitié du territoire reste en friche. L'hectare ne produit ici que 10 à 11 hectolitres de blé contre 15 à 20 en France. L'Espagne est très loin de fournir les céréales destinées à la nourrir. Elle doit en importer chaque année pour 40 millions de francs. En 1914, le déficit est même monté à 126 millions. Les météorologistes en donnent l'explication : la rareté des pluies, et, quand elles tombent, leur irrégularité. Avant de discuter cette pauvreté apparente et de dire ce que l'on tente pour y remédier, il faut corriger aussitôt cet énoncé par une remarque : l'Espagne est un grand plateau pauvre, entouré d'une couronne fertile. Quand on traverse les huertas de Séville, Cordoue et Valence, le spectacle est tout différent : c'est celui d'un jardin, où une main-d'œuvre persévérante et industrieuse jusqu'à la minutie a tiré parti du moindre lopin de terre, l'a épierré patiemment, irrigué, amené, le soleil aidant, à une merveilleuse fécondité. Et l'Espagne de la Biscaye ou des Asturies est, elle aussi, sans analogie avec ces déserts de la Manche, où l'on se représente trop bien don Quichotte errant au soleil : c'est un pays vert, boisé, coupé de ruisseaux, où il semblerait aisé de développer l'élevage.

Si nous revenons à la partie pauvre et dénudée qui occupe une grande place, il faut encore distinguer entre la part de stérilité qui tient à la nature et qui est assez difficilement modifiable, ou celle qui provient de l'action humaine.

Il est incontestable que le déboisement, dû à de très anciennes habitudes pastorales, a été funeste. Le mal s'est accentué par la répartition défectueuse de la propriété. Dans les conditions actuelles, l'Espagne est appauvrie, comme le fut l'Italie romaine, par l'exagération de la grande propriété. On n'y entend parler que de *latifundia*. Les mécontens, très nombreux, gémissent sur l'absentéisme des grands propriétaires qui songent uniquement à l'élevage des taureaux de course ou à l'engraissage économique des porcs sous les chênes verts, sans effectuer aucun travail, sans apporter aucuns fonds ni aucun

engrais. Ils disent que le travailleur pauvre est forcé d'émigrer, faute de trouver à occuper ses bras, dans un pays où tant de terre reste en friche. Une minorité soutient que, si les grandes propriétés sont à peu près en jachère, c'est parce que la main-d'œuvre se dérobe, attirée par de larges salaires dans les villes ou à l'étranger. Mais, des deux parts, on est d'accord sur le mal, sinon sur le remède.

Ce que l'on peut réaliser avec de la bonne volonté et, il faut l'ajouter, avec des capitaux, nous avons pu le constater dans un des pays les plus pauvres de la province de Jaen, à la Garganta, où une société minière française, que j'ai déjà eu l'occasion de nommer, poursuit en pleine guerre une vaste entreprise de reboisement. Chaque année, dans le sol défoncé profondément par des charrues à vapeur, un million d'eucalyptus viennent là transformer en forêt verdoyante ce qui était un désert : une forêt dont l'exploitation méthodique va bientôt fournir en abondance des bois de mine, des étoffes de textiles et des pâtes à papier.

Mais, si j'ai cité cet exemple pour montrer comment s'exerce encore au dehors, même en des temps difficiles, l'activité féconde de notre pays, c'est pourtant la partie fertile de l'Espagne qui doit d'abord attirer l'attention de la France; car c'est celle qui nous envoie et qui voudrait nous envoyer encore plus ses oranges, ses primeurs, son huile d'olive, ses vins. L'Espagne exporte (1912) pour 150 millions de fruits, 25 millions d'huile, 80 millions de vin et voudrait exporter davantage. Il y a là un point délicat, sur lequel les intérêts espagnols apparaissent quelque peu contradictoires avec ceux de nos agriculteurs méridionaux ou algériens, voire avec ceux de nos alliés italiens, qui, ayant versé leur sang avec nous sur les champs de bataille, pourront justement prétendre, les Espagnols le comprennent bien et s'en inquiètent, à quelques faveurs. En attendant que ces questions aient été résolues par des concessions réciproques nous assurant des avantages équivalens sur d'autres terrains, un certain marasme se manifeste dans ces contrées privilégiées. La culture de la vigne rétrocède; celle des orangers abandonne peu à peu la Catalogne pour se réfugier en Andalousie et à Valence, où elle pâtit; les primeurs ne se développent pas comme on l'espérait. En revanche, à l'abri des tarifs protecteurs, l'industrie de la betterave à sucre s'est beaucoup développée après la perte des colonies

espagnoles qui fournissaient auparavant le sucre de canne.

Indépendamment de l'exportation vers la France ou vers l'Angleterre, l'Espagne a tout intérêt à développer ses cultures pour fournir davantage à sa consommation propre. Comme le soleil ne manque pas, comme la terre n'est pas plus stérile qu'ailleurs, c'est un peu une question d'engrais minéraux, qui tend à se résoudre par la création de nombreuses usines chimiques où l'on fabrique des superphosphates, mais surtout une question d'eau, pour la solution de laquelle les groupemens nombreux, encouragés et favorisés par l'État, deviennent nécessaires.

De tous côtés, en Espagne, les questions d'irrigation et de régularisation des cours d'eau sont à l'ordre du jour. On construit de grands barrages; on organise des canaux. Un très vaste programme, comportant 320 millions de travaux, est, depuis longtemps, à l'étude. Peut-être seulement des préoccupations électorales conduisent-elles à disséminer un peu trop les efforts. Nous n'ignorons pas en France ce qui se produit en pareil cas. Dans cet ordre d'idées politique, je me contente de mentionner d'autres projets, également d'une large envergure, qui, sous des formes diverses, visent à socialiser la propriété agricole, tantôt pour la diviser entre les travailleurs au détriment des grands propriétaires actuels, tantôt pour syndiquer et grouper les petits fermiers morcelés. Les moyens proposés sont parfois révolutionnaires. Quant au but visé, la France ne peut qu'applaudir à des efforts qui veulent enrichir l'Espagne et qu'apporter au besoin son aide sous forme de machines agricoles fournies ou de capitaux.

LES MOYENS DE TRANSPORT

Je viens de rappeler un des projets de loi qui sont actuellement en discussion aux Cortés. Leur nombre est très grand. Des questions se posent, en effet : de toutes parts et partout on aperçoit des progrès à réaliser. Le faisceau de ces projets forme un bel ensemble. On conçoit aisément la hâte des Espagnols à vouloir le réaliser. Mais, si on met en regard les ressources financières du pays, si on réfléchit au prix que coûteront les capitaux dans la période de réorganisation consécutive à la guerre, on est amené à penser que, pour aboutir, il serait utile

de sérier. En procédant ainsi par ordre, je crois qu'il faudrait attribuer le premier rang à l'amélioration des routes et des voies ferrées. Dans un pays où tant de choses sont admirables, il n'est pas de défectuosité qui frappe davantage un étranger et qui paralyse plus tous les autres rouages de la machine que celle des moyens de communication.

La configuration du sol en est assurément la cause première. Elle a de graves inconvéniens qui frappent au premier examen d'une carte géographique. L'Espagne est une masse compacte, surélevée, malaisément pénétrable, aux fleuves rarement navigables et dans laquelle une série de cloisons intermédiaires, les Sierras, séparent l'une de l'autre des régions distinctes. L'unification du pays en a toujours souffert. Il en résulte, pour les chemins de fer, des profils en dent de scie qui rendent les efforts de traction coûteux et amènent à réduire exagérément la capacité des trains. Mais, dans un temps où la Suisse a pu devenir un carrefour de routes européennes, les montagnes ne sont plus un obstacle infranchissable. Il faut seulement, pour arriver à les traverser économiquement, de l'énergie, de la méthode, de la persévérance et de l'argent.

On ne saurait trop insister sur cette question des moyens de transport. Après le besoin de houille, la nécessité de bonnes routes et de voies ferrées bien coordonnées est la première qui s'impose à un pays pour devenir puissamment industriel. La houille ne se crée pas; on ne peut que mieux utiliser ce qui existe; les moyens de communication, eux, dépendent des hommes. Qu'il s'agisse de relier le producteur au consommateur, d'alimenter des industries locales, de développer des exportations, ils sont également indispensables. Pour les routes, je me bornerai à rappeler, parce qu'on l'oublie quelquefois, qu'après les avoir construites, il est indispensable de les entretenir. On en rencontre, par exception, d'excellentes dans les deux régions relativement autonomes des provinces basques et de la Catalogne, où elles coïncident avec un magnifique développement industriel. Ce que les administrations régionales ont fait là, le gouvernement central pourrait sans doute le réaliser ailleurs.

La question des voies ferrées est à la fois plus délicate, plus complexe et plus grave que celle des routes. Elle touche de très près à tous nos rapports commerciaux, à toutes les relations économiques de l'Europe avec l'Espagne. Quand, ignorant

l'histoire et la constitution des chemins de fer espagnols, on se borne à étudier la carte de leurs réseaux, leurs tarifs et leurs horaires, on est trop souvent amené à des constatations fâcheuses. A tort ou à raison, les plaintes contre les Compagnies exploitantes sont très vives et très générales en Espagne. Ceux qui les formulent auraient parfois avantage à connaître mieux le régime légal et financier des Compagnies, qui explique bien des choses. Mais ne cherchons pas à quelle époque remonte le mal, ni à qui en incombe la faute. Restons strictement dans notre sujet. Parmi les défauts visibles des chemins de fer espagnols, il en est qui ne peuvent être réformés sans beaucoup de patience, d'argent et, j'allais ajouter, d'adresse, comme l'enchevêtrement singulier des réseaux; d'autres qui comporteraient des dépenses difficiles à couvrir, comme l'amélioration des gares, la multiplication des trains, ou les 10 000 kilomètres de chemins de fer stratégiques récemment proposés. Il semblerait plus simple de revoir les tarifs ou les horaires, et d'électrifier certaines lignes montagneuses. Mais surtout, il paraît possible d'aborder progressivement une question qui touche tout particulièrement la France, et l'extension du commerce international.

Les chemins de fer espagnols présentent, de la façon la plus capricieuse et avec les enchevètremens les moins coordonnés, toutes les largeurs de voie imaginables. Celle que l'on y rencontre le plus rarement est celle qui relierait l'Espagne avec l'Europe : la voie de $1^{m},44$, uniformément adoptée sur tout le reste du continent à l'exception de la Russie; d'où la nécessité de transbordemens, les arrêts, les ruptures de charge... Depuis longtemps, on parle d'adopter en Espagne, comme voie normale, la voie européenne, en réservant un type unique de voie plus étroite pour les chemins de fer d'intérêt local.

Les objections sont de deux ordres : la dépense, évidemment importante à cause du matériel roulant, mais peut-être moins considérable qu'on ne l'imagine, puisqu'il s'agit de réduire la largeur actuelle; et les considérations stratégiques. Ces dernières paraissent avoir été parfois mises en avant pour agir sur une opinion publique insuffisamment éclairée. On peut, ce semble, les comparer aux objections qui ont arrêté si longtemps le tunnel sous la Manche, avant les enseignemens trop clairs de la Grande Guerre. S'il est un pays en Europe, auquel sa situation et ses frontières naturelles (pour ne pas parler sentimens)

assurent tous les privilèges de la neutralité, un pays qui n'ait aucune chance d'être attaqué, c'est bien l'Espagne. Chacun sait d'ailleurs avec quelle facilité on coupe des voies en pays montagneux et, quand la voie subsiste, avec quelle rapidité on remédie à sa largeur différente par la pose d'un troisième rail. Cet ordre d'idées étant donc écarté, il n'est pas besoin de développer les avantages que présenteraient, pour l'Espagne, une réduction de plusieurs heures sur les trajets de Madrid, Barcelone et Saragosse à Bordeaux, Toulouse, Marseille ou Paris, une circulation de marchandises sans changement de wagon, etc. L'inauguration des deux nouvelles voies transpyrénéennes, imminente après la conclusion de la paix, prête un intérêt d'actualité immédiate à des projets qui rencontrent un accueil très chaud dans tous les milieux industriels et commerciaux directement intéressés.

Un pays qui a derrière lui le passé de l'Espagne, un pays qui a découvert le Nouveau Monde, a le devoir d'envisager l'avenir et de voir grand dans le futur. Le raccordement de l'Espagne avec la France ne facilitera pas seulement le commerce considérable entre les deux pays. Si, par un moyen quelconque, la voie européenne, après avoir atteint Barcelone et Madrid, arrivait un jour à Algésiras, un premier grand pas serait franchi vers la réalisation de plans grandioses qui occuperont dès demain l'humanité pacifiée. Le percement de Suez avait mis l'Espagne en dehors des routes asiatiques. Le Portugal lui bloquait l'accès direct vers l'Atlantique. Mais nous touchons au jour où l'Afrique va se métamorphoser en un pays commerçant et industriel, comme le firent au dernier siècle les pampas du Mississipi. Le sable du désert que devait gratter le coq gaulois rejoindra, dans l'histoire des erreurs humaines, les quelques arpens de neige, par lesquels Voltaire trouvait spirituel de désigner le Canada. Pour l'Amérique du Sud, l'évolution, déjà largement commencée, est plus proche encore et va très certainement se précipiter. Or, sur une mappemonde, la route directe d'Europe au Brésil passe par Algésiras, Ceuta, Dakar et Pernambuco. De telles considérations peuvent paraître lointaines et cette route est semée d'obstacles qui l'ont rendue longtemps impraticable. Mais une génération qui a vu construire le transsibérien, percer Suez et Panama, concevoir et presque finir les lignes du Cap au Caire et du Mozambique à l'Angola,

entamer celle de New-York à Buenos-Aires, exécuter un transcanadien et un transandin, doit savoir qu'en pareille matière ce que la logique impose aux désirs des hommes, les hommes d'aujourd'hui l'exécutent. De la pointe d'Algésiras à Ceuta, il n'y a que 25 kilomètres de mer, alors qu'il y en a 40 de Douvres à Calais. La profondeur de 1 000 mètres a beau entraîner un allongement notable pour un tunnel et le courant créer une gêne pour des *ferro-boats*, le raccordement se fera; il aura lieu d'autant plus vite que la mauvais génie allemand ne sera plus là pour jeter des sorts sur tous les essais de concorde humaine. En attendant, Cadix est déjà sur la route de Rio Janeiro, et la traversée de Gibraltar à Tanger n'est que de quelques heures. Amener des trains rapides au Sud de l'Espagne, c'est ouvrir un accès par terre vers tout le Maroc, l'Algérie, le Sénégal, le Soudan : c'est réduire à quatre ou cinq jours la traversée vers le Brésil. C'est créer, à travers l'Espagne, un mouvement de transit, qui permettrait d'étendre largement son réseau de voies ferrées.

Si la topographie de l'Espagne est un obstacle naturel aux communications intérieures, ses 4 000 kilomètres de côtes lui assurent, en revanche, un avantage dont elle pourrait mieux profiter. Les bons ports y sont nombreux : Bilbao, Santander, Gijon, Huelva, Séville, Cadix, Carthagène, Alicante, Valence, Barcelone. L'Espagne devrait être davantage un pays de navigateurs; elle devrait tout au moins s'assurer à elle-même son propre cabotage, non pas à coups de tarifs protectionnistes ou de primes, mais par le libre jeu de la concurrence. En temps normal, ce cabotage apporte une aide précieuse, mais qui pourrait être plus grande, aux transports par terre. On apprécie mieux encore son concours disparu quand la navigation est réduite au minimum, comme cela se produit depuis la guerre; alors les chemins de fer s'engorgent et tout le pays en souffre.

Le développement de la marine marchande espagnole est une question du jour. L'Espagne n'est encore qu'une puissance maritime de second ordre, dont la flotte marchande ne dépasse pas 800 000 tonneaux. Mais, dans ce cas aussi, la guerre, en assurant des bénéfices énormes aux armateurs, a favorisé nos voisins. Il se produit, en ce moment, un mouvement analogue à celui qui, de 1897 à 1900, porta la marine marchande espagnole de 500 000 à près de 800 000 tonneaux. Des chantiers de

construction se créent, ou travaillent plus activement à Bilbao, Avilés, Barcelone, Séville et Cadix. Si les sous-marins allemands, favorisés par des collaborations mystérieuses, ne font pas de trop rudes brèches à cette flotte grandissante, le cabotage national peut arriver à éliminer le pavillon anglais ; il sera aidé par l'exportation croissante des minerais, de la houille, des primeurs et des fruits. Comme escale de transatlantiques, Gijon se dispute déjà avec la Corogne et Bilbao.

LES CAPITAUX

Si sommaire qu'ait été cet exposé, il aura néanmoins montré les ressources matérielles importantes dont dispose l'Espagne et dont elle n'a qu'imparfaitement tiré parti. Pour accélérer sa mise en valeur, il faut deux élémens fécondans dont nous n'avons pas parlé : les capitaux et les hommes. Un voyage en Espagne permet à la fois d'apprécier les progrès récens du pays et de voir ce que ses ressources en hommes et en argent permettront d'y ajouter dans un avenir prochain ; il enseigne également (ce qui est le but plus particulier de cette étude) quelle peut être, dans ce développement, la part de la France.

L'Espagne était déjà, avant la guerre, beaucoup plus riche qu'on ne l'estime en général. La guerre a contribué grandement à l'enrichir. Les progrès de son change, la réintégration des valeurs espagnoles, auparavant domiciliées chez les belligérans, le prouvent assez. Mais il n'en résulte pourtant pas, jusqu'à nouvel ordre, que cet enrichissement se traduise par une aide directe apportée aux vastes besoins de l'État ou aux appels des Sociétés espagnoles. Les finances de l'État sont, si on les met en parallèle avec tous les travaux commencés ou projetés, moins florissantes que celles des particuliers. De nombreux individus ont pu être directement enrichis par les industries touchant à la guerre, ou du moins favorisés par la disparition de concurrens occupés à des opérations militaires. Tôt ou tard, la communauté en bénéficiera ; mais il faut du temps pour que cette infusion de sève nouvelle se répande dans toute la masse. En attendant, le peuple espagnol voit l'enchérissement général qu'entraîne la guerre, le manque de charbon, la disette de main-d'œuvre, la difficulté des transports et il gémit, comme pourraient le faire les belligérans, sur la longueur d'une lutte

dont les profits ne se traduisent pas aussitôt pour lui en résultats palpables. Dans une classe plus aisée, les émissions d'emprunts ou les placemens d'actions nationales trouvent en Espagne peu d'écho. L'argent n'y manque pas ; mais il se réserve et se cache. On se plaint souvent que le capital espagnol soit timide. Le capital est toujours timide quand il a peur, parce qu'il a souffert précédemment de se montrer. C'est pourquoi les Espagnols se sont peut-être un peu trop hâtés dans certains cas où ils ont cru pouvoir opposer un protectionnisme intransigeant au maintien et au développement d'affaires étrangères.

Leur désir d'être seuls chez eux est parfaitement légitime; mais il est prématuré. La coopération des capitaux français, qui atteint actuellement près de 3 milliards, reste nécessaire en Espagne, ne fût-ce que pour encourager les capitaux espagnols à se montrer. D'une façon générale, elle offre l'avantage d'assurer une double garantie aux intéressés. Avec les tendances actuelles de quelques gouvernemens à renouveler les lois chaque printemps comme poussent les feuilles, les capitalistes de tous les pays, et non pas seulement d'Espagne, rechercheront sans doute de plus en plus les affaires présentant un certain caractère international et pour lesquelles, par suite, une spoliation demandera du moins la complicité de deux États.

L'Espagne tire actuellement une juste fierté de son change; mais il n'en est pas moins vrai que la balance de son commerce extérieur se traduisait encore, dans la dernière année normale, en 1913, par un déficit de 180 millions; et ni le mouvement des touristes en Espagne ni les placemens espagnols à l'étranger ne sont suffisans pour faire l'appoint. Les résultats actuels, dus à des causes toutes momentanées, ne produiront des effets durables que si les exportations se développent, les importations ayant suivi, dans ces dernières années encore, une courbe ascendante très rapide. Des capitaux français, qui permettraient aux Espagnols d'exporter plus de minerais, de métaux, de produits agricoles, contribueraient du même coup à la prospérité du pays. L'association des capitaux, l'association des intérêts économiques, c'est, en notre temps, — et quand on y regarde d'un peu près, je crois que ce fut, presque à toutes les époques, — l'occasion la plus agissante et la plus efficace d'amitiés et de confraternités. Il n'y a de politique extérieure réellement efficace qu'une politique fondée sur les relations économiques. On

aurait tort d'envisager qu'un des pays doit y perdre si l'autre y gagne. Des deux côtés, le bénéfice est le même, comme lorsque les valeurs montent en Bourse pour des causes sérieuses, indépendamment de la spéculation.

Il ne faut pas non plus trop s'arrêter à quelques inconvéniens que le temps met parfois en lumière. Les peuples semblent volontiers égoïstes et ingrats. Souvent, dans les affaires faites à l'étranger, on finit par être dépossédé quand leur prospérité s'affirme. C'est un peu ce qui se passe pour les colonies, qui essaiment quand elles sont capables de se suffire à elles-mêmes, ou pour les fils qui abandonnent le nid paternel quand ils peuvent gagner leur vie. La France a fait les chemins de fer espagnols ; ces chemins de fer lui ont été enlevés. Ne disons pas trop vite : *Sic vos, non vobis ;* à la condition, bien entendu, que les contrats soient respectés et les engagemens tenus...

LES HOMMES

J'arrive enfin à ce capital humain, sans lequel les plus précieuses ressources matérielles d'un pays demeureraient inutilisées, grâce auquel leur valeur peut, au contraire, se trouver décuplée. Un pays est un peu ce que l'a fait la nature ; mais il est beaucoup ce que l'ont fait les hommes. Que vaut le capital humain en Espagne, il est aussi utile de l'étudier que d'examiner ce que sont les réserves en houille.

Pour apprécier l'Espagne comme pour juger la France, on doit, je crois, si l'on veut être équitable, faire abstraction d'une administration par laquelle la nation n'est que très imparfaitement représentée. Quand on laisse de côté ce personnel paralysant pour ne considérer que le personnel agissant, on peut y distinguer, comme dans toute mobilisation, trois degrés : les officiers, les sous-officiers et les hommes. Tous sont également indispensables. Pour les deux extrêmes, cela va sans dire ; mais le rôle des contremaîtres, qui sont les sous-officiers de l'industrie, n'est pas moins important. En paix comme en guerre, le général le plus habile ne saurait tirer parti des meilleures troupes si elles ne sont encadrées. Or, quand on examine le personnel des industries espagnoles, on constate immédiatement que les grands conducteurs d'hommes ne font pas défaut. On trouve, en nombre suffisant, des esprits généralisateurs aux

larges conceptions, aux vues d'ensemble fécondes, aptes à constituer des chefs. D'autre part, les troupes abondent. L'ouvrier espagnol a de sérieuses qualités, qui le font apprécier dans tous les pays où il émigre. En tenant compte d'une certaine indolence (qui n'existe guère que dans le Sud) et surtout d'une fierté chatouilleuse, d'une initiative parfois exagérée, qu'il convient de ménager, l'ouvrier espagnol est intelligent, travailleur et, comme disent nos soldats, « débrouillard. » Il excelle aux tâches nouvelles, aux coups de force, aux grands efforts momentanés, pour lesquels on a mis son amour-propre en jeu ; il est également très capable d'un travail persévérant. Il est sobre et se contente de peu. Ce qui manque généralement, ce sont les intermédiaires, ce sont les sous-ingénieurs, les chefs d'équipe, les contremaîtres ayant reçu une certaine éducation technique sans pourtant dédaigner de mettre la main à l'ouvrage. Les défauts de l'enseignement primaire et secondaire apparaissent là, malgré les très louables efforts dont nous avons pu constater le fruit dans de nombreuses écoles techniques.

Cette situation appelle naturellement un échange avec la France, où ces contremaîtres existent en quantités très suffisantes, tandis que les manœuvres manquent. Dans un commerce, qui se traduit toujours par des apports réciproques, les deux pays ont ici chacun une chose à offrir qui manque à l'autre. L'Espagne peut nous fournir de la monnaie et recevoir des pièces blanches. Soit que nos contremaîtres et maîtres-mineurs français viennent encadrer quelque temps les ouvriers espagnols, soit que des contremaîtres espagnols aillent passer un certain temps d'apprentissage en France, le résultat peut être atteint; et, jusqu'au jour où cette éducation sera faite, les ouvriers espagnols, surabondans dans leur pays, nous rendront de précieux services en France.

Si l'on estime que ce dernier service mérite une contrepartie plus forte, on peut la trouver dans l'apport de nos capitaux que je proposais tout à l'heure. A côté du travail humain actuel, ceux-ci représentent du travail accumulé, du travail en puissance, comme la houille est de l'énergie ancienne prête à redevenir de l'énergie vivante et active.

J'en ai dit assez pour avoir indiqué les points principaux qui frappent d'abord quand on parcourt l'Espagne économique.

Préoccupé de montrer des routes à suivre, je n'ai pas pu insister, comme il aurait fallu, sur le chemin accompli dans ces dernières années et sur la vitalité dont ce pays donne partout les preuves, présage heureux de son avenir. Il ne faut pas le juger sur une réputation d'autrefois et sur une somnolence accidentée de révolutions dont il est très heureusement guéri. Ce réveil incontestable de l'Espagne nous touche de trop près, intéresse à la fois trop vivement nos besoins commerciaux et nos sympathies pour que nous ne lui prêtions pas une juste attention.

La collaboration si souhaitable de la France et de l'Espagne existe déjà dans plus d'un domaine. J'ai déjà fait allusion à nos grandes sociétés minières et électriques. Les affaires françaises, qui sont nombreuses en Espagne, ont pu continuer à prospérer pendant les hostilités, grâce à la courtoisie chevaleresque de leur personnel espagnol, qui, sans faire parade de son dévouement, a doublé ses efforts pour remplacer des collègues français mobilisés. A l'heure actuelle, en pleine lutte, notre industrie donne là des preuves d'activité et d'initiative dont les fruits se récolteront après la paix. Il faut encore les multiplier.

Les causes d'intimité entre les deux peuples abondent et, malgré quelques malentendus faciles à réparer, elles ne sauraient manquer d'être efficaces. La France est, avec l'Angleterre, de beaucoup le pays qui fait le plus de commerce avec l'Espagne; elle lui fournit des marchandises, elle lui en achète bien davantage. Les exportations de l'Espagne en Allemagne sont à peine le quart des exportations en France ou en Angleterre. L'Allemagne verrait volontiers, dans l'Espagne, une sorte de colonie africaine, où l'on s'attache d'abord à écouler ses produits. La France, mieux inspirée, traite sa voisine comme une sœur aimée, un peu susceptible, pour laquelle sa politique douanière s'est montrée, dans ces dernières années, particulièrement affable. A une heure où le monde entier doit être las d'affirmations, de négations et de phrases, ce ne sont pas là des mots, mais des chiffres, mais des faits. De tels faits prendront toute leur portée quand la France aura assuré, au prix de son sang, l'avenir pacifique de l'humanité.

L. De Launay.

LENDEMAINS DE RÉVOLUTION

A PÉTROGRAD

LA LIBERTÉ DANS LA CITÉ

Pétrograd, de mars à mai 1917.

La révolution a pris fin, — du moins dans sa phase aiguë. Plus de cris; plus de coups de feu. On s'éveille... D'un cauchemar ou d'un rêve?... On ne sait plus. On a vécu d'une vie si intense, tantôt épouvantée, tantôt enthousiaste!... On en est encore comme étourdi... On se tâte, on se compte : oui, oui, nous sommes tous là quoiqu'un peu pâlis, les nerfs brisés, et hésitans. Vite, un coup d'œil à la fenêtre, un tour dans la rue pour dissiper les dernières brumes du cerveau et prendre contact avec la vie nouvelle...

Nous voici dehors. Le drapeau si terni, si fripé de l'hôpital, a été remplacé par un autre où la croix-rouge flamboie dans de la blancheur neuve. Et cela émeut comme un symbole... Un ouvrier, grimpé sur une échelle, est occupé à ficher un grand drapeau rouge dans des crampons de fer nouvellement posés. L'air matinal est frais, un peu piquant, *tchisti* (propre), comme disent les Russes, débarrassé des impuretés qui le rendaient lourd.

La vie normale reprend. Les ménagères, cabas au bras, attendent leur tour pour le pain devant les boutiques. Elles causent entre elles ou échangent avec les passans des réflexions rapides.

— Eh bien! est-ce qu'il y aura du pain, maintenant?

— *Bôndiet! bôndiet!* (Il y en aura! il y en aura!) Et bien meilleur : du pain de la révolution!

Car tout le monde a confiance et attend du gouvernement nouveau plus peut-être que les circonstances ne lui permettront de donner. Quelques *isvostchiks* sont venus prendre l'air de la rue, avec des chevaux ragaillardis par une semaine de paresse. Un traîneau villageois passe, conduit par un paysan. Les planches du fond disparaissent sous une couche de paille. La *douga* bariolée, rouge, jaune, verte et bleue, à dessins barbares, arrondit son arc au-dessus du cou du cheval. Comme tant d'autres, il a dû arriver à Pétrograd, retentissant de grelots et pavoisé de rubans, pour la « semaine du beurre (1). » Attardé, il s'est trouvé pris par la révolution. Maintenant, il s'en retourne au village, et j'imagine l'accueil que les paysans avides de nouvelles lui feront au retour!

Comme la rue est vive, animée! Les promeneurs débordent des trottoirs pour se répandre sur la chaussée où le charroi est encore peu intense. Les fripiers tatares, leur enveloppe de toile ou de lustrine sous le bras, se remettent à errer, l'oreille tendue au moindre appel; les jeunes garçons de boutique traînent par une ficelle passée sur leur épaule le petit traîneau familier; des employés, — des *tchinovniks*, — reprennent le chemin délaissé de leur bureau; des juifs, logés dans les environs de la synagogue toute proche, aspirent avec plaisir l'air nouveau, beaucoup plus favorable pour eux que l'ancien; des femmes, des jeunes filles trottinent dans la neige, bottées de feutre sous la jupe courte, regardées en dessous par des groupes de marins ou de soldats qui flânent, la cigarette au bec, plaisir si nouveau qu'il garde presque la saveur du fruit défendu!

Près du petit pont, un orchestre de cuivre fait retentir la première phrase musicale de *la Marseillaise*. Les sons partent de la caserne des Équipages de la Garde, à l'angle du canal. Et tout le monde d'y courir... Au dernier accord, applaudissemens, hourrahs, tout l'enthousiasme d'une foule ivre de sa jeune liberté!

Nous sommes en pleine lune de miel du Peuple et de la Révolution...

La joie de vivre, éparse dans l'air nouveau, nous entraîne.

(1) Les jours gras, qui se sont terminés cette année le 20 février. C'est l'habitude des villageois des environs de Pétrograd, ainsi que des Finnois, de venir à cette époque dans la capitale avec leurs traîneaux pour gagner un peu d'argent en promenant les citadins.

Nous longeons le canal Krionkoff pour atteindre celui de la Moïka. Des curieux stationnent autour de la prison incendiée. L'église, dont nous avons vu évacuer les ornemens précieux, est l'objet d'un véritable pèlerinage. Dans la cour d'une maison voisine, des soldats passent en revue un tas de couvertures brunes qu'on a jetées là. Les gamins du quartier jouent autour des piquets de tente, confectionnés par les prisonniers et qu'on a sauvés, puis amoncelés aux abords de la prison. Plus loin, devant les Archives de la police, les papiers brûlés, d'où quelques petites flammes et de la fumée s'échappent encore, forment un rempart calciné dans lequel des *moujiks* portent sans se presser la pioche et la pelle. Des fils de fer arrachés pendent lamentablement le long des poteaux télégraphiques. A l'angle de deux rues, dans une *tchaïnaya* à la devanture peinturlurée de couleurs éclatantes, mais délavées par les pluies, on sert gratuitement aux soldats du thé et du pain. Nous déposons notre offrande dans une petite caisse gardée par deux jeunes filles et je monte délibérément les quatre marches de pierre qui conduisent à la *tchaïnaya*.

Fumée, bruit et poussière... A travers l'atmosphère lourde, empuantie de tabac, de relent humain et de cuir de bottes, je distingue une salle, peut-être vaste, mais coupée en compartimens par de massifs piliers carrés qui se rejoignent en cintre, à la manière des églises romanes, — avec l'art en moins... Derrière un comptoir, où le samovar en resplendissante robe de cuivre a l'air d'une princesse fourvoyée dans un mauvais lieu, des matrones étalent leur rotondité. Les petites servantes, plus agiles, le torchon noué autour de la taille, portent de place en place le thé fumant et les assiettées de pain noir. Autour des tables sans nappes, le fusil posé entre leurs jambes ou à côté d'eux, des soldats boivent et mangent, bavardent et fument. Malgré mes efforts, je ne puis établir de rapprochement entre ces hommes aux uniformes ternes, maculés et déjetés mais sans pittoresque, et les « Ça ira » déchirés, en lambeaux, chemises ouvertes et poitrines au vent de la Révolution française. Je m'imagine plutôt être transportée dans une de ces tavernes du quartier de Suburre où, après une dure campagne, les soldats des légions venaient boire et se divertir en liberté. La révolution russe manque totalement de ce romantisme qui a jailli de la nôtre comme d'une source retrouvée de l'âme française !

Tout l'intérêt qu'offre cette troupe attablée se concentre dans l'expression des visages. Elle révèle une brusque transformation intérieure, une déviation inattendue de l'axe autour duquel gravitait la sensibilité de ces êtres encore primitifs. Ces soldats, ou leurs pareils, je les ai vus, il y a quelques mois, sur le front, mais combien différens! *Moujiks* arrachés à leur glèbe, ils gardaient au fond de leurs yeux, soudain traversés par de rapides éclairs de vaillance, un peu de cette rêverie sans but que dépose dans l'âme de certains paysans, comme dans celle des nomades du désert, le spectacle continu des vastes espaces, associé à un labeur solitaire et silencieux. Maintenant y éclate l'orgueil de leur victoire civique.

Près de la Moïka, des autos filent, rapides, occupés par des miliciens et des soldats. Ils ont remplacé les fusils et les mitrailleuses de ces derniers jours par des paquets d'imprimés qu'ils distribuent au vol, à travers la ville. Les blancs messagers tournoient un moment au-dessus des têtes. Les bras se tendent pour les saisir ou, lorsqu'ils viennent s'échouer sur le sol comme des oiseaux blessés, la foule se jette en bousculade sur la neige et les couvre de son corps, tant elle en est avide. C'est qu'ils sont, ces imprimés, les seuls porteurs de nouvelles, les grands journaux n'ayant pas encore repris leur publication. Celui-ci, dont nous avons réussi à nous emparer, est le n° 9 d'*Isvestia* (Les Nouvelles), organe du parti des ouvriers dont le dévouement de typographes bénévoles assure la quotidienne apparition. Entre autres choses, il publie la renonciation de Michel Alexandrovitch au trône de Nicolas II, son frère. La nouvelle en était déjà connue, mais on lit le texte et on le commente avec une satisfaction visible. A peine né à la liberté, le peuple russe va d'un bond jusqu'au point extrême de ses exigences. Il est pareil à ces gaz dont la violence d'explosion est en proportion de leur degré de compressibilité. Une bonne et durable constitution lui paraissait, il y a quinze jours à peine, un idéal inespéré. En une semaine, la révolution a projeté ses désirs bien au delà. Il se délecte, il s'enivre aux syllabes, nouvelles pour lui, du mot *respoublika*, et c'est déjà la république sociale qu'il lui faut.

— La Révolution française? disent avec une moue un peu dédaigneuse ceux qui la connaissent mal. Il en est sorti une nation de bourgeois. Nous ferons plus vite et mieux!

D'autres, qui n'ont retenu du grand mouvement libérateur émané de la France que le côté sanglant, comme des enfans dont le cerveau reste fermé aux idées, mais dont les sens et l'imagination perçoivent le choc d'une image tragique, vont répétant avec un naïf orgueil :

— Chez nous, ce n'est pas comme en France; nous avons fait notre révolution sans presque verser de sang !

Et quelqu'un d'ajouter, conciliant :

— Vous savez... la Révolution française... il y a déjà plus d'un siècle... Les gens sont plus civilisés à présent.

Mais, en faisant entrer en jeu la civilisation actuelle, aucun de ces hommes ne songe à tourner ses regards vers l'Allemagne assassine obligeant le progrès humain à se faire le complice du meurtre et de la ruine, à ramener sa pensée sur les ruines de Liége, d'Ypres, de Louvain ou de Reims, la deux fois sacrée, — par l'histoire et par le malheur !

Il n'est pas rare d'entendre au coin d'une rue, dans un magasin, quelque Russe plus instruit ou quelque Français blessé dans sa fierté nationale, exposer avec calme ou développer avec des gestes véhémens ce que fut la Révolution française, génératrice de toutes celles du présent et de l'avenir. Et, pendant ce temps, plus éloquent que toutes les paroles, dominant toutes les controverses, l'air sublime de *la Marseillaise* traverse l'espace, pareil à la personnification grandiose que Rude en plaça sur l'un des piliers de l'Arc de Triomphe, et entraîne toutes les âmes au vent de son fougueux élan !

Une foule, plus avide que curieuse, se presse autour d'une façade en angle sur la rue de la Poste et la ruelle de la Garde-à-Cheval. Cette façade est tout ce qui reste du somptueux hôtel du comte Frédériks, ministre de la Cour. J'ai connu le comte Frédériks (1) lors de mon séjour à Livadia, où il se reposait avec sa famille. C'était un de ces Russes d'origine allemande lettrés, cultivés et courtois, comme il s'en rencontre entre Libau et Narva, dans les provinces russes de la Baltique, parfois très sincèrement attachés à la Russie et dont le mélange du sang, l'effet de l'éducation et des habitudes ont fait un type tout à fait spécial. Quant au comte Frédériks, son titre de ministre de la Cour, au moins autant que son origine allemande, a fait

(1) Le baron Frédériks reçut de l'empereur Nicolas II le titre de comte.

que la haine du peuple s'est abattue sur lui dès la première heure. Son hôtel, où s'étaient peu à peu accumulés les objets les plus précieux et les pièces de collection les plus rares, a été envahi, pillé, puis incendié. On prétend cependant que bon nombre des trésors artistiques qu'il renfermait ont été sauvés. Maintenant, des yeux et des mains avides fouillent entre les pierres calcinées, cherchant s'il ne reste pas quelques précieux débris à recueillir. Le comte, actuellement arrêté, se trouvait auprès de l'Empereur au moment du désastre. Sa femme, âgée et malade, put être secrètement transportée dans un hôpital où on la cache sous un nom d'emprunt; sa fille, atteinte de scoliose, réussit à se sauver. Quant au comte, on l'accuse d'avoir comploté contre la Russie en faveur de l'Allemagne. Il est difficile de démêler avant le procès ce qu'il peut y avoir de vrai ou de faux dans ces accusations. Le fait certain, c'est que la Russie, empoisonnée du venin allemand depuis Pierre le Grand, n'a pas su s'en délivrer au moment de la guerre. Le peuple de la révolution fera-t-il ce que n'a pu ou voulu accomplir la monarchie tsariste? Jusqu'à présent, et sauf le comte Frederiks, il ne paraît pas qu'aucun Allemand de Pétrograd ou d'ailleurs ait été molesté en rien.

Sur la place d'Isaac, grande affluence autour d'Astoria, hier encore le plus luxueux, le plus bruyant, le plus select hôtel de Pétrograd, réduit maintenant au silence et à la désolation. Sa façade plate, sa lourde architecture germanique, ses glaces extérieures brisées, forment un sinistre pendant aux fenêtres aveuglées de planches, au fronton découronné de l'ambassade d'Allemagne qui lui fait face et dont il fut, avant la guerre, un des centres d'espionnage les plus actifs.

Le long de la riche Morskaïa (rue de la Mer), bordée des plus beaux magasins de la ville, et de la Perspective Newsky, les autos particuliers qui ont pu échapper à la réquisition commencent à se risquer hors de leur garage, et les gens timides à sortir des maisons où une semaine de terreur les confina. Les portraits de la famille impériale, jusqu'à celui de la grande-duchesse Tatiana, qui fut la préférée du peuple russe, ont disparu des vitrines. Sur les monumens d'où on n'a pu le retirer encore, le monogramme de l'Empereur est recouvert d'un lambeau d'étoffe rouge. C'est ainsi que la grille du Palais d'Hiver, sur laquelle ce monogramme, enfermé dans un médaillon, se répète

de distance en distance, semble de loin porter des stigmates de sang. L'impression vous hante à la longue de ces drapeaux rouges, de ces revêtemens d'étoffe rouge, de ces cocardes rouges attachées aux manteaux ou piquées aux bonnets de fourrure, de ces affiches rouges plaquées aux murs, — lambeaux arrachés par la colère du peuple à la pourpre impériale du dernier des Romanoff.

Sur quelques maisons on lit encore, tracé à la machine à écrire, l'*Appel des soldats consciens*, affiché le 1er mars, et invitant la force armée à maintenir l'ordre dans la rue pendant les jours qui vont suivre. L'Appel constate que, malheureusement, des magasins ont été pillés, des maisons et des domiciles particuliers violés et dévastés, et il ajoute : « Ces désordres ne servent qu'à discréditer dans l'opinion publique le grand mouvement révolutionnaire du peuple russe, et il est de notre devoir de les rendre impossibles. »

Nous voici arrivés à la hauteur de Gostiny-Dvor. On nomme ainsi un vaste bâtiment blanchi à la chaux, composé d'un rez-de-chaussée surmonté d'un étage en cintre et entouré d'un promenoir à colonnes. Il n'est pas de ville russe tant soit peu importante qui ne possède son Gostiny-Dvor. Cela tient le milieu entre le bazar oriental, — si amusant avec ses ruelles étroites et couvertes, ses boutiques où l'artisan travaille sous les yeux de l'acheteur — et nos grands magasins d'Occident.

Le Gostiny-Dvor de la Perspective Newsky mesure environ une verste de tour (1), et contient près de 200 boutiques, ayant chacune sa spécialité. Par tous les temps et dans toutes les saisons, la circulation est intense sous le promenoir. On y entend toutes les langues d'Europe ou d'Asie, on y rencontre tous les types humains, on y croise tous les costumes, depuis le cafetan du Sarte, bordé d'un liséré de fourrure et ouvert sur une longue tunique de couleur tendre, jusqu'aux derniers modèles de la mode parisienne. C'est un lieu de rendez-vous et de caquetages autant que de négoce. Quelques semaines avant la Révolution, on s'y pressait encore autour de la petite boutique du marchand grec, d'où s'échappait une alléchante odeur de sucre brûlé. On trouvait là toute la bonbonnerie chère à l'Orient... et à la gourmandise des Russes. Le sucre, devenu

(1) Un peu plus d'un kilomètre.

rare, a terriblement renchéri ; la boutique du marchand grec et ses noix caramelées, son *halvatt* et ses figues confites s'en ressentent.

Aujourd'hui, une étrange scène se déroule à Gostiny-Dvor. Un jeune homme en costume d'étudiant monte sur une estrade improvisée, crie et gesticule. Nous approchons. On entend :

— Le numéro d'hier du journal de Moscou *Rannïé ontro* (la première heure), cinq *kopeks!*... Qui donne plus?...

— Deux roubles ! crie une voix.

Et aussitôt, l'enchère monte : 10 roubles ! 15 roubles ! 18 ! 28!... Enfin, le numéro est adjugé à 50 roubles.

Les journaux de Pétrograd ayant cessé de paraître depuis une semaine et l'arrivée de ceux de Moscou ayant été interrompue pendant trois jours, les étudians ont eu, dès la reprise de service des chemins de fer, l'ingénieuse idée de vendre aux enchères, et au profit des postes de ravitaillement pour les soldats, les premiers numéros parus. La criée a été productive à Gostiny-Dvor ; elle ne l'est pas moins, au coin de la rue Troïtskaïa où la même scène se renouvelle. Un numéro du *Rouskoyé Slovo* a été adjugé à 100 roubles, ainsi qu'un *Rousky Viédémosti* et la foule d'applaudir et d'accompagner les acheteurs avec des ovations frénétiques. On dit, mais je n'ai pas assisté aux enchères, que sur un autre point de la Newsky un numéro de ce même journal a atteint le prix fantastique de 10 000 roubles (plus de 20 000 francs).

Un trafic original se fait sur les ponts où l'on vend à vil prix des revolvers, des fusils, des sabres d'officiers et des *kortiks* (épée courte) de marins, volés aux officiers, pris à l'Arsenal ou réquisitionnés sans droit dans les maisons.

Bien que les tramways ne fonctionnent pas encore, que les *isvostchiks* soient rares et d'un prix inabordable et que l'on commence à trouver bien long le chemin, nous poussons jusqu'à la place Znamenskaïa où eut lieu le choc sanglant du 26 février, entre l'armée et la police. La statue équestre de l'empereur Alexandre III, lourde et sans majesté d'ordinaire, et qui assista à l'effroyable combat, se dresse, invisible et tragique, sous un revêtement d'étoffe rouge, comme si avait passé sur elle toute la vague de sang.

A Pétrogradskaïa-Stérana, à Viborskaïa, où retentissent les sinistres clameurs de la faim, à Vassiliewsky-Ostrow et dans

tous les quartiers ouvriers, l'effervescence n'est, paraît-il, pas calmée encore. Le chômage continue dans les usines. Des ivrognes traînent par les rues. On continue à traquer les derniers représentans, à poursuivre la police. Quelques coups de feu ont été échangés... derniers effets d'un orage qui va s'apaisant.

A LA CASERNE. LE CONSEIL DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS

Guiorgni, le matelot, est revenu tout triste de la caserne, Certains de ses « camarades » lui ont reproché d'être un « lécheur d'assiettes » parce que, malgré la suppression des « ordonnances, » il continue à demeurer dans la famille de son lieutenant à laquelle il s'est attaché. Lorsqu'il entra comme matelot au service du lieutenant de marine, S... Guiorgni était un garçon pâle et délicat. On lui épargna les travaux pénibles, les courses par les grands froids ; sa santé se fortifia peu à peu.

— Ne jugez pas du service des ordonnances et des matelots en Russie par ce que vous avez sous les yeux, me dit quelqu'un. Chez le lieutenant S... les subalternes sont traités « à la française ; » mais la façon dont se comportent avec eux la plupart des officiers, et surtout leurs femmes, n'explique que trop leur animosité et leur révolte. Tout ce qui porte un uniforme en Russie se croit en droit d'être hautain, arrogant, voire brutal.

Même après la Révolution de 1905 des punitions corporelles n'ont pas disparu du code militaire russe. Un jeune docteur militaire m'a assuré qu'avant la révolution il arrivait encore qu'un soldat fût passé par les verges, même sur le front.

— Il est vrai, m'a-t-il dit, que c'était presque toujours dans des cas où les sévérités de la discipline eussent exigé la peine de mort.

Un autre officier m'a raconté ceci :

— Un jour de la fin de l'hiver 1916, j'arrive à N... et je me rends tout droit à la caserne. La ville regorgeait de soldats. N... est un des centres militaires les plus importans du Nord-Ouest. Elle reçoit surtout les paysans des gouvernemens du Nord, qui sont les plus arriérés de la Russie. Aussi est-elle renommée pour l'ignorance de ses recrues. Ce sont de braves gens, mais

qu'aucun facteur de civilisation n'a touchés. Leurs villages restent isolés les uns des autres pendant la plus grande partie de l'année, et les hommes n'y ont de contact entre eux qu'à l'époque des foires où l'on s'en va vendre les peaux des animaux tués pendant l'hiver. Imaginez ces gens transportés tout à coup à la ville, à la caserne. Tout leur est un sujet d'étonnement, d'admiration ou de terreur. Le dernier des gradés leur apparaît comme une espèce de Dieu, omnipotent et omniscient. Ils ne manquent pas d'intelligence, mais tout concourt à les paralyser : leur vocabulaire, qui les sert mal, leurs gestes que la timidité rend gauches. Ils comprennent à peine les ordres qu'on leur donne, et Dieu sait comment ils les exécutent! Une parole ou un geste de colère les terrorise et il faudrait être un ange pour rester calme auprès d'eux. Cependant, une fois le sentiment de terreur dompté, ils sont, comme les autres, capables de faire d'excellens soldats, mais aussi de se livrer aux pires fantaisies.

Donc, j'arrive à la caserne. J'entre au poste de la compagnie. Plusieurs gradés y sont réunis autour d'un *praportchik*. Une botte gît sur le plancher, la tige fendue du haut en bas, avec un couteau. Le *praportchik*, furieux, gesticule et crie :

— En voilà une brute! Fendre sa botte pour couper à l'exercice! Et, en temps de guerre, encore! Ah! il va voir! Il va voir!

Presque au même moment, on introduit le soldat.

— Te voilà ! brute! triple brute! crie l'officier.

Et, saisissant la botte par la tige, il en soufflette l'homme à droite, à gauche, encore et encore, jusqu'à ce que, fatigué, il jette la botte dans un coin :

— A présent, file!

Le soldat ne se fait pas répeter le commandement; mais il n'a pas plutôt fait demi-tour qu'il reçoit dans le bas de son individu, un coup de pied solidement appliqué et qui l'envoie buter du nez contre la porte par laquelle il allait sortir.

J'avais assisté, muet, à toute la scène.

— Je vous demande pardon, mon cher, dit alors le jeune officier en se tournant vers moi; mais que faire avec ces brutes? Ma correction lui épargne quelque chose de pis.

— Peut-être, en effet, dis-je, si on avait demandé son avis au soldat, aurait-il choisi de lui-même la punition imaginée

par son officier, plutôt que le jugement militaire encouru ; mais qu'est-ce que cela eût prouvé, sinon que la dignité d'homme n'avait été ni éveillée, ni cultivée en lui?

— C'est précisément à cette conclusion que j'en voulais venir. Toute la supériorité de la discipline française sur la nôtre est là.

Quel terrible cercle : le subordonné abruti par la peur; l'abrutissement du subordonné provoquant dans le chef la colère qui crée la peur! Cependant ne généralisons pas outre mesure. Il est, dans tel régiment, tels officiers qui surent concilier la dignité humaine et la discipline.

— Je me revois à la caserne de notre régiment avant la guerre, me dit le capitaine V... C'est le moment de la conscription. Les jeunes conscrits vont venir. Chaque officier les attend dans sa compagnie. Ils arrivent. Ce sont de beaux gars, triés sur le volet, bien musclés, intelligens. Mais ce sont des paysans, un peu troublés par tout ce que leur situation comporte de nouveau et d'inattendu. L'officier les reçoit, les inscrit, leur montre les tableaux qui rappellent les gloires du régiment auquel ils vont avoir l'honneur d'appartenir, et dont ils auront à continuer les traditions, puis il les conduit devant l'icone. Ainsi la première personne avec laquelle le soldat entre en contact, c'est l'officier appelé à le commander.

« Maintenant, imaginez les rapports qui vont s'établir entre ces deux hommes de milieu, d'éducation, de mentalité si différens. Le plus souvent, le *moujik* n'a fréquenté aucune école ; il ne peut s'exprimer qu'en un langage primitif comme sa pensée même. Du grand pays qu'il habite, il ne connaît que son village, perdu dans l'immensité des plaines, entre l'étang et la forêt. En fait d'édifice, il n'a vu que son église ou celle du bourg voisin Arraché à ces spectacles familiers, il se sent faible, isolé, perdu. A côté de lui vit un autre homme, à la démarche aisée, à la parole facile, et cet homme est son chef. Il en a d'abord eu la crainte; puis il s'est aperçu que ce chef était bon. Or, de tous les sentimens, celui auquel le paysan russe est le plus accessible, c'est la bonté. Le voilà rassuré; à la crainte succède le respect. Les jours passent; l'accoutumance se fait. Il ne tarde pas à s'apercevoir que tout ce qui lui arrive d'agréable ou d'utile à la caserne lui vient par son officier. Il y est entré illettré; son officier l'instruit; il assiste aux cérémonies du

culte, et son officier y assiste avec lui. Est-il aux prises avec une difficulté, il lui suffit d'en faire part à son officier pour qu'elle s'aplanisse. Ainsi naissent en lui la confiance et cet attachement qui, sur le champ de bataille, le rendra obéissant et dévoué jusqu'à la mort. »

Ainsi parla le capitaine V... Étrange contraste entre ce tableau idyllique et la scène peinte par le jeune officier de N... La Russie est faite de ces contradictions...

Quoi qu'il en soit, Guiorgni souffre de quitter un milieu qui convenait à son âme exempte de vulgarité. Assis sur une chaise de la cuisine, dans une pose affaissée, il se lamente :

— Qu'est-ce j'irai faire avec eux? *Bog snaït!* (Dieu le sait!) On ne dirait plus des hommes. Ils disent qu'il ne doit plus y avoir d'officiers et que, s'il y en a, c'est eux qui les choisiront. A la caserne, ils m'ont chargé des travaux les plus durs!... Et voilà, ajoute-t-il non sans logique, ils appellent cela la liberté!... La leur, peut-être... Mais la mienne, qu'en font-ils?...

Il faut bien le dire, car cela est désormais de l'histoire, c'est le *pricaz* (ordre) n° 1 publié par le Conseil des députés des ouvriers et des soldats (1) qui a fait tout le mal. Ce Conseil, aujourd'hui tout-puissant, est sorti du groupe des députés *troudoviki* ou *travaillistes*. Il existait déjà lors de la révolution de 1905 et joua un grand rôle pendant les terribles journées de janvier, sous la présidence de Kroustaloff-Nassar. A son nom ancien, il a ajouté les mots « et des soldats, » afin de comprendre dans son sein l'énorme masse des travailleurs actuellement sous les drapeaux. Deux de ses membres, MM. Kérensky et Tchkéidzé siègent à la fois dans le Gouvernement et dans le Conseil. Il tient ses séances au Palais de Tauride, qui fut celui de la Douma. Socialiste, il a refusé de suivre M. Rodzianko et le Gouvernement provisoire, qui se seraient contentés d'une monarchie constitutionnelle, au moins jusqu'à la convocation de l'Assemblée nationale constituante. Il a insisté pour l'établissement d'une républiqne démocratique et c'est lui qui l'a

(1) Le « Conseil des Députés des ouvriers et des soldats » est composé d'environ 2 000 membres, élus par les masses civiles et militaires sous la présidence de A. F. Kérensky et de Tchkéidzé, député du Caucase. C'est une sorte de Conseil révolutionnaire dont les tendances rappellent celles du club des Jacobins dans la Révolution française. Pour plus de facilité, nous le nommerons simplement ici : Le Conseil.

emporté. Néanmoins, la création d'un gouvernement définitif reste l'œuvre attendue de la grande Assemblée.

A plusieurs reprises, la situation a été très tendue entre le Gouvernement et le Conseil, leurs ordres étant parallèles et contradictoires. Grâce à une première intervention du député Kérensky, le Conseil consentit à renoncer à des querelles de partis, et A. F. Kérensky entra au Ministère avec le portefeuille de la Justice. Malgré ses promesses et en maintes occasions, le Conseil a mis le Ministère en échec et l'on peut prévoir le jour où il en provoquera la chute. Son rôle tend sans cesse à grandir, étant donné qu'il a aussi pour lui la formidable masse paysanne, à laquelle il a promis la terre, et dont le Congrès se réunira dans quelques semaines à Pétrograd.

Dès sa formation, le Conseil, par le *pricaz* n° 1, intima l'ordre aux soldats de terre et de mer de n'obéir à leurs officiers qu'à la condition que leurs ordres seraient en conformité avec les siens. Il supprima le tutoiement; les officiers, jadis gratifiés d'un titre, durent être désignés désormais par leur grade. Il déclara que les soldats étaient libres après leurs exercices et égaux à tous les citoyens, — ce qui leur ouvrait le vaste et dangereux champ des controverses politiques. Ce faisant, le Conseil a tué dans l'armée la discipline. La liberté est un vin fort qu'il ne convient pas de boire d'un seul trait.

Le même *pricaz* subordonnait les officiers aux soldats en les soumettant à leur élection. Voici comment la scène se passe. Le *feld-webel* donne le nom d'un officier qui commandait la section ou la compagnie et le met aux voix. A mains levées, les soldats acceptent ou rejettent. Cela a donné lieu à des scènes qui seraient comiques dans un autre temps et pour un autre objet. La plupart des soldats ne connaissent pas le nom de leurs officiers, qu'ils désignent ordinairement entre eux par une particularité quelconque. Les votes se font donc au hasard et engendrent toutes sortes de méprises : on voulait celui-ci, et c'est précisément cet autre qu'on a nommé... Regrets, criailleries, discussions... Mais c'est ici comme aux enchères : une fois que le marteau a frappé sur la table et que la voix du commissaire a crié : « Adjugé ! » on n'y revient plus.

Le Conseil a institué en outre des comités de soldats, pour veiller à l'ordre du régiment et reviser les punitions infligées par les officiers. Ces comités, limités d'abord à Pétrograd, se

sont peu à peu établis sur le front. Rien que la formation des comités de compagnies a retiré de la zone active de guerre plus de 30 000 hommes qui ont passé à l'arrière du front avec les états-majors, les réserves et les auxiliaires.

Les officiers ont eu beaucoup à souffrir du fait de cette dernière institution. Chargés de toute la responsabilité et privés des droits correspondans, ils n'osent donner un ordre dans la crainte de le voir discuté ou enfreint. Tous ceux d'entre eux qui le peuvent passent dans les cadres de la réserve et, sans la guerre, ils donneraient en masse leur démission. Au début de la Révolution, se montrer dans la rue constituait, pour un officier de terre ou de mer, un acte de courage : « Nous préférerions être tués par les balles allemandes! » disaient-ils. Ce danger a disparu, mais un officier risque à chaque instant d'être blessé dans sa dignité d'homme ou de soldat.

La plus grande confusion règne dans les casernes : des mitrailleurs se sont trouvés, on ne sait comment, chez les fantassins ; des cavaliers de Krasnoïé-Sélo ont échoué dans une des milices, où ils vivent pêle-mêle avec les miliciens ; le 2e mitrailleurs d'Oranienbaum a pris possession de l'École des Ingénieurs où il a fallu établir pour lui un poste de ravitaillement.

Les résultats désastreux et foudroyans de l'ordre n° 1 ne tardèrent pas à épouvanter même le Conseil. Par le *pricaz* n° 2, il rappela les soldats à l'ordre, à la tenue et à la discipline. Mais le mal était déjà profond. Après des jours de complète licence, de promenades et de flâneries désordonnées à travers la ville, quelques patrouilles commencent à sortir. La foule s'arrête et regarde, étonnée. Le contraste est si grand, entre les uniformes soigneusement ajustés, l'allure martiale d'autrefois et le laisser aller, la démarche paresseuse d'aujourd'hui !... Sont-ce là les armées héroïques des champs de la Prusse orientale, des campagnes de Pologne et de Galicie? Sont-ce là les soldats de la Révolution?

L'ORDRE DANS LA RUE. — LA JOURNÉE D'UN MILICIEN

Un jeune homme monte la garde dans notre rue. Il est vêtu d'un uniforme d'étudiant noir à pattes bleues et, à boutons de cuivre, et il porte un brassard avec les lettres GM. peintes en rouge sur fond blanc. Cela signifie *Gorodskoïa Militri*, Milice

de la Ville. C'est un de ces miliciens qui ont été appelés à remplacer la police après sa disparition.

La milice, aujourd'hui notre unique sauvegarde contre les excès d'une cohue lâchée et sans frein, s'est d'abord organisée automatiquement. Dès les premiers jours de la Révolution, les étudians prirent sur eux de maintenir un ordre relatif dans les rues où l'armée ne pensait qu'à combattre et où se répandaient les prisonniers de droit commun, libérés par l'incendie des prisons. Dès le 27 février, l'inscription des jeunes volontaires était reçue à la Douma de la Ville; le 1er mars, le Comité provisoire exécutif de la Douma confiait à M. Krijanowska la mission d'organiser la milice de Pétrograd. Elle s'installa au petit bonheur, dans les quelques *ovitchastoks* qui avaient échappé à l'incendie ou dans des locaux provisoires.

Les nouveaux enrôlés, dont quelques-uns, dans les débuts, avaient à peine seize ans, organisèrent des patrouilles, se mirent de faction à l'angle des rues, tandis que d'autres se tenaient en permanence au commissariat, prêts à accourir au premier appel téléphonique parti d'une des maisons de leur quartier. C'est qu'on n'était guère rassuré dans les demeures particulières!... Des bandits, profitant du trouble, y pénétraient sous prétexte de perquisition, volant et terrorisant. La Douma avait, il est vrai, recommandé à la population d'exiger pour n'importe quelle visite domiciliaire un ordre scellé de son sceau, mais la crainte et l'affolement étaient tels que l'on cédait à la moindre pression. Dès que l'on sut qu'il suffisait d'un appel téléphonique pour être secouru, on se rassura.

Peu à peu l'ordre se rétablit. On organisa une véritable police privée : commandans de quartiers, commandans de rues et commandans de maisons. Tous ces emplois furent assumés par des hommes de bonne volonté. Le commandant de maisons dut établir l'ordre de garde pour tous les locataires (une heure par jour) avec un roulement régulier. Les locataires ayant des raisons valables pour se dispenser de cette garde purent, moyennant rétribution, se faire remplacer par un milicien. Ces locataires de garde, ou l'homme qui tenait leur emploi, étaient les « assesseurs » du *starché-dvornik* ou portier-chef.

Il convient de dire que les maisons de Pétrograd ne ressemblent en rien à nos demeures parisiennes. Ce sont pour la plupart des espèces de cités à plusieurs cours et à deux ou trois

entrées. Un seul homme n'en peut assurer la surveillance. Chacune d'elles possède son *starché-dvornik*, ses « suisses, » son gérant, sa « chancellerie. » A Pétrograd, l'espace, les rues, les places, les monumens, les maisons et jusqu'aux appartemens, tout est immense et souvent hors de proportions.

Le bienfait de l'institution nouvelle n'a pas tardé à se faire sentir. Le calme, la confiance, la sécurité sont revenus peu à peu. Les fauteurs de troubles n'osent plus se risquer à des attaques désormais difficiles et dangereuses ou, s'ils s'y hasardent, comme à la tentative de pillage faite au grand magasin des Gourmets, ils sont arrêtés aussitôt.

— Certes, la besogne ne manque pas aux miliciens, répond le jeune étudiant au brassard blanc orné de lettres rouges que je viens d'interpeller. Que n'avons-nous pas fait pendant la révolution ? Chasse aux malfaiteurs, aux agens de police, aux ivrognes ; perquisitions sur ordre ; patrouilles de jour et de nuit ; poursuites des « autos noirs » qui nous tuaient à coups de fusil dans la nuit : nous avons vraiment goûté de tout ! Ma journée ?... Cela vous intéresse. C'est à peu près celle de tous mes camarades, vous savez...

— Racontez tout de même.

— Eh bien, voilà. Il y a une semaine à peine que je suis milicien. J'ai choisi le service extérieur comme plus actif. J'arrive vers dix heures du matin à la milice et j'en pars... quand je peux. Avant-hier, l'aide-commissaire me dit : « Ne vous en allez pas, il y a une affaire intéressante. Je vais faire un tour à la chancellerie. » Avez-vous vu notre commissariat ? Non ? C'est un ancien poste de police ; mais comme il est changé ! Au lieu de l'uniforme des *gardavoïs*, à la vérité assez élégant, mais qui gardait malgré tout un aspect servile très spécial aux yeux d'un Russe, voici maintenant l'uniforme noir et bleu à boutons d'or des étudians, la tunique grise des militaires, le vêtement noir des civils. Plus de silences solennels, de conversations mystérieuses et à voix basse ; les gens ne se signent plus de peur en entrant. Ce lieu terrible, cet antre gardé par des cerbères avides de gâteaux de miel, mais qui les acceptaient sans en être apaisés, est devenu un asile accueillant. On aime à s'y attarder pour causer des affaires générales ou particulières, et la vieille icone paraît toute réjouie du babillage et de l'activité joyeuse de cette jeunesse.

« Le commissaire me fait appeler dans son cabinet : il venait de recevoir par téléphonogramme l'ordre d'arrêter le général G... C'est un partisan de l'ancien régime, mais ses antécédens seuls suffiraient à justifier la mesure prise contre lui. Commandant du rayon militaire de V..., le général s'y fit la réputation d'un terrible justicier. Il pendait les gens comme à plaisir et s'était fait une règle de ne jamais signer une grâce ni une commutation de peine. On s'attendait à de la résistance; aussi décida-t-on de faire un choix parmi les plus forts. Je fus désigné, avec l'adjoint, deux autres miliciens et huit soldats

« Arrivés à la maison indiquée, nous plaçons un soldat en sentinelle à chaque porte. Ordre de ne laisser entrer ni sortir personne. Nous entrons dans la cour, revolver au poing. Le *dvornik*, stupéfait de voir un canon de revolver à deux pouces de son visage, se lève d'un bond, le dos arqué, les bras collés au corps et tremblant de peur. J'avais un peu envie de rire... Mais il faut soutenir la dignité de son rôle : ce n'est pas un acte d'opérette que nous jouons. Nous montons à l'appartement suspect. Le *dvornik* nous suit. La maîtresse de maison est absente. La bonne n'a pas les clés. Une seconde d'hésitation, puis nous faisons sauter les serrures des armoires, nous retournons les lits, nous vidons les grands coffres : bref, tout ce qui peut donner asile à un homme, passe par nos mains. La bobonne pleurait et s'essuyait les yeux avec son tablier blanc.

« La crainte est, dit-on, le commencement de la sagesse : nous l'avons bien vu. Le *dvornik* sur qui la menace du revolver, compliquée de sa responsabilité personnelle, continue d'agir, s'avise soudain de nous donner une adresse où il se pourrait bien que notre gibier se cachât... Et nous voilà dégringolant l'escalier, non sans avoir placé une sentinelle à côté du téléphone, afin d'éviter les risques d'un avertissement officieux.

« Une foule de curieux s'était amassée devant la porte. On est déçu de nous voir redescendre seuls! Songez donc, quel plaisir d'annoncer au dîner, en servant le *borchtch* : « Vous savez, on a arrêté le général G... J'étais là! » Une locataire à qui on avait refusé l'entrée de la maison s'était tranquillement installée dans notre auto pour se réchauffer et lisait le journal. Il y avait à peu près 20° de froid!

« Au commissariat du rayon où nous devons prendre un nouvel ordre de perquisition, nous laissons partir nos camarades

et nous ne restons que deux, l'adjoint du commissaire et moi. Mon compagnon monte à l'appartement, tandis que je me tiens debout près de la porte d'entrée, avec un revolver de dame à la main, un vrai joujou nacré... Tout à coup, doucement, doucement, une tête passe dans l'entre-bâillement de la porte, je reconnais le général. La souris est prise! Je braque mon revolver entre les deux yeux de l'homme. Il tressaille, s'arrête. J'étais décidé à tirer au moindre mouvement. Il n'en fit aucun, et se rendit. En plus ou moins de temps, c'est ainsi qu'ils se sont laissé prendre, tous. »

LA FÊTE RÉVOLUTIONNAIRE

Les tramways recommencent à circuler. Mais heureux qui peut les prendre! Non seulement ils sont bondés à l'intérieur au point qu'une fois entré on n'en peut plus sortir, mais les voyageurs, les militaires surtout, obstruent l'entrée et la sortie, pendent en grappes le long des appuis-main de cuivre, s'accrochent aux moindres saillies, se suspendent les uns aux autres comme de monstrueux essaims!... Jadis les soldats n'avaient accès que sur la plate-forme de devant; la révolution leur ayant donné tous les droits, ils en usent! On ne voit plus qu'eux dans les trains! Comment lutter d'agilité ou de force avec ces gaillards aux muscles puissans, capables de vous envoyer d'un coup de pouce rouler au milieu de la chaussée? Parfois, cependant, ils mettent une certaine bonhomie à vous aider dans vos tentatives d'escalade. Vous tendez une main confiante, le tramway démarre et... vous restez, jusqu'au prochain arrêt, suspendu à une poigne aussi solide qu'un crampon de fer.

Dès cinq heures les premiers jours, à six heures maintenant, la circulation s'interrompt, les usines se ferment, les magasins mettent leurs volets. Ne faut-il pas que conducteurs, ouvriers, employés prennent part aux réunions du soir?... Car la fête révolutionnaire a commencé. On a beau crier : « Et la guerre! Et la reprise du travail! » Nul n'écoute. « Un pied dans l'usine, un pied dans la rue, » telle est la devise.

La boutique ou le bureau fermés, on se précipite au dehors, à pied dans la boue du dégel. Il n'est pas de quartier qui n'ait ses salles de réunion et ses orateurs. Le plus souvent, le meeting est agrémenté d'un concert. Tous les artistes se font un honneur

de prêter leur concours à ces fêtes révolutionnaires. Aussi, sous le lourd manteau qui n'épargne ni les ruches ni les volans, les citoyennes ont fait un brin de toilette. On s'engouffre entre les globes électriques, on quitte les pelisses et les caoutchoucs, on ajuste son vêtement ou ses cheveux en passant et, de l'entrée au vestiaire, le pavé où tant de « galoches » boueuses ont traîné n'est plus qu'un bourbier affreux.

Une atmosphère ardente règne dans la salle, — l'atmosphère d'un camp les soirs de victoire!... Libre! Libre! on est libre!... De toutes parts résonne ce mot : *Soobodia* (liberté) ou cet autre : *tavarish* (camarade)! J'avoue entendre ce dernier sans plaisir depuis l'odieuse profanation que les Allemands en ont faite. En Russie, y a quelques semaines encore, on s'abordait avec une tendre appellation : *bratie* (1) (frère) ou *sistra* (sœur). Combien cela était plus doux! Le terme de « camarade, » plus socialiste, a remplacé l'ancien, et c'est grand dommage.

Il n'est pas une de ces réunions où quelques-uns des grands orateurs de la révolution ne prennent la parole : Rodzianko, Kérensky, Goutchkow... Mais le moment le plus émouvant, celui qui soulève des tempêtes d'applaudissemens, c'est lorsque apparaît sur la scène, ou monte sur l'estrade, un des vieux combattans de la révolution russe, de 1905 ou d'avant, un Tchaïkowsky, un Lopatine, une Véra Figner, blanchi dans l'exil ou dans les prisons...

Le printemps est arrivé, brusque, brillant et chaud. Les canaux commencent à faire craquer leur armature de glace; les rues ressemblent à des lits de torrens gonflés par les pluies d'hiver. On passe sur des planches, on piétine dans la boue, on s'enfonce dans un cloaque, mais on a du bleu sur la tête et de l'espérance dans le cœur. Pourquoi donc une telle espérance? Les Allemands ont-ils évacué la frontière, de Libau à la Bessarabie? Les usines débordent-elles à ce point d'obus que nous puissions escompter une définitive victoire? Pétrograd regorge-t-il de vivres? et n'y mourra-t-on plus de froid l'hiver prochain? Les millions de réfugiés qui font craquer les ceintures de nos villes vont-ils rentrer dans leurs foyers?

— Non, en vérité, non; mais ne savez-vous pas que c'est la révolution?

(1) « Bra*tie*, » prononcez comme *tie* dans É*tie*nne.

— Oui, oui, je sais, c'est la révolution; mais à quoi bon l'avoir faite, si c'est pour tomber demain sous la servitude allemande?

Déjà, heureusement, un mouvement se dessine en faveur d'une reprise active de la guerre. Des soldats venus du front ont jeté le cri d'alarme : les provisions d'obus diminuent, l'élan héroïque des troupes menace de se ralentir... Et de toutes parts des manifestations militaires s'organisent : les soldats reprennent leurs promenades rythmées par les chants nationaux; on passe des revues de troupes sur la grande place du Palais d'Hiver. Tout le long de la Perspective Newsky, les Cosaques ont défilé avec leurs drapeaux et leurs lances... Puis ce fut le tour des Écoles militaires : l'infanterie (École Vladimir et Paul), l'artillerie (École Michel et Constantin) traînant ses canons et ses caissons. D'éloquentes inscriptions en lettres d'or éclatent sur le rouge des oriflammes : *Orondi soldatam* (Des canons pour les soldats). Et *la Marseillaise* enroule tout dans sa frémissante volute !

Tant de courans se croisent et se contrarient en ce moment dans la capitale bouillonnante que la pensée y perd, à chaque instant, son fil directeur. Tandis que soldats ou officiers du front, élèves-officiers des Écoles, cherchent à canaliser vers eux l'attention et l'enthousiasme, mille autres sujets les sollicitent. Un cortège de femmes passe avec ses drapeaux, ramenant tous les esprits vers la conquête des conquêtes : le suffrage universel!... Ailleurs, les ouvriers manifestent pour la journée de huit heures; les femmes des soldats, pour l'augmentation de l'indemnité. La réunion de l'Assemblée constituante, le partage de la terre, la question des nationalités, que de sujets dangereux et passionnans!...

L'appel à la liberté, jeté aux quatre coins de la Russie et du monde par les clairons de la révolution russe, a retenti parmi les nationalités si diverses, et pareillement opprimées, de l'ancien empire des tsars. Mazeppa en a tressailli dans les steppes de l'Ukraine et, d'entre ses rochers de granit, la Finlande se dresse, attentive. Les tronçons de la Pologne ont frémi à l'espoir d'une jonction prochaine; l'Arménie pantelante s'est soulevée sur son lit de douleurs, la Géorgie a lancé son cri de guerre et frappé sur son bouclier!... Dans toutes les rues de la capitale, à certains jours, les étendards enfin déroulés ont claqué au vent, mêlés à la bannière révolutionnaire : le blason de

Finlande, au lion jaune sur fond rouge; le drapeau blanc, noir et azur des Esthoniens et jusqu'au bouclier de David des Israélites, — les seuls d'ailleurs dont les revendications ne constituent pas un danger pour l'intégrité de la Russie. Car on n'ose se demander jusqu'à quel point il convient d'apporter ici l'approbation ou le blâme. Que serait dans le concert futur des peuples la nouvelle Russie, diminuée de la Finlande, de la Pologne, de l'Ukraine, de l'Esthonie, de la Livonie, de la Courlande, du Caucase et de l'Arménie? Ainsi mutilée, elle reculerait, par delà Pierre le Grand, jusqu'à l'époque du grand-duché de Moscou. Mais allez donc parler raisons pratiques et économiques à d'incorrigibles idéologues! Ceux qui le tentent en ce moment, comme Milioukoff, y jouent leur popularité. D'ailleurs, c'est une façon de voir courante parmi les Russes que tous les anciens États dépendans auxquels ils offrent le choix entre l'indépendance et l'autonomie adopteront ce dernier *modus vivendi* pour former avec eux la grande république des États-Unis de Russie. Rêve voisin de l'utopie. Toutes, ou presque, les individualités consultées affirment que leur pays veut l'indépendance. De savoir s'il est capable d'en jouir d'abord et de la conserver ensuite, ce n'est pas la question, et l'avenir le montrera; mais chacun d'eux entend soutenir son droit. Le problème n'est pas nouveau; il était tout entier en germe dans la Russie d'avant la Révolution. N'en avoir pas tenu assez compte sera peut-être pour ceux qui ont préparé et déclenché le mouvement d'aujourd'hui une impardonnable faute devant l'Histoire.

Tout de même avant qu'on en arrive aux difficiles et dangereuses procédures, ces drapeaux flottans, ces enthousiasmes exhalés en chants patriotiques, ces orchestres de cuivre jetant à tous les vents l'hymne français, symbole éternel de la liberté des peuples, ajoutent à l'éclat de la fête révolutionnaire. Pétrograd est vraiment une ville en joie, frémissante de vie, de mouvement et de bruit. Les menaces de l'étranger viennent battre ses murs sans l'émouvoir, les inquiétudes du ravitaillement se perdent dans l'ivresse de la liberté, toutes les difficultés à résoudre sont rejetées dans un avenir dont l'imprécision satisfait le tempérament temporisateur des Slaves.

Pendant que le peuple fête la liberté, le Gouvernement provisoire travaille pour lui. Bureaux et commissions siègent alter-

nativement et sans interruption au Palais de Tauride. Tout est à réorganiser dans ce vaste empire, et à réorganiser en pleine invasion, avec une population mâle terriblement amoindrie. La tâche est rude. Seuls des Titans en pourraient assumer la responsabilité sans trembler. Les ministres de la jeune révolution russe sont, heureusement, ce que la nation compte de meilleur, de plus actif, de plus désintéressé et aussi de plus sage. Pendant les trois années de guerre qui rendirent si ardente leur lutte contre l'incapacité du gouvernement aujourd'hui déchu, ils ont pris, en même temps que l'habitude des affaires et du pouvoir, un contact intime avec le peuple et acquis une exacte connaissance de ses tendances et de ses besoins. Si les partis extrêmes ne l'emportent pas sur eux, on peut attendre beaucoup de l'avenir du peuple russe.

UNE INTERVIEW DE M. MILIOUKOFF

Coup de téléphone. Le secrétaire du ministre des Affaires étrangères me fait savoir que le ministre, de qui j'ai sollicité une interview, me recevra ce jour même, à une heure et demie. Un coup d'œil à la pendule, midi 45. Je n'ai que le temps! Vite ma toque, mon manteau, mes bottikis... Je hèle un *isvostchik* et en route pour la Place du Palais.

Qui ne connaît le ministre actuel, M. Milioukoff? S'il fut sous le tsarisme ce qu'on appelait un « homme européen » par l'étendue de ses connaissances, par la largeur de ses vues et l'indépendance de ses idées, il l'est aujourd'hui par sa réputation. C'est un des hommes qui ont le plus fait pour la Révolution russe. Exilé pour son libéralisme, puis revenu dans son pays avec un bagage intellectuel accru, M. Milioukoff joua un rôle important comme publiciste pendant l'époque qui précéda immédiatement la Révolution de 1905. Il fut l'un des principaux organisateurs du parti *Konstitutional-Démocratt* ou *Cadet*. Depuis, il a suivi une ligne politique continue. Il a représenté son parti à la troisième et à la quatrième Douma avec maîtrise et éloquence, et s'est trouvé y être sans cesse l'un des principaux leaders. Après la prorogation de la Chambre, en juillet 1915, il commença l'organisation du Bloc, coalition de tous les libéraux à quelque parti qu'ils appartinssent, et qui fit la force de la quatrième Douma. Son discours, à l'ouverture

de l'avant-dernière session 1/14 novembre 1916, fit en Russie et à l'étranger une très grande impression.

C'est un homme intègre, modéré, mais profondément libéral, et très au courant des nécessités vitales de son pays.

Dans le vaste salon ministériel, je retrouve le même accueil aimable et simple que M. Milioukoff me faisait en 1915, lors de mon arrivée en Russie, dans son cabinet de travail de la rue Bassenaïa. Seulement, alors, un sourire de tristesse errait sur sa bouche ; maintenant ce sourire est d'espérance...

Après avoir fait allusion, pour les réfuter, aux craintes de paix séparée qui ont percé dans le public en ces derniers temps, le ministre déclare :

« La guerre que nous menons et à laquelle l'Allemagne nous a contraints est une guerre libératrice et, comme telle, en concordance avec les idées généreuses de la démocratie. » Puis, après avoir exposé, avec la clarté qui lui est coutumière, les raisons déterminantes de la Révolution russe : germanophilie des hautes sphères, mésentente entre le gouvernement et le peuple, M. Milioukoff ajoute : « Le militarisme prussien, l'autocratisme prussien sont en opposition flagrante avec les principes de la démocratie russe. L'Allemagne est la dernière forteresse de l'autocratie en Europe. La victoire des Alliés sur l'Allemagne prussianisée sera donc le triomphe de l'idée démocratique. La démocratie russe veut ce triomphe.

« Il est vrai qu'il peut y avoir des doutes chez nos Alliés, des craintes même d'un affaiblissement possible de nos forces à cause des conséquences immédiates et inévitables de la révolution : la grève, l'indiscipline, la diminution momentanée de la production. Tout cela n'est que temporaire. Je puis même dire que ce sont des inconvéniens qui appartiennent déjà au passé. Dans les usines, le travail reprend ; dans les casernes, la discipline se rétablit peu à peu. Après ce trouble passager, ces nouvelles forces créatrices se montreront dans leur pleine lumière avec la totalité de leur pouvoir créateur. »

Paroles réconfortantes si l'avenir les justifie ! Certes, la Russie est incapable de trahir ses engagemens. Ce qui est à craindre, c'est un affaiblissement de ses forces militaires, une trop complète absorption de son énergie par le mouvement révolutionnaire, un désintéressement dangereux de la guerre

qui est, en réalité, sa plus grande affaire du moment, celle dont le succès peut seul consolider sa jeune liberté.

POUR ÉCLAIRER L'AVENIR

Bien des changemens se sont opérés en peu de jours. La révolution russe évolue avec une rapidité inouïe vers le socialisme. Au 20 mars, l'horizon politique russe peut se limiter ainsi. A l'extrême droite, M. Milioukoff, partisan et continuateur, — avec des nuances, bien entendu, — des idées de M. Sazonoff : continuation de la guerre et pour cela accroissement progressif et continu de la force militaire; responsabilité dans les affaires balkaniques; annexion de Constantinople et des Détroits après la victoire. A l'extrême gauche se dresse la dangereuse fraction des socialistes *bolché-wiki*. Ce terme appelle une explication. Il y a une dizaine d'années, des conférences du parti social-démocrate russe se tinrent à Paris et en Suisse. Deux courans s'y sont affirmés et combattus : l'un, extrême, s'étendant jusqu'aux limites les plus reculées du programme maximiste, touchant même par certains points à l'anarchisme, reconnaissant les procédés d'action les plus énergiques et les plus violens dans la guerre sociale et la lutte des classes; l'autre, plus modéré, vers lequel gravitaient davantage les associations professionnelles. A l'époque dont il s'agit, et sous la haute pression d'une réaction brutale, c'est le parti extrême qui eut la majorité parmi les représentans des principaux groupes socialistes. Leurs chefs ont pour la plupart partagé leur séjour entre l'étranger et la Sibérie. Ces deux courans s'intitulèrent les *bolché-wiki* et les *menché-wiki*, que l'on pourrait rendre par : les gros et les petits. Deux hommes surtout acquirent parmi eux une énorme réputation de leader : M. Lénine pour les *bolché-wiki*, M. Plékhanoff pour les *menché-wiki*.

Dans la politique actuelle, le point de vue de M. Milioukoff réunit la droite et les modérés jusqu'à l'aile gauche du parti Cadet. D'autre part, les *bolché-wiki* comptent dans leur suite toutes sortes d'élémens anarchiques, tâchent de mettre constamment en échec la politique du gouvernement, menacent de ruiner la force militaire de la Russie et, ainsi, d'ouvrir la porte aux Allemands.

Entre ces deux points extrêmes, les sentimens confus qui

flottaient dans la nouvelle atmosphère se sont cristallisés autour de deux positions intermédiaires qui se sont nettement dessinées en ces derniers jours. L'une, celle des *menché-wiki*, a prévalu dans le sein du « Conseil des députés des ouvriers et des soldats, » et a trouvé son expression dans le document historique de l'*Appel à tous les peuples;* l'autre, celle des socialistes agrariens et des *troudovikis* (travaillistes) insiste pour que soient publiées des déclarations affirmant l'extrême modération des buts de la guerre, en harmonie complète avec les principes proclamés par les Alliés pendant la première période de la guerre.

C'est entre ces deux positions nouvelles, mais déjà fortes, d'une part, et le gouvernement d'autre part, que va s'engager la lutte. Elle se livrera, vraisemblablement, autour de la question des « buts de guerre. » Elle est à peine engagée encore que déjà on parle de la nécessité pour M. Milioukoff de « se soumettre ou se démettre. » Cette exigence des partis de l'opposition pourrait bien être le point de départ d'une terrible crise pour la politique intérieure et extérieure de la Russie.

LES OSCILLATIONS DU PENDULE

Nous passons par de terribles alternatives d'espoir et de découragement. Des journées comme celle du 27 mars où un million de citoyens traversèrent, sans police et dans le plus grand ordre, les principales artères de la capitale, en portant sur les épaules ou en accompagnant, avec des hymnes et des chants, les cercueils des victimes de leur révolution, donnent le droit de tout espérer ; celles où un peuple enthousiaste s'en va, musique en tête, recevoir à la gare un Lénine qui s'intitula au début de la guerre, « partisan de la défaite » et qui rentre en Russie après avoir obtenu du Kaiser la permission de traverser l'Allemagne, autorisent à tout craindre. Certes, le calme règne dans la capitale. En apparence, tout semble rentré dans l'ordre. Il n'est pas un discours dans lequel on n'affirme hautement la volonté de continuer la guerre. Les socialistes allemands ont répondu par une fin de non recevoir à l'invite lancée par leurs « camarades » russes dans l'Appel à tous les peuples, de se débarrasser du Kaiser, comme eux-mêmes ont fait de leur tsar. Cette douche brutale a rabattu les illusions

un peu naïves des internationalistes russes. Tout de même on peut noter d'inquiétans symptômes. Le ministre de la Guerre, M. Goutchkoff, vient de déclarer que : seront considérés comme déserteurs tous les hommes qui n'auront pas regagné leur régiment le 15 avril. Cet ordre a eu surtout pour effet d'encourager les timides à se donner quelques jours de congé : « Nous reviendrons pour le 15 avril ! » disent-ils. Pendant ce temps, l'Allemagne, beaucoup moins persuadée que nous de « l'enthousiasme irrésistible des armées révolutionnaires, » retire ses divisions du front russe pour les jeter sur le front occidental et arrêter la magnifique offensive franco-anglaise !...

Je vis parmi des officiers de marine. Il n'est pas de jour où il ne vienne s'en asseoir un ou deux à la table de mon amie. Quelques-uns sont de Pétrograd ; d'autres arrivent de Cronstadt, de Réval, d'Helsingfors. Leur tristesse et leur découragement sont profonds. La marine russe, faible au début des hostilités, a travaillé à se constituer pendant la guerre. Elle pouvait s'estimer fière des résultats. Deux jours de désordre ont presque réduit tant d'efforts à néant... Vite, on s'est mis à l'œuvre pour réparer de si irréparables dommages, Les ministres, MM. Goutchkoff et Kérensky, multipliant les visites et les démarches, font appel au patriotisme des marins, à l'activité de tous les chantiers. Les dégâts matériels seront réparés, mais que de temps avant que l'impression morale s'atténue ! On prête aux Allemands l'intention de tenter un débarquement sur les côtes baltiques. Les glaces du golfe de Finlande craquent de toutes parts. Bientôt entre l'ennemi et la capitale il ne restera d'autre barrière que le courage et le patriotisme des marins. C'est à cette épreuve que la Russie les attend. Que ne pardonnerait pas la patrie sauvée ?...

Les socialistes anglais et français sont arrivés. On espère beaucoup de leur influence sur les socialistes russes. J'ai assisté à la réception qui leur a été faite au Congrès des *Troudoviki* (7 avril). J'étais dans la salle bien avant eux. Je tenais à m'imprégner de l'atmosphère ambiante, à voir ce que leur présence y ajouterait. En arrivant, je croise deux députés paysans de la Douma, exilés en Sibérie au début de la guerre. L'un porte la chemise russe, la *roubachka*, serrée à la taille par une ceinture et retombant de quelques centimètres au-dessous. L'autre est vêtu d'un *armiak* gris. Ses longs cheveux plats,

grisonnans, rejoignent le col de l'armiak qu'aucun linge blanc ne souligne. Tous deux ont les pantalons enfermés dans de hautes bottes. Ils prennent place dans la salle où sont déjà des personnalités connues. Voici M. Tchaïkowsky, qui vécut en Angleterre ses longues années d'exil, M. Lopatine, vingt-cinq ans prisonnier dans la forteresse de Schlusselbourg...

La discussion porte sur le système de *la représentation proportionnelle*. L'un après l'autre, les orateurs se lèvent, débitent leurs argumens pour ou contre, tantôt approuvés, tantôt contredits, puis ils s'asseyent, remplacés par d'autres... M. Vodovozoff, membre du parti des paysans, petit, maigre, pâle, échevelé et barbu, va d'un orateur à l'autre avec sa main en cornet à l'oreille, car il entend mal... *La représentation proportionnelle?...* Est-ce que je rêve, grand Dieu ?... *La représentation proportionnelle?* Où? Pourquoi? Comment? La représentation proportionnelle pour une Chambre qui n'existe pas encore; qui ne sera élue qu'après une Assemblée Constituante dont la convocation n'est pas même fixée. *La représentation proportionnelle?...* A voir l'ardeur que l'on met à l'attaquer et à la défendre; à voir l'attention qu'elle suscite et les *a parte* qu'elle provoque; à voir la célérité, l'empressement que M. Vodovozoff met à déplacer son oreille d'un orateur à l'autre, il semble que les destinées de la Russie y soient suspendues! *La représentation proportionnelle*, messieurs? Mais l'Allemand est à vos portes! Que dis-je, il est chez vous! il vit dans vos villes, il se nourrit du blé de vos champs, il se chauffe avec le bois de vos forêts!... *La représentation proportionnelle!* Mais que l'ennemi fasse encore un pas, et c'en sera peut-être fini pour vous de l'Assemblée Constituante, de la Chambre qui la suivra et de cette représentation proportionnelle en quoi se concentrent actuellement toutes vos énergies pensantes et dont le nom sonnera désormais à mes oreilles comme le symbole des inutiles discussions de Byzance pendant que les coups de Mahomet II font crouler les murs de la cité!

Le surlendemain, les socialistes anglais et français ont fait leur entrée dans la salle, au moment fixé. Ils ont parlé, on les a applaudis. Malheureusement, cela ne prouve rien, — qu'une politesse un peu chaude. Je n'ai rien entendu, ou presque. *La représentation proportionnelle* sonnait à mes oreilles comme un glas. Aujourd'hui, je suis venue à l'Hôtel de

l'Europe voir un des socialistes que je connais. Il me reçoit gentiment, en camarade. Je lui fais part de mes craintes : la Révolution russe déviant de sa véritable voie, passant de l'élan libéral et démocratique au socialisme révolutionnaire, puis à l'internationalisme et enfin risquant de verser dans l'anarchie ; je montre la capitale menacée, insuffisamment protégée par des troupes en qui le souffle révolutionnaire semble avoir éteint la flamme patriotique qu'il aurait dû aviver.

Une avalanche de reproches fond aussitôt sur ma tête : — On voit bien que depuis près de deux ans je « respire le souffle empoisonné de pessimisme de Pétrograd ! » Les Allemands vont venir ? Eh bien ! qu'ils viennent ! On les recevra. Savez-vous, oui ou non, de quoi une armée révolutionnaire est capable pour sauver la patrie en danger ?

Hélas ! encore la classique formule, née de l'admirable héroïsme de nos « sans-culottes » de 89 ! Oui, ceux-là, oui ! Ils avaient l'amour du sol natal chevillé à l'âme. Sans pain, sans souliers, armés de faux et de bâtons, pareils à des Titans, ils faisaient trembler les canons de Brunswick. Qui refera après eux l'assaut de Valmy ? Cette sublime indifférence devant le danger, ce consentement joyeux au devoir héroïque, ce dévouement fleuri de toute une jeunesse à une cause idéale et sacrée, — ah ! saluez ! c'est la France qui passe : qui la suivra dans ses rudes chemins ?

Les socialistes partent pour le front russe. Je les attends au retour.

DEVANT LE PALAIS DE LA DANSEUSE

Lénine, le zimmervaldien, le partisan de la défaite, le propagateur de la paix à tout prix, a fait, en arrivant dans son pays œuvre de parfaite indépendance en s'installant dans le palais de Mme Kchétinskaïa, la célèbre danseuse qui fut l'amie du Tsar, encore grand-duc. C'est ainsi qu'à l'instar de leurs bons amis les Allemands, les *bolché-viki* comprennent la propriété. Le site ne manque pas de majesté. Quant au palais, s'il est sans grâce, on ne peut cependant prétendre qu'il soit sans beauté. Construit dans le style encore innomé de cette architecture que les Finnois disent avoir inventée, mais qui paraît plutôt dériver des lourdes innovations allemandes, il se dresse der-

rière les arbres du Jardin Alexandre, à l'angle de Kamenny-Ostro et d'un des quais de la Néva. Tout près, le minaret bleu et la coupole cannelée de la mosquée, — copie réduite de celle de Samarcande — ajoutent au tableau une note d'exotisme, précieuse pour une princesse de la Danse, chargée d'interpréter les multiples manifestations de son Art.

Tous les jours, la foule s'amasse autour du balcon désormais célèbre et populaire où Lénine, l'illustre, daigne apparaître quelques instans! Comment ne pas s'offrir au moins une fois ce spectacle nouveau, — et sans doute éphémère?

Traversons le fleuve. C'est le soir; un soir lent qui s'accroche à la robe lumineuse du jour. Nous entrerons bientôt dans la période des nuits blanches. Le ciel est une opale laiteuse, teintée de bleu. Du lointain Ladoga, des îles de glace descendent au fil des eaux désenchaînées de la Néva. L'air est si frais qu'on serre ses fourrures contre soi, d'un geste instinctif. Des mâts de navire, des coupoles d'église, des flèches dorées, des groupes de maisons inégales, pointillées de lueurs et séparées par de grands espaces de ciel, des girandoles de lumières répétant la courbe des ponts, des flocons de nuages, blancs et légers comme des toisons récemment passées au lavoir, se renversent dans le miroir liquide du fleuve. C'est un coin de Venise, élargi, amplifié jusqu'à l'évanouissement insaisissable des détails. De l'autre côté, on distingue une foule, ou plutôt des groupes, nombreux, comme des îlots sur une mer. Le bruit des voix, pareil à celui des vagues, complète l'illusion. Les larges baies du rez-de-chaussée sont illuminées; à travers les glaces sans tain on aperçoit les tentures rouges, les lustres de cristal.

— Dieu merci, dit quelqu'un, il n'est pas passé par mer. *On* l'aurait noyé!

L'imprécision de ce *on* me laisse rêveuse. Qui représente-t-il? Pas Guillaume. Le retour de Lénine en Russie lui était bien trop précieux, ainsi qu'il l'a montré en lui accordant le passage... Il avait fondé trop d'espérances sur ce retour. Je préfère ne pas pousser ma recherche.

On bavarde beaucoup dans les groupes, on discute... Pourtant on n'en est pas encore arrivé aux coups.

— Camarades, je suis *bolché-wiki*, crie un grand diable à casquette et sans linge, et voilà je dis : Tous les travailleurs doivent être avec Lénine et penser comme lui.

Puis il s'éloigne et va porter plus loin sa profession de foi.

Sur le trottoir, un soldat très entouré déclare :

— Et alors, quoi? Vous voulez, vous voulez que nous, les soldats, nous cessions comme ça de faire la guerre. Mais, camarades, est-ce que vous y avez pensé? Si nous signons la paix, je vous le demande, sur qui retombera la honte? Sur nous, camarades, sur nous seuls. Nous serons déshonorés, non seulement devant les Alliés, mais devant tous les peuples. Quand vous direz : « Je suis Russe, » on crachera sur vous (il se détourne et crache), et personne ne voudra vous donner la main...

Deux personnages assez équivoques circulent bras dessus, bras dessous, et se frappent la poitrine en criant : « Nous sommes anarchistes! » Et je crois qu'ils sont un peu aussi dans les vignes du Seigneur...

Et, tout à coup, tableau : Lénine paraît au balcon!... Toutes les têtes se lèvent... On applaudit. La moitié des gens qui composent cette foule sont venus là en curieux, comme au spectacle. Ils témoignent leur satisfaction de ce que le rideau se lève. Au moins en auront-ils eu pour leur peine!

M. Lénine est un petit homme sans majesté. Même juché sur son balcon, il n'en impose guère. Il a un visage pâle, terminé par une barbe noire, en pointe. Des boutons en brillans ornent ses manchettes. C'est un révolutionnaire élégant.

Élégante, sa femme l'est encore plus que lui. On la voit passer dans les rues de la capitale, dans un confortable automobile, — sorti peut-être du garage de la danseuse, — portant des toilettes signées, semble-t-il, de quelque grand couturier de Paris... ou de Berlin.

Des quelques paroles jetées par M. Lénine du haut de sa tribune aérienne, il ressort qu'il faut terminer la guerre au plus vite et procéder au partage des terres sans attendre l'Assemblée Constituante. On voit que ces actes sont en plein accord avec ses théories. Mme Kchétinskaïa lui ayant fait intimer l'ordre de sortir de son palais, l'illustre zimmerwaldien a répondu qu'il en sortirait « lorsqu'on lui donnerait le palais Marie! »... l'ancien palais du Conseil d'Empire n'étant pas, à beaucoup près, au-dessus des mérites de ce « partageux! »

L'orateur a disparu ; aussitôt le public de se précipiter vers la grande porte. Quelques personnes entrent, jalousement

regardées par tous ceux qui restent. A partir de huit heures, l'entrée est libre pour les militaires; pour les civils on exige l'inscription dans le parti.

J'aurais voulu voir de près cet oiseau rare, et j'exprime le regret de ne me sentir aucune disposition pour l'anarchisme. Un jeune officier venu avec nous me propose de profiter des droits que lui confère son costume pour aller interviewer Lénine en mon lieu et place.

— Je vous en prie!

Et il franchit aussitôt le seuil gardé par deux sentinelles, baïonnette au fusil. Son absence dure à peine quelques minutes.

— Je vous avoue que j'ai fait une assez mauvaise impression, me dit-il. Après avoir salué Lénine, je lui ai posé tout de go la question : Comment avez-vous pu traverser l'Allemagne?

— Pour me poser une pareille question, a gravement déclaré le leader *bolché-wiki*, il faut que vous soyez un provocateur!...

Car c'est certainement là que le bât le blesse. Mais vous pensez bien qu'ainsi étiqueté, j'ai dû aussitôt me séparer du troupeau!...

— A la vérité, reprend le jeune homme, il y avait peu de monde dans le fameux salon qui entendit des propos plus amènes, au temps où y fréquentaient les grands-ducs. Nous avons grand tort de faire de la popularité à ce moderne Érostrate qui mettrait la Russie en feu pour se faire un nom. Il fallait le tuer par le silence.

... Maintenant, il faudrait connaître la répercussion des événemens de la Révolution dans les campagnes.

Comment vont se comporter les villages au moment des élections pour l'Assemblée Constituante? On n'en peut rien savoir encore, et cela fait frémir. En attendant, un fait en dira long. L'alcool, dont la suppression avait amené un véritable bien-être dans les campagnes, l'alcool est en train de faire sa réapparition. L'avenir, — et, pour la Russie, l'avenir c'est demain, — se révèle gros d'inquiétudes et de complications.

MARYLIE MARKOVITCH.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française. — *L'Élévation*, pièce en trois actes, de M. Henry Bernstein.

Je suis persuadé qu'il sortira de la guerre un théâtre renouvelé. Une guerre qui jusqu'aux extrêmes confins du monde met les peuples aux prises, dépose les rois, défait sous nos yeux l'œuvre des siècles, pourra bien aussi modifier quelques recettes d'art dramatique. Mais il y faudra du temps : les transformations de l'art sont, comme celles de la nature, lentes et insensibles. Après une période plus ou moins longue d'élaboration inconsciente, nous nous trouverons en présence de spectateurs qui auront un autre idéal, d'auteurs sur qui ne pèsera pas le poids de tout un passé de succès. Jusque là, et pendant des années, le théâtre continuera d'être tel qu'il était avant la guerre, ce qui fera dire aux gens pressés que les plus formidables événemens de l'histoire générale sont sans influence sur l'histoire litéraire. Les mêmes pièces recueilleront, pour les mêmes effets, les mêmes applaudissemens. On en actualisera le décor, on y parlera de la guerre, mais ce seront les mêmes pièces. Et le public, conservateur dans les moelles, saura gré aux auteurs d'être restés les mêmes et de ne pas le déranger dans ses habitudes.

C'est ce qui vient de se passer pour la pièce de M. Bernstein, *l'Élévation*. Comme toutes les pièces d'hier et d'avant-hier, celle-ci est empruntée au cycle traditionnel de l'adultère. La guerre a eu beau soulever toutes sortes de questions et même remettre toutes choses en question, il reste convenu que le théâtre ne saurait prendre ses sujets en dehors de ce cercle consacré. On sait, au surplus, depuis un siècle à peu près, depuis que les romantiques se sont emparés du théâtre, que deux êtres sur qui la passion s'est abattue ont un devoir :

c'est d'accomplir à tout prix leur destin. Quant à l'honnête homme de mari, son devoir, non moins strict, est de regarder passer ce torrent déchaîné, sans en contrarier d'aucune manière la course saintement dévastatrice. Qu'il soit prêt à tout, soit que sa femme réclame d'être mise en liberté ou qu'elle exige de rentrer la tête haute. Témoin d'événemens qui le dépassent, il doit y assister avec une terreur respectueuse et une hébétude sacrée. Ainsi en a-t-il été dans des centaines et des centaines de romans et de pièces de théâtre, depuis *Jacques* et depuis *Monsieur Alphonse;* ainsi en est-il dans *l'Élévation*. Et tel est le thème que M. Bernstein a mis en œuvre avec l'art que nous connaissons depuis longtemps à M. Bernstein, je veux dire : depuis sa première pièce. Cet art, d'un effet considérable au théâtre, consiste à agir sur les nerfs du spectateur dans un continuel *crescendo*, à suggestionner le public et l'amener progressivement à un état d'exaltation très particulier. Il a, encore une fois, produit tout son effet et valu à l'auteur un gros succès.

Le jour de la déclaration de guerre, chez un grand médecin, le professeur Cordelier. Ce professeur est un homme d'âge ; sa femme, Edith, est beaucoup plus jeune que lui. Louis de Genois, jeune homme élégant et content de soi, vient prendre congé, avant de rejoindre son régiment. Il reste seul avec Edith : aussitôt, celle-ci tombe dans ses bras, éperdue, bouleversée, tremblant de toute son âme et de tout son corps de femme amoureuse. Car Edith n'est pas une grande patriote, ce n'est pas une grande Française, mais c'est une grande amoureuse; ou plutôt c'est une amoureuse, rien qu'une amoureuse et qui ne sait que son amour. Louis de Genois va se battre, courir des dangers, être blessé, tué peut-être : une telle monstruosité est-elle possible? Au moins qu'avant ce fatal départ elle puisse dire adieu à ce cher amant, qu'il la reçoive chez lui, qu'elle puisse s'abîmer sur son cœur ! Louis de Genois ne s'en soucie guère; il n'a pas le temps ; il est très pressé : des tas de courses à faire. Cette indifférence contraste avec la fièvre d'Edith, et j'ai à peine besoin de dire qu'elle nous choque un peu : nous sommes au théâtre et nous avons bien de la peine à admettre qu'un jeune homme qui part pour la guerre ait rien de mieux à faire qu'à recevoir une dernière fois sa maîtresse. Cependant on continue d'aller et venir chez le professeur Cordelier. Un de ses collègues lui amène ses deux fils, qui doivent se mettre en route le soir même, faisant partie des troupes de couverture de Verdun... Soudain Edith s'affaisse, évanouie... On lui porte secours ; elle reprend connaissance, mais elle ne reprend pas

possession d'elle-même. A la voir ainsi agitée, fébrile, étrange, plus qu'étrange, Cordelier, très intrigué, très ému, sent grandir en lui une inquiétude ; il la presse de questions : « Tu trembles pour quelqu'un... Tu as un amant... Qui ? » Edith ne cherche pas à nier. Elle ne met dans sa confession ni honte ni forfanterie. C'est une femme d'une psychologie peu compliquée. Elle ne fait nulle difficulté d'avouer qu'ayant deux ou trois fois rencontré dans le monde un beau jeune hommeparfaitement nul, elle l'a tout de suite aimé, non pour l'esprit qu'il n'a pas, non pour les belles actions qu'il n'a pas faites, mais pour son beau physique. Son nom? Louis de Genois. Cordelier se met fort en colère : qu'eussiez-vous fait à sa place ? Mais presqu'aussitôt il s'avise que l'extrême différence d'âge entre sa femme et lui est pour Edith une sérieuse excuse ; il n'aurait pas dû l'épouser ; et, à prendre les choses d'une certaine manière, les premiers torts sont de son côté. Au surplus, c'est la guerre. Devant le grand drame public les drames intimes doivent s'effacer. Jusqu'à la fin de la guerre, le ménage gardera les apparences : Cordelier dirigera un hôpital, Edith y servira comme infirmière...

Telle est la situation, et elle est très bien posée. Ce qui en est tout à fait frappant, c'est qu'elle désigne à nos sympathies un personnage et un seul. De tous les êtres qui viennent de nous être présentés, il y en a un qui aime, qui vit par le cœur, qui tremble pour un autre : nous ne voyons, nous ne connaissons qu'Edith, ses craintes, ses inquiétudes, son trouble nerveux qui passe en nous.

Second acte. Quelques mois après. Edith se dépense auprès des blessés avec une frénésie de dévouement. Elle excède ses forces. Cordelier lui conseille un mois de repos. Arrive un télégramme : Louis de Genois blessé, transporté dans un hôpital du front, appelle Edith. Aussitôt le parti d'Edith est pris : Louis de Genois l'appelle, elle vole à l'appel de Louis de Genois. Mais Cordelier prétend l'empêcher d'aller à ce tragique rendez-vous : si elle quitte le domicile conjugal dans ces conditions, elle n'y rentrera pas. Cette opposition, que jamais, au grand jamais, elle n'avait prévue, et qui révolte son esprit simpliste de femme passionnée, exaspère Edith. Il y a toujours dans les pièces de M. Bernstein un moment où l'un des personnages se jette sur l'autre et le secoue fortement, en paroles quand ce n'est pas en action. Attendons-nous à une brusque explosion de violence, à une tempête de reproches. Ce n'est pas, bien entendu, Cordelier qui reproche à sa femme de rompre la trêve et de dénoncer le pacte conclu entre eux. Non. C'est Edith qui, hors d'elle-même,

déverse sur l'infortuné Cordelier un torrent d'injures. Elle l'accuse de lâcheté, tout simplement. C'est un embusqué! Mais oui. Il est bien tranquille, à l'arrière, dans la molle tiédeur de son hôpital; il n'est pas exposé, il ne risque rien, et grâce à qui? grâce à Louis de Genois qui, lui, se bat, qui fait face à l'ennemi, qui se conduit en héros, qui de sa poitrine fait un rempart aux inutiles et aux peureux, qui verse pour des tas de vieillards stupides son sang, son jeune sang! Maintenant elle lit dans le jeu de son mari. L'hypocrite! Sournoisement, il escomptait la mort de Genois! Il séquestre une malheureuse femme! etc., etc. Et elle sort, pareille à une furie.

Cordelier est atterré. Il sanglote dans les bras de sa mère. Son chagrin n'est pas, comme vous pourriez croire, d'aimer encore une femme qui en aime un autre. Un dramaturge aussi expert que M. Bernstein se devait à lui-même de trouver autre chose, de plus singulier et de plus piquant. Voici le coup de surprise qu'il nous réservait. Cordelier sait que l'amant de sa femme est indigne d'elle, et c'est cela qui le torture. Il a pris ses informations sur Genois, comme doit le faire tout mari soucieux que sa femme place bien ses affections; or ce Genois est un viveur qui a une autre maîtresse, elle aussi tout à fait indigne d'Edith, une femme des colonies, à qui il a laissé prendre les lettres d'Edith et qui les a vendues à Cordelier. Mme Cordelier mère et son fils tombent d'accord qu'en pareil cas un mari a le devoir d'avertir sa femme... Cette conversation d'un mari avec sa mère sur les garanties de moralité qu'offre l'amant de sa femme, n'est certes pas banale : on ne s'ennuie pas. Et elle n'est que la préface d'une autre, encore beaucoup plus surprenante. Car Edith revient, non pas calmée mais transfigurée; — après la violence, l'extase; — il faut lui pardonner ses paroles de tout à l'heure, il faut comprendre qu'elle aime en Genois le héros; et quoi de plus beau au monde que cet amour où la tendresse d'une femme est le prix du sang héroïquement répandu? Cordelier est de cet avis et convient que cela change du tout au tout la situation. Il estime qu'il serait coupable — coupable une fois de plus et de plus en plus coupable, — s'il touchait à un si bel amour. Il ne dira rien. Il laissera partir Edith. Il ne faut pas détruire de si nobles illusions. On ne doit pas *tuer une âme*... Nous sommes en pleine folie et je crois inutile de le démontrer. Mais le spectateur ne réfléchit pas. Il est gagné par la passion d'Edith et entraîné par le mouvement de la pièce. Secoué, bousculé, déconcerté, renversé, rudoyé et mené tambour battant, il écoute ces propos étranges dans un état de surexcitation nerveuse

et de suggestion qui le met entièrement à la merci de l'auteur.

Après ces deux actes fiévreux, et en opposition avec eux, le troisième est un acte de détente et d'apaisement. Edith est à l'hôpital, auprès du lit de Genois grièvement blessé. Il va mourir, il le sait, et il lui dicte ses dernières volontés. Il lui dit la conscience nouvelle que lui a faite le champ de bataille, et qu'il n'a commencé à aimer vraiment la jeune femme que du jour où la guerre l'a révélé à lui-même, et qu'il est heureux d'avoir fait pour son pays le grand sacrifice, et que maintenant Edith doit vivre et garder son souvenir, mais non porter son deuil et qu'elle doit retourner chez son mari.. Cet acte est moins un acte qu'un épilogue. C'est le testament d'un mourant, une sorte de lamentation dans le goût antique... M. Bernstein, qui sait admirablement le théâtre, a voulu donner à sa pièce une conclusion dénuée de tout artifice scénique et terminer le drame en méditation.

Voilà donc une pièce très bien faite. Mais j'y ai vainement cherché ce que le titre semblait annoncer et que l'auteur a sans doute voulu y mettre. Car où est, dans toute cette affaire, l' « élévation? » Je vois bien que le mari, en devenant une sorte d'ange gardien des amours de sa femme, s'élève à des hauteurs séraphiques. Mais c'est lui, ce grand honnête homme, qui avait le moins besoin de s'élever. Toute sa vie n'a été consacrée qu'au travail, au devoir, au dévouement. En lui conseillant de s'élever encore, de s'élever au-dessus de lui-même, on risque de faire de lui une sorte de surhomme : profession aujourd'hui disqualifiée, *made in Germany*, et qui marque mal. A vouloir faire l'ange, on fait la bête : il y a longtemps qu'on l'a dit et cela peut s'entendre en toute sorte de manières. En revanche, Edith et Louis de Genois auraient, eux, quelques progrès à faire. Ils auraient à s'examiner eux-mêmes et à se juger. Edith a trompé le meilleur des hommes pour un bellâtre ; Genois a, par pur libertinage, brisé un foyer : on peut imaginer une conception du devoir plus élevée. Mais vous savez de reste que dans ce genre de pièces c'est l'usage de donner au mari d'excellens conseils, et de ne faire aux amans aucuns reproches. On invite le mari à s'élever au-dessus de vaines contingences ; mais ceux qui l'ont trahi, humilié, torturé, on trouve tout naturel qu'ils n'en aient ni honte, ni repentir, ni remords. J'entends bien que Genois s'est battu avec courage ; il va mourir pour son pays ; c'est très beau et nous nous inclinons devant sa bravoure, mais ce n'est pas la question. L'élévation, pour Genois, aurait consisté à comprendre qu'il a commis une mauvaise action en prenant la femme d'un autre. Pas un instant cette idée ne l'effleure. Il se reproche

d'avoir aimé Edith trop peu et trop mal ; il ne se reproche pas d'avoir été son amant. Vivant, il eût gardé Edith ; mourant, il la renvoie à son mari. Ce mari est un homme avec qui on ne se gêne pas. Tel que nous le connaissons, il ne pourra manquer d'accueillir Edith. Les deux époux se réconcilieront dans le culte du héros mort. Désormais Genois sera celui dont on ne prononce le nom dans la maison qu'avec un respect attendri : il sera le parent dont on garde pieusement dans une famille la noble mémoire. Il est la gloire de ce ménage à trois.

L'Élévation est une pièce adaptée au cadre de la guerre : ce n'est pas encore et ce n'est en aucune manière une pièce de ce théâtre « né de la guerre » que nous souhaitons et qu'on nous donnera certainement quelque jour. Il y faudra non pas quelques touches nouvelles, mais un renouvellement foncier. Il faudra que les auteurs de demain brisent résolument un moule qui apparaît bien mesquin dans l'immensité des événemens d'aujourd'hui, et qui n'est plus à l'échelle de notre tragique époque. Il ne sera pas nécessaire qu'ils parlent de combats et de bombardemens, de tranchées et de fils de fer barbelés ; et même il vaudra mieux qu'ils n'en parlent pas. Ces visions du champ de bataille, dont nous savons tous l'atroce réalité, nous choquent, évoquées sur les planches entre cour et jardin. L'influence de la guerre sur le théâtre devra être profonde, intime, continue, tout en étant une influence indirecte. Les faits de la guerre ne seront pas mis à la scène matériellement et dans leur détail ; mais sur tout ce théâtre planera l'image de la guerre. Ce qu'il faut, c'est une autre atmosphère. Ce qu'il faut surtout, c'est un théâtre qui ne soit pas consacré exclusivement à l'éternelle petite histoire d'alcôve. Après comme avant *l'Élévation*, il n'y a rien de changé dans notre théâtre : il n'y a qu'une pièce de plus sur l'adultère. Adultère et Patrie.

L'interprétation est excellente. L'honneur en revient surtout à Mlle Piérat. Elle a été, dans le rôle d'Edith et comme le voulait le rôle, ardente, vibrante, passionnée, volontaire et douloureuse. Un jeu sec, mais net et en relief. C'est une création des plus remarquables. M. de Féraudy a joué en grand comédien, avec un art consommé, le rôle de Cordelier qui exigeait du tact autant que de l'émotion. M. Grand, au troisième acte, a été un peu trop gémissant pour un si brave soldat.

RENÉ DOUMIC.

REVUE LITTÉRAIRE

LES AMOURS D'UN PHILOSOPHE (1)

On éprouve assez souvent quelque scrupule à raconter les amours des grands hommes, à chercher dans les archives les traces de leurs plaisirs et de leurs chagrins, à lire leurs billets doux et aigres-doux, à ne pas leur laisser, pour les alarmes de leurs tendresses défuntes, ce dernier repos qu'est l'oubli. Cependant, ces grands hommes, nos maîtres dont l'influence continue très longtemps après eux, n'est-il pas vrai que nous ayons à les juger ? Ils s'imposent à nous : de plusieurs manières, nous dépendons et de ce qu'ils ont pensé ou affirmé jadis et de ce qu'ils ont valu. Nous dépendons de leur génie ; mais ils dépendent de notre estimation légitime.

Et, quant à celui-ci, dont l'histoire amoureuse vient d'être examinée avec un soin très attentif, Auguste Comte, il ne demandait pas l'oubli et il n'a pas donné aux biographes et commentateurs l'exemple de la discrétion. Mme de Vaux, qu'il aima, il a prétendu que l'univers la connût à merveille et lui décernât des honneurs religieux. Il y a de ces poètes qui, dans leurs vers, ne dissimulent pas beaucoup leur bien-aimée : mais ce philosophe, lui, affichait la sienne avec tant d'exubérance qu'on n'évite guère de trouver en lui du roi Candaule ; et, son Gygès, ce fut, en somme, l'Humanité. Alors, tant pis pour lui ! Tant pis pour elle ? On n'oserait le dire : elle eut de la réserve et de la pudeur. Mais, pour elle, le mal est fait, depuis longtemps, par son adorateur extrêmement bizarre. Et la vérité, on le verra, est favorable à son souvenir.

(1) *L'amoureuse histoire d'Auguste Comte et de Clotilde de Vaux*, par Charles de Rouvre (Calmann-Lévy).

M. Charles de Rouvre, l'auteur de l'*Amoureuse histoire d'Auguste Comte et de Clotilde de Vaux*, eut pour grands-parens, et qu'il a bien connus, le frère et la belle-sœur de Clotilde. Il a recueilli les traditions de la famille, les témoignages et les papiers, lettres et documens divers, qui lui permettent de contrôler les opinions, les récits, peut-être les rancunes : enfin, le dossier du procès ; car l'histoire d'amour s'est terminée, après la mort de Clotilde, en vive et terrible querelle entre sa famille et Auguste Comte. Parmi ces vieux papiers, il y en a un que le petit-neveu ne s'est pas cru autorisé à lire : le manuscrit de ce roman de *Wilhelmine* que Mme de Vaux avait commencé d'écrire peu de temps avant de tomber malade et de mourir. C'est un sentiment de pieuse déférence qui l'empêche de tirer d'un rouleau de cuir noir, où la mère de la romancière les a enfermés, les feuillets de l'œuvre inachevée. Clotilde, en ce roman, parlait de soi, de son entourage; en train de confession, les écrivains ne bornent pas toujours à eux-mêmes leurs aveux et, d'habitude, livrent avec leur secret celui du prochain. Renonçons à *Wilhelmine* : ce qu'on nous donne compense largement ce qu'on nous refuse. A mon avis, pourtant, il valait mieux tout donner, du moment qu'on n'avait pas tout refusé. D'ailleurs, si M. Charles de Rouvre écarte l'une des pièces du dossier, ce n'est pas au profit de sa cause. Il ne soutient pas une cause; ou, du moins, il ne se montre jamais partial. Il ne cache les torts de personne; et même il raffine un peu, quelquefois, pour découvrir les torts de sa famille à l'égard d'Auguste Comte. Il ne dénigre pas Auguste Comte; et même il rend pleine justice à l'originalité puissante et à la portée de son génie.

Née au printemps de l'année 1815, Clotilde était fille d'un vieux soldat de l'Empereur, le capitaine Joseph-Simon Marie, et de très noble dame Henriette-Joséphine de Ficquelmont, celle-ci appartenant à l'un de ces quatre noms de Lorraine qu'on appelait depuis longtemps les « grands chevaux. » Le capitaine, de modeste origine, engagé volontaire à dix-sept ans, avait servi très bien, sans gloire aucune, partout où les armées de la République et de l'Empereur travaillaient : de 1792 à 1815, pendant ces vingt-trois ans de guerre, il avait exactement fait vingt-trois ans de guerre. C'était un homme insupportable, qui vous jetait à la Seine un cocher mal obligeant et passait de la violence à la faiblesse un peu vite. Après l'Empire, un demi-solde. On le nomma percepteur à Méru, dans l'Oise, où Clotilde eut son enfance, et puis son adolescence, et puis son mariage. Elle épousa, en 1835, M. Amédée de Vaux,

qui acquérait ainsi une charmante femme et, comme on dit, une position : car il succédait à son beau-père et devenait percepteur de Méru. Seulement, M. de Vaux était un imbécile et un joueur : cela fit, de M. de Vaux, un coquin. Bref, quatre ans après le mariage, l'inspecteur des Finances ayant annoncé sa venue et le projet de regarder un peu les livres de la boutique aux impôts, M. de Vaux eut la conscience d'éloigner sa femme ; ensuite, il mit le feu à la maison et, quant à lui, s'esquiva. Quand on reçut de ses nouvelles, il était loin. Mme de Vaux, sa vie ainsi détraquée, a tous les ennuis et l'inconvénient de la pauvreté. Elle se rapproche de sa famille, composée du capitaine Marie, de Mme Marie, née Ficquelmont, ses parens, d'un jeune frère, un savant très distingué, très bon, d'une droiture un peu rigide et qui vient d'épouser une fillette de quinze ans. La famille arrange comme ceci l'habitation de chacun : le capitaine, ayant le caractère incommode, aura son logement séparé ; Clotilde également, car elle a le goût de l'indépendance ; Mme Marie la mère, son fils et sa bru, demeureront ensemble. Et tout le monde au Marais, dans un aimable voisinage, le trio rue Pavée, Clotilde rue Payenne ; Clotilde prend ses repas rue Pavée. Le capitaine, on le voit à l'occasion.

Et M. Comte ? Ces excellentes et modestes personnes qui tâchent de vivoter doucement n'ont pas l'air d'attendre un si fameux visiteur. C'est le frère de Clotilde, Maximilien, qui l'amena.

Maximilien Marie connaissait M. Comte pour l'avoir eu comme examinateur à l'École polytechnique en 1836. Et Comte examinateur est une chose déjà fort singulière. Il dit au candidat : « Monsieur, vous comprenez les mathématiques ; mais vous êtes jeune. Il y a intérêt, pour vous et pour l'École, à ce que vous soyez, lorsque vous y entrerez, en pleine possession de votre cours de spéciales. Je pourrais vous donner la note 16 ou 17, qui vous permettrait sans doute d'être admis ; je vais vous donner la note 13, qui vous exclura certainement. De la sorte, j'aurai l'an prochain le plaisir de vous donner la note 18... » Ce n'est qu'une petite anecdote : je l'aime beaucoup ; on y voit Comte parfaitement. Si bien solennel ; si hardiment dévoué à son devoir ; si prompt à confondre avec la loi morale son caprice ; loyal et pénétré du grand orgueil de ses lubies ! Et l'on y voit comment un admirable doctrinaire n'évite pas toujours de ressembler à un auteur gai. Le trop jeune Maximilien fut refusé ; l'année suivante, il le fut encore : il ne réussit qu'à la troisième tentative. Mais où il montra la dignité de son âme, c'est en ne maudissant pas du tout les rudes fantaisies de son examinateur. Il voua même une fidèle admi-

ration très méritoire à M. Comte. Un peu plus tard, élève à l'École de Metz, et plus tard, quand il eut renoncé à la carrière militaire afin de se consacrer tout aux mathématiques, il correspondit avec son maître qui, du reste, lui prodigua les meilleurs conseils et les plus précieux encouragemens. Comte, célèbre et laborieux, n'épargne ni son temps ni son obligeante amitié. Un jour d'avril, en 1844, il vint rue Pavée.

Il avait quarante-six ans. Il n'était pas riche; il n'était pas élégant, ni amusant; il n'était pas beau. Le crâne dégarni : une mèche pourtant barrait le front par le milieu, pour ainsi dire, à la Napoléon. Les regards doux ; mais un œil qui pleurait. Et la bouche éloquente ; mais, à la commissure, une légère mousse de salive. La taille, assez lourde. Elle, Clotilde, à vingt-neuf ans, est délicieusement jolie, et fine, et rose, une fleur en son bel épanouissement : une fleur gaie. La gaieté, voilà son caractère ; une gaieté innocente et charmante. La visite de M. Comte dura un peu de temps. Et, quand il fut parti, Clotilde prend par les deux mains sa petite belle-sœur de quinze ans. Les deux folles éclatent de rire et, tournant comme un toton, l'une et l'autre se récrient, chantent ; Clotilde : « Ah ! qu'il est laid ! Ah ! qu'il est laid ! » et la petite belle-sœur : « Et il pleure d'un œil ! » et Clotilde reprend : « Et il pleure d'un œil ! » Elles se rasseyent et n'ont pas fini de rire. C'est ainsi que Mme de Vaux a vu pour la première fois Auguste Comte. Elle n'a rien deviné.

Lui, Comte, s'il n'a pas tout deviné, — quoiqu'il soit en possession de la méthode et sache tout l'avenir de l'humanité, ou croie le connaître, ce qui, pour lui, revient au même, — il ne doute pas d'être amoureux. Il est marié, cependant. Il a épousé, de bonne heure, une Caroline Massin qu'il avait rencontrée, dans le jardin du Palais-Royal, un jour de fête, le jour qu'on baptisait le comte de Chambord, et qui était fille de joie et qu'il sut conduire au plus respectable chagrin. Comte, ennemi du divorce qu'il appelle une « désastreuse aberration, » n'hésita point à répudier Caroline. Il la laissa dans un état proche de la misère. Lorsqu'il aura, touchant Clotilde, quelques dépenses de surcroît, c'est Caroline qui verra sa maigre pension diminuée. Et, après la mort de son amante, il écrit à son épouse : « Avec un esprit non moins distingué que le vôtre, elle vous surpassait infiniment par le cœur... Quoique plus jeune que vous de douze ans... » Et plus jeune que lui de dix-sept ans... « mon angélique Clotilde m'accorda bientôt la réciprocité d'affection que je n'avais jamais pu obtenir de vous... Telle fut, madame, ma seule véritable épouse... » Le drôle

d'homme ! et quelle idée de s'adresser, pour de telles confidences et pour les protestations de son fier émoi, précisément à cette abandonnée, laquelle ne lui demande rien de ce genre et lui demande tout au plus de quoi ne pas mourir de faim ! Mais il a résolu de donner à ses amours une « publicité » remarquable et juge opportun, décent même, d'en informer Caroline.

A la première rencontre, il a trouvé Clotilde ravissante : elle l'a trouvé très laid. Et il n'y a nulle apparence qu'une liaison s'établisse entre ces deux êtres. Mme Marie la mère ne le redoutait pas. Elle écrira ensuite : « Plus d'une chose devait me rassurer. Il était ennuyeux et profondément raisonneur; ma fille était gaie, aimait à rire : je pensais que, quand elle aurait assez ri à ses dépens, tout serait fini... » Clotilde, pareillement, ne s'attendait à rien d'autre. Elles ignoraient, la mère et la fille, l'acharnement du philosophe et son adresse de volonté. Dès le premier jour, il a décidé d'être aimé d'elle ou, du moins, de l'annexer à son amour. Il ne doute pas un instant d'y parvenir ; et, pour y parvenir, il ne ménagera ni l'énergie imposante, ni les stratagèmes subtils. Sa confiance lui vient de son amour et, il faut l'avouer, d'une certaine ingénuité d'amour qui fait que, d'une manière assez touchante, il n'admet pas de tant aimer sans être aimé. Sa confiance lui vient aussi d'un orgueil immense et qui fait qu'il ne conçoit pas la possibilité d'être M. Comte sans qu'une femme qu'il adore l'aime aussi, trop heureuse d'avoir été distinguée par le plus grand homme de tous les temps et de tous les pays. En outre, il est un réformateur, il est le législateur de l'humanité ; formuler des lois vous mène à supposer que l'on gouverne : et le maître de l'humanité n'imagine pas qu'une petite Mme de Vaux, née Marie, compte lui résister. Ces diverses considérations l'empêchent de s'attarder aux intentions de Clotilde, qui ne sont pas du tout les siennes. Et il adore cette jeune femme ; mais il ne l'a point consultée.

Il commença par aguicher l'esprit de Clotilde, s'occupa de ses lectures, la pria de lire Fielding et lui prêta les trois doubles volumes de *Tom Jones*. Clotilde répondit : « Vos bontés me rendent bien heureuse et bien fière, monsieur... Puisque votre supériorité ne vous empêche pas de vous faire tout à tous, je me réjouis de l'espérance de causer avec vous de ce petit chef-d'œuvre... » Il ne perd pas son temps. Il remercie du remerciement : « Combien je suis touché du précieux accueil dont vous daignez gratifier une légère marque d'attention que pouvait seule commander une opportunité

empressée, d'ailleurs trop naturelle envers vous!... » C'est du galimatias; mais enfin, c'est du galimatias de M. Comte : et il le sait. Et il vante à Clotilde les mérites de son « intéressante famille. » Il se lance et il ajoute : « Une triste conformité morale de situation personnelle constitue encore, entre vous et moi, un rapprochement plus spécial. » Cette triste conformité, c'est évidemment le fait que M. Comte et Mme de Vaux, mariés l'un et l'autre, soient l'un et l'autre séparés de leurs conjoints : il y a un M. de Vaux et il y a une Mme Comte; cela, pourtant, sépare M. Comte et Mme de Vaux en quelque manière. La conformité « morale » serait plus indiquée entre le philosophe et une autre personne de la même famille, Mme Marie la mère, qui a le goût de la philosophie, et de la philosophie sociale, et qui a écrit un petit volume, *Le Sculpteur en bois*, où M. Comte saurait apercevoir du comtisme. S'il ne s'agit que de causer et d'épiloguer sur les destinées humaines, c'est à la mère que M. Comte doit songer. Il préfère la fille.

Il n'a rien d'un séducteur; il est pesant, gauche : mais aucun roué n'eût été plus malin que lui, pour se glisser dans cette famille, pour y installer son habitude et pour s'en retirer, le moment venu, mais pour en retirer aussi l'objet aimé. Il fut obligeant, aimable. Et il avait du génie, un grand génie, dont il jouait à merveille, avec autant d'industrie que de sincérité. Les Marie, intelligens et pauvres, ne menaient pas une existence bien divertie; les visites de M. Comte les ont flattés, les ont charmés. Un soir, dans le petit appartement de la rue Pavée, Auguste Comte et Maximilien Marie, les trois dames les entourant, causent, discutent; les objections de l'élève animent le maître : et le maître est plus que jamais éloquent. Les idées passent, éclairées de lueurs splendides. Puis le sentiment succède aux idées; plutôt, ce sont les idées qui, dans la ferveur de l'esprit, s'échauffent à devenir des sentimens. Soudain, le maître dit : « On ne peut pas toujours penser, mais on peut toujours aimer... » C'est une de ces petites phrases qui facilement tombent dans la causerie comme une pierre tombe dans l'eau. Mais Comte, au plus fort de la tendresse, surveille les ronds que font ses phrases. Il a dit : « On ne peut pas toujours penser, mais on peut toujours aimer; » et il nota qu'il l'avait dit. Dans son *Discours sur l'ensemble du positivisme*, trois ans plus tard, il reprend sa formule et il l'arrange un peu : « On se lasse de penser et même d'agir; jamais on ne se lasse d'aimer. » Et, en 1849, au cours d'une de ces cérémonies commémoratives qu'il organisait auprès de la tombe de Clotilde, au cimetière du Père de La Chaise, il déclare :

« Le positivisme religieux commença réellement, dans notre précieuse entrevue initiale du 16 mai 1845, quand mon cœur proclama inopinément, devant ta famille émerveillée... » car il s'adresse à l'ombre de Clotilde... « la sentence caractéristique qui, complétée, devint la devise spéciale de notre grande composition. » Ce qu'il en dit, c'est pour l'histoire. Et, auprès de Clotilde vivante ou morte, jamais il ne cesse de songer à l'histoire : mais, l'histoire, c'est lui. Quand il eut opinément proclamé qu'on peut toujours aimer, quand il se fut aperçu que c'était là une belle chose, et la péripétie principale de sa philosophie, et conséquemment le plus grand épisode de l'histoire humaine, la famille Marie, avertie par lui, s'émerveilla sans doute comme il le raconte. Maximilien Marie, au dire de M. de Rouvre, vit avec appréhension le célèbre penseur dédaigner la pensée, la ravaler au-dessous du sentiment : et le système positiviste se détraquait ou commençait à se détraquer. Les trois femmes applaudirent, non pas aux tribulations du système positiviste, mais à la revanche de l'amour. Et Clotilde n'ignore pas que, si M. Comte fait soudainement dévier sa philosophie, c'est à propos d'elle. Non, elle ne l'ignore pas : M. Comte l'engage à le deviner ; puis il le lui dira et, infatigablement, le lui ressassera.

Comte, écrivant à Caroline, sa femme délaissée, lui vante les vertus et les charmes de Clotilde, après la mort de la pauvre petite, son « éternelle collègue ; » et il vante la « puissante influence involontaire » que la pauvre petite a exercée... sur quoi ?... « sur l'amélioration fondamentale de mon second grand ouvrage. » Il dit : « Pendant une année sans pareille, la profonde révolution morale qui pouvait seule produire en moi un tel ascendant... » N'a-t-il pas voulu dire : *que pouvait seul produire en moi un tel ascendant?* Car on se perd dans ce langage aventureux... « a heureusement réagi sur l'ensemble de ma nouvelle élaboration philosophique, en faisant ressortir, d'une manière plus nette et plus décisive, le vrai caractère sentimental du positivisme... » Ainsi, Clotilde, son éternelle collègue, n'est pas du tout sa collaboratrice : ou bien elle est sa collaboratrice involontaire. En d'autres termes, Clotilde a pour mission, devant l'histoire et l'humanité, d'être aimée de M. Comte. Le positivisme sentimental naîtra des amours de M. Comte. Il importe que Clotilde soit aimée ; son devoir est d'exciter, puis d'alimenter la passion de M. Comte. Voilà, en peu de mots, son emploi, que M. Comte se charge de lui rappeler. Eh ! M. Comte ne pourrait-il se contenter d'aimer l'humanité, comme il sied à un philosophe? Il avoue que ça ne lui

suffit pas : « Sans doute, les grands sentimens d'amour universel où m'entretiennent habituellement mes travaux propres sont délicieux à éprouver : mais combien leur vague énergie philosophique est loin de suffire à mes vrais besoins d'affection ! » Alors, il a choisi Clotilde.

Et elle?... Car il faudrait la consulter. Clotilde a bien de l'amitié pour M. Comte : il est obligeant ; et son amour a de quoi flatter une jeune femme qui n'attendait pas un tel honneur. Quant à aimer M. Comte, ce qui s'appelle aimer, quant à l'aimer d'amour : cela, non. Et, pour le cas où M. Comte aurait le tort de s'y tromper, elle le lui déclare tout de go : « Vous m'avez donné un témoignage de votre estime : puissiez-vous en trouver un de la mienne dans ce que je vais vous dire... Au nom de l'intérêt que je vous porte, je vous en prie, travaillez à surmonter un penchant qui vous rendra très malheureux Un amour sans espérance tue l'âme et le corps ; il vous fauche comme un brin d'herbe. Il y a deux ans que j'aime un homme de qui je suis séparée par un double obstacle... » C'est assez clair : non seulement Mme de Vaux n'aime pas M. Comte, mais elle aime un autre homme ; et, aimât-elle M. Comte ainsi que l'autre homme, elle serait pareillement très attentive à l' « obstacle, » au double obstacle de son mariage et du mariage de M. Comte ou de l'autre homme. Donc, M. Comte n'a, somme toute, qu'à surmonter son penchant. Il paraît que, l'autre homme, c'était Armand Marrast. Et, si l'on dit que ce garçon n'avait pas le génie de M. Comte, il était de Saint-Gaudens et très beau parleur, avec une chaleur de voix qui enflammait son auditoire ; il avait la chevelure abondante et la moustache drue : Clotilde enfin l'aimait. Et Clotilde était vertueuse : Armand Marrast ne se sut point aimé ; ses mânes l'auront appris de M. Charles de Rouvre. M. Comte, informé par Mme de Vaux d'avoir à surmonter son penchant, répond le mieux du monde : « J'aurai le courage, madame, de vous remercier cordialement pour votre douloureuse confidence et de vous témoigner avec sincérité combien votre admirable lettre d'hier confirme ma haute opinion de votre rare noblesse morale... » A peine reproche-t-il à Mme de Vaux de n'avoir pas fait sa confidence quinze ou vingt jours plus tôt : ses « malheureux sentimens » n'auraient pas eu le temps de s'enraciner... « Quoi qu'il en soit, le remède, j'espère, vient encore à temps pour prévenir un cours d'affection qui pouvait à mon insu finir par tout compromettre en moi, tout jusqu'à ma raison... » Il promet de consacrer toutes ses forces à éteindre « le seul véritable amour qu'il ait jamais ressenti ; » et sa douleur est émouvante. Puis, la courtoisie d'un aveu méritant une politesse analogue,

il entend payer Mme de Vaux de pareille monnaie. J'aime un autre homme ! a dit Mme de Vaux. J'ai été fou ! réplique M. Comte; fou, pendant la majeure partie de l'année 1826. « Comme la plénitude de votre confiance doit provoquer la mienne, je compléterai cette indication par un aveu que je n'ai jamais livré à mes plus intimes amis : durant la convalescence de cette horrible maladie, je fus malgré moi retiré de la Seine... » Auguste Comte et Mme de Vaux sont-ils à deux de jeu, après cet échange de lettres ? Mme de Vaux a dit à Comte : ne me regrettez pas ; si je vous aimais, je ne serais pas plus à vous que je ne suis à l'homme que j'aime. Et Comte à Mme de Vaux : ne me regrettez pas ; je suis un fou. Seulement, Comte, le récit de sa folie ne lui sert point à mettre l'impossibilité entre Clotilde et lui. Tout au contraire, il utilisera le souvenir et la menace de sa folie pour attendrir sa bien-aimée. Prenez garde à mon cerveau, qui est sublime et qui n'est pas solide ! ce sera désormais son argument perpétuel. Faute d'avoir séduit le cœur et l'imagination de Clotilde, le fou d'hier et d'après-demain s'efforcera de l'apitoyer. Et avec quelle insistance ! Il y a des momens où Clotilde succombe à la torture. Une fois, ce cri de souffrance lui échappe : « Épargnez-moi les émotions, comme je désire vous les éviter : je ne sens pas moins vivement que vous. » Hélas ! il faut qu'elle se rappelle à M. Comte, et lui rappelle qu'elle a une âme susceptible de douleur. M. Comte n'y pensait plus ! Et il n'entendra pas ce cri de souffrance : il ne songe qu'à lui. A lui et à l'humanité ; à lui et à l'homme qui mène l'humanité : c'est toujours lui. Mme de Vaux aura beau lui donner, avec une discrétion parfaite, le signe d'être là, terriblement alarmée, accablée, déchirée par lui : « Dans mon ouvrage fondamental... » répond-il. Ou bien : « Après avoir jadis conçu toutes les idées humaines, il faut maintenant que j'éprouve tous les sentimens... » Et, Clotilde, c'est votre affaire !... Ou bien : « Une expansion habituelle de nos principales émotions, surtout de la plus décisive et la plus douce à la fois, devient donc autant indispensable aujourd'hui à mon second grand ouvrage que mon ancienne préparation mentale dut d'abord l'être au premier... » Conclusion : « J'espère que, d'après ces aperçus, vous ne pouvez conserver aucun doute essentiel sur l'heureuse efficacité philosophique que j'attends de votre éternelle amitié. » Allons, Clotilde, c'est pour la philosophie ; et c'est pour l'humanité !... « Mon organisme a reçu, d'une tendre mère, certaines cordes intimes, éminemment féminines, qui n'ont pu encore assez vibrer, faute d'avoir été convenablement ébranlées. » Or, pour le premier volume, essentiellement logique, il n'avait

pas besoin de vibrer; mais, pour le prochain ouvrage et pour le tome quatrième surtout, la vibration s'impose : « C'est de votre salutaire influence, ma Clotilde, que j'attends cette inestimable amélioration. » C'est pour l'humanité. Si Clotilde fait la belle inhumaine, quelle signification nouvelle et scandaleuse elle prête à ce mot! Clotilde est, pour ainsi parler, commandée de service par l'humanité, auprès de M. Comte, pour l'humanité. En chagrinant M. Comte, elle le rendrait fou : l'humanité ne le lui pardonnerait pas. Cette exigence dialectique a l'air d'une bouffonnerie.

Ce n'est pas une bouffonnerie; et l'on n'a pas envie de rire, quand on voit le drame se dérouler jour après jour, avec une extraordinaire intensité de passion. De jour en jour, Comte se plaint, se lamente et geint plus fort. Clotilde, éperdue, ne sait que devenir et que faire. Elle n'est pas sûre que son étrange amoureux ne soit à la veille de trépasser. Elle écrit, un matin de septembre : « Je ne veux pas que vous soyez malade ou malheureux à cause de moi... » Malheureux, il l'est, dans une merveilleuse exaltation d'amour; et malade, à sembler repris de sa folie ancienne... « Je ferai ce que vous voudrez... » Qu'est-ce à dire ? Précisément, ce qu'elle dit. Elle ne dissimule rien à elle-même; et elle n'élude pas la pensée de son engagement. Elle ne dissimule pas à Comte la vérité; au moment de se donner à lui, elle ne lui jure pas d'autres sentimens que les siens : « la tendresse que vous me témoignez et les sentimens élevés que je vous connais m'ont attachée sincèrement à vous... » Sincère attachement, gratitude et la crainte qu'il n'ait pâti à propos d'elle : est-ce là tout ce qui l'amène au parti de céder? Elle ajoute l'excuse qu'elle a trouvée pour elle-même : « Depuis mon malheur, mon seul rêve a été la maternité; mais je me suis toujours promis de n'associer à ce rôle qu'un homme distingué et digne de le comprendre. Si vous croyez pouvoir accepter toutes les responsabilités qui s'attachent à la vie de famille, dites-le-moi, et je déciderai de mon sort... » Et lui, cette lettre pouvait le désespérer : cette lettre l'enivre d'une immense joie.

Il attend Clotilde. Et la voici. Elle est venue comme elle avait promis de venir. Elle a conscience d'avoir tout promis. Soudain, tout ce qu'elle a promis chavire dans sa tête : et elle se sauve. Sa révolte a été plus vive que ses promesses.

Tout aussitôt, rentrée chez elle et haletante, elle écrit à l'amoureux déçu : « Je veux vous écrire tout de suite. Pardonnez-moi mes imprudences. Hélas! je me sens encore impuissante pour ce qui dépasse les limites de l'affection. Personne ne vous appréciera mieux

que je ne fais ; et, ce que vous ne m'inspirez pas, aucun homme ne me l'inspire. Le passé me fait mal encore ; et j'ai eu tort de le braver... Je compte beaucoup sur votre équitable raison. Moi, j'ai fait essai de mes forces : pardonnez-le-moi, en faveur de la volonté... Adieu. Si vous me comprenez réellement, vous ne m'en voudrez pas. S'il en était autrement, je désespérerais de me faire entendre... » Elle ne pouvait pas dire plus net et juste l'état de son esprit, l'état de son cœur et de son corps. Sa fine loyauté demande, mieux que la compassion, l'estime. Une « équitable raison, » mieux que de lui pardonner, l'approuve. Mais Comte, lui, n'est pas en train d'équitable raison ; car il est tout affolé d'amour. Avec une triste déférence et avec un entêtement farouche, il insiste. Elle réplique : « Je suis incapable de me donner sans amour. Je l'ai senti hier... »

Il devait, après cela, laisser tranquille cette infortunée. Mais il l'aimait ! Et les conseils de courtoisie ou de discrète fierté qu'on lui eût offerts ne sont pas de ceux qui touchent un possédé d'amour. Il ne se résigne pas ; il se débat. Et il est, dans cette crise effrayante, ce qu'il est de coutume : un logicien. Certes, il argumente et ratiocine, plus que ne font les amoureux dans les romans. C'est qu'il n'est pas un amoureux comme un autre. Il est Auguste Comte, amoureux comme un autre, mais qui garde, jusque dans son délire, son génie et les singularités de son génie. Et puis il est un pauvre homme qui aime, qu'on n'aime pas, qu'on a déçu et qui réclame : « Quoi ! vous me faites spontanément, vendredi, la promesse imprévue d'un bonheur prochain, vous la confirmez samedi, vous l'éludez dimanche, et vous la retirez lundi ! N'est-ce pas abuser un peu du privilège féminin ? » Le reproche aboutit à chicaner sur une faute de logique. Évidemment, Clotilde a manqué de méthode. Et Comte, n'a-t-il pas manqué de méthode ? Il a été logique au sujet de lui-même : au sujet de Clotilde, — il a oublié de savoir qu'elle ne l'aimait pas.

La suite de cette histoire, on la connaît. Comte n'a point renoncé à Clotilde. Il n'a point cessé de la supplier ; elle n'a point cessé de se refuser. Puis, elle est tombée malade : elle, et non pas lui. Elle était déjà très malade aux semaines de la crise la plus ardente. Puiselle n'a pas eu l'énergie ou l'entrain qui lui aurait permis de s'éloigner, d'arranger sa vie à l'écart. Auguste Comte l'a entourée de prévenances, de bontés. Maladroitement ? Peut-être. Elle était pauvre et, pour gagner un peu d'argent, rêvait de publier des articles dans les journaux. Elle avait donné au *National* cette petite nouvelle de *Lucie*, laquelle n'est point un chef-d'œuvre, mais un essai d'une grâce

attrayante. Le *National* accepterait une collaboration quasi régulière de l'auteur de *Lucie*. Mais le directeur du *National* est Armand Marrast : Comte est jaloux d'Armand Marrast; Comte n'aide pas du tout Clotilde à écrire pour le *National*. Clotilde a un médecin qui l'a toujours soignée. C'est le médecin de la famille. Mais il est amoureux, dit-on, de Clotilde. Et Comte réussit à écarter ce prétendu rival, qui en outre a l'inconvénient d'être le médecin de la famille Marie, de n'être pas le médecin de M. Comte. Il impose le médecin de son choix. Et les documens que M. Charles de Rouvre a pu assembler donnent à supposer que le premier médecin soignait Clotilde le mieux du monde; le second, très mal. Comte paraît l'avoir reconnu tardivement. Il y eut de cruels démêlés entre la famille Marie et Auguste Comte ; il y eut des querelles auprès du lit de la mourante, blanche, belle et silencieuse, l'âme déjà retirée d'ici-bas.

Qui a eu tort ? Comte plus que personne. Mais principalement il a eu tort d'aimer, et d'aimer Mme de Vaux, qui n'était pas destinée à lui et qui surtout n'était pas destinée par sa nature à être une Béatrice. Intelligente et si gaie de cœur et d'esprit, délicate de sentiment, habile à trouver de jolis mots pour son émoi, étrangère à la philosophie, elle n'était pas prête au sort bizarre que la passion d'Auguste Comte lui infligeait. Et Béatrice, quand elle devint la Théologie, par la volonté impérieuse de Dante Alighieri, c'est qu'elle était morte. Clotilde aussi, ce ne fut que la mort qui lui donna cette docilité aux vœux d'Auguste Comte, cette douceur indifférente qui la fit devenir, dans la sociologie et dans la mystique de l'Humanité, la Vierge-Mère.

La passion d'Auguste Comte pour Mme de Vaux a été despotique. Elle a torturé la bien-aimée. Elle n'a pas moins torturé l'amoureux. Il a prodigieusement souffert. Il a commis la désolante faute de ne se point sacrifier. S'il avait à la vérité aimé Clotilde autant qu'il a été amoureux d'elle, eût-il souffert davantage ? du moins, il eût épargné une âme innocente. Il a été, plus que déraisonnable, impitoyable, et pour lui-même. Avec tout son génie, Comte a fait de son amour une calamité. Peut-être l'amour veut-il plus de simplicité ; peut-être l'amour ne veut-il pas être mêlé de génie ; peut-être l'amour ne veut-il aucun mélange de ce qui n'est pas lui et naïvement lui.

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'opération, si heureusement commencée, il y a quinze jours, entre Ypres et Armentières, par celle des armées anglaises qui est aux ordres du général sir Herbert Plumer, l'a conduite, sur le canal de Comines, la Lys, la Douve et la Warnave, à des résultats très intéressans en eux-mêmes, et gros peut-être, pour la suite, d'événemens beaucoup plus importans encore. Le moindre de ces résultats, déjà acquis, n'est pas que, des crêtes où ils sont montés, nos vaillans et persévérans alliés commandent toutes les vues de la vallée et de la plaine ; que, de là-haut, ils lisent sur le terrain comme sur la carte, et peuvent, en connaissance de cause, choisir leur objectif, mesurer les difficultés, préparer les voies et moyens, adapter leur plan, dans le détail, aux circonstances du temps et des lieux. Ainsi l'action se conforme aussi exactement que possible à ses conditions, le succès en est assuré, et le coût en est réduit autant que possible. Des objectifs que peut maintenant se proposer l'état-major britannique, en accord avec le nôtre, nous ne savons rien, et nous en aurions deviné quelque chose, que nous ne dirions rien, mais l'atlas parle, il n'y a qu'à l'interroger. Ce que nous savons bien, ce que des témoignages enthousiastes nous rapportent, c'est que l'état matériel et moral de l'armée anglaise est magnifique; qu'elle est, aux approches de la quatrième année de guerre, très supérieure à ce qu'elle était les deux premières années ou même la troisième, et que sa tactique en découle : pression constante d'une force croissante. Sur tout le reste, il vaut mieux nous taire, regarder et attendre.

Nous avons de quoi regarder, dans un silence patient, mais actif, car le vrai sens d'attendre, pour nous, c'est espérer. Le général Pershing, désigné pour être le chef des troupes américaines qui vont

venir en Europe prendre part à la défense du droit odieusement violé et de l'humanité honteusement outragée, est arrivé avec de nombreux officiers. Dans les rues, la population de Paris, et la France entière, par ses représentans dans les deux Chambres, ont rendu aux États-Unis, en sa personne, l'hommage que leur doivent ici tous les cœurs. Il n'est personne parmi nous qui n'ait été profondément ému en lisant le récit des manifestations par lesquelles avaient été accueillis en Amérique, à côté du maréchal Joffre devenu le vivant symbole de la France en armes, arrêtant les Barbares sur la Marne, M. Viviani, l'amiral Chocheprat et les autres membres de la mission. Journées inoubliables où reverdissaient et se vivifiaient de chers et glorieux souvenirs, vieux de plus d'un siècle; où, sous les auspices de George Washington et du jeune La Fayette, se renouait l'alliance nécessaire et presque fatale, comme voulue, dès l'origine, par le Destin, la belle alliance fondée, dans la foi commune au même idéal, par l'échange de deux grands amours désintéressés. Entre la France et les États-Unis, il n'a jamais été question de dette ni de reconnaissance; il ne s'agit pas de savoir ni qui a donné le premier, ni qui a donné le plus : chacun a tout donné à l'autre, puisqu'il se donne. Des services du genre de ceux-là ne se paient pas, ils se restituent, ils renaissent, ou plutôt ils continuent, se retrouvent et se renouvellent en se retournant.

Quelle joie, aujourd'hui, et quel orgueil de saisir, dans toute l'étendue de sa puissance, avec toutes les nuances de sa délicatesse, le sentiment qui pousse la libre Amérique vers nous! Et comme elle se plaît elle-même à l'analyser pour en jouir! M. Viviani, dans la vibrante harangue qu'il a prononcée à la Chambre des députés, le 14 juin, en présence du général Pershing, n'a pas manqué de rappeler un mot qui contient toute une psychologie du peuple américain pendant la guerre, ce mot de l'ancien ambassadeur de la Confédération à Londres, M. Schoot: « Nous vous avons toujours aimés; après la Marne, nous vous avons admirés; depuis Verdun, nous vous respectons. » Et cet autre mot du maire de New-York, disant un peu rudement à ses compatriotes : « Courbez donc la tête, car il y a trois ans que la France saigne pour vous! » C'est un point que tous ceux qui reviennent d'Amérique ont fixé. Les États-Unis voient, dans cette guerre, le genre humain à travers la France. L'idée, qui s'est faite obsédante dans les derniers mois, de la France combattant et s'immolant pour les causes les plus généreuses à la fois et les plus générales qu'une nation puisse servir, pour l'honneur de sa signature,

pour la protection des faibles, la libération des opprimés, la punition des coupables, a peu à peu vaincu les préjugés qu'à tort ou à raison ils avaient longtemps nourris contre d'autres. Ils veulent d'une égale résolution relever la France de son sacrifice et, non pas se relever d'une faute qu'ils n'ont point commise, mais proprement s'élever eux-mêmes par le sacrifice. Quelque injuste que soit le reproche d'avoir, au début, profité de la calamité universelle, ils savent qu'on le leur adresse de certain côté, et ils savent de quel côté ; comme il leur serait insupportable de jouer le rôle ingrat du « nouveau riche » dans la « société des nations » qu'ils rêvent d'organiser, ils brûlent de verser leur sang pour laver leur or, et de verser aussi leur or purifié pour ajouter à la vertu de leur sang, de se dévouer, de souffrir, de mourir pour prouver qu'ils connaissent les plus hautes valeurs de la vie ; et ils se jettent dans la bataille des principes avec l'emportement de leur ardeur aux affaires : ils sont idéalistes en réalistes à qui l'expérience a appris qu'en rien il ne faut rien faire à demi.

« Jusqu'au dernier sou ! jusqu'au dernier homme ! jusqu'au dernier battement de cœur ! » a déclaré à M. Viviani le gouverneur d'un des États, élu par des centaines de milliers de citoyens. M. Wilson l'a publiquement et magistralement expliqué en deux occasions récentes, dans la communication qu'il a fait remettre au gouvernement provisoire de Russie, puis dans son discours du *Flag Day*. En même temps, il a fait entendre à la jeune démocratie russe, à peine sortie des limbes où sont les âmes d'enfant, on ne veut pas dire la leçon, mais la voix d'une démocratie plus virile ou plus mûre. Le discours pour le Jour du Drapeau n'est que la répétition, la transposition à l'usage du peuple américain de la lettre au gouvernement russe. Il n'en est pas, de M. Wilson ou de tout autre homme d'État, qui soit plus positif, plus ferme et plus plein, moins encombré de circonlocutions, plus dégagé d'obscurités. C'est le langage solide, illuminé, définitif d'un historien. C'est un mémoire et un jugement. M. Woodrow Wilson y expose au peuple des États-Unis, pour qui l'Europe est très loin et les affaires européennes sont très petites, les origines de la guerre. Il lui enseigne des choses familières pour nous et précises jusqu'à la douleur, mais qui ne touchaient pas le citoyen américain, perdu dans les villes populeuses ou isolé dans les immenses plaines de l'Ouest : le long martyre de l'Alsace-Lorraine, la mutilation de la Pologne, l'assassinat de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie. Il lui découvre l'Empire allemand, ses hommes, ses desseins, ses méthodes, ses pompes et ses œuvres. Il extrait des faits

leur morale. Juriste et puritain, homme par-dessus tout, citoyen non plus seulement des États-Unis, mais du monde, remuant chez ses concitoyens les fibres les plus intimes, évoquant toutes les puissances de leur passé et de leur présent, il dresse contre le crime, contre le Mal, la nation de Washington et de Lincoln.

Mais nous, aucun danger ne nous a-t-il menacés et n'y avait-il rien à nous dire ? Avouons franchement que si ; qu'il pouvait y avoir pour nous un danger qui viendrait de nous, qui serait en nous; non certes le découragement, encore moins la défaillance, mais la fatigue; une espèce de détente de nos nerfs trop violemment et trop longtemps tendus. La France a donné dans cette guerre un éclatant démenti à tout ce qu'on avait jadis pensé et écrit d'elle, et qui pourrait se résumer dans le fameux aphorisme, que « le Français est plus qu'un homme dans le premier assaut, et moins qu'une femme dans le second. » Elle a montré, suivant une expression heureuse, sur la Marne, qu'elle avait conservé l'élan; à Verdun, qu'elle avait acquis la patience. Elle a fait plus qu'une flambée, un feu qui dure depuis trois ans. Mais quoi! Comme le remarquait le maire de New-York, il y a « trois ans qu'elle saigne. » Trois ans que la France de l'arrière souffre de la France du front qui saigne, de ses dix départemens envahis, de la misère de leurs exilés, de la ruine de ses monumens, de ses maisons, de ses jardins, de ses usines, de ses mines, de ses champs, du meurtre des hommes et des choses. A quoi bon vouloir le cacher ? Jamais, pour plus de sang, ni pour plus d'épreuves, plus de pleurs ne furent permis. Sans doute, il y avait quelque chose à nous dire, et M. Viviani l'a dit éloquemment. Il a éloquemment traduit la pensée essentielle, la pensée de continuité et de perpétuité, qu'on eût voulu inclure dans l'ordre du jour de la Chambre; et c'est « qu'il n'y a pas de paix sans victoire, à moins que nous n'abandonnions le respect de nos tombeaux, le respect de nos berceaux, et que, par un rythme barbare qui se renouvellera tous les trente ans, nous permettions à nos fils d'aller reprendre sur le champ du combat la place où leurs pères sont tombés. »

Voilà ce que nous refusons de permettre. « La paix sans annexions et sans contributions, » insinuent le *Soviet* de Pétrograd et, derrière lui, les Germains, germanisans ou germanophiles plus ou moins masqués, qui tirent les ficelles de la faction « maximaliste. » Comme l'appel de M. Wilson, la note du gouvernement français et la note du gouvernement britannique répondent : Pas d'annexions et pas de contributions, soit; « la France ne songe à opprimer aucun peuple, ni

aucune nationalité, même celle de ses ennemis d'aujourd'hui. Mais elle entend que l'oppression qui a si longtemps pesé sur le monde soit enfin détruite et que soient châtiés les auteurs des crimes qui demeureront pour nos ennemis la honte de cette guerre... Pour elle-même, elle entend que soient libérées et lui fassent retour ses fidèles et loyales provinces d'Alsace et de Lorraine, qui lui ont été arrachées jadis par la violence. Avec ses Alliés, elle combattra jusqu'à la victoire pour que leur soient assurées la restauration intégrale de leurs droits territoriaux et de leur indépendance politique ainsi que les indemnités réparatrices pour tant de ravages inhumains et injustifiés et les garanties indispensables contre le retour des maux causés par les incessantes provocations de nos ennemis. » De même, la Grande-Bretagne « n'est pas entrée dans cette guerre pour faire des conquêtes et ne la poursuit pas avec ce dessein. Son but était, à l'origine, de défendre l'existence du pays et d'imposer le respect des engagemens internationaux. A ces objets primitifs s'ajoute aujourd'hui celui de libérer les populations opprimées par la tyrannie étrangère. » Le gouvernement britannique, conclut la note, estime que, dans leurs lignes générales, les accords faits par lui de temps à autre avec ses Alliés se conforment à ces règles. Toutefois, au cas où le gouvernement russe le désirerait, le gouvernement britannique et ses Alliés sont parfaitement disposés à examiner ces accords et, si c'est nécessaire, à les reviser. »

Personnellement, — s'il n'est pas présomptueux d'avoir une opinion personnelle sur un tel sujet, — nous persistons à croire qu'une « revision des buts de guerre, » en pleine guerre, n'est pas sans inconvéniens ; qu'il y en a, au contraire, de plusieurs ordres ; et qu'il eût été plus sage d'opposer aux questions du Conseil des ouvriers et soldats quelques questions préalables. Mais ce n'est pas la peine de récriminer. Il suffit qu'on soit décidé, tout en marquant à la naissante démocratie russe le sympathie qu'inspirent ses bonnes intentions et que mériteront ses efforts, à ne point incliner plus qu'il ne convient, devant un régime, des hommes d'État, et des assemblées ou des comités improvisés, les principes, les maximes et les traditions par lesquels ont vécu et se sont maintenus de siècle en siècle les États qui possèdent, par droit d'aînesse, la culture politique la plus ancienne et la mieux éprouvée. Démocratie tant qu'on voudra ; mais la République des États-Unis, la République française, et même l'Angleterre monarchique, et l'Italie monarchique elle-même, en un certain sens, le meilleur, sont aussi des démocraties.

Cette quinzaine a été dure aux trônes et aux gouvernemens. Ce n'est pas pure métaphore, de dire que la terre tremble et que, par ondes, l'ébranlement gagne de proche en proche. La déposition du roi Constantin n'est évidemment pas un acte révolutionnaire, mais un acte diplomatique, où le protocole cérémoniel a été un peu bousculé. Tout s'est pourtant passé aussi bien que possible. M. Jonnart, nommé haut-commissaire des Puissances protectrices en Grèce, après avoir pris, de concert avec le général Sarrail, commandant en chef de l'armée d'Orient, et l'amiral Gauchet, commandant des forces navales alliées, les précautions militaires indispensables, après avoir fait franchir à nos troupes les limites de la Thessalie, fait fermer, à ses deux issues, le canal de Corinthe, fait débarquer des détachemens au Pirée, et amené à proximité d'Athènes les renforts dont on eût pu avoir besoin, a signifié, le lundi matin 12 juin, à M. Zaïmis, président du Conseil des ministres, la résolution des Puissances, en lui demandant, par une sorte d'ultimatum que cette fois nous étions en mesure d'appuyer, une réponse pour le lendemain, avant midi. Et le mardi matin, 12 juin, à neuf heures et demie, M. Zaïmis, prenant acte de ce que « la France, la Grande-Bretagne et la Russie avaient réclamé l'abdication de Sa Majesté le roi Constantin et la désignation de son successeur (à l'exception du diadoque, dont les dispositions hostiles avaient été scandaleusement affichées), » faisait connaître que « Sa Majesté le Roi, soucieux comme toujours du seul intérêt de la Grèce, a décidé de quitter avec le prince royal le pays et désigne pour son successeur le prince Alexandre. »

De ce successeur ainsi désigné, on savait simplement jusqu'à hier que c'était le deuxième fils du roi Constantin et de la princesse Sophie de Hohenzollern. On sait maintenant, par sa proclamation, que c'est un bon fils ; dans son exemplaire attachement à son « auguste père, » qui vient de faire « un sacrifice suprême à notre chère patrie, » il feint de ne tenir que de la délégation paternelle, comme s'ils lui étaient spontanément confiés, « les lourds devoirs du trône hellène; » dans « sa douleur d'être séparé, en des circonstances aussi critiques, de ce père bien-aimé, » il a « pour seule consolation de remplir son mandat sacré (le mandat du roi Constantin). » Il aura toujours son image dans le cœur comme devant les yeux, et tâchera de toutes ses forces de suivre les traces de son règne si brillant, avec le concours du peuple grec, obéissant, par delà l'effacement propitiatoire, aux volontés toujours royales de celui qui reste pour l'un et pour l'autre Constantin Ier. Tout cela est naturel et louable, mais il y en a trop.

Si l'on rapproche le texte de cette proclamation du texte de la communication adressée par M. Zaïmis à M. Jonnart, on ne saurait manquer d'être frappé de certaines coïncidences, où s'est peut-être exercée la subtilité des Grecs habiles à user de toutes les finesses de l'esprit et à manier toutes les ressources de la langue. Que dit M. Zaïmis, ou même qu'écrit-il? Que la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont « réclamé l'abdication du roi Constantin et la désignation de son successeur, » d'une part ; et, d'autre part, que « le Roi, soucieux comme toujours du seul intérêt de la Grèce, a décidé de quitter le pays avec le prince royal et désigne pour son successeur le prince Alexandre. » Il n'est question d'abdication que dans la demande, et dans la réponse il n'est question que de départ; en cours de route, Constantin, par une habitude invétérée, s'est laissé prendre une interview : il n'a parlé que d'« éloignement. » — Heureux qui, comme Ulysse, a fait un beau voyage! — Il y a bien, dans la réponse même, la désignation du successeur, mais relisons les articles 45, 46, 52 de la Constitution, et prenons garde que ce ne soit là encore, artificieusement ménagée, une source de chicanes.

Peu importe, au surplus. Il faut le dire tout net. Nous sommes allés en Grèce, non par des scrupules juridiques, mais par des nécessités politiques. Nous y sommes allés parce que la situation qui nous y était faite n'était digne ni de la France, ni de l'Angleterre, ni de la Russie; « parce que nous ne pouvions pas oublier que, le 1er décembre dernier, nos marins y avaient été traîtreusement mis à mort; » et parce qu'enfin, tant que le gouvernement royal faisait de ce pays une base allemande, notre armée d'Orient, prise à revers, était paralysée. Si c'est changé, si le départ de Constantin suffit, si nous sommes débarrassés de ses Streit, de ses Dousmanis et de ses Metaxas, si les deux Grèces ennemies, la Grèce de Salonique et la Grèce d'Athènes, peuvent se réunir, sous Alexandre, avec M. Venizelos, en une Grèce qui nous soit sûre, c'est bien, quoique nous ayons beaucoup tardé. Nous n'aurons pour elle que de l'indulgence, et nous lui en avons déjà donné un gage en levant le blocus. Mais, dans la douceur, de la fermeté. Inutile d'exhiber, comme l'Empereur furieux, un « poing de fer, » pourvu que nous ne lâchions plus la main. La seconde épître d'Alexandre est déjà plus raisonnable.

Au lendemain de son succès du Carso, et à la veille de l'entrée des troupes franco-anglaises en Thessalie, l'Italie a proclamé, par l'intermédiaire du général commandant son corps expéditionnaire, l'unité et l'indépendance de l'Albanie « sous sa protection, » *sotto la pro-*

tezione ; nous avions noté la nuance, et c'est à tort qu'on a traduit : « sous son protectorat. » Elle a poussé son avance en Épire et occupé Janina, non sans soulever, à ce qu'il semble, des protestations. Depuis quelque temps aussi, la petite république de Koriza l'agaçait, comme une amorce, comme une pointe venizeliste, et il convient de ne pas négliger ce symptôme. Que l'Italie soit désormais au contact de la Grèce, c'est peut-être plus qu'un incident ; il se pourrait que de vrais événemens en vinssent, surtout si les deux Grèces réunies retrouvaient et reprenaient les voies de la plus grande Grèce. L'Entente doit avoir l'œil ouvert de ce côté. Pour l'Italie, nous l'avons dit, la proclamation de l'indépendance albanaise sous sa protection est un geste à triple et quadruple détente : comme l'Albanie méridionale ne se distingue pas nettement de l'Épire septentrionale, il barre le chemin à la Grèce ; il coupe le chemin de l'Adriatique, dans le cas probable de la victoire des Alliés, à un futur grand État yougo-slave, et, dans le cas contraire, aux ambitions de l'Autriche ou de la Bulgarie ; au pis aller, il met une monnaie d'échange ou de rançon dans le portefeuille de la Consulta. Si l'Italie avait tenu à l'Albanie pour elle-même, c'est-à-dire à l'Albanie en elle-même, voilà trente ans qu'elle aurait pu l'avoir. En 1887, à Friedrichsruhe, Bismarck l'offrit à Crispi, pour toutes sortes de raisons, quelques-unes plaisantes, mais qui ne durent guère plaire à sonvisiteur, dont la famille était originaire de cette région. On croyait que, bien plus qu'à prendre l'Albanie, l'Italie tenait à ce que l'Autriche ne la prît pas, et que c'était le but du combat d'influence qu'elle y livrait à l'empire des Habsbourg. D'où l'essai, d'avance condamné, auquel présida ridiculement le prince de Wied. Mais, quels que soient pour demain les projets de l'Italie autour de Vallona et de Santi-Quaranta, ce n'est pas aujourd'hui ce qui appelle nos observations : jusqu'à ce qu'elle se pose internationalement, l'affaire albanaise se présente comme une affaire italienne d'ordre intérieur.

Eh ! quoi, dans l'instant même où la Révolution russe lance son *veto* : « pas d'annexions, » et où les Puissances de l'Entente, tout en faisant des réserves, en définissant, s'accordent à répondre : « En effet, pas d'annexions, » dans cet instant même, l'Italie déclare prendre l'Albanie « sous sa protection, » et l'on pense savoir ce que c'est, dans le style des chancelleries, que de « prendre sous sa protection » un pays préalablement proclamé uni et indépendant. Encore qu'ils ne soient pas de la stricte observance, MM. Bissolati, Bonomi et Comandini, qui représentent dans le Cabinet Boselli des

inclinations socialistes, ont tressailli à ce réveil d'un « égoïsme sacré » que certains de leurs amis se flattaient d'avoir tué avec M. Salandra. Pendant toute une séance, ils ont boudé le Conseil, et n'y ont point paru. On s'est imaginé que la crise allait s'ouvrir, et qu'en Italie comme ailleurs, allait être discutée « la revision des buts de guerre. » Et, de fait, la crise s'est ouverte, ou, plus exactement, il y a eu comme une crise larvée. Mais, quand elle s'est résolue, MM. Bissolati, Bonomi et Comandini sont demeurés dans le ministère ; c'est le ministre de la Guerre et le ministre de la Marine qui sont partis, sans compter que M. Arlotta est devenu haut-commissaire italien aux États-Unis, pour permettre le remembrement des Travaux publics, par les soins d'un technicien éminent, M. Ricardo Bianchi, et que le général Dall'Olio a été, de sous-secrétaire d'État, promu ministre titulaire des Munitions.

MM. Bissolati, Bonomi et Comandini étaient au début de la crise, durant son cours ils disparaissent, et ils n'y sont plus à la fin : c'est pour eux *res inter alios acta*. M. Sonnino l'a traversée comme eux, mais tout droit, impassible, intransigeant, bien qu'au fond elle ait été suscitée contre lui. N'est-ce pas lui en chair et en os, la « diplomatie secrète, » et n'est-ce pas lui l'ouvrier opiniâtre, silencieux, énigmatique, de « l'égoïsme sacré, » qui travaille sans cesse et ne livre à personne les mystères de son métier? Seulement, le sens politique est si fort en Italie, que ceux mêmes que cette attitude en apparence dédaigneuse blesse ou irrite, ne perdent jamais de vue, fût-ce aux heures troubles, les conditions de la vie et de l'action. Ils savent, ils sentent, que, s'il n'y a plus de secret, c'est qu'il n'y aura plus de diplomatie, et que, s'il n'y a plus d'égoïsme sacré, c'est qu'il n'y aura plus de nation. La vie nationale suppose l'égoïsme national, comme l'action diplomatique suppose le secret : ce sont des Italiens qui ont trouvé les deux formules. Des masses ignorantes ou des peuples tout neufs peuvent imaginer le contraire, et c'est bien simple, mais c'est trop simple. Pas un Italien ne les en croira. La science et l'instinct se rebellent également contre cette chimère. M. Boselli, bien qu'il passe pour être teinté d'un peu de romantisme politique, a sûrement dégagé l'intime volonté de tous ses compatriotes, en disant, le 20, à la Chambre : « Sans la victoire, aucune classe sociale, et le prolétariat moins que toutes les autres, ne pourrait espérer un avenir de progrès et une vie heureuse. Personne ne peut ne pas souhaiter de tous ses vœux la paix, mais ceux qui la voudraient sans la complète libération nationale voudraient une paix impossible, renieraient leur qualité

d'Italiens et prépareraient inconsciemment pour un avenir prochain une nouvelle et terrible guerre. Je ne puis croire que des tendances semblables existent en Italie. Si elles existaient, et si l'on tentait de les réaliser, le gouvernement sévirait inexorablement contre elles. »

En tant qu'elle se heurte sourdement au mot d'ordre adopté par la *Soviet*, la crise italienne, on le voit, n'est pas sans rapport avec la crise russe; et pareillement, à d'autres égards, la crise espagnole. Ce n'est point que l'Espagne ait suivi l'exemple ou subi, de si loin, la contagion de la Russie. Les « comités de défense » de ses régimens et ceux qui s'organisent dans les diverses corporations, mais particulièrement les militaires, n'ont eu à copier aucun modèle étranger; le type a été produit par le milieu, et nous retrouvons là aussi « cette vieille infanterie espagnole » qui, avec les autres armes du reste, avait, pour le grand malheur du pays, rempli le XIXe siècle de ses *pronunciamientos*. Depuis 1874, on espérait que l'Espagne en était délivrée, et l'on s'attriste, lorsque, comme nous, on l'admire et on l'aime, de constater que les germes n'en étaient pas définitivement étouffés. A la suite de la démission, dans des circonstances pénibles, de son ministre de la Guerre, le Cabinet de M. Garcia Prieto s'est tout entier décidé à la retraite ; et il y a eu plus : les libéraux ont cédé la place aux conservateurs. C'est l'inverse de la manœuvre qu'exécuta en d'autres temps Cánovas del Castillo pour soutenir et consolider la Restauration encore chancelante, quand, par deux fois, il lia à sa fortune le parti libéral, en lui remettant le pouvoir. M. Dato, qui ne s'est pas dérobé à une tâche dont le poids peut être accablant, est un homme de rare valeur, honoré de tous, ayant le goût et le sens des problèmes sociaux, en cela semblable à son ancien chef, le grand ministre conservateur. Il a appelé au ministère de la Guerre le maréchal Primo de Rivera, de qui la verte vieillesse se souvient des âges disparus, et qui, au long des soixante-dix ans pendant lesquels il porta l'uniforme, assista à tant de mouvemens dans l'armée, jusqu'à celui de Sagonte, qui fut le bon, puisqu'il fut le dernier.

Mais la crise a été très grave, et l'on ne saurait nier qu'elle a failli dépasser les proportions d'une crise ministérielle. Des choses ont été discutées, même dans des journaux modérés, qui ne le sont jamais sans que ce soit un avertissement. Toutes ces dissertations sur les monarchies qui tournent à la république et sur les républiques qui gardent les avantages de la monarchie sont l'indice d'une agitation dans les profondeurs. Les élémens de dissociation, si répandus dans toutes les Espagnes, des dix royaumes maures à la Catalogne et à la

Biscaye, le carlisme des provinces basques, le régionalisme de l'Est, le cantonalisme du Sud-Est, ce mal endémique ou épidémique, qui fut porté à son paroxysme, en 1874, par la débilité anarchique de la Révolution ; jointe à cela, la gêne imposée par une neutralité à laquelle, sauf l'effusion de sang, n'est épargnée aucune des souffrances de la guerre ; jointes à cela, en outre, les dissensions que fomente, entretient, exaspère l'espionnage allemand, les colères que provoquent l'impudence, l'audace allemandes ; oui, tout cela déborde ou menace de déborder et les personnes des ministres et les cadres des partis. Le point faible de la monarchie des Bourbons restaurée nous a toujours paru être dans la force même de l'artisan de cette restauration. L'épigraphe ne se trompait pas, qui, au pied des portraits royaux, disait : « A don Antonio Cánovas del Castillo, une famille espagnole reconnaissante. » Comment ne pas nous rappeler que nous écrivîmes ici, lors de l'attentat de Santa-Agueda : « M. Cánovas est mort : que Dieu garde l'Espagne et la monarchie ! »

Crises encore, et plus que ministérielles encore, en Autriche et en Hongrie, en Cisleithanie et en Transleithanie. Le comte Clam-Martinitz, à Vienne, n'a pu séduire le club polonais, maître du parlement impérial depuis le temps de Badeni et même de Taaffe. L'idée de ressusciter le Reichsrath après une longue léthargie lui a été fatale. Et cette aventure prouve qu'en Autriche, sous Charles Ier comme sous François-Joseph, la monarchie et ses différens peuples ne s'entendent jamais mieux que dans le silence. A Budapest, un débutant, un tout jeune homme, le comte Maurice Esterhazy, a fini par réussir où les plus vieux routiers avaient échoué. Nous ne savons de lui que son nom, et nous ne voulons le voir qu'à travers les souvenirs de son père, le comte Nicolas-Maurice, et de son grand-oncle, grand seigneur tchèque et président de la Diète de Bohême, le prince Georges Lobkowitz. S'il leur ressemble, il n'aura pas l'espèce d'âpreté fanatique d'un Tisza, et il ne devrait pas, au même degré, être asservi au germanisme. D'aussi faibles indices, il serait imprudent de vouloir tirer un pronostic. Mais, quand on considère les quatre autres comtes qui font partie du Cabinet, et dont le comte Andrássy n'est pas, rien, à première vue, ne détourne de l'impression qu'en Hongrie comme en Autriche, on essaie de donner timidement de petits coups d'épaule pour secouer le joug de Berlin.

Ce joug, la Suisse ne supporte pas qu'on le lui impose d'autorité ou qu'on le lui glisse par hypocrisie. Le chef du département politique, ministre des Affaires étrangères, M. Hoffmann, personnage très

considérable, ancien président de la Confédération, ayant commis l'imprudence et l'incorrection de servir d'honnête courtier pour une proposition de paix allemande à la Russie, dénoncée avec indignation par le gouvernement provisoire, va méditer, dans une retraite anticipée, sur ce que peuvent coûter les liaisons dangereuses. Le Conseil fédéral, en son ensemble, a repoussé toute solidarité avec ce maladroit, qui aurait déjà pu se faire prendre, et près de qui M. Grimm n'a peut-être fait que remplacer M. Ritter. Encore, dans quelques cantons, juge-t-on la sanction insuffisante. Meetings et manifestations se succèdent, où l'écusson de l'Empire est criblé de pierres. Constantin fut mal inspiré de s'arrêter, sur ces entrefaites, à Lugano, quels que pussent être les parfums de Germanie qui l'y attiraient. Le soir, comme il faisait un tour sur la Piazza della Riforma (n'aurait-il pas eu droit à la Place de la Révolution ?) il fut reconnu et... acclamé d'une façon significative. Mais qu'on ne s'y trompe pas, et, lui-même, il n'a pas dû s'y tromper. La Suisse a vu passer trop de rois en exil, elle a été hospitalière à trop de grandeurs déchues, elle a accueilli et salué trop de malheurs, pour qu'il ait pu croire que ces rumeurs fussent réellement à son adresse. Non, ce que la foule, moins cruelle que justicière, conspuait en lui, ce n'était pas le roi de Grèce, c'était le beau-frère de l'Empereur. Tandis que le *mark* perd, à Bâle, de 50 à 55 pour 100 de sa valeur, M. de Bethmann-Hollweg, par ses avocats social-démocrates, Scheidemann, Ebert et David, fait plaider à Stockholm les circonstances atténuantes, ou même la non-culpabilité. Il n'y a plus personne qui ait « voulu cela. » C'est un signe terrible pour celui qu'on croyait le plus fort, de ne plus être ni le plus respecté, ni, du moins, le plus redouté. Qu'il s'agisse de mesurer les chances de la guerre par l'argent, les armes, ou l'estime, ou la peur, l'Allemagne baisse. Voilà sa cote.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant.

RENÉ DOUMIC.